

PARTIE MATIÈRES

A

ABORDAGE EN NAVIGATION INTERIEURE.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'abordage en navigation intérieure, N° 450. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 39. — M. Brindeau dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport, n° 248. [15 mars], p. 473. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [26 juin], p. 830. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1934 (J. O. du 28 juillet, D. 7754).

ABUS D'AUTORITE. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 3.

ABUS DE CONFIANCE. — Voir CODE PÉNAL, 2.

ACCESSION DES NATURALISES A CERTAINES FONCTIONS. — Voir NATURALISÉS.

ACCESSOIRES DE TUBES POUR L'ELECTRICITE. — Voir DOUANES, 16.

ACCIDENTS (Répression des agissements d'intermédiaires). — Proposition de loi de M. Jean Odin tendant à la répression des agissements de certains intermédiaires en matière d'accidents (n° 137, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 39. — M. Belmont dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 9. [12 janvier], p. 48. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. [28 février], p. 307.

ACCIDENTS CAUSES AUX TIERS. — Voir ASSURANCE OBLIGATOIRE DES PROPRIÉTAIRES D'AUTOMOBILES.

ACCORDS. — Voir CONVENTIONS, 1, 9, 21, 32.

ACIDES ACETIQUES. — Taxation des acides acétiques d'origine chimique et de l'anhydride acétique (art. 17) (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018).

ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIETE IMMOBILIERE. — Voir TRANSCRIPTION OBLIGATOIRE.

1934. — SÉNAT, SESSION EXTR. — ANNALES (NOUV. SÉRIE, ANNALES, T. 121.)

ADJUDICATIONS. — Voir COOPÉRATIVES D'ARTISANS.

ADOPTION. — Voir CODE CIVIL, 5,6.

AERONAUTIQUE (Lois de finances. —

Budgets de 1934 et 1935). — Exploitation en régie d'une ligne aérienne d'Alger au Congo belge (art. 53). — Modification de la limite d'âge des officiers de l'armée de l'air (art. 54). — Fabrications de l'aéronautique. Travaux et installations. Autorisations d'engagement (art. 88). — Crédit d'engagement pour études et expériences aéronautiques (art. 89). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air (art. 90). — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la guerre, de la défense des territoires d'outre-mer, de la marine et des colonies, les crédits inscrits au budget de l'air (art. 91). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018. — (Budget de 1935): Remboursement des frais d'analyses, expériences et essais effectués, à la demande de l'industrie et des particuliers, par les établissements dépendant du ministère de l'air (art. 5). — Modalité des suppressions d'emplois dans le corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique (art. 30). — Aménagement de logements pour les personnels des formations et services du ministère de l'air (art. 42). — Exploitation d'une ligne aérienne d'Alger au Congo belge et de Casablanca à Tunis (art. 43). — Extension aux officiers admis dans le corps des ingénieurs de l'aéronautique des dispositions de l'article 152 de la loi de finances du 16 avril 1930 (art. 44). — Hiérarchie des ingénieurs adjoints de l'aéronautique et nouvelle dénomination de ces fonctionnaires (art. 45). — Aéronautique maritime. Autorisation d'engagement (art. 70). — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du ministère de la marine au ministère de l'air (art. 71). — Fabrications de l'aéronautique. Travaux et installations. Autorisations d'engagement (art. 73). — Crédits d'engagement pour études et expériences aéronautiques (art. 74). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des of-

ficiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air (art. 75). — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la guerre, de la défense des territoires d'outre-mer, de la marine et des colonies, les crédits inscrits au budget de l'air (art. 76). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

— Voir DÉCORATIONS. — LÉGION D'HONNEUR.

AFFICHAGE. — Voir DROIT DE RÉPONSE.

AGENTS MILITAIRES. — Nomination de sous-officiers aux emplois vacants d'agents militaires (art. 48). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

AIR. — Voir ARMÉE DE L'AIR.

ALBERT I^{er}, Roi des Belges. — M. le Président du Sénat rend hommage à la mémoire de S. M. Albert I^{er}, Roi des Belges. — M. Louis Barthou, *Ministre des Affaires Étrangères*, associée le Gouvernement à cet hommage. Séance levée en signe de deuil [19 février], p. 115.

Voir RÉOLUTIONS, 6.

ALCOOL-ESSENCE (Obligation de l'emploi du mélange carburant). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire l'emploi du mélange carburant alcool-essence aux services automobiles exploités, concédés ou subventionnés par les pouvoirs publics, les départements et les communes, n° 66. Voir Table 1933, Session ordinaire, p. 40. — M. Le Troequer dépose, au nom de la commission des travaux publics, le rapport n° 323 [31 mai], p. 612.

ALCOOLS. — Fixation des prix de cession des alcools purs ou dénaturés (art. 20). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

ALES (Gard) (Taxes). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune d'Alès (département du Gard) à établir diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés, n° 611. Voir Table de 1933 (Session extraord.), p. 19. — M. Gaston Gaudaire dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport, n° 597 [29 novembre], p. 1166. — Discussion. Avis de la

Commission des finances, par M. Schrameck, n° 655. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 décembre], p. 1478. — Promulgation: Loi du 27 janvier 1935 (J. O. des 28 et 29 janvier), p. 1134.

ALEXANDRE I^{er}, Roi de Yougoslavie. — M. le Président du Sénat rend hommage à la mémoire de S. M. Alexandre I^{er}, Roi de Yougoslavie. — M. Pierre Laval, *Ministre des Affaires Etrangères*, associe le Gouvernement à cet hommage. Séance levée en signe de deuil [6 novembre], p. 1103, 1105.

ALFA (Société anonyme l'). (Cession de l'ancienne usine d'acide nitrique synthétique de la poudrerie nationale de Sorgues). — Voir **POUDRERIE NATIONALE DE SORGUES**.

ALGERIE.

1 — **Budget de l'Exercice 1933. — Traitement des fonctionnaires.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 31 décembre 1932, autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables à l'Algérie pour l'Exercice 1933, n° 681. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 19. — Promulgation: Loi du 3 février 1934 (J. O. du 4 février), p. 1138.

2 — **Budget de l'Exercice 1933. — Marché des blés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 31 décembre 1932, autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables à l'Algérie pour l'Exercice 1933, n° 682. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 19. — Promulgation: Loi du 3 février 1934 (J. O. du 4 février), p. 1138.

3 — **Déclassement de l'enceinte de Guelma.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement d'une partie de l'enceinte de Guelma. — Renvoi à la Commission de l'Armée, n° 32 [25 janvier], p. 77. — M. Mauger dépose le rapport n° 137 [28 février], p. 285. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Manger, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet [8 mars], p. 388. — Promulgation: Loi du 12 mars 1934 (J. O. du 14 mars), p. 2634.

4 — **Assemblées algériennes.** — Dépôt d'un projet de loi relatif à la réorganisation des Assemblées algériennes. Renvoi à la Commission de l'Algérie, n° 266 [15 mars], p. 491.

5 — **Emplois réservés. (Service des Postes, Télégraphes et Téléphones. Tableaux A, B, C).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les tableaux A, B et C relatifs aux emplois réservés par le gouvernement général de l'Algérie, service des postes, télégraphes et téléphones, aux bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, modifiées par la loi du 21 juillet 1928. Renvoi à la Commission de l'Armée, n° 487 [3 juillet], p. 971. — M. Jean Taurines dépose le rapport n° 581 [22 novembre], p. 1140. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 novembre], p. 1175. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1934 (J. O. du 19 décembre), p. 12363.

6 — **Emplois réservés (Service des Postes, Télégraphes, Téléphones. — Tableau F).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le tableau F relatif aux emplois réservés par le gouvernement général de

l'Algérie, service des postes, télégraphes et téléphones, aux bénéficiaires de la loi du 30 janvier 1923, modifiée par la loi du 21 juillet 1928. — Renvoi à la commission de l'Armée, n° 488 [3 juillet], p. 971. — M. Jean Taurines dépose le rapport n° 582 [22 novembre], p. 1140. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 novembre], p. 1175. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1934 (J. O. du 19 décembre), p. 12363.

7 — **Conseils municipaux. — Adjoint indigène.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer dans les conseils municipaux d'Algérie un poste d'adjoint indigène choisi parmi les conseillers élus par les indigènes (N° 280, année 1930). — M. Maurice Viollette dépose, au nom de la Commission de l'Algérie, le rapport n° 608 [4 décembre], p. 1180.

8 — **Budget de l'exercice 1935.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des finances, n° 673 [22 décembre], p. 1517. — M. Havaux dépose le rapport n° 675 [22 décembre], p. 1539. — Demande de la discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1586. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1934 (J. O. des 30 et 31 décembre, p. 13122; *Erratum*: J. O. du 5 janvier 1935, p. 146; *Errata*: J. O. des 11 et 12 février 1935, p. 1827).

ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Voir PRODUITS.

ALLEMAGNE. — Voir CONVENTIONS, 1, 16.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

ALLOCUTIONS. — Prononcées par: M. Damecour, *Président d'âge*, en prenant place au fauteuil [9 janvier], p. 1. — M. Jules Jeanneney, *Président du Sénat*, en prenant place au fauteuil [12 janvier], p. 16. — M. le Président, qui rend hommage à la mémoire de M. de Selves, *ancien Président du Sénat* [16 janvier], p. 34. — M. le Président, à l'occasion du décès de M. Villeman, *Sénateur de l'Aisne* [15 février], p. 110. — M. le Président, qui rend hommage à la mémoire de S. M. Albert I^{er}, *Roi des Belges* [19 février], p. 115. — M. le Président, qui rend hommage à M. Gaston Doumergue, *Président du Conseil* [20 février], p. 132. — M. le Président: Eloge funèbre de M. le Comte d'Alsace, *Prince d'Hénin, Sénateur des Vosges* [26 février], p. 200. — M. le Président, qui rend hommage à la mémoire de S. M. Alexandre I^{er}, *Roi de Yougoslavie* et des Présidents Louis Barthou et Raymond Poincaré [6 novembre], p. 1103, 1105. — M. le Président: Eloges funèbres de MM. Boudin, *Sénateur du Loir-et-Cher*; Lauraine, *Sénateur de la Charente-Inférieure*; Maurice Ordinaire, *Sénateur des Basses-Pyrénées*; Laboulbène, *Sénateur de Lot-et-Garonne*; Thérêt, *Sénateur de Pas-de-Calais*; Gaston Menier, *Sénateur de Seine-et-Marne*; Bouniols, *Sénateur du Tarn-et-Garonne* [8 novembre], p. 1127. — M. Flandin, *Président du Conseil*, et M. le Président, à l'occasion de la clôture de la session extraordinaire [23 décembre], p. 1612.

ALSACE ET LORRAINE. — Extension à l'Alsace et à la Lorraine des dispositions d'ordre fiscal contenues dans la présente loi (art. 25). — Réduction des indemnités compensatrices allouées aux fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine (art. 44). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

ANES. — Voir **DOUANES, 8.**

ANTILLES. — Voir **COLONIES, 1.** — **TRIBUNAUX POUR ENFANTS.**

ANZIN (Compagnie des mines d'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une convention passée avec la Compagnie des mines d'Anzin en vue de proroger la concession de la ligne de Somain à Anzin et à la frontière belge. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, n° 287 [15 mai], p. 536. — M. Yves Le Trocquer dépose le rapport n° 443 [28 juin], p. 841. — Demande de discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Valadier, n° 549. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1072. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1934 (J. O. du 18 juillet, p. 7267).

APPELLATIONS D'ORIGINE.

1 — **« Cognac » et « Armagnac ».** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à assurer la protection des appellations d'origine « Cognac » et « Armagnac ». Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 165 [6 mars], p. 350. — M. Delhoume dépose le rapport n° 337 [7 juin], p. 630. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 juin], p. 729. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1934 (J. O. du 6 juillet, p. 6786).

2 — **Eaux-de-vie naturelles.** — Proposition de loi tendant à approprier les titres de mouvement dits régionaux délivrés pour les eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine. (N° 118, année 1925). Voir Table de 1925, p. 30. — Vote de la question préalable [25 juin], p. 792.

ARCHIVES SENATORIALES. — Voir **COMMISSION DES MARCHÉS DE GUERRE.**

ARMAGNAC. — Voir **APPELLATIONS D'ORIGINE, 1.**

ARMEE.

1 — **Cantiniers militaires.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le statut des cantiniers militaires. (N° 576, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 20. — M. Neyret dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport n° 65 [15 février], p. 111. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Rio, *président de la commission de la marine*, et Neyret, *rapporteur de la commission de l'armée*. Art. 1^{er}: amendement de M. Rio: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2: adoption. Art. 3: amendement de M. Rio: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 4 à 11: adoption. Adoption de l'en-

semble de la proposition de loi [28 février], p. 282. — Promulgation: Loi du 21 juin 1934 (J. O. du 22 juin, p. 6179).

2 — **Véhicules automobiles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement, au classement et à la réquisition des véhicules automobiles. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 115 [23 février], p. 195. — M. le Comte d'Harcourt dépose le rapport N° 179 [8 mars], p. 371. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. le Comte d'Harcourt, *Rapporteur de la Commission de l'armée*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 508. — Promulgation: Loi du 18 juin 1934 (J. O. du 20 juin 1934, p. 6082; Rectificatif: J. O. du 22 juin, p. 6179).

3 — **Administration de l'armée.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée (N° 794, année 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 41. — M. Emile Sari dépose l'avis de la Commission des finances, N° 433 [26 juin], p. 833. — M. le Comte d'Harcourt dépose un deuxième rapport supplémentaire N° 505 [3 juillet], p. 997. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. le comte d'Harcourt, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; Emile Sari, *Rapporteur de la Commission des finances*, et Guinand, *Secrétaire général du Ministère de la Guerre, Commissaire du Gouvernement*. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2 (disjoint par la Commission). Demande de rétablissement de l'article, par M. Pierre Even: MM. Pierre Even, Emile Sari, *Rapporteur de la Commission des finances*; Messimy, *Président de la Commission de l'armée*, et le maréchal Pétain, *Ministre de la Guerre*. Adoption (devenant l'article 2). Art. 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1030. — Promulgation: Loi du 19 décembre 1934 (J. O. du 21 décembre, p. 12426).

4 — **Défense contre l'incendie.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Tournan et Emile Sari tendant à créer dans l'armée une organisation de défense contre l'incendie. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 324 [31 mai], p. 612.

5 — **Ecole polytechnique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant dérogation aux dispositions de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée en ce qui concerne les conditions de nomination aux grades de sous-lieutenant et de lieutenant de certains élèves de l'école polytechnique admis à cette école en 1932. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 550 [5 juillet], p. 1074. — M. le général Bourgeois dépose le rapport N° 660 [21 décembre], p. 1494.

6 — **Frontières (Installation d'usines dans la zone défensive des).** — Dépôt d'une proposition de loi de M. le général Bourgeois tendant à subordonner à l'autorisation gouvernementale l'installation d'usines dans la zone de l'organisation défensive des frontières. Renvoi à la commission de l'armée, N° 517 [4 juillet], p. 1003. — M. le général Bourgeois dépose le rapport N° 601 [4 décembre], p. 1180. — 1^{re} délibération. Déclaration d'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. le général Bourgeois, *Rapporteur de la*

Commission de l'Armée. Art. 1^{er}: amendement de M. Messimy et de M. le général Hirschauer. Adoption. Adoption de l'article 1^{er} modifié. Art. 2 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [6 décembre], p. 1195.

7 — **Pensions des sergents-chefs et des caporaux-chefs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux pensions des sergents-chefs et des caporaux-chefs. Renvoi à la commission des finances, N° 665 [22 décembre], p. 1500.

8 — Recrutement.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les articles 91 et 92 de la loi de recrutement du 31 mars 1928 relatifs à l'insoumission. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 485 [30 juin], p. 960. — M. Jean Taurines dépose le rapport N° 496 [3 juillet], p. 997. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1029. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1934 (J. O. du 11 juillet, p. 6995).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 30 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 551 [5 juillet], p. 1074. — M. le Général Bourgeois dépose le rapport N° 658 [21 décembre], p. 1494.

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les dispositions de l'article 33 et de modifier celles de l'article 36 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 605 [4 décembre], p. 1180. — M. le Général Bourgeois dépose le rapport N° 659 [21 décembre], p. 1494.

9 — Réquisitions militaires.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires (N° 876, année 1931). — M. René Besnard dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport N° 128 [27 février], p. 241. — M. de Monti de Rezé dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 316 [31 mai], p. 598. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juin], p. 646. — Promulgation: Loi du 11 juin 1934 (J. O. du 14 juin, p. 5882).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modifications à la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires. Renvoi à la commission de l'armée, N° 618 [11 décembre], p. 1206. — M. de La Grandière dépose le rapport, N° 656 [21 décembre], p. 1494. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des articles de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1575. — Promulgation: Loi du 21 janvier 1935 (J. O. du 24 janvier, p. 746).

10 — **Service des poudres.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le Service des poudres. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 558 [6 juillet], p. 1100.

11 — **Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935.** — Modification au mode de paye-

ment des primes allouées pour services accomplis dans certains corps métropolitains (art. 46). — Réduction de la solde allouée aux officiers en disponibilité (art. 47). — Convocation des réserves en 1934 (art. 49 et 50). — Achats d'effets d'habillement destinés aux masses des corps de troupes stationnés aux colonies (art. 60). — Fixation du nombre maximum pour l'année 1934 des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 septembre 1925 (art. 73). — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage (art. 76). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — *Budget de 1935*: Suppression des permissions exceptionnelles créées par la loi du 15 juillet 1932 (art. 32). — Remplacement des caporaux-chefs par des sous-officiers (art. 33). — Convocation des réservistes en 1935 (art. 34 et 35). — Aménagement de logements dans les régions frontalières (art. 36). — Fixation, pour l'année 1935, du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925 (art. 57). — *Budget de la guerre*. Constructions et matériels neufs. Autorisations d'engagement (art. 58). — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage (art. 60). — Maximum de dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 61). — Répartition par décret des crédits globaux affectés à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire (art. 62). — Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies (art. 81). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610).

Voir CRÉDITS, 12.

ARMÉE DE L'AIR (Organisation générale).

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation générale de l'armée de l'Air. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 20. — M. Albert Mahieu, dépose, au nom de la Commission de l'air le rapport N° 194 [8 mars], p. 389. — M. le général Bourgeois dépose l'avis de la Commission de l'armée, N° 329. — M. le général Hirschauer dépose l'avis de la Commission des finances, N° 330 [5 juin], p. 618. — M. Bergeon dépose l'avis de la Commission de la marine, N° 335 [7 juin], p. 630. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Albert Mahieu, *Rapporteur de la Commission de l'air*; le général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air et Rapporteur de la Commission de l'armée*; le général Hirschauer, *Rapporteur de la Commission des Finances*; Bergeon, *Rapporteur de la Commission de la marine*; le général Messimy, *Président de la Commission de l'armée*; le maréchal Pétain, *Ministre de la Guerre*; Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, et le général Denain, *Ministre de l'Air*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: MM. Louis Tissier et Piétri, *Ministre de la Marine*. Amendement de M. Bergeon et plusieurs de ses collègues: MM. Bergeon et le général Denain, *Ministre de l'Air*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2 à 15: adoption. Art. 16: MM. le général Hirschauer,

Rapporteur de la Commission des finances: Manger et le général Denain, *Ministre de l'Air*. Adoption. Art. 17 et 20 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 juin], p. 689. — Promulgation: Loi du 2 juillet 1934 (*J. O.* du 19 juillet, p. 7317).

ARRANGEMENTS. — Voir CONVENTIONS, 2, 13, 27, 34.

ARTICLES EN GUIR. — Voir DOUANES, 4.

ARTICLES DE SPARTERIE. — Voir DOUANES, 19.

ARTISANS (Registre d'inscription). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer un registre spécial pour l'inscription des artisans (N° 380, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 42. — M. Fèvre dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 13 [16 janvier], p. 34. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er} à 9: Adoption. Sur l'ensemble: MM. François-Saint-Maur, Fèvre, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 février], p. 280. — Promulgation: loi du 27 mars 1934 (*J. O.* du 29 mars, p. 3178).

Voir MAITRES ARTISANS.

ARTISANS D'ART. — Voir COOPÉRATIVES D'ARTISANS.

ASPHALTES. — Voir DOUANES, 17.

ASSEMBLEES ALGERIENNES. — Voir ALGERIE, 4.

ASSISTANCE (Codification des lois d'). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Tournan et plusieurs de ses collègues tendant à la codification et à la révision des lois d'assistance. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 630 [13 décembre], p. 1229.

Loi de finances. — Conditions d'admission au bénéfice des lois d'assistance et voies de recours (art. 55 à 57). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir CONVENTIONS, 3, 28.

ASSISTANCE MEDICALE GRATUITE (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle). — Proposition de loi concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite, et notamment celles visant les tuberculeux (N° 671, année 1933). — Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 20. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [26 février], p. 200.

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Voir COMMIS D'INSPECTION.

ASSOCIATIONS (Infraction de port d'armes). — Voir DISSOLUTION.

ASSURANCE-CREDIT. — Garantie d'exportation (art. 72). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

ASSURANCE OBLIGATOIRE des propriétaires d'automobiles. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Marcel Régnier et Mollard relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles contre les accidents causés aux tiers. Renvoi à la Com-

mission de législation et, pour avis, à la Commission des travaux publics. N° 69 [15 février], p. 111. — M. Charles Meunier dépose le rapport, N° 649 [20 décembre], p. 1461.

ASSURANCE-VIEILLESSE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laudier tendant à modifier le régime de l'assurance-vieillesse prévu par la loi du 30 avril 1930. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 572 [13 novembre], p. 1135.

ASSURANCES. — Voir ACCIDENTS.

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir COMITÉ CONSULTATIF.

ASSURANCES SOCIALES.

1 — **Article 53 de la loi du 5 avril 1928.** — Transmission d'une proposition, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et compléter l'article 53 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par celle du 30 avril 1930, sur les assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 44 [30 janvier], p. 94.

2 — **Article 64 de la loi du 5 avril 1928.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 45 [30 janvier], p. 94. — M. Chauveau dépose le rapport, N° 297 [17 mai], p. 566. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Chauveau, *rapporteur de la Commission de l'Hygiène*; Edmond Cavillon, Adrien Marquet, *ministre du Travail*; François-Saint-Maur, Gasnier-Duparc et Boivin-Champeaux. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 juin], p. 671. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1934 (*J. O.* des 2 et 3 juillet, p. 6650).

3 — **Commission arbitrale du contrôle technique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant l'article 7 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30 avril 1930, en vue d'organiser la commission arbitrale du contrôle technique en matière d'assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 197 [9 mars], p. 395.

4 — **Article 52 de la loi du 30 avril 1930.** — Projet de loi modifiant l'article 52 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (N° 472, année 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 42. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 juin], p. 674.

5 — **Article 6 de la loi du 5 avril 1928.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armbruster et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 6 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930 sur les assurances sociales. Renvoi à la commission de l'hygiène, N° 500 [3 juillet], p. 997.

6 — **Lois de finances.** — **Budgets de 1934 et 1935.** — Règlement du montant des assurances invalidités (art. 37). — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales, à concurrence de 3 millions de francs de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de

la Banque de France (art. 92). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Fixation du maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses régies par la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (art. 77). — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France (art. 78). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

Voir CONVENTIONS, 16, 17, 34. — RÉSOLUTIONS, 1, 13.

AUTOMOBILES.

1 — **Acquisition de véhicules.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles. Renvoi à la commission de législation, N° 508 [4 juillet], p. 1002. — M. Maurice Viollette dépose le rapport N° 628 [13 décembre], p. 1234. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1575. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1934 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1935, p. 2).

2 — **Exportation des voitures de fabrication française.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger en 1935 le régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française, institué par le décret-loi du 12 juillet 1934. Renvoi à la commission des finances, N° 684 [22 décembre], p. 1565.

3 — **Loi de finances.** — Exonération de la taxe à la circulation en faveur des véhicules automobiles fonctionnant à l'aide de moteurs à combustion interne alimentés par gazogènes ou par gaz comprimés (art. 3). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

Voir ARMÉE, 2. — ASSURANCE OBLIGATOIRE. — SERVICES AUTOMOBILES.

AUTRICHE. — Voir CONVENTIONS 2. — EMPRUNT AUTRICHIEN. — TRAITÉS, 4.

AVOCATS DEFENSEURS DES COLONIES. — Voir STAGE NOTARIAL.

AVOUÉS. — Voir STAGE NOTARIAL.

B

BANQUE DE FRANCE. — Voir ASSURANCES SOCIALES, 6.

BANQUEROUTE. — Voir CODE PÉNAL, 2.

BANQUIER (Profession de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier: 1^o la loi du 19 juin 1930 portant interdiction de l'exercice de la profession de banquier aux individus frappés de certaines condamnations et aux faillis non réhabilités; 2^o l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Renvoi à la Commission de législation, N° 30 [25 janvier], p. 77.

LOUIS BARTHOU, Ministre des Affaires étrangères. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des

Députés, tendant à déclarer que M. Louis Barthou, Ministre des Affaires étrangères, a bien mérité de la patrie. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères N° 603 [4 décembre], p. 1180. — M. Henry Bérenger dépose le rapport N° 631 [13 décembre], p. 1234. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, *Président de la Commission des Affaires étrangères*, et Pierre Laval, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. [18 décembre], p. 1394. — Promulgation: Loi du 7 janvier 1935 (*J. O.* du 9 janvier, p. 250).

BAS ET CHAUSSETTES DE COTON ET DE SOIE ARTIFICIELLE (Importation). — Voir DOUANES, 3, 57.

BATEAUX DE NAVIGATION INTERIEURE ET HYPOTHEQUE FLUVIALE (Immatriculation des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 5 juillet 1917 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, N° 506. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 43. — M. Eugène Chanal dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport N° 351 [12 juin], p. 650. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [26 juin], p. 830. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1934 (*J. O.* du 28 juillet, p. 7754; *Erratum: J. O.* du 22 novembre, p. 11506).

BATEAUX DE PECHE (Vieux). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'entrée en France des vieux bateaux de pêche. Renvoi à la Commission de la marine. N° 489 [3 juillet], p. 971.

BAUX COMMERCIAUX (Revision des). — Voir FONDS DE COMMERCE, 3.

BAUX A FERME (Réduction des prix). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 8 avril 1933 autorisant au profit du fermier la réduction des prix des baux à ferme (N° 615, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 20. — M. Boivin-Champeaux dépose un rapport supplémentaire au nom de la Commission de législation, N° 8 [12 janvier], p. 17. — M. Yves Tanguy dépose un avis supplémentaire de la Commission de l'Agriculture, N° 190. [8 mars], p. 381. — *Jointe à la proposition de loi de M. Veysière sur la revision des baux ruraux* (N° 407, année 1933) [9 mars], p. 411.

BAUX RURAUX (Revision des). — Proposition de loi de M. Veysière et de plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interpréter le paragraphe 9 de l'article 3 de la loi du 8 avril 1933 sur la revision des baux ruraux (N° 407, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 44. — M. Boivin-Champeaux dépose un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de législation, N° 8 [12 janvier], p. 17. — M. Yves Tanguy dépose un avis supplémentaire de la Commission de l'Agriculture, N° 190 [8 mars], p. 381. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Donon et Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*. Article unique: adoption. — Amendement (article additionnel) de M.

Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon et Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption (devenant l'article 2). Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé: « Proposition de loi ayant pour objet d'interpréter le paragraphe 10 de l'article 3 de la loi du 8 avril 1933 sur la revision des baux ruraux. »* [9 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 22 mars 1934 (*J. O.* du 23 mars, p. 2946).

BELGIQUE. — Voir CONVENTIONS, 12, 17.

BENEFICES DE GUERRE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Prélèvement sur le compte de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (art. 26). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Prélèvement sur le compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (art. 12). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

BENZOLS. — Voir DOUANES, 60.

BERLIN. — Voir JEUX OLYMPIQUES.

BETAIL (Mévente du). — Voir INTERPELLATIONS, 11, 15.

BETTERAVES. — Contrôle de la réception des betteraves à sucre (art. 19). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

BETTES (Commune de) (Hautes-Pyrénées). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Bagnères-de-Bigorre la commune de Bettès qui dépend actuellement du canton de Lannemezan (département des Hautes-Pyrénées). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 86 [20 février], p. 132. — M. Roux-Freissineng dépose le rapport N° 238 [14 mars], p. 445. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 508. — Promulgation: Loi du 31 mars 1934 (*J. O.* du 5 avril, p. 3490).

BEURRES. — Voir DOUANES, 15, 25, 26.

BIAS (Lot-et-Garonne) (Erection en commune). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Villeneuve-sur-Lot (département du Lot-et-Garonne) la section de Bias pour l'ériger en commune distincte. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 513 [4 juillet], p. 1002. — M. Henry Merlin dépose le rapport N° 583 [22 novembre], p. 1140. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 décembre], p. 1195. — Promulgation: Loi du 4 janvier 1935 (*J. O.* du 6 janvier, p. 186).

BIBLIOTHECAIRES MUNICIPAUX (Régime de retraites des). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Henry Merlin et Serlin concernant le régime de retraites des bibliothécaires municipaux. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 356 [12 juin], p. 665. — M. Serlin dépose le rapport N° 466 [29 juin], p. 883.

BILLETS DE FONDS DE COMMERCE. — Voir FONDS DE COMMERCE, 2.

BISCOTTES GRILLEES. — Voir DOUANES, 21.

BISCUITS. — Voir DOUANES, 21.

BITUMES. — Voir DOUANES, 17.

BLE.

1 — **Organisation du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Joseph Faure et Fernand David tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 décembre 1933 ayant pour but de compléter la loi du 10 juillet 1933 relative à l'organisation du marché du blé (art. 23 bis). Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 41 [25 janvier], p. 89. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [19 février], p. 117. — M. Borgeot dépose le rapport N° 116 [23 février], p. 195. — *Jointe à la proposition de loi de M. Gaston Veysière*, N° 616 (année 1933) [28 février], p. 285. — Voir BLÉ, 7.

2 — **Organisation et défense du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Toy-Riont et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de la loi du 10 juillet 1933, modifiée par la loi du 28 décembre 1933, relative à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 46 [30 janvier], p. 94. — M. Borgeot dépose le rapport N° 116 [23 février], p. 195. — *Jointe à la proposition de loi de M. Gaston Veysière*, N° 616 [28 février], p. 285. — Voir BLÉ, 7.

3 — **Organisation et défense du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Marcel Michel, Gadaud, Faugère et Sireyjol tendant à modifier les lois du 16 juillet et du 28 décembre 1933 concernant l'organisation et la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 81 [19 février], p. 117. — M. Borgeot dépose le rapport N° 116 [23 février], p. 195. — *Jointe à la proposition de loi de M. Gaston Veysière*, N° 616 [28 février], p. 285. — Voir BLÉ, 7.

4 — **Prix minimum.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cassez et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de compléter les lois du 10 juillet et du 28 décembre 1933 portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 84 [20 février], p. 132. — M. Borgeot dépose le rapport N° 116 [23 février], p. 195. — *Jointe à la proposition de loi de M. Gaston Veysière*, N° 616 [28 février], p. 285. — Voir BLÉ, 7.

5 — **Défense du marché des céréales.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Boret tendant à l'organisation et à la défense du marché des céréales. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 90 [20 février], p. 147. — M. Borgeot dépose le rapport N° 116 [23 février], p. 195. — *Jointe à la proposition de loi de M. Gaston Veysière et plusieurs de ses collègues*, N° 616 [28 février], p. 285. — Voir BLÉ, 7.

6 — **Organisation et défense du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Marcel Donon, Patizel et Auguste Potié ayant pour objet de modifier et de compléter les lois du 10 juillet 1933 et du 28 décembre 1933 sur l'organisation et la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 91 [20 février], p. 147. — M. Borgeot dépose le rapport N° 116 [23 février], p. 195. — *Jointe à la proposition de loi de M. Gaston Veysière*, N° 616 [28 février], p. 285. — Voir BLÉ, 7.

7 — Admission temporaire des blés. —

Défense et organisation du marché du blé. — Proposition de loi de M. Gaston Veyssièrre et plusieurs de ses collègues relative à la réglementation de l'admission temporaire des blés (N° 616, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraord.), p. 20. — M. Borgeot dépose le rapport N° 416 [23 février], p. 195. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Chauveau, N° 138. Avis de la Commission des douanes, par M. Chapsal, *Président de la Commission*, N° 139. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Raymond Martin, Leblanc et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*.

Art. 1^{er}: adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: amendement de M. Victor Boret et plusieurs de ses collègues: MM. Victor Boret, Borgeot, Louis Michel, Leblanc, Yves Le Trocquer, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Robert Thoumyre et Fernand David. Rejet, au scrutin. Observations de M. Leblanc. Adoption du 3^e alinéa. 4^e alinéa: MM. Abel Lefèvre, Borgeot, *Rapporteur*; Neuville et Cassez. Adoption. 5^e, 6^e, 7^e et 8^e alinéas: MM. Abel Lefèvre, Borgeot, *Rapporteur*; Neuville et Cassez. Adoption. 9^e et dernier alinéa: MM. Abel Lefèvre et Marcel Donon. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er} [28 février], p. 285. — Suite de la discussion. Article 1^{er} (*Prix minimum*) précédemment adopté. Art. 2 (*Blés bloqués, reportés*): M. Abel Lefèvre. Adoption. Art. 3 (*Taux de blutage*): Amendement de M. Marcel Michel et de plusieurs de ses collègues: MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Marcel Michel, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Sireyjol, Gadaud, le comte Louis de Blois et Tournan. Décision de discuter l'amendement avec l'article 5. Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret, Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et Maurice Viollette. Retrait. Amendement de M. Abel Lefèvre: M. Abel Lefèvre. Adoption. Amendement de MM. Tournan, Philip et Gardey: M. Tournan. Adoption de l'amendement modifié. Observations de MM. François-Saint-Maur, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Jean Jacquy, Eugène Rouart et Abel Lefèvre. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 4 (*Déclaration des quantités de blé d'hiver et de printemps*): MM. Veyssièrre, Mauger, François-Saint-Maur, Salmon, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Delhoume, Maurice Viollette, Veyssièrre, Abel Lefèvre, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Tournan et Hervey. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e et dernier alinéa: adoption. Observations de M. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Rejet, au scrutin, de l'ensemble de l'article. Art. 5 (*Exonération de la taxe à la production*): MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; le comte Louis de Blois, Sireyjol, Maurice Viollette, Patizel et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Nouvelle rédaction de la commission. Amendement de M. de Monti de Rézé et plusieurs de ses collègues: M. de Monti de Rézé. — Retrait. Amendement de M. Sireyjol et plusieurs de ses collègues: M. Sireyjol. Retrait. Observations de MM. Neuville, Tournan, Marcel Michel et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. — Adoption des cinq premiers alinéas. — Alinéas 6 et 7 (de l'article 23 bis de la loi du 10 juillet 1933): adoption. — Sur l'article: MM. Cassez et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adop-

tion de l'ensemble de l'article (devenant l'article 4 par suite du rejet de l'ancien article 4). Article additionnel présenté par M. Maurice Viollette: adoption (devenant l'article 5). Art. 6 (*Réexportation des surs et issues*): M. François-Saint-Maur. Adoption. Disposition additionnelle présentée par MM. Toy-Riont et Donon: M. Chapsal. Retrait. Disposition additionnelle de M. Cassez et plusieurs de ses collègues: MM. Chapsal, Cassez, Borgeot, *Rapporteur*; Veyssièrre, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Abel Lefèvre, Hervey, et Marron. Adoption (devenant le 2^e alinéa de l'article). Adoption de l'ensemble de l'article complété. Article additionnel de MM. Victor Boret et Donon: M. Victor Boret. Retrait. Article additionnel de M. Victor Boret: M. Victor Boret. Retrait. (Article additionnel de MM. Victor Boret et Donon: adoption (devenant l'article 7). Article additionnel de M. Roux-Freissineng. Adoption (devenant article 8). Sur l'ensemble: M. Abel Lefèvre. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé*: « Proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à l'organisation et à la défense du marché du blé ». [2 mars], p. 236 et suiv. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des Douanes et à la Commission des Finances, N° 215 [13 mars], p. 418. — M. Borgeot dépose le rapport N° 216. Demande de discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion fixée à la prochaine séance. [13 mars], p. 419. — Suite de la discussion. — Désignation de Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et M. Marcel Donon. Avis de la Commission des Finances, par M. Chauveau, N° 239. Suite de la discussion générale: MM. François de Wendel, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Victor Boret, Provost-Dumarchais et le Comte Louis de Blois. Art. 1^{er}: Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: MM. Le Trocquer et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. 4^e alinéa: adoption. 5^e alinéa: MM. Salmon et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. 6^e alinéa: M. Cassez. Adoption. 7^e alinéa: Adoption. 8^e alinéa: MM. Maulion, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et M. Maurice Viollette. Adoption. 9^e à 12^e alinéa: Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: Suppression du dernier alinéa. Adoption de l'article modifié. Art. 3: MM. Hervey, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Cassez. Adoption. Art. 3 bis. Adoption. Art. 4: MM. Tournan, Hervey et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Art. 5: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Adoption après modifications. Art. 6 à 8: adoption. Art. 9 (nouvelle rédaction): adoption. Art. 10 et 11: adoption. Amendement (article additionnel) de M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Retrait. Art. 12: amendement de M. Coucoureux: MM. Coucoureux, Leblanc, Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Victor Boret, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Cassez, le comte Louis de Blois, Maurice Ordinaire et Neuville. Retrait. Amendement de M. Victor Boret: M. Victor Boret. Rejet. Adoption de l'article 12. Adop-

tion de l'ensemble de la proposition de loi [14 mars], p. 452 et suiv. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des douanes et à la Commission des finances, N° 247 [15 mars], p. 473. — M. Borgeot dépose et lit le rapport, N° 265. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre. Art. 4 (texte adopté par la Chambre): adoption. Art. 6 (texte adopté par la Chambre): adoption. Art. 12: reprise par M. Coucoureux du texte adopté par la Chambre: MM. Coucoureux, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Jacques Benoist et Provost-Dumarchais. Rejet. En conséquence, adoption de l'article 12 (texte de la Commission). Art. 13 (texte adopté par la Chambre): adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [15 mars], p. 493. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, modifiée à nouveau par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des douanes et à la Commission des finances, N° 267 [16 mars], p. 505. — M. Borgeot dépose et lit le rapport N° 276. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion de l'article modifié par la Chambre. Art. 12: reprise, par M. François-Saint-Maur, du texte adopté par la Chambre: MM. François-Saint-Maur, Maurice Viollette, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Hervey. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article et de l'ensemble de la proposition de loi [16 mars], p. 520. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (*J. O.* du 18 mars, p. 2786); rectificatif (*J. O.* du 31 mars, p. 3266); rectificatif (*J. O.* du 20 avril, p. 3962); rectificatif (*J. O.* des 23 et 24 avril, p. 4051).

8 — **Exportation des blés.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Toy-Riont, Victor Boret et Edmond Leblanc, tendant à porter dérogation à la loi du 10 juillet 1933, en vue de faciliter l'exportation des blés. Renvoi à la Commission de l'Agriculture. N° 126 [26 février], p. 226. — M. Marcel Donon dépose le rapport N° 435 [26 juin], p. 833. — *Jointe au projet de loi* N° 423 [28 juin], p. 869. — Voir BLÉ, 15.

9 — **Office du blé.** — Projet de loi portant création d'un office du blé (N° 610, année 1929). Voir Table de 1929, p. 92. — Vote de la question préalable [9 mars], p. 396.

10 — **Défense du marché du blé.** — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 juillet 1933 et à organiser et à défendre le marché du blé (N° 571, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 20. — Vote de la question préalable [9 mars], p. 396.

11 — **Prix minimum du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Carrère tendant à établir le prix minimum du blé en fonction du droit de douane et du cours mondial. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 233

[14 mars], p. 448. — M. Borgeot dépose le rapport, N° 317 [31 mai], p. 598. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*, et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion générale: M. Borgeot, *Rapporteur*. Renvoi de la suite de la délibération à une séance ultérieure [25 juin], p. 806.

12 — **Réforme du marché du blé.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Paul Germain, Alphonse Chautemps et René Besnard sur la réforme du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 296 [17 mai], p. 566. — M. Marcel Donon dépose le rapport N° 435 [26 juin], p. 833. — *Jointe au projet de loi N° 423* [28 juin], p. 869. Voir Blé, 15.

13 — **Défense du marché du blé. — Récolte de 1933.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la défense du marché du blé de la récolte de 1933 par l'intermédiaire de la Caisse nationale de crédit agricole. Renvoi à la Commission des finances, N° 327 [5 juin], p. 617. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [7 juin], p. 630. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 360 [14 juin], p. 670. — M. Borgeot dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 386 [19 juin], p. 707. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [25 juin], p. 793. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1934 (*J. O.* du 6 juillet, p. 6786).

14. — **Prix minimum dans les adjudications.** — Dépôt par M. Henry Merlin et plusieurs de ses collègues d'une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1933. Renvoi à la Commission d'agriculture, N° 355 [12 juin], p. 665. — M. Borgeot dépose le rapport N° 372 [14 juin], p. 671. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « *Proposition de loi tendant à assurer le respect du prix minimum légal du blé dans les ventes faites par adjudication.* » [21 juin], p. 729. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (*J. O.* du 8 juillet, p. 6850).

15 — **Organisation et défense du marché du blé.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission des douanes, N° 423 [26 juin], p. 813. — M. Marcel Donon dépose le rapport N° 435 [26 juin], p. 833. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances, N° 460 [28 juin], p. 865. — Renvoi à la Commission de législation [28 juin], p. 865. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des douanes, par M. Chapsal, N° 464. Avis de la Commission de législation, par M. Manuel Fourcade, N° 465. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Roux-Freissineng, Jean Jacquy, Victor Boret, Maulion et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Vote du passage à la discussion des articles [29 juin], p. 869. — Suite de la discussion. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Contre-projet de MM. Coucoureux, Leblanc et Le Pelletier; M. Leblanc. Re-

trait. Contre-projet de MM. Paul Germain, Alphonse Chautemps et René Besnard; MM. Paul Germain, René Besnard et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Disjonction. Observations de MM. Salmon et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2: Amendement de M. Borgeot; MM. Borgeot, Neuville, Yves Le Trocquer, Marcel Donon, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Guillemot, François-Saint-Maur, Patizel et Maurice Viollette. Retrait. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Amendement de M. Patizel; MM. Patizel et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'alinéa. 4^e à 7^e alinéa: adoption. 8^e alinéa: MM. Manuel Fourcade, Maurice Viollette et Marcel Donon, *Rapporteur*. Disjonction. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 3: Amendement de M. Hachette, repris par M. Eugène Millières-Lacroix; M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Sur l'article: MM. Cassez, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Lefas et de Monti de Rezé. Adoption de l'article. Art. 3 bis: adoption. Art. 5: Paragraphe 1^{er}: adoption. Paragraphe 2^o: M. Cassez. Adoption. Paragraphe 3^o: adoption. Amendement de MM. Eugène-Millières-Lacroix, Lourties et Daraignez; MM. Eugène Millières-Lacroix et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Paragraphe 4^o: adoption. Amendement de M. Cochard et plusieurs de ses collègues: MM. Cochard, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Marcel Donon, *Rapporteur*. Retrait. Paragraphe 5^o: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 5 bis: adoption. Amendement de MM. Borgeot et Patizel; MM. Borgeot, Delhoume, Patizel, Marcel Donon, *Rapporteur*; Dauthy, Babaud-Lacroze et Mauger. Disjonction. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [29 juin], p. 891. — Suite de la discussion des articles: Amendement de MM. Patizel et Jean Jacquy (art. 5 quater): MM. Patizel, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Jacquy, Delhoume, Paul Germain, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Eugène Millières-Lacroix. Rejet. Observations de M. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Amendement de M. Paul Germain; M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Retrait. Art. 6: Amendement de M. Louis Linyer: adoption. Amendement de M. Jacques Benoist et plusieurs de ses collègues: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 6 bis: MM. Louis Linyer et Marcel Donon, *Rapporteur*. Amendement de M. Louis Linyer; MM. Louis Linyer, Jacques Benoist, Gadaud et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Ajournement de la discussion [30 juin], p. 914. — Suite de la discussion. Art. 6 bis (suite): Amendement de M. Delhoume: adoption. Adoption de l'article modifié. Amendement de M. Cochard et plusieurs de ses collègues: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Cochard. Retrait. Observations de M. Marcel Michel. Art. 7: adoption. Amendement de MM. Eugène Millières-Lacroix, Lourties et Daraignez; MM. Eugène Millières-Lacroix et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Art. 7 bis: Amendements: 1^o de M. Louis Linyer; 2^o de M. Patizel; MM. Louis Linyer, Patizel, Marcel Donon, *Rapporteur*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Eugène Millières-Lacroix. Retrait. Adoption de l'article. Amendement de M. Patizel: retrait. Art. 8 et 9: adoption. Art. 10: MM. Veyssière, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Raynaldy. Adoption. Art. 10 bis et 11: adoption. Art. 12. Demande de disjonction de l'article, par M. le général Stuhl; MM. le général Stuhl, Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Gautherot, Eugène Rouart, Pierre Laval,

Ministre des Colonies; Marcel Donon, *Rapporteur*; Neuville, Eugène Millières-Lacroix et Le Moigne. Adoption. Art. 13: adoption. Art. 13 bis: Amendement de MM. Ecard, Jourdain et Pillegier; M. Ecard. Adoption de l'amendement modifié. Sur l'article: M. Hayaux. Adoption de l'article. Article additionnel 13 ter, proposé par MM. Veyssière, Joseph Faure et Lavoine: M. Damecour. Adoption. Art. 13 quater: M. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Adoption de l'article modifié. Art. 13 quinquies: Amendement de MM. Duroux et Roux-Freissineng: rejet. Amendement de M. Roux-Freissineng: adoption. Amendement de M. Cassez et plusieurs de ses collègues: retrait. Sur l'ensemble: MM. Tournau, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Salmon, Patizel, Neuville, de Monti de Rezé, Eugène Millières-Lacroix, François-Saint-Maur et Jacques Benoist. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi relatif à l'organisation et à la défense du marché du blé.* » [30 juin], p. 914 et 943. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1934 (*J. O.* du 11 juillet, p. 6995).

16 — **Assainissement du marché du blé.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'assainissement du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 633 [14 décembre], p. 1240. — M. Borgeot dépose le rapport, N° 637 [15 décembre], p. 1316. — 1^{re} délibération. Communication des décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur*; Victor Boret, Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; Patizel, Provost-Dumarchais, Leblanc, Jean Durand, Louis Linyer, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Clôture de la discussion générale. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à la séance de l'après-midi [22 décembre], p. 1505. — Reprise de la discussion. Art. 1^{er}: contre-projet de M. Albert Peyronnet et plusieurs de ses collègues reprenant le texte voté par la Chambre: MM. Albert Peyronnet, Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Paul Laffont, Leblanc, Louis Michel, P.-E. Flandin, *Président du Conseil*, et Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} du contre-projet: question de confiance sur l'adoption de l'alinéa. Explications de vote: MM. Salmon, Delhoume, Lisbonne et Damecour. Adoption, au scrutin, du 1^{er} alinéa. Art. 4^{er} (suite): MM. Paul Germain et Eugène Rouart. Adoption des 2^e et 3^e alinéas. Alinéas 4 et 5 et dernier: demande de suppression de ces alinéas, par M. Abel Lefèvre; MM. Abel Lefèvre, Cochard, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Cassez, *Ministre de l'Agriculture*, et Patizel. Rejet. Adoption des 4^e et 5^e alinéas et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: Demande de disjonction de l'article, par M. Eugène Rouart: MM. Eugène Rouart, Abel Lefèvre et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3: Demande de suppression de l'article, par M. de Monti de Rezé: MM. de Monti de Rezé, Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; Bahaud-Lacroze, Hervey et Borgeot, *Rapporteur*. Rejet. Adoption des 6 premiers alinéas. 7^e alinéa: amendement de M. André Fallières: MM. André Fallières, Cassez, *Ministre de l'Agriculture*, et Borgeot, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'alinéa. Adoption des derniers alinéas et de

l'ensemble de l'article. Art. 4: adoption du 1^{er} alinéa. Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: M. Borgeot, *Rapporteur*. Retrait. Adoption du 2^e alinéa. 3^e alinéa: Amendement de M. André Fallières: MM. André Fallières et Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Rejet. Amendement de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Michel et Louis Michel. Rejet. Adoption du 3^e alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 5: adoption. Art. 6: MM. Maurice Viollette, Veyssière, Lesaché et Abel Lefèvre. Adoption des 4 premiers alinéas. Amendement de M. Guillemot: MM. Guillemot et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption du 5^e alinéa. 6^e alinéa: Amendement de M. Abel Lefèvre: MM. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; Leredu et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Retrait. Amendement de M. André Fallières: M. André Fallières. Retrait. Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Retrait. Adoption du 6^e alinéa. Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article. Observation de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 7. Amendement de M. Lefas: M. Lefas. Rejet. Adoption de l'article. Art. 8: adoption. Art. 9 (art. 28 et 29 du décret du 6 octobre 1934). Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon et Delhoume. Nouvelle rédaction de l'amendement: adoption. Amendement de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Michel et Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Rejet. Adoption de l'article 9 modifié. Art. 10: adoption. Art. 11. Amendement de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues: MM. Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Marcel Michel. Retrait. Adoption de l'article 11. Art. 12: adoption. Art. 13: Amendement de M. Lavoine et plusieurs de ses collègues: non soutenu. Adoption des 2 premiers alinéas. 3^e alinéa. Amendement de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues: retrait. Adoption du 3^e alinéa. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 13. Art. 14: adoption. Art. 15 (Modifications aux articles 6, 8, 15, 16, 17, 26, 27, 29, 30, 31, 37, 38, 46, 47 et 56 du décret du 6 octobre 1934): MM. Gadaud et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption des articles 6, 8 et 15. Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Retrait. Art. 16. Amendement de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Michel. Rejet. Amendement de M. Manuel Fourcade: non soutenu. Adoption de l'article 16. Adoption des articles 17, 26, 27 et 29. Art. 30: Amendement de M. Gadaud et plusieurs de ses collègues: MM. Gadaud, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Marcel Michel, Cassez, *Ministre de l'Agriculture*, et Mauger. Retrait. Adoption de l'article 30. Adoption des articles 31, 37, 38, 46, 47 et 56. Adoption de l'ensemble de l'article 15. Art. 16: adoption. Sur l'ensemble: MM. Jean Jacquy, Renaudot, Sireyjol. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 décembre], p. 1517, 1539, 1548, 1558. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à l'assainissement du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 688 [23 décembre], p. 1575. — M. Borgeot dépose et lit le rapport, N° 691. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'ur-

gence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion de l'article modifié par la Chambre des Députés. Art. 9 (texte de la Chambre): adoption. Sur l'ensemble: MM. François Labrousse, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*, et Gautherot. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1589. — Promulgation: Loi du 24 décembre 1934 (*J. O.* du 25 décembre, p. 12696).

17 — Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935. — Défense du marché du blé par l'intermédiaire de la Caisse nationale de crédit agricole (art. 64). — Affectation au fonds de défense du marché du blé du reliquat résultant de la liquidation des comptes de l'importation des engrais azotés (art. 65). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Fixation des dépenses administratives nécessitées par la défense du marché du blé (art. 85). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12-610.)

VOIR CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 3. — DOUANES, 10, 34. — RÉSOLUTIONS, 3, 15.

BLES REPORTES (Délais d'enlèvement des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à permettre au président du Tribunal civil d'accorder aux fermiers sortants des délais pour l'enlèvement des blés reportés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 506 [3 juillet], p. 997. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'Agriculture [4 juillet], p. 1063. — M. Lugol dépose et lit un rapport, N° 544. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission de l'Agriculture, par M. Marcel Donon, N° 545. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1069. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1934 (*J. O.* du 17 juillet, p. 7211).

BLESSES ET MALADES. — Voir CONVENTIONS, 24.

BOIS AUTRICHIENS. — Voir CONVENTIONS, 2.

BOIS COMMUNS. — Voir DOUANES, 7.

BOIS SCIÉS (Transport des). — Voir INTERPELLATIONS, 18.

BOISSONS FABRIQUÉES AVEC DES FRUITS SECS. — Voir DOUANES, 55.

BOURBON-L'ARCHAMBAULT. — Voir ÉTABLISSEMENT THERMAL.

BOURSES DE COMMERCE. — Impôt sur les opérations de bourse de commerce. Affaires traitées sur les places étrangères (art. 10). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

BREVETS D'INVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur les brevets d'invention (N° 724, année 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 47; (Session extraordinaire), p. 21. — M. Tournan dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 20 [18 janvier], p. 55. M. Pol-Chevalier dépose, au nom de la Commission de législation, l'avis N° 25 [19 janvier], p. 74. — Ajournement de la discussion [19 février], p. 124. — Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée.

Discussion générale: MM. Marcel Plaisant, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Tournan, *Rapporteur de la Commission des finances*; Lamoureux, *Ministre du Commerce*; Pol-Chevalier, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Louis Tissier. Art. 1^{er} et 2: conformes. Art. 3 (*Inventions non susceptibles d'être brevetées*): Amendement de MM. Paul Laffont, Lémery et Mauger: MM. Mauger, Marcel Plaisant, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Louis Tissier et Lamoureux, *Ministre du Commerce*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 (*Durée des brevets. Montant de la taxe annuelle*): Amendement de MM. Tournan et Anatole Manceau: MM. Tournan, Lamoureux, *Ministre du Commerce*; Lefas, Marcel Plaisant, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Hervey, Pol-Chevalier, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Mauger. Adoption (devenant l'article 4). Art. 5 (*Forme des demandes de brevets*): Amendement de M. Tournan: M. Lamoureux, *Ministre du Commerce*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 6 (*Dépôt des demandes de brevets*): Amendement de MM. Pol-Chevalier, Lémery et Louis Tissier: MM. Pol-Chevalier et Marcel Plaisant, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 7, 8 et 9: conformes. Art. 10 (*Transmission des pièces à l'Office national de la propriété industrielle*): Amendement de M. Tournan: M. Tournan. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 11 (*Ouverture et enregistrement des demandes de brevets*): adoption. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [12 juin], p. 653. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} à 11 précédemment adoptés. Art. 12 (*Ajournement de la délivrance du brevet à une année*): 1^{er} alinéa: adoption. 2^e alinéa: Amendement de M. Tournan: MM. Lamoureux, *Ministre du Commerce*, et Tournan. Adoption (devenant le 2^e alinéa). Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 13 à 17 inclus: précédemment adoptés. Art. 18 (*Rejet de la demande de brevet*): adoption. Art. 19: précédemment adopté. Art. 20 (*Retrait de la demande de brevet*): adoption. Art. 21 et 22: précédemment adoptés. Art. 23 (*Changement, perfectionnement ou addition*): Amendement de M. Tournan: M. Lamoureux, *Ministre du Commerce*. Adoption, après modification (devenant l'article 23). Art. 24 (*Nullité du brevet pour défaut de nouveauté*): Amendement de M. Tournan: adoption (devenant l'article 24). Art. 25: précédemment adopté. Art. 26 (*Transmission et cession de brevets*): adoption des cinq premiers alinéas. 6^e alinéa: Amendement de MM. Yves Le Trocquer et Gaston Bazile: non soutenu. Adoption de l'alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 27 à 32 inclus: précédemment adoptés. Art. 33 (*Droits des employés*): Amendement de MM. Yves Le Trocquer et Gaston Bazile: non soutenu. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Amendement de M. Pol-Chevalier: MM. Pol-Chevalier et Raynaudy. Adoption, après modifications (devenant le 3^e alinéa). Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 34 à 38: précédemment adoptés. Art. 39 (*Nullités*): adoption. Art. 40: précédemment adopté. Amendement de M. Tournan: adoption. Art. 41 (*Déchéances*): Amendement de M. Anatole Manceau: retrait. Adoption de l'article. Amendement de M. Marcel Plaisant: M. Marcel Plaisant. Adoption (complétant l'article 41). Art. 42 à 45: précédemment adoptés. Art. 46 (*Exploitation et licence obligatoire des brevets*): 1^{er} alinéa: Amendement de MM. Mauger, Paul Laffont et Lémery: MM. Mauger, Marcel

Plaisant, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Lamoureux, *Ministre du Commerce*. Adoption (devenant le 1^{er} alinéa) Adoption des abusés suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 47 (*Demande en révision des conditions de la licence*): adoption des quatre premiers alinéas, 5^e alinéa et dernier: Amendement de M. Pol-Chevalier: M. Pol-Chevalier. Adoption (devenant le 5^e alinéa). Adoption de l'article modifié. Art. 48 (*Expropriation des brevets*): adoption. Art. 49 à 56: précédemment adoptés. Art. 57 (*Action pour délit de contrefaçon*): adoption. Art. 58 (*Constataion des contrefaçons*): adoption. Art. 59 et 60: précédemment adoptés. Amendement de M. Tourman: adoption. Art. 61: précédemment adopté. Art. 62 (*Experts en matière de brevets d'invention*): adoption. Art. 63 à 65: précédemment adoptés. Art. 66 (*Brevets relatifs à l'agriculture*): Amendement de MM. Turbat, Fernand David et Marcel Donon: M. Turbat. Retrait. Amendement de M. Turbat et plusieurs de ses collègues: MM. Turbat, Lamoureux, *Ministre du Commerce*; Marcel Plaisant, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Marcel Donon. Rejet. Adoption de l'article. Art. 67 à 69: précédemment adoptés. Art. 70 (*Brevets pris avant la promulgation de la loi*): Amendement de M. Pol-Chevalier: M. Pol-Chevalier. Retrait. Adoption de l'article. Art. 71 (*Prolongation des brevets*): Amendement de M. Pol-Chevalier: M. Pol-Chevalier. Retrait. Adoption de l'article modifié et de l'ensemble du projet de loi [21 juin], p. 727.

BRIGNOGAN (Commune de) (Finistère). — Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Plouneour-Trez (Finistère), la section de Brignogan, pour l'ériger en commune distincte. (N° 690, année 1933). Voir: Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 21. — Promulgation: Loi du 27 janvier 1934 (*J. O.* des 29-30 janvier, p. 314).

BROCANTEUR. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur. Renvoi à la Commission du commerce, N° 326 [5 juin], p. 618. — M. Louis Serre dépose le rapport N° 393 [21 juin], p. 728. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [3 juillet], p. 972. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (*J. O.* du 8 juillet, p. 6851).

BRONZES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de protéger les objets d'art fabriqués et vendus sous la dénomination « bronzes ». Renvoi à la Commission du commerce, N° 614 [11 décembre], p. 1206.

BROSSERIE FRANÇAISE. — Voir DOUANES, 2.

BRUXELLES (Exposition de 1935). — Voir CRÉDITS, 7.

BUDGET DEFINITIF DE 1915. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1915. Voir Table de 1924, p. 76; années 1931, 1932. — M. Mauger dépose un 2^e rapport N° 210 [9 mars], p. 414. — Discussion. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission des finances: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission*

des finances; Lancien, Hervey et Pierre Laval, *Ministre des Colonies*. Adoption [24 mai], p. 576. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 328 [5 juin], p. 618. — Ajourne-ment de la discussion [21 juin], p. 746. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Hervey et Mario Roustan. Renvoi du projet à la Commission des finances [22 juin], p. 780. — Suite de la discussion. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; François-Saint-Maur et Hervey. Discussion des articles. Art. 1^{er} à 16: adoption. Art. 17: demande de disjonction de l'article, par M. Marcel Régnier: adoption. Art. 18: demande de disjonction de l'article, par M. Marcel Régnier: adoption. Art. 19: adoption. Art. 20 et dernier: amendement de M. Marcel Régnier: adoption (devenant l'article 20). Sur l'ensemble: M. Mauger, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 841.

BUDGET DEFINITIF DE 1916. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1916, N° 155. Voir Table de 1928, p. 101. — M. Mauger dépose le rapport N° 456 [28 juin], p. 841. — Discussion. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Louis Tissier. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [11 décembre], p. 1207. — Promulgation: Loi du 28 décembre 1934 (*J. O.* des 28 et 29 janvier, p. 1010).

BUDGET DEFINITIF DE 1924. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'Exercice 1924. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 370 [14 juin], p. 671.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1934.

1 — **Vote global des crédits par services.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant dérogation exceptionnelle au premier alinéa de l'article 30 de la loi du 16 septembre 1871. Renvoi à la Commission des finances, N° 71 [19 février], p. 116. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 82. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Laidier, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*.

Article unique: MM. Louis Tissier, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Mauger. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 122. — Promulgation: Loi du 19 février 1934 (*J. O.* du 20 février, p. 1666).

2 — (1^{er} vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 104 [23 février], p. 172. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 105. M. Henry Bérenger dépose le rapport sur le Budget des Affaires étrangères, N° 105, annexe 1. M. Emile Sari dépose le rapport sur le Budget de la Guerre, N° 105, annexe 5. M. Tour-

nan dépose le rapport sur le Budget du Commerce et de l'Industrie, N° 105, annexe 4. M. Pierre Robert dépose le rapport sur le Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones, N° 105, annexe 8. M. Lancien dépose le rapport sur le Budget des Colonies, N° 105, annexe 7. M. le Général Hirschauer dépose un rapport sur le Budget de l'Air, N° 105, annexe 3. M. Chauveau dépose le rapport sur le Budget de l'Agriculture, N° 105, annexe 2. M. Valadier dépose le rapport sur le Budget des Chemins de fer, N° 105, annexe 9. M. Laidier dépose le rapport sur le Budget de l'Imprimerie Nationale, N° 105, annexe 6. M. Pierre Robert dépose le rapport sur le Budget de la Caisse d'épargne, N° 105, annexe 11. Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la séance du lundi 26 février [23 février], p. 172. — Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Rio, *Président de la Commission de la marine*; Hachette, Lémery, Auguste Mounié; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: réservé. Art. 2 (*Perception des impôts*): adoption. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, le Président et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Non recevable. Art. 4 (*Bénéfices des coopératives*): demande de disjonction de l'article, par M. Betoulle et plusieurs de ses collègues: MM. Betoulle, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'article modifié. Art. 5 (*Patente des coopératives*): amendement (texte de la Chambre modifié) de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Faure, Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Neuville, Louis Michel, François-Saint-Maur, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Fernand David et Jules Havaux. Renvoi de l'amendement et de l'article à la Commission. Art. 6 (*Chiffre d'affaires: groupements de consommateurs*): MM. Jean Philip, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Germain-Martin, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 6 bis (*Groupements de consommateurs*): adoption. Art. 7 bis (*Magasins à prix uniques*): MM. Louis Martin, Paul Laffont, Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Gaston Menier. Rejet. Art. 7 ter (*Taxe sur le chiffre d'affaires supérieur à 1 million*): rejet. Art. 8 (*Majoration de 10 p. 100 de l'impôt général sur le revenu*): adoption. Art. 9 (*Carte d'identité fiscale*): adoption. Art. 9 bis (*Taxe sur la main-d'œuvre étrangère*): rejet. Art. 10 (*Permis de chasse*): adoption des deux alinéas de l'article. Amendement de M. Laurines: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 10. Art. 11 (*Opérations effectuées à l'étranger par les courtiers français*): disjonction. Art. 11 bis (*Dégrèvements d'impôt foncier*): adoption. Art. 11 ter (*Fusions de sociétés*): adoption. Art. 12 (*Surtaxes de provenance*): adoption. Art. 13 (*Taxation des gas oils*): MM. Henri Roy et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 14 et 15 (*Taxation des gas oils*): adoption. Art. 15 bis (*Taxation des acides acétiques*): adoption. Art. 23 (*Taxe sur le gaz, l'électricité et les bougies*): MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Marcel Michel. Disjonction. Art. 23 bis (*Commission de l'énergie électrique*): disjonction. Art. 24 (*Réception des betteraves à sucre*): amendement (texte de la Chambre modifié) de

M. Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Hervey, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Germain-Martin, *Ministre des finances*. Article réservé. Art. 25 à 31: adoption. Art. 32 et 33: réservés. Art. 34: adoption. Art. 35 (*Budget annexe des poudres*): amendement de M. Taurines. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 février], p. 201. — Suite de la discussion: désignation de Commissaires du Gouvernement. Suite de l'article 35 (*Budget annexe des poudres*): adoption du premier alinéa. Amendement de MM. Taurines et Tissier: MM. Jean Taurines, le Contrôleur général Guinand, *Secrétaire général du Ministère de la Guerre*, *Commissaire du Gouvernement*; Louis Tissier et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption du 2^e alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 36 (*Taxes postales et télégraphiques*): adoption. Art. 36 bis (*Tarif maximum pour le téléphone*): disjonction. Art. 37 (*Crédits d'engagement pour les programmes des postes, télégraphes et téléphones*): M. Charles Dumont. Adoption. Art. 38 (*Postes, télégraphes et téléphones. — Programmes nouveaux*): MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; François-Saint-Maur, Charles Dumont et Mallarmé, *Ministre des postes, télégraphes et téléphones*. Adoption. Art. 39 (*Postes, télégraphes et téléphones. — Emission de bons et obligations amortissables*): adoption. Art. 39 bis (*Economies par décrets*): M. Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Réserve. Amendement (*Cotisations des assurances sociales*) de M. Cavillon: MM. Edmond Cavillon, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et François-Saint-Maur. Adoption (devenant art. 39 ter). Art. 40 (*Retraite du combattant. Limitation des rappels*): adoption. Art. 40 bis (*Compte des offices*): adoption. Art. 42 (*Administration centrale du ministère des finances*): adoption. Art. 44 bis (*Voirie. Prélèvements sur prestations*): MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; Coucoureux, Victor Judet, Henri Laudier, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Léon Perrier, Louis Tissier et Charles Dumont. Disjonction, au scrutin. Art. 45 (*Produit des jeux. Prélèvements*): adoption. Art. 45 bis (*Administration préfectorale*): adoption. Art. 46 (*Administration préfectorale*): adoption. Art. 46 bis (*Exposition internationale du feu*): adoption. Art. 47 (*Alsace-Lorraine. Indemnités compensatrices*): MM. d'Andlau, Eccart, le comte de Blois et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 48 (*Allocations aux familles des enfants de troupe*): adoption. Art. 49 (*Primes pour services accomplis dans certains corps métropolitains*): adoption. Art. 50 (*Solde des officiers en disponibilité*): MM. Delhoume et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 51 (*Nomination d'agents militaires*): adoption. Art. 52 (*Convocation des réserves*): adoption. Art. 53 (*Convocation des réservistes des régions fortifiées*): adoption. Art. 54 (*Marine. Autorisation de paiement. Outillage national*): adoption. Art. 55 (*Gratuité de l'externat des classes primaires des établissements d'enseignement secondaire*): MM. Auguste Mounié et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Rejet. Amendement (article additionnel 55 bis) de M. Thoumyre: M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi de la suite de la discussion [27 février], p. 230. — Suite de la discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Art. 39 bis précédemment réservé (*Economies par décrets*): Demande de disjonction de l'ar-

ticle, par M. Laudier: MM. Henri Laudier, Jean Taurines, François-Saint-Maur, Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, et Delhoume. Question de confiance. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Art. 62 (*Admission au bénéfice des lois d'assistance*): demande de disjonction de l'article, par M. Betoulle et plusieurs de ses collègues: MM. Betoulle, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Mauger et Gaston Doumergue, *Président du Conseil*. Question de confiance. Rejet, au scrutin. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: amendement de M. Coucoureux: MM. Coucoureux et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du 2^e alinéa. 3^e, 4^e et 5^e alinéas: MM. Le Gorgeu et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 63 (*Admission au bénéfice des lois d'assistance*): demande de disjonction de l'article, par M. Betoulle et plusieurs de ses collègues: rejet. Adoption de l'article. Art. 64 (*Admission au bénéfice des lois d'assistance*): demande de disjonction de l'article, par M. Betoulle et plusieurs de ses collègues: rejet. Adoption de l'article. Art. 5 précédemment réservé (*Patente des coopératives*): Nouvelle rédaction: amendement (texte de la Chambre modifié) de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: MM. René Besnard et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 24 précédemment réservé (*Contrôle de la réception des betteraves à sucre*): nouvelle rédaction. Adoption de l'article 24 modifié. Amendement (art. additionnel 55 bis) de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des finances*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission du commerce: Art. 56 (*Primes à la filature de la soie*): nouvelle rédaction de la commission: amendement de M. Bazile: MM. Gaston Bazile, Jean Bose, Cuminal, Louis Martin, Justin Godart et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 57 (*Primes à la fabrication du papier journal*): amendement de M. Léon Perrier: MM. Léon Perrier, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. En conséquence, adoption de l'article. Art. 58 (*Lignes aériennes d'Alger au Congo belge*): adoption. Art. 58 bis (*Limite d'âge des officiers de l'armée de l'air*): MM. le Général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air*; le Général Hirschauer, le Général Denain, *Ministre de l'Air*, et le Comte de Blois. Adoption. Art. 65 (*Prélèvements sur le pari mutuel*): adoption. Art. 66 (*Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis*): adoption. Art. 67 (*Habillement des troupes stationnées aux colonies*): adoption. Art. 67 bis (*Missions coloniales*): adoption. Art. 68 (*Sériciculture*): nouvelle rédaction. Adoption. Art. 69 (*Encouragements à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier*): reprise par M. Le Trocquer et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre: MM. Yves Le Trocquer, Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Salmon. Rejet. Adoption de l'article. Art. 70 (*Encouragements à la viticulture*): adoption. Art. 70 bis (*Défense du marché du blé. Caisse de crédit agricole*): Reprise, par M. Valadier et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre: MM. Jean Valadier et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 70 ter (*Défense du marché du blé. Comptes d'importation des engrais azotés*): Amendement de M. Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adop-

tion de l'article. Art. 70 quater et 70 quinquies (*Etablissements nationaux et havas*): adoption. Art. 71 (*Office des pêches maritimes*): adoption. Art. 72 (*Invalides de la marine*): adoption. Art. 73 (*Projets de loi entraînant des dépenses publiques*): MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 74 à 76: adoption. Art. 77 (*Guerre. Constructions et matériels neufs*): MM. Louis Tissier et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 78 à 81 (*Guerre*): adoption. Art. 82 à 87 (*Marine*): adoption. Art. 88 (*Marine. Constructions neuves*): MM. Cabart-Danneville et Piétri, *Ministre de la Marine*. Adoption. Art. 89 (*Aéronautique maritime*): adoption. Art. 90 (*Transfert de crédits à l'Air*): adoption. Art. 91 (*Création d'écoles pratiques de commerce*): disjonction. Art. 92 (*Air. Fabrications et travaux*): MM. Mauger, le Général Hirschauer et le Général Denain, *Ministre de l'Air*. Adoption. Art. 93 (*Air. Etudes et expériences*): MM. Louis Tissier, le Général Denain, *Ministre de l'Air*, et Martin-Binachon. Adoption. Art. 94 (*Air. Officiers, retraites et congés*): adoption. Art. 95 (*Air. Transfert de crédits à la Guerre, à la Marine et aux Colonies*): adoption. Art. 96 (*Fonds des assurances sociales*): adoption. Art. 97 (*Colonies. Produit des aliénations d'immeubles*): adoption. Art. 98 à 100 (*Caisse des dépôts*): adoption. Art. 101 (*Mines domaniales d'Alsace*): adoption. Art. 102 à 105 (*Travaux publics*): adoption. Art. 106 (*Travaux publics. Dépenses de lignes nouvelles*): MM. Yves Le Trocquer et P.-E. Flandin, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Art. 107 à 111 (*Travaux publics*): adoption. Amendement, art. nouveau 111 bis) de M. Charles Dumont: adoption. Art. 112 (*Travaux publics. Subventions aux transports automobiles*): adoption. Art. 113 (*Chemin de fer franco-éthiopien*): adoption. Art. 114 (*Chemin de fer et port de la Réunion*): adoption. Art. 115 (*Dépenses de reconstitution des régions libérées*): adoption. Amendement de M. Rogé: MM. Rogé, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; le Général Hirschauer et Henry Merlin. Retrait. Sous-amendement de M. Henry Merlin: sans objet. Art. 116 et 117 (*Dépenses de reconstitution des régions libérées*): adoption. Art. 118 (*Renseignements à fournir aux Chambres*): adoption. Art. 119 et 120 (*Interdictions*): adoption. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Art. 1^{er} (*Crédits applicables aux dépenses de l'exercice 1934*): MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Chauveau, Robert Thoumyre et Rivollet, *Ministre des Pensions*. Adoption. Art. 32 (*Voies et moyens*): adoption. Art. 33 (*Etat D*): adoption. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Explications de vote: MM. Maurice Viollette, André Morizet, Joseph Faure, Hervey et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 février], p. 243, 256.

(2^e vote). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 132 [28 février], p. 281. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 144. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Laudier, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; Germain-Martin, Mi-

ministre des Finances, et Paul Laffont. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés: art. 1^{er} (*Crédits ouverts*): MM. Chapsal et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 4, disjoint par la Chambre (*Bénéfices des coopératives*): disjonction. Art. 5, modifié par la Chambre (*Patente des coopératives*): adoption. Art. 7 bis, modifié par la Chambre (*Magasins à prix uniques*): rejet. Art. 7 quater (*Professions assujetties au secret professionnel*): reprise, par M. Gallet, du texte voté par la Chambre: MM. Gallet, Jean Bose, Paul Strauss et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Rejet, au scrutin. En conséquence, rejet de l'article. Art. 9, modifié par la Chambre (*Carte d'identité fiscale*): MM. Babaud-Lacroze et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 9 bis (*Taxe sur la main-d'œuvre étrangère*): nouvelle rédaction. Adoption. Art. 10 (*Permis de chasse*): adoption du texte précédemment voté par le Sénat. Art. 11 (*Opérations effectuées à l'étranger par des courtiers français*): nouvelle rédaction. Adoption. Art. 11 ter, modifié par la Chambre (*Fusions de sociétés*): adoption. Art. 23 bis, repris par la Chambre (*Commission de l'énergie électrique*): disjonction. Art. 24 (*Réception des betteraves à sucre*): adoption du texte précédemment voté par le Sénat. Art. 32 (*Voies et moyens*): réservé. Art. 33 (*Etat D*): réservé. Art. 36 bis, repris par la Chambre (*Abonnements téléphoniques*): disjonction. Art. 36 ter (*Postes, télégraphes et téléphones. Création d'emplois*): rejet. Art. 37, repris par la Chambre (*Postes, télégraphes et téléphones. Programmes votés*): adoption. Art. 38, repris par la Chambre (*Postes, télégraphes et téléphones. Programmes nouveaux*): adoption. Art. 39 ter, modifié par la Chambre (*Cotisations des assurances sociales*): adoption. Art. 46, rejeté par la Chambre (*Administration préfectorale*): adoption du texte précédemment voté par le Sénat. Art. 56, disjoint par la Chambre (*Primes à la filature de la soie*): adoption. Art. 68, disjoint par la Chambre (*Sériciculture*): demande de disjonction de l'article, par M. Jean Bose: MM. Jean Bose et Gaston Bazile. Rejet. Adoption de l'article. Art. 69 (*Encouragement à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier*): reprise, par M. Le Trocquer, du texte voté par la Chambre: M. Yves Le Trocquer. Rejet. Adoption de l'article précédemment voté par le Sénat. Art. 75 (*Paris. Police municipale*): M. Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption du texte voté par la Chambre. Art. 111 bis, disjoint par la Chambre (*Subventions aux voies ferrées d'intérêt local*): M. Charles Dumont. Adoption. Art. 32, précédemment réservé (*Voies et moyens*): adoption. Art. 33 (*Etat D*): adoption. Observations de M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 297.

(3^o vote). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 149 [28 février], p. 307. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 151. Demande de la discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 7 bis, repris par la Chambre (*Magasins à prix uniques*): M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*;

Germain-Martin, *Ministre des finances*, et Robert Thoumyre. Rejet. Art. 7 quater, repris par la Chambre (*Professions assujetties au secret professionnel*): adoption du texte voté par la Chambre. Art. 9 bis, disjoint par la Chambre (*Taxe sur la main-d'œuvre étrangère*): MM. Charles Dumont, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Art. 10 (*Permis de chasse*): nouvelle rédaction de la commission. Amendement de M. Taurines: MM. Jean Taurines et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 23 bis, repris par la Chambre (*Commission de l'énergie électrique*): adoption du texte voté par la Chambre. Art. 24, modifié par la Chambre (*Réception des betteraves à sucre*): nouvelle rédaction de la commission. Adoption. Art. 32 (*Voies et moyens*): adoption. Art. 36 bis, modifié par la Chambre (*Taxes téléphoniques*): adoption. Art. 36 ter (*Postes, télégraphes et téléphones. Création d'emplois*): rejet. Art. 46, disjoint par la Chambre (*Administration préfectorale*): disjonction. Art. 56, disjoint par la Chambre (*Primes à la filature de la soie*): adoption. Art. 68, disjoint par la Chambre (*Sériciculture*): adoption. Art. 69, repris par la Chambre (*Encouragement à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier*): Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 308.

(4^o vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 154 [28 février], p. 308. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 155. Demande de la discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 7 bis, repris par la Chambre (*Magasins à prix uniques*). Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Rejet. Rejet de l'article. Art. 10, modifié par la Chambre (*Permis de chasse*): adoption du texte voté par la Chambre. Art. 56, disjoint par la Chambre (*Primes à la filature de la soie*): adoption. Art. 68, disjoint par la Chambre (*Sériciculture*): adoption. Art. 32 (*Voies et moyens*): adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 311.

(5^o vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 159 [28 février], p. 315. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 160. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 56 et 58, disjoints par la Chambre: disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 315, 316. — Promulgation: Loi du 28 février 1934. (*J. O.* du 1^{er} mars,

p. 2018. *Errata: J. O.* du 8 mars, p. 2179; *J. O.* du 21 mars, p. 2882.

Loi de finances du Budget de l'Exercice 1934.

- Art. 1^{er}. — Crédits ouverts.
 Art. 2. — Autorisation de perception.
 Art. 3, 4, 5 (4 à 6 bis de la discussion). — Modification du régime fiscal des coopératives.
 Art. 6. — Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.
 Art. 7 (8 de la discussion). — Impôt général sur le revenu. — Majoration de 10 p. 100.
 Art. 8 (9 de la discussion). — Carte d'identité fiscale. — Fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 1^{er} à 3 de la loi du 23 décembre 1933.
 Art. 9 (10 de la discussion). — Modification du droit de timbre sur les permis de chasse.
 Art. 10 (11 de la discussion). — Impôt sur les opérations des bourses de commerce. — Affaires traitées sur les places étrangères.
 Art. 11 (11 bis de la discussion). — Modifications des règles concernant les dégrèvements d'impôt foncier.
 Art. 12 (11 ter de la discussion). — Prorogation pendant un an du régime concernant les fusions des sociétés.
 Art. 13 (12 de la discussion). — Quintuplement des surlaxes de provenance.
 Art. 14 à 16 (13 à 15 de la discussion). — Taxation des gas oil.
 Art. 17 (15 bis de la discussion). — Taxation des acides acétiques d'origine chimique et de l'anhydride acétique.
 Art. 18 (23 bis de la discussion). — Création d'une commission d'études en vue d'organiser la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique.
 Art. 19 (24 de la discussion). — Contrôle de la réception des betteraves à sucre.
 Art. 20 (25 de la discussion). — Fixation des prix de cession des alcools purs ou dénaturés.
 Art. 21 à 24 (26 à 29 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies. — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'Institut national d'agronomie coloniale. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'Agence générale des colonies.
 Art. 25 (30 de la discussion). — Extension à l'Alsace et à la Lorraine des dispositions d'ordre fiscal contenues dans le présent projet de loi.
 Art. 26 (31 de la discussion). — Autorisation d'un prélèvement sur le compte institué par la loi du 28 juin 1928 (Bénéfices de guerre).
 Art. 27 (32 de la discussion). — Evaluation des voies et moyens.
 Art. 28 (33 de la discussion). — Recettes et dépenses des budgets annexes.
 Art. 29 et 30 (34 et 35 de la discussion). — Poudres. — Autorisation d'engagement au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement au titre de la 2^e section du Budget annexe des poudres.
 Art. 31 à 35 (36 à 39 de la discussion). — Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques. — Modi-

fixation des conditions de perception du tarif maximum pour le téléphone. — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones. — Nouveau programme de 1934. — Autorisation d'engagement. — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1934 pour la couverture des dépenses de la 2^e section du Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 36 (39 *bis* de la discussion). — Réalisation d'économies par décrets.

Art. 37. — Règlement du montant des assurances invalidités.

Art. 38 (40 de la discussion). — Retraite du combattant. — Limitation des rappels d'arrérages et suspension du droit à pension.

Art. 39 (40 *bis* de la discussion). — Fixation d'un délai pour l'examen des comptes des offices.

Art. 40 (42 de la discussion). — Administration centrale des finances. — Maintien de deux emplois de chef de bureau et de l'emploi de chef du service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 41 (45 de la discussion). — Prorogation de divers prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos.

Art. 42 (45 *bis* de la discussion). — Réintégration dans les emplois normaux des sous-préfets et secrétaires généraux rattachés.

Art. 43 (46 *bis* de la discussion). — Ouverture d'un crédit d'engagement de 300.000 fr. pour assurer la participation de la France à la 3^e Exposition internationale du feu et de la sécurité.

Art. 44 (47 de la discussion). — Prorogation des indemnités compensatrices allouées aux fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.

Art. 45 (48 de la discussion). — Suppression de l'allocation accordée au titre des enfants de troupe laissés dans leur famille.

Art. 46 (49 de la discussion). — Modification au mode de paiement des primes allouées pour services accomplis dans certains corps métropolitains.

Art. 47 (50 de la discussion). — Réduction de la solde allouée aux officiers en disponibilité.

Art. 48 (51 de la discussion). — Nomination de sous-officiers aux emplois vacants d'agents militaires.

Art. 49 et 50 (52 et 53 de la discussion). — Convocation des réserves en 1934.

Art. 51 (54 de la discussion). — Ministère de la Marine. — Modifications aux autorisations de paiement données par la loi du 28 décembre 1931.

Art. 52 (57 de la discussion). — Réduction du taux des primes à la fabrication du papier.

Art. 53 (58 de la discussion). — Exploitation en régie de lignes aériennes en Afrique.

Art. 54 (58 *bis* de la discussion). — Modification de la limite d'âge des officiers de l'armée de l'air.

Art. 55, 56, 57 (62 à 64 de la discussion). — Conditions d'admission au bénéfice des lois d'assistance.

Art. 58 (65 de la discussion). — Réunion des prélèvements opérés sur le pari mutuel en faveur des œuvres de bienfaisance.

Art. 59 (66 de la discussion). — Modification du régime légal et financier de l'exploitation du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.

Art. 60 (67 de la discussion). — Achats d'effets d'habillement destinés aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies.

Art. 61 (67 *bis* de la discussion). — Réglementation des missions aux colonies.

Art. 62 (69 de la discussion). — Encouragement à la culture du lin, à la culture du chanvre et à la culture de l'olivier.

Art. 63 (70 de la discussion). — Encouragement à la viticulture. — Extension de la procédure des fonds de concours.

Art. 64 (70 *bis* de la discussion). — Défense du marché du blé (récolte 1933) par l'intermédiaire de la Caisse nationale de crédit agricole.

Art. 65 (70 *ter* de la discussion). — Affectation au fonds de défense du marché du blé du reliquat résultant de la liquidation des comptes de l'importation des engrais azotés.

Art. 66. — Réduction de l'effectif des étalons nationaux.

Art. 67. — Suppression d'emplois dans le personnel de l'administration des haras.

Art. 68 (71 de la discussion). — Prélèvement sur le produit des jeux en faveur de l'office scientifique et technique des pêches maritimes.

Art. 69 (72 de la discussion). — Fixation de la subvention allouée à l'Etablissement national des invalides de la marine.

Art. 70 (73 de la discussion). — Réglementation du dépôt des projets de loi entraînant une augmentation des dépenses publiques.

Art. 71 (74 de la discussion). — Nomenclature des services votés.

Art. 72 (75 de la discussion). — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Art. 73 (76 de la discussion). — Fixation du nombre maximum, pour l'année 1934, des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Art. 74 (77 de la discussion). — Budget de la guerre. — Constructions et matériels neufs. — Autorisation d'engagements.

Art. 75 (78 de la discussion). — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Art. 76 (79 de la discussion). — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage.

Art. 77 (80 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 78 (81 de la discussion). — Répartition par décret des crédits globaux affectés à la substitution de la main-d'œuvre militaire.

Art. 79 (82 de la discussion). — Fixation des effectifs des officiers de marine.

Art. 80 (83 de la discussion). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières.

Art. 81 (84 de la discussion). — Effectif des personnels technique et ouvrier des constructions navales de l'artillerie navale.

Art. 82 (85 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés

spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Art. 83 (86 de la discussion). — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1935 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1934 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Art. 84 (87 de la discussion). — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées.

Art. 85 (88 de la discussion). — Etats des constructions neuves de la marine.

Art. 86 (89 de la discussion). — Aéronautique maritime. — Autorisation d'engagement.

Art. 87 (90 de la discussion). — Autorisation de transférer par décret du budget de l'Air divers crédits inscrits au budget de la Marine.

Art. 88 (92 de la discussion). — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement.

Art. 89 (93 de la discussion). — Crédit d'engagement pour études et expériences aéronautiques.

Art. 90 (94 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mise en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air.

Art. 91 (95 de la discussion). — Autorisation de transférer par décret, aux budgets de la Guerre, de la Défense des territoires d'outre-mer, de la Marine et des Colonies, les crédits inscrits au budget de l'Air.

Art. 92 (96 de la discussion). — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Art. 93 (97 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et de ventes de matériel.

Art. 94 (98 de la discussion). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution par l'Office national du crédit agricole d'avances pour l'électrification des campagnes.

Art. 95 (99 de la discussion). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts agricoles à long terme.

Art. 96 (100 de la discussion). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts agricoles à moyen terme.

Art. 97 (101 de la discussion). — Emission de bons à court terme pour les besoins des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Art. 98 (102 de la discussion). — Emission d'obligations des grands réseaux.

Art. 99 (103 de la discussion). — Fixation du montant des commandes de matériel roulant neuf à passer en 1934.

Art. 100, 101 (104 et 105 de la discussion). — Avances à faire par le Trésor aux grands réseaux et au fonds commun.

Art. 102 (106 de la discussion). — Maximum des dépenses de lignes nouvelles.

Art. 103 (107 de la discussion). — Montant maximum des travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux en 1934.

Art. 104 (108 de la discussion). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 105 (109 de la discussion). — Travaux complémentaires à exécuter sur les lignes d'intérêt général concédées à la Compagnie des chemins de fer départementaux et à la Société générale des chemins de fer économiques.

Art. 106 (110 de la discussion). — Simplification de l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général.

Art. 107 (111 de la discussion). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local.

Art. 108, 109 (112 de la discussion). — Subventions aux services publics de transports par automobiles.

Art. 110 (113 de la discussion). — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien.

Art. 111 (114 de la discussion). — Avances du Trésor à l'Administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Art. 112, 113, 114 (115, 116, 117 de la discussion). — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées.

Art. 115 (118 de la discussion). — Renseignements à fournir aux Chambres.

Art. 116 (119 de la discussion). — Interdiction aux Ministres de prendre des mesures nouvelles.

Art. 117 (120 de la discussion). — Interdiction de perception autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1935.

(1^{er} vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 609 [6 décembre], p. 1193. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 610. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [6 décembre], p. 1194. — M. Maurice Viollette dépose le rapport sur le Budget du Ministère des Finances, N° 610, annexe 1 (F. 64). — M. André Lebert dépose le rapport sur le Budget du Ministère de la Justice, 1^{re} section: services judiciaires, N° 610, annexe 2 (F. 64). — M. Alfred Brard dépose le rapport sur le Budget du Ministère de la Justice, 2^e section: services pénitentiaires, N° 610, annexe 3 (F. 62). — M. Henry Bérenger dépose le rapport sur le Budget du Ministère des Affaires étrangères, N° 610, annexe 4 (F. 66). — M. Schrameck dépose le rapport sur le Budget du ministère de l'Intérieur, N° 610, annexe 5 (F. 66). — M. Emile Sari dépose le rapport sur le Budget du Ministère de la Guerre et défense des territoires d'Outre-Mer, N° 610, annexe 6 (F. 66). — M. Farjon dépose le rapport sur le Budget de la Marine militaire, N° 610, annexe 7 (F. 66). — M. Jean Philip dépose le rapport sur le Budget de l'Education nationale, N° 610, annexe 8 (F. 62). — M. Cuminal dépose le rapport sur le Budget de l'Enseignement technique, N° 610, annexe 9 (F. 62). —

M. Manuel Fourcade dépose le rapport sur le Budget des Beaux-Arts, N° 610, annexe 10. — M. Tournan dépose le rapport sur le Budget du Commerce et de l'Industrie, N° 610, annexe 11 (F. 66). — M. le général Hirschauer dépose le rapport sur le Budget de l'Air, N° 610, annexe 12 (F. 66). — M. Edmond Cavillon dépose le rapport sur le Budget du Travail, N° 610, annexe 13 (F. 66). — M. Anatole Manceau dépose le rapport sur le Budget de la Santé publique et de l'Education physique, N° 610, annexe 14 (F. 63). — M. Lancien dépose le rapport sur le Budget des Colonies, N° 610, annexe 15 (F. 65). — M. Chauveau dépose le rapport sur le Budget de l'Agriculture, N° 610, annexe 16 (F. 64). — M. Milan dépose le rapport sur le Budget des Travaux publics (personnel. Routes et ponts. Navigation. Ports maritimes), N° 610, annexe 17 (F. 63). — M. Mario Rouston dépose le rapport sur le Budget des Travaux publics (forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique. Mines), N° 610, annexe 18 (F. 66). — M. Jean Valadier dépose le rapport sur le Budget des Travaux publics (Chemins de fer), N° 610, annexe 19 (F. 66). — M. Charabot dépose le rapport sur le Budget de la Marine marchande, N° 610, annexe 20 (F. 67). — M. Babaud-Lacroze dépose le rapport sur le Budget des Pensions, N° 610, annexe 21 (F. 63). — M. le comte de Blois dépose le rapport sur le Budget des services d'Alsace et de Lorraine, N° 610, annexe 22 (F. 63). — M. Auguste Mounié dépose le rapport sur le Budget des Monnaies et Médailles, N° 610, annexe 23 (F. 66). — M. Laudier dépose le rapport sur le Budget de l'Imprimerie nationale, N° 610, annexe 24 (F. 63). — M. François-Saint-Maur dépose le rapport sur le Budget de la Légion d'honneur, N° 618, annexe 25 (F. 64). — M. Guy de Wendel dépose le rapport sur le Budget du service des Poudres, N° 610, annexe 26 (F. 65). — M. Cuminal dépose le rapport sur le Budget de l'Ecole centrale des arts et manufactures, N° 610, annexe 27 (F. 62). — M. Pierre-Robert dépose le rapport sur le Budget des Postes, Télégraphes, Téléphones, N° 610, annexe 28 (F. 67). — M. Pierre-Robert dépose le rapport sur le Budget de la Caisse nationale d'épargne, N° 610, annexe 29. — Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; René Héry, Babaud-Lacroze, Laudier, François-Saint-Maur et Germain-Martin, *Ministre des finances*. M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [13 décembre], p. 1216 et 1229. — Suite de la discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} (Fixation des crédits de l'Exercice 1935). Etat A. **Finances**: Discussion: MM. Hachette, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Maurice Viollette, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 20: adoption. Chap. 21 (*Payement par annuités des indemnités de dommages de guerre*): MM. Jules Wolff et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 22 à 24: adoption. Chap. 25 et 26: mémoire. Chap. 27 à 66: adoption. Chap. 67: mémoire. Chap. 68 à 110: adoption. Chap. 111: mémoire. Chap. 112 à 119: adoption. Chap. 120: mémoire. Chap. 121 à 129: adoption. Chap. 130 à 133: mémoire. Chap. 134: adoption. Chap. 135 (*Encouragement à l'élevage du mouton*): MM. François-Saint-Maur et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 136: mémoire. Chap. 137: adoption. Chap. 138:

mémoire. Chap. 139 à 200 et dernier: adoption. **Justice: services pénitentiaires**: Chap. 1^{er} à 3: adoption. Chap. 4 (*Services extérieurs. Personnel. Traitements*): MM. Coucoureux et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 6 (*Services extérieurs. Personnel. Indemnités variables. Secours*): MM. Alexandre Israël, Alfred Brard, *Rapporteur*; Georges Pernot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 7 à 25: adoption. Chap. 26 à 28: mémoire. Chap. 29 et dernier: adoption. **Education nationale**: Discussion: MM. Jean Philip, *Rapporteur*; Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Raymond Martin, Mauger, Hervey, Rogé et Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Chap. 1^{er} à 17: adoption. Chap. 18 (*Universités. Matériel*): M. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 19: adoption. Chap. 20 (*Subventions pour le fonctionnement des laboratoires*): M. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 30 à 37: adoption. Chap. 38 (*Ecole française d'archéologie de Rome*): M. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 39 à 51: adoption. Chap. 52 (*Réunion des bibliothèques nationales de Paris*): MM. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 53 à 60: adoption. Chap. 61 (*Subvention à l'Institut de coopération intellectuelle*): M. Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 62 à 64: adoption. Chap. 65 (*Lyées de garçons*): MM. Cornudet, René Besnard, Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et François-Saint-Maur. Adoption. Chap. 66 à 72: adoption. Chap. 73 (*Traitements des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de jeunes filles*): MM. Eugène Millies-Lacroix et Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 74 (*Subventions aux villes pour création de cours secondaires de jeunes filles*): MM. Emile Sari et Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 75 à 82: adoption. Chap. 83 (*Inspection académique dans les départements*): M. Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 84 à 85: adoption. Chap. 86 (*Inspection de l'enseignement primaire*): MM. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 87 à 99: adoption. Chap. 100 (*Ecoles primaires supérieures*): M. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 101: adoption. Chap. 102 (*Indemnités pour interruption de traitements*): MM. James Hennessy et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 103: adoption. Chap. 104 (*Ecoles primaires élémentaires*): MM. Chassaing et Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 105 et 106: adoption. Chap. 107: mémoire. Chap. 108 et 109: adoption. Chap. 110 (*Enseignement primaire supérieur*): MM. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 111 (*Ouvrages complémentaires de l'école*): MM. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 112 (*Subventions aux communes pour les caisses des écoles*): M. François-Saint-Maur. Adoption. Chap. 113 (*Service des constructions scolaires de l'enseignement primaire*): MM. Cornudet, Mallarmé, *Ministre*

de l'Education nationale; Chassaing, Auguste Mounié, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Henri Laudier. Adoption. Chap. 114 (*Ecoles provisoires et internes primaires*): M. Eugène Chanal. Adoption. Chap. 115 à 117: adoption. Chap. 118 (*Indemnités de résidence*): MM. Jean Philip, *Rapporteur*; Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 119 à 125: adoption. Chap. 126 à 128: mémoire. Chap. 129 à 132: adoption. Chap. 133 (*Enseignement supérieur. Matériel*): MM. Pfeleger, Eugène Muller et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 134 à 145: adoption. Chap. 146 (*Ecoles normales. Personnel*): MM. le général Hirschauer, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; le comte de Leusse et le comte Louis de Blois. Adoption. Chap. 147 à 164: adoption. Chap. 165 et 166 et dernier: mémoire. **Enseignement technique**: Discussion: MM. Eugène Muller et Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Chap. 1^{er} à 10: adoption. Chap. 11 (*Ecoles nationales professionnelles*): M. Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 12 et 13: adoption. Chap. 14 (*Ecoles de métiers*): MM. Le Gorgeu et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 15 à 22: adoption. Chap. 23 (*Application de la loi du 25 juillet 1919*): MM. Le Gorgeu et Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Chap. 24 à 39: adoption. Chap. 40 à 42 et dernier: mémoire. **Ecole centrale**: Observations de M. Cuminal, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 5 et dernier: adoption. **Beaux-Arts**: Discussion: MM. Lavergne, Jean Durand, Manuel Fourcade, Mallarmé, *Ministre de l'Education nationale*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Chap. 1^{er} à 18: adoption. Chap. 18 bis, 1^{er} et 4^{ter}: adoption. Chap. 19 à 65: adoption. Chap. 66 à 68 et dernier: mémoire. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [14 décembre], p. 1240. — Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Etat A (*suite*): **Santé publique et éducation physique**: Discussion: MM. Anatole Manceau, *Rapporteur*; Even, Hervev, Robert Thoumyre, Le Gorgeu, le général Stuhl, Savignol, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Paul Strauss et Queuille, *Ministre de la Santé publique*. Chap. 1^{er} à 14: adoption. Chap. 15 (*Allocations aux familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux*): adoption. Chap. 16: adoption. Chap. 17 (*Commission de répartition des fonds du pari mutuel*): MM. Chassaing et Queuille, *Ministre de la Santé publique*. Adoption. Chap. 18 et 19: adoption. Chap. 20: mémoire. Chap. 21 et 22: adoption. Chap. 23: mémoire. Chap. 24 à 26: adoption. Chap. 27: mémoire. Chap. 28: adoption. Chap. 29 (*Participation de l'Etat au paiement des primes à la natalité*): Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Raymond Martin et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 30 à 49: adoption. Chap. 50: mémoire. Chap. 51 à 59: adoption. Chap. 60 (*Hygiène et salubrité générales. Epidémies*): MM. Emile Sari et Anatole Manceau, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 61 à 65: adoption. Chap. 66: mémoire. Chap. 67 à 74: adoption. Chap. 75 (*Subventions aux instituts d'éducation physique*): MM. Lavergne et Queuille, *Ministre de la Santé publique*. Adoption. Chap. 76 à 84: adoption. Chap. 85 à 89 et dernier: mémoire. **Pensions**: Discussion. MM. Rogé, Hervev, Robert Thou-

myre, Rivollet, *Ministre des pensions*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*, et Mauger. Chap. 1^{er} (*Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale*): Amendement de M. Jean Taurines: MM. Jean Taurines, Gallet, Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Rivollet, *Ministre des Pensions*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 2 à 24: adoption. Chap. 24 bis (*Achèvement du village sanitaire de Clairvière*): MM. Gautherot et Babaud-Lacroze, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 25 à 27: adoption. Chap. 28 à 30 et dernier: mémoire. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Etat A (*suite*). **Commerce et industrie**: Discussion: MM. Eugène Millières-Lacroix, Marchandeau, *Ministre du Commerce*, et Tournan, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 16: adoption. Chap. 17 (*Attachés et agents commerciaux*): MM. François-Saint-Maur et Marchandeau, *Ministre du Commerce*. Adoption. Chap. 18 et 19: adoption. Chap. 20: réservé. Chap. 20 bis et 21 à 31: adoption. Chap. 32 à 36 et dernier: mémoire. **Imprimerie nationale**: Chap. 1^{er} à 15: adoption. Chap. 16 et 17: mémoire. Chap. 18 et dernier: mémoire. **Légion d'honneur**: Discussion: MM. François-Saint-Maur, *Rapporteur*; Georges Pernot, *garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Chap. 1^{er} à 15: adoption. Chap. 16: mémoire. Chap. 17 à 19 et dernier: adoption. **Agriculture**: Discussion: MM. Chauveau, *Rapporteur*; Joseph Faure, Turbat, Edouard Néron, Beaumont et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Chap. 1^{er} à 4: adoption. Chap. 5: mémoire. Chap. 6 à 14: adoption. Chap. 15 à 17: réservés. Chap. 18 (*Service de l'immigration agricole*): M. Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 19 (*Encouragements à l'agriculture*): MM. Chassaing et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 20 à 24: adoption. Chap. 25 à 27: réservés. Chap. 28 à 34: adoption. Chap. 35 (*Statistique et contrôle des céréales et farines panifiables*): MM. Cassez, *Ministre de l'Agriculture*, et Chauveau, *Rapporteur*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 36 (*Statistique et contrôle des céréales et farines panifiables*): adoption du chapitre modifié. Chap. 37: mémoire. Chap. 38 à 42: adoption. Chap. 43 (*Subventions à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles*): mémoire. Observations de MM. Joseph Faure et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Chap. 44: adoption. Chap. 45 (*Prophylaxie de la tuberculose des bovidés*): Amendement de M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure, Chauveau, *Rapporteur*; Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; Eugène Millières-Lacroix et Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 46 à 56: adoption. Chap. 57: mémoire (modification du libellé du chapitre). Chap. 58 à 62: adoption. Chap. 63 (*Traitements du personnel des haras*): Amendement de M. le comte d'Harcourt et de plusieurs de ses collègues: MM. le comte d'Harcourt, Chauveau, *Rapporteur*; Cassez, *Ministre de l'Agriculture*; Léon Perrier, *Vice-président de la Commission des finances*, et Damecour. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 64 (*Haras. Frais de tournées*): Amendement de M. le comte d'Harcourt et de plusieurs de ses collègues: MM. le comte d'Harcourt, Chauveau, *Rapporteur*, et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 65 à 69: adoption. Chap. 70 et 71: mémoire. Chap. 72 et 73: adoption. Chap. 74 (*Achat des chevaux et mulets nécessaires à l'armée*): MM. Eugène Millières-Lacroix, Cassez, *Ministre de l'Agriculture*.

et Damecour. Adoption. Chap. 75 (*Traitements du personnel de l'hydraulique et du génie rural*): Amendement de M. Borgeot: MM. Borgeot et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 76 et 77: adoption. Chap. 78 (*Frais généraux des services de l'hydraulique et du génie rural*): MM. Cassez, *Ministre de l'Agriculture*, et Chauveau, *Rapporteur*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 79 à 90: adoption. Chap. 91: mémoire. Chap. 92 (*Fonds provenant du prélèvement du pari mutuel*): mémoire. Observations de MM. Delhoume et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Chap. 93 à 95: mémoire. Chap. 96 à 99: adoption. Chap. 100 (*Acquisition de forêts*): M. Edouard Néron. Adoption. Chap. 101 et 102: adoption. Chap. 103: mémoire. Chap. 104 (*Améliorations pastorales et forestières*): M. Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 105 (*Pêche et pisciculture*): MM. Babaud-Lacroze et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 106: adoption. Chap. 107 (*Frais de régie dans les forêts domaniales de la région landaise*): MM. Eugène Millières-Lacroix et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 108 à 116 et dernier: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [15 décembre], p. 1272. — Suite de la discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Etat A (*suite*): **Colonies**: Discussion: MM. Lancien, *Rapporteur*; Gautherot et Louis Rollin, *Ministre des Colonies*. Chap. 1^{er}: réservé. Chap. 2 à 12: adoption. Chap. 13: mémoire. Chap. 14 à 25 bis: adoption. Chap. 25 1^{er} (*Musée permanent des colonies*): MM. Louis Rollin, *Ministre des Colonies*; Lancien, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Léon Perrier. Réserve. Chap. 26: réservé. Chap. 27 à 30: adoption. Chap. 31: réservé. Chap. 32: mémoire. Chap. 33 à 41: adoption. Chap. 42: mémoire. Chap. 43 à 45: adoption. Chap. 46 (*Transport du personnel militaire*): MM. Louis Rollin, *Ministre des Colonies*, et Lancien, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 47 à 51: adoption. Chap. 52: mémoire. Chap. 53 à 55: adoption. Chap. 56 (*Défense des colonies*): MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Louis Rollin, *Ministre des Colonies*, et Messimy. Adoption. Chap. 57 à 74: adoption. Chap. 75 à 78 et dernier: mémoire. **Air**: Discussion: MM. le général Hirschauer, *Rapporteur*; Henri Laudier, A. de La Grange, le général Bourgeois, *Président de la Commission de l'air*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et le général Denain, *Ministre de l'Air*. Chap. 1^{er} (*Traitements et soldes du personnel de l'administration centrale*): MM. Chassaing et le général Denain, *Ministre de l'Air*. Adoption. Chap. 2 à 9: adoption. Chap. 10 (*Encouragements à l'aviation de tourisme et à l'aviation sanitaire*): MM. Chassaing et le général Denain, *Ministre de l'Air*. Adoption. Chap. 11 à 28: adoption. Chap. 29 (*Arsenal aéronautique*): MM. Jean Taurines, le général Denain, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 29 bis à 46: adoption. Chap. 47 (*Carburants et ingrédients pour avions*): MM. A. de La Grange. Adoption. Chap. 48 à 54: adoption. Chap. 55 à 58: mémoire. Chap. 59 à 77: adoption. Chap. 78 à 81: mémoire. Chap. 82 à 98: adoption. Chap. 99 à 102: mémoire. Chap. 103 à 118: adoption. Chap. 119 à 121: mémoire. Chap. 122 à 128: mémoire. Chap. 129 à 131: mémoire. Etat A (*suite*). **Guerre**: Discussion: MM. Emile Sari, *Rapporteur*; Henry Lémery, le comte Louis de Blois, Jacquier, *Ministre du Travail*; le général Bourgeois, Lucien Voilin, Cabart-

Danneville et le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Chap. 1^{er} à 9: adoption. Chap. 10 (*Etat-major général et services généraux de l'armée*): MM. Messimy, *Président de la Commission de l'armée*, et Henry Lémery. Adoption. Chap. 11: adoption. Chap. 12 (*Services de l'indépendance militaire, de santé et du recrutement*): Amendement de M. Gautherot: non soutenu. Amendement repris par M. Armbruster: MM. Armbruster, le général Hirschauer, le général Maurin, *Ministre de la Guerre*; Emile Sari, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Chassaing. Chapitre réservé. Chap. 13 (*Solde de l'infanterie*): MM. Guy de Wendel et le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chap. 14 à 36: adoption. Chap. 37 (*Matériel du génie*): MM. Henri Laudier et le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chap. 38 et 39: adoption. Chap. 40 et 41: MM. Emile Sari, *Rapporteur*, et Germain-Martin, *Ministre des finances*. Réservés. Chap. 42 à 52: adoption. Chap. 53 à 56: mémoire. Chap. 57 à 68: adoption. Chap. 69: réservé. Chap. 70 et 71: adoption. Chap. 72 à 74: mémoire. Chap. 75 à 83: adoption. Chap. 84 et 85 et dernier: mémoire. Observations de MM. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*; le comte de Blois et Henry Lémery. **Défense des territoires d'outre-mer**: Chap. 1^{er} à 20: adoption. Chap. 21: réservé. Chap. 22 à 30: adoption. Chap. 31 à 33: mémoire. Chap. 34 à 60: adoption. Chap. 61 à 63: mémoire. Chap. 64 à 66: adoption. Chap. 67 et 68: mémoire. Chap. 69 à 80: adoption. Chap. 81 à 83 et dernier: mémoire. **Poudres**: Discussion: M. Guy de Wendel, *Rapporteur*. Chap. 1^{er} à 8: adoption. Chap. 9: mémoire. Chap. 10 à 16: adoption. Chap. 17 à 21: mémoire. Chap. 22 à 25: adoption. Chap. 26 à 31: mémoire. Chap. 32 à 34: adoption. Chap. 35 et 36: mémoire. Chap. 37 et 38: adoption. Chap. 39 et 40 et dernier: mémoire [17 décembre]. p. 1321. — Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Etat A (*suite*). **Marine militaire**: Discussion: MM. Farjon, *Rapporteur*; Bergeon, Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Piétri, *Ministre de la Marine*. Chap. 1^{er} à 6: adoption. Chap. 7 (*Personnel du service hydrographique*): MM. Piétri, *Ministre de la Marine*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 8 à 32: adoption. Chap. 33 (*Travaux maritimes*): MM. Rio, *Président de la commission de la marine*, et Piétri, *ministre de la Marine*. Adoption. Chap. 33 bis et 34 à 47: adoption. Chap. A à C: adoption. Chap. D (*Constructions navales*): MM. Piétri, *Ministre de la Marine*, et Joseph Caillaux, *Président de la commission des finances*. Fusion des chapitres D et D bis. Adoption. Chap. E à O: adoption. Chap. P: mémoire. Chap. Q (*Aéronautique maritime de coopération*): MM. Albert Mahieu et Piétri, *Ministre de la Marine*. Adoption. Chap. R et S: adoption. Chap. T à W et dernier: adoption. **Justice: services judiciaires**: Discussion: MM. André Lebert, *Rapporteur*; Lugol, Armand Calmel, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Louis Martin, Louis Linyer et Georges Pernot, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la justice*. Chap. 1^{er} à 29: adoption. Chap. 29 bis, 29 ter et 30: adoption. Chap. 31 (*Frais de reconstitution d'actes de l'état civil*). Amendement de M. Jovelet: MM. Jovelet, André Lebert, *Rapporteur*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 32: adoption. Chap. 33 à 35: mémoire. **Monnaies et médailles**: Chap. 1^{er} à 14: adoption. Chap. 15 à 17: mémoire. Chap. 18 et dernier: adoption.

Etat A (*suite*). **Travail**: Discussion: MM. Edmond Cavillon, *Rapporteur*; Betouille, Lucien Voilin, Cadol, François-Saint-Maur, Jacquier, *Ministre du Travail*; Salmon et Henry de Jouvenel. Chap. 1^{er} à 23: adoption. Chap. 24 (*Frais de fonctionnement de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés*): M. Hachette. Adoption. Chap. 25 à 34: adoption. Chap. 35: mémoire. Chap. 36 et 37: adoption. Chap. 38 (*Subventions aux sociétés de secours mutuels*): Amendement de MM. Robert Thoumyre et plusieurs de ses collègues: MM. Robert Thoumyre, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Jean Valadier, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Rogé. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 39: adoption. Chap. 40 et 41: mémoire. Chap. 42: adoption. Chap. 43: mémoire. Chap. 44 à 51: adoption. Chap. 52 (*Services départementaux des assurances sociales*): MM. Jacquier, *Ministre du Travail*, et Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 53 à 57: adoption. Chap. 58 et 59: mémoire. Chap. 60 à 65: adoption. Chap. 66 à 68: mémoire. Chap. 69 à 75: adoption. Chap. 76 et 77 et dernier: mémoire. Etat A (*suite*). **Affaires étrangères**: Discussion: MM. Henry Bérenger, *Rapporteur*, et Pierre Laval, *Ministre des affaires étrangères*. Motion proposée par M. Henry Bérenger: adoption. Suite de la discussion: MM. Roux-Freissineng, Henry de Jouvenel et Eccard. Chap. 1^{er} à 45: adoption. Chap. 46 à 48: mémoire. Chap. A, B et C: réservés. Chap. D à I: adoption. Chap. J et K: réservés. Chap. L et M: mémoire. Chap. N: Observation de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption du chapitre. Chap. O à S: adoption. Observations de MM. le comte de Blois et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Chap. T à Z: adoption. Chap. Z A et Z B: adoption. Chap. Z C et Z D: mémoire. Chap. 49 et 50 et dernier: adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [18 décembre], p. 1363, 1379, 1395. — Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er} (*suite*). Etat A (*suite*). **Travaux publics**: Discussion: MM. François Milan, *Rapporteur pour les routes et ponts, la navigation et les ports maritimes*; Jean Valadier, *rapporteur pour les chemins de fer*; Cabart-Danneville, Schrameck, Edouard Néron, Mauger, Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*, et Anatole Manceau. Chap. 1^{er} à 27: adoption. Chap. 28 à 41: réservés. Chap. 42 à 55: adoption. Chap. 56 et 56 bis: réservés. Chap. 57: mémoire. Chap. 58 et 58 bis: adoption. Chap. 59: réservé. Chap. 60 à 68: adoption. Chap. 69 (*Contribution à la propagande touristique*): MM. Antoine Borrel et Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 70: adoption. Chap. 71 à 73: mémoire. Chap. 74 à 78: adoption. Chap. 79: mémoire. Demande, par M. Albert Mahieu, du rétablissement des chapitres 80 et 81: MM. Albert Mahieu, François Milan, *Rapporteur*, et Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Chap. 82 à 84: adoption. Chap. 85 (*Voies de navigation intérieures*): M. Cornudet. Adoption. Chap. 86 et 87: adoption. Chap. 88: mémoire. Chap. 89 (*Exécution des travaux d'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche*): M. Léon Perrier. Adoption. Chap. 90: mémoire. Chap. 91 à 98: adoption. Chap. 99 (*Phares, balises et signaux divers*): MM. Yves Le Trocquer et Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 100: mémoire. Chap. 101 à 104: adoption. Chap. 105: mémoire. Chap. 106 et 107: adoption. Chap. 108: mémoire. Chap. 109: adoption. **Chemins de fer**: Chapitres du budget des

travaux publics précédemment réservés. Chap. 28 à 41: adoption. Chap. 56 (*Frais généraux de contrôle des chemins de fer*): M. Jean Valadier, *Rapporteur*. Adoption du chapitre modifié. Chap. 56 bis: suppression. Chap. 59: adoption. Chap. 110 à 122: adoption. Chap. 123 (*Chemins de fer d'intérêt local et tramways*): MM. Eugène Milliès-Lacroix, Albert Mahieu et Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 124 (*Services publics réguliers de transports par automobiles*): MM. Courcoux et Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chap. 125 à 129 et dernier: adoption. **Intérieur**: Discussion: MM. Paul-Boncour, Henry Merlin, Albert Fouilloux, le comte Louis de Blois, Cornudet, le général Stuhl, Schrameck, *Rapporteur*, et Marcel Régnier, *Ministre de l'Intérieur*. Observations de M. Albert Mahieu, *Vice-Président de la Commission des finances*. Etat A (*suite*). **Intérieur (suite)**: Chap. 1^{er} (*Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale*): M. Chassaing. Adoption. Chap. 2 à 19: adoption. Chap. 20 (*Sûreté nationale*): MM. Jules Wolff et Marcel Régnier, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chap. 21 à 31: adoption. Chap. 32: réservé. Chap. 33 à 35: adoption. Chap. 36 (*Subventions aux départements*): Demande, par MM. de Courtois et plusieurs de ses collègues, du rétablissement du crédit voté par la Chambre: MM. de Courtois, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, Connevoit et Schrameck, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 37, 38 et 38 bis: réservés. Chap. 39: adoption. Chap. 40 (*Dépenses des services de défense contre l'incendie*): MM. Henry Merlin, Marcel Régnier, *Ministre de l'Intérieur*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Adoption. Chap. 41: adoption. Chap. 42: mémoire. Chap. 43: adoption. Chap. 44: mémoire. Chap. 45 et 46: adoption. Chap. 47 et 47 bis: réservés. Chap. 48 et 49: adoption. Chap. 50 (*Secours aux victimes de calamités publiques*): MM. de Courtois et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 51 (*Subvention à la maison des journalistes*): M. Schrameck *Rapporteur*. Adoption. Chap. 52: mémoire. Chap. 53 à 61: adoption. Chap. 62 à 67: mémoire. Chap. 68: réservé. Chap. 69 à 80: adoption. Chap. 81 et 82 et dernier: mémoire. **Marine marchande**: Discussion: MM. Charabot, *Rapporteur*; Rio et William Bertrand, *Ministre de la Marine marchande*. Chap. 1^{er} à 36: adoption. Chap. 37 (*Exploitation des services maritimes de la Compagnie générale transatlantique*): M. James Hennessy. Adoption. Chap. 38: adoption. Chap. 39: réservé. Chap. 40 à 43 et dernier: mémoire. **Postes, télégraphes et téléphones**: Chap. 1^{er} (*Administration centrale*): MM. Pierre-Robert, *Rapporteur*; Georges Mandel, *Ministre des postes, télégraphes et téléphones*, et Henry de Jouvenel. Adoption. Chap. 2 (*Personnel des services extérieurs*): MM. François-Saint-Maur et Pierre-Robert, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 3 à 10: adoption. Chap. 11: réservé. Chap. 12 à 23: adoption. Chap. 24 et 25: mémoire. Chap. 26: adoption. Chap. 27: mémoire. Chap. 28: adoption. Chap. 29 et 30: mémoire. Chap. 31 à 42: adoption. Chap. 43 et 44: mémoire. Chap. 45 et dernier: adoption. **Caisse nationale d'épargne**: Chap. 1^{er} à 8: adoption. Chap. 9: réservé. Chap. 10 à 13: adoption. Chap. 14 à 17: mémoire. Chap. 18 et dernier: réservé. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [19 décembre]. p. 1406, 1422. — Suite de la discussion. **Loi de finances**. Art. 1^{er} (*suite*). Sur l'article: MM. Desjardins et Germain-Martin, *Ministre des finances*. Vote sur l'ensemble de l'article réservé. Art. 2 à 9: adoption. **Colonies**:

Chap. 1^{er}, 26 et 31 (précédemment réservés): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 10 et 11: adoption. Art. 12 et 13: réservés. Art. 14 à 16: adoption. Art. 16 bis: rejet. Art. 17 et 18: adoption. Art. 18 bis: disjonction. **Caisse nationale d'épargne**: Chap. 9 (précédemment réservé): adoption. **Postes, télégraphes et téléphones**: Chap. 11 (précédemment réservé): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 19 et 20: adoption. **Caisse nationale d'épargne**: Chap. 18 (précédemment réservé): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 20 bis: réservé. Art. 21 à 23: adoption. Art. 23 bis (*Budget des offices*): MM. Alfred Brard, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Mauger. Adoption. Art. 24: adoption. Art. 24 bis (*Statut du personnel des manufactures de tabac*). Amendement de M. Rolland: MM. Rolland, François Milan et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Rejet. Rejet de l'article. Art. 25 (*Frais de contrôle de la viticulture*): MM. Henry Chéron, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et James Hennessy. Adoption. Amendement de M. Louis Michel: non soutenu. Art. 26: adoption. Art. 27 (*Suppression de sous-préfectures*). Amendement de M. Pfeleger et de plusieurs de ses collègues: MM. Pfeleger et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Article réservé. Art. 28 (*Prélèvement sur le produit des journées de prestations en faveur des départements lésés par l'application de l'article 147 de la loi du 16 avril 1930*). Demande de disjonction de l'article, par MM. Coucoureux, Albert Mahieu et Pujes: MM. Coucoureux, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Hachette, Victor Judet, Albert Mahieu et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Renvoi de l'article à la commission de l'administration. Art. 29 (*Suppression des permissions exceptionnelles*). Demande, par M. Germain-Martin, *Ministre des Finances*, du vote du texte adopté par la Chambre. Adoption. Art. 30 à 33: adoption. Art. 33 bis et 33 ter: adoption. Art. 34 (*Grosses réparations des bâtiments scolaires*): MM. Eugène Milliès-Lacroix et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 36 et 36 bis: adoption. Art. 37, 37 bis et 37 ter: adoption. Article additionnel 37 quater proposé par M. Babaud-Lacroze et accepté par la commission des finances: MM. Chassaing, Babaud-Lacroze et Germain-Martin, *ministre des finances*. Adoption. Art. 38 (*Frais de fonctionnement du contrôle sur pièces des opérations des caisses d'épargne*): MM. André Lebert et Germain-Martin, *ministre des finances*. Adoption. Art. 40 (*Encouragement à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier*): MM. Yves Le Trocquer, Louis Martin et Germain-Martin, *ministre des finances*. Adoption. **Agriculture**: Chap. 25, 26 et 27 (précédemment réservés): adoption. Observation de M. Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Renvoi de la suite de la discussion à la séance de l'après-midi [20 décembre], p. 1435. — Reprise de la discussion du budget. **Loi de finances (suite)**. Art. 40 (*Immigration agricole et forestière*): MM. Eugène Milliès-Lacroix, Beaumont, Joseph Faure, Germain-Martin, *ministre des finances*; Louis Michel et Edouard Herriot, *ministre d'Etat*. Adoption. **Agriculture**: Chap. 15, 16 et 17 (précédemment réservés): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 40 bis (nouveau) (*Emploi des fonds du pari mutuel*): Amendement de M. le comte d'Harcourt et plusieurs de ses collègues: MM. le comte d'Harcourt, Abel Gardey, *rapporteur général*; James Hennessy et Manuel Fourcade. Rejet. Adoption de l'article. Art. 41:

adoption. **Marine marchande**: Chap. 39 (précédemment réservé): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 20 bis (précédemment réservé) (*Organisation de la présidence du conseil*): Observations de MM. Eugène Muller, le comte de Leusse, Pfeleger et P.-E. Flandin, *président du conseil*. Amendement de M. Maulion et plusieurs de ses collègues: MM. Maulion, Henry de Jouvenel, Louis Martin, Henry Bérenger, P.-E. Flandin, *président du conseil*; Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*; Alexandre Israël, Abel Gardey, *rapporteur général*, et André Morizet. Rejet. Adoption de l'article. **Affaires étrangères**: Chap. A, B, C, J et K (précédemment réservés): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 27 (précédemment réservé) (*Suppression des sous-préfectures de « Metz-Campagne », de « Colmar-Campagne » et « Strasbourg-Campagne »*): Demande de suppression de l'article par M. Pfeleger et plusieurs de ses collègues: MM. Pfeleger, Ecard, le général Hirschauer, P.-E. Flandin, *président du conseil*; Guy de Wendel et le comte Louis de Blois. Adoption. **Intérieur**: Chap. 68 (précédemment réservé): adoption. **Loi de finances (suite)**. Art. 42 à 46: adoption. **Intérieur**: Chap. 32 (précédemment réservé): adoption. **Loi de finances (suite)**: Art. 46 bis (*Travaux relatifs aux routes*): amendement de M. Chassaing et plusieurs de ses collègues: MM. Chassaing, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption (devenant l'article 46 bis). Art. 47 à 76: adoption. Art. 76 bis et 76 ter: adoption. Art. 77 et 78: adoption. Art. 78 bis et 78 ter: adoption. Art. 79 et 81: adoption. Article additionnel 81 bis de M. Lancien: MM. Lancien, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 82 à 87 et dernier: adoption. Chapitres réservés: **Intérieur**: Chap. 37, 38 et 38 bis: adoption. Chap. 47 (*Aménagement des lotissements défectueux*): MM. Auguste Mounié et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Mémoire. Chap. 47 bis: adoption. **Guerre**: Chap. 42, 40, 41 et 69: adoption. **Défense des territoires d'outre-mer**: Chap. 21: adoption. **Colonies**: Chap. 25 ter: adoption. **Commerce**: Chap. 20 (*Primes à la fabrication du papier destiné à l'impression des journaux*): MM. Léon Perrier, Lesaché et Lefas: adoption. Observations de MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Marcel Donon, Louis Linyer et Lugol, *Président de la Commission de législation*. **Loi de finances (suite)**: Articles réservés: Art. 1^{er}: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*: adoption. Art. 12 et 13: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 décembre], p. 1448.

(2^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 664 [22 décembre], p. 1500. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, N° 674. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: Etat A. Discussion des chapitres modifiés par la Chambre des Députés: **Finances**: Chap. 40 et 41 (chiffres de la Chambre): adoption. **Services judiciaires**: Chap. 1^{er}, 2, 4 et 6 (chiffres de la Chambre): adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 2, 3, 14, 15, 16 (chiffres de la Chambre): adoption. Chap. 18 et 19 (chiffres du Sénat): adoption. Chap. 36, 37 et 38 (chiffres de la Chambre): adoption. **Intérieur**: Chap. 12, 27, 29, 30, 45 et 49

(chiffres de la Chambre): adoption. Chap. 50 (chiffre nouveau): adoption. **Guerre**: Chap. 14 (chiffre nouveau): adoption. Chap. 20 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 44 (chiffre du Sénat): adoption. Chap. 59 (chiffre de la Chambre): adoption. **Défense des territoires d'outre-mer**: Chap. 2 (chiffre de la Chambre): adoption. **Marine militaire**: Chap. 5 et 33 (chiffres de la Chambre): adoption. Chap. 36 (*Cercles et foyers de marins*) (chiffre du Sénat): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Piétri, *Ministre de la Marine*. Adoption. Adoption du chapitre modifié. Chap. 37 (chiffre de la Chambre): adoption. **Education nationale**: Chap. 14 et 37 (chiffres de la Chambre): adoption. Chap. nouveau 52 bis (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 100 (*Écoles primaires supérieures*): Amendement de M. Auguste Mounié tendant à reprendre le chiffre de la Chambre: MM. Auguste Mounié, Mallarmé, *Ministre de l'Éducation nationale*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. **Enseignement technique**: Chap. 23 bis (rétabli par la Chambre): Amendement de M. Cuminal: MM. Cuminal, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Mauger. Rejet. Rejet du chapitre. **Beaux-arts**: Chap. 21 (chiffre de la Chambre): adoption. **Commerce**: Chap. 17 (chiffre de la Chambre): adoption. **Air**: Chap. 27 (chiffre du Sénat): adoption. Chap. 28, 29 et 42 bis (chiffres de la Chambre): adoption. Chap. nouveau 42 ter, accepté par la Commission: adoption. Chap. 45 (chiffre de la Chambre): adoption. **Travail**: Chap. 6, 10, 21 et 22 (chiffres de la Chambre): adoption. Chap. 52 (*Indemnités de résidence*): MM. Jacquier, *Ministre du Travail*; le général Hirschauer, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption du chiffre de la Chambre. Chap. 53 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 54 (chiffre du Sénat): adoption. **Santé publique**: Chap. 16 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 29 (chiffre du Sénat): adoption. **Colonies**: Chap. 25 ter (libellé et chiffre de la Chambre): adoption. **Agriculture**: Chap. 1^{er} (chiffre du Sénat): adoption. Chap. 18 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 43: mémoire. Chap. 63 (chiffre du Sénat): adoption. **Travaux publics**: Chap. 19 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 40 bis et 40 ter: mémoire. Chap. 54 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 69 (libellé de la Chambre): adoption. Chap. 115 (*Service des emprunts émis par les grands réseaux*): MM. Henri Roy, *Ministre des Travaux publics*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption d'un chiffre nouveau. **Marine marchande**: Chap. 28 et 29 (chiffres de la Chambre): adoption. **Pensions**: Chap. 24 bis (libellé de la Chambre): adoption. **Poudres**: Chap. 24 (chiffre de la Chambre): adoption. **Postes, Télégraphes et Téléphones**: Chap. 2 (chiffre nouveau): adoption. Chap. 3 (chiffre de la Chambre): adoption. Chap. 11 (chiffre nouveau): adoption. Chap. 18 (chiffre de la Chambre): adoption. **Loi de finances**: Art. 2 ter et 16 bis (texte de la Chambre): adoption. Art. 24 bis: rejet. Art. 26: adoption. Art. 27 (*Sous-préfectures de Metz-campagne, Strasbourg-campagne et Colmar-campagne*): M. le général Hirschauer. Amendement de M. Paul Jourdain: MM. Paul Jourdain, le comte de Blois, *Rapporteur*; P.-E. Flandin, *Président du Conseil*, et Ecard. Adoption. Adoption de l'article modifié. Chap. 68 du Budget de l'Intérieur: adoption. Art. 37 quater: adoption du texte modifié. Art. 40 bis (texte de la Chambre): adoption. Art. 81 bis, disjoint par la Chambre: adop-

tion, Art. 1^{er}, 12 et 13: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 décembre], p. 1526, 1531.

(3^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 677 [22 décembre], p. 1547. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 678. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}. Etat A: Discussion des chapitres modifiés par la Chambre des Députés. **Finances:** Chap. 40 et 41 (chiffres de la Chambre): adoption. **Affaires étrangères:** Chap. 18 (chiffre du Sénat): adoption. Chap. 19 (chiffre de la Chambre): adoption. **Intérieur:** Chap. 50 (chiffre de la Chambre): adoption. **Air:** Chap. 27 (chiffre du Sénat): adoption. **Agriculture:** Chap. 43: mémoire. Chap. 63 (chiffre de la Chambre): adoption. **Travaux publics:** Chap. 115 (chiffre du Sénat): adoption. **Postes, télégraphes et téléphones:** Chap. 2 et 11 (chiffres du Sénat): adoption. **Loi de finances:** Art. 27 (sous-préfectures de Metz-Campagne, Strasbourg-Campagne et Colmar-Campagne). Amendement de M. Paul Jourdain: MM. Paul Jourdain, Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Eccard. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article 27 (texte de la Chambre). Adoption du chap. 68 du Budget de l'Intérieur. Sur l'équilibre: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Art. 1^{er}, 12 et 13: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 décembre], p. 1555.

(4^e vote). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 686. Urgence déclarée [23 décembre], p. 1575. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 690. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Chapitre modifié par la Chambre des Députés. **Agriculture:** Chap. 45 (chiffre de la Chambre): adoption. Art. 1^{er}: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1586. — Promulgation: Loi du 24 décembre 1934 (J. O. du 25 décembre, p. 12610).

Loi de finances du Budget de l'Exercice 1935.

Art. 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 2. — Autorisation de perception.

Art. 3. — Exonération de la taxe à la circulation en faveur des véhicules automobiles fonctionnant à l'aide de moteurs à combustion interne alimentés par gazogènes ou par gaz comprimés.

Art. 4 (3 de la discussion). — Fixation des droits applicables à la délivrance des diplômes d'ingénieur conférés par le Conservatoire national des arts et métiers.

Art. 5 (4 de la discussion). — Remboursement des frais d'analyses, expériences et essais effectués, à la demande de l'industrie et des particuliers, par les établissements dépendant du Ministère de l'Air.

Art. 6 (5 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies.

Art. 7 (6 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la Caisse intercoloniale des retraites.

Art. 8 à 10 (7 à 9 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses des services administratifs coloniaux, aux dépenses d'entretien de l'Institut national d'agronomie coloniale et de l'Agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat.

Art. 11 (10 de la discussion). — Fixation des droits applicables à la délivrance du certificat de médecin sanitaire maritime.

Art. 12 (11 de la discussion). — Prélèvement sur le compte institué par l'article 2 de la loi du 28 juin 1918 (Bénéfices de guerre).

Art. 13 (12 de la discussion). — Evaluation des voies et moyens.

Art. 14 (13 de la discussion). — Recettes et dépenses des budgets annexes.

Art. 15 (14 de la discussion). — Poudres: autorisation d'engagement au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle.

Art. 16 (15 de la discussion). — Autorisation d'engagement au titre de la 2^e section du budget annexe des poudres.

Art. 17 (16 de la discussion). — Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques.

Art. 18 (16 bis de la discussion). — Réglementation de la distribution postale des correspondances destinées à l'impression des journaux.

Art. 19 (17 de la discussion). — Institution d'une redevance sur les postes radioélectriques privés de réception.

Art. 20 (18 de la discussion). — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 21 (19 de la discussion). — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1935 pour la couverture des dépenses de la 2^e section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 22 (20 de la discussion). — Versement au budget général de l'excédent du budget annexe de la Caisse d'épargne.

Art. 23 (20 bis de la discussion). — Organisation de la Présidence du Conseil.

Art. 24 (21 de la discussion). — Approbation de la convention du 12 septembre 1934 entre l'Etat et la Caisse autonome d'amortissement.

Art. 25 (22 de la discussion). — Ajournement de la Caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924.

Art. 26 (23 de la discussion). — Prorogation des dispositions de l'article 73 de la loi de finances du 31 mars 1932 relatives à l'admission des fonctionnaires à la retraite.

Art. 27 (23 bis de la discussion). — Publication des prévisions des recettes et des dépenses des offices en annexe au projet de budget.

Art. 28 (24 de la discussion). — Administration centrale des finances. — Maintien du service des émissions.

Art. 29 (25 de la discussion). — Fixation du prélèvement pour frais de contrôle de la viticulture.

Art. 30 (26 de la discussion). — Création et transformation d'emplois autorisés.

Art. 31 (27 de la discussion). — Suppression des sous-préfectures de « Metz-campagne » et de « Colmar-campagne ».

Art. 32 (29 de la discussion). — Suppression des permissions exceptionnelles créées par la loi du 15 juillet 1932.

Art. 33 (30 de la discussion). — Remplacement des caporaux-chefs par des sous-officiers.

Art. 34 et 35 (31 et 32 de la discussion). — Convocation des réservistes en 1935.

Art. 36 (33 de la discussion). — Aménagement de logements dans les régions frontalières.

Art. 37 et 38 (33 bis et 33 ter de la discussion). — Modification de la date de production aux commissions des finances des états de contrôle et de la situation des crédits intéressant la défense nationale.

Art. 39 (34 de la discussion). — Grosses réparations des bâtiments scolaires. — Subventions de l'Etat.

Art. 40 (36 de la discussion). — Entretien du gros œuvre des bâtiments de l'école nationale des mines, de l'école des ponts et chaussées et de l'école des mines de Saint-Etienne.

Art. 41 (36 bis de la discussion). — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits contingentés.

Art. 42 (37 de la discussion). — Aménagement de logements pour les personnels des formations et services du ministère de l'air.

Art. 43 (37 bis de la discussion). — Exploitation d'une ligne aérienne d'Alger au Congo belge et de Casablanca à Tunis.

Art. 44 (37 ter de la discussion). — Extension aux officiers admis dans le corps des ingénieurs de l'aéronautique des dispositions de l'article 152 de la loi de finances du 16 avril 1930.

Art. 45. — Hiérarchie des ingénieurs adjoints de l'aéronautique et nouvelles dénominations de ces fonctionnaires.

Art. 46 (38 de la discussion). — Frais de fonctionnement du contrôle sur pièces des opérations des caisses d'épargne.

Art. 47 (40 de la discussion). — Encouragement à la culture du lin, à la culture du chanvre et à la culture de l'olivier.

Art. 48. — Rattachement au ministère du travail des attributions du ministère de l'agriculture concernant l'immigration agricole et forestière et son contrôle.

Art. 49 (40 bis de la discussion). — Emploi des fonds du pari mutuel.

Art. 50 (41 de la discussion). — Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine.

Art. 51 (42 de la discussion). — Nomenclature des services votés.

Art. 52 à 54 (43 à 45 de la discussion). — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées.

Art. 55 (46 de la discussion). — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Art. 56. — Travaux relatifs aux routes départementales, aux chemins vicinaux et aux lotissements. — Modification du programme de grands travaux prévu par la loi du 7 juillet 1934.

Art. 57 (47 de la discussion). — Fixation, pour l'année 1935, du nombre maximum

des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Art. 58 (48 de la discussion). — Budget de la guerre. — Constructions et matériels neufs. — Autorisations d'engagement.

Art. 59 (49 de la discussion). — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Art. 60 (50 de la discussion). — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage.

Art. 61 (51 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 62 (52 de la discussion). — Répartition par décret des crédits globaux affectés à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire.

Art. 63 (53 de la discussion). — Fixation de l'effectif des officiers de marine.

Art. 64 (54 de la discussion). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers mariniers.

Art. 65 (55 de la discussion). — Fixation de l'effectif des personnels technique et ouvrier des services des constructions navales et de l'artillerie navale.

Art. 66 (56 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Art. 67 (57 de la discussion). — Autorisation d'imputer par anticipation, sur les crédits de l'exercice 1936, les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1935 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Art. 68 (58 de la discussion). — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées.

Art. 69 (59 de la discussion). — Etats des constructions neuves de la marine.

Art. 70 (60 de la discussion). — Aéronautique maritime. — Autorisation d'engagement.

Art. 71 (61 de la discussion). — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du Ministère de la Marine au Ministère de l'Air.

Art. 72 (62 de la discussion). — Garantie d'exportation.

Art. 73 (63 de la discussion). — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement.

Art. 74 (64 de la discussion). — Crédits d'engagement pour études et expériences aéronautiques.

Art. 75 (65 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air.

Art. 76 (66 de la discussion). — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la guerre, de la défense des territoires d'outre-mer, de la marine et des colonies, les crédits inscrits au budget de l'air.

Art. 77 (67 de la discussion). — Fixation du maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses régies par la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales.

Art. 78 (68 de la discussion). — Attribution au fonds de majoration et de solidarité des assurances sociales à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Art. 79 (69 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (Colonies).

Art. 80 (70 de la discussion). — Nombre maximum d'inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1935.

Art. 81 (71 de la discussion). — Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies.

Art. 82 (72 de la discussion). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations, en vue de l'attribution par l'Office national de crédit agricole d'avances pour l'électrification des campagnes.

Art. 83 (73 de la discussion). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations, en vue de l'attribution de prêts agricoles à long terme.

Art. 84 (74 de la discussion). — Maximum des fonds que le Ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations, en vue de l'attribution de prêts agricoles à moyen terme.

Art. 85 (75 de la discussion). — Fixation des dépenses administratives nécessitées pour la défense du marché du blé.

Art. 86 (76 de la discussion). — Emission de bons à court terme pour les besoins des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Art. 87 (76 bis de la discussion). — Emission d'obligations de chemins de fer.

Art. 88 (76 ter de la discussion). — Dépense de matériel roulant.

Art. 89 (77 de la discussion). — Avances à faire par le Trésor aux grands réseaux.

Art. 90 (78 de la discussion). — Avances du Trésor au fonds commun des grands réseaux.

Art. 91 (78 bis de la discussion). — Travaux de lignes nouvelles.

Art. 92 (78 ter de la discussion). — Travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux.

Art. 93 (79 de la discussion). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 94 (79 bis de la discussion). — Travaux complémentaires à effectuer sur les réseaux secondaires.

Art. 95 (80 de la discussion). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local.

Art. 96 (81 de la discussion). — Subventions aux services publics de transports par automobiles.

Art. 97 (82 de la discussion). — Maximum des engagements que le Ministre des Travaux publics est autorisé à contracter, en

vue d'accorder des annuités remboursables aux organismes collectifs et aux entreprises de transport d'énergie électrique.

Art. 98 (83 de la discussion). — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien.

Art. 99 (84 de la discussion). — Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Art. 100 (85 de la discussion). — Renseignements à fournir aux Chambres.

Art. 101 (86 de la discussion). — Interdiction aux Ministres de prendre des mesures nouvelles.

Art. 102 (87 de la discussion). — Interdiction des perceptions autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

BUDGET DU SÉNAT. — Voir SÉNAT.

BUDGETS ANNEXES. — Recettes et dépenses des budgets annexes (art. 28) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*) : Recettes et dépenses des budgets annexes (art. 14) (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

BUREAU DU SÉNAT. — Bureau provisoire [9 janvier], p. 1. — Bureau définitif [11 janvier], p. 8.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [9 janvier], p. 3. — Tirage au sort des bureaux [8 novembre], p. 1129.

C

CADASTRE. — Voir TRANSCRIPTION OBLIGATOIRE.

CAFES DECAFEINES. — Voir DOUANES, 22.

CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT. — Approbation de la convention du 12 septembre 1934 entre l'Etat et la caisse autonome d'amortissement (art. 24). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

CAISSE AUTONOME DES RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Voir OUVRIERS MINEURS.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Commission de surveillance). — Lettre de M. le président de la Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations relative au dépôt en séance publique du rapport des opérations de l'année 1933 de la caisse des dépôts et consignations. — Dépôt fixé au jeudi 21 juin [19 juin], p. 688. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance, N° 397 [21 juin], p. 728.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Voir BLÉ, 13.

CAISSES D'EPARGNE. — Versement au Budget général de l'excédent du Budget annexe de la caisse d'épargne (art. 22). — Frais de fonctionnement du contrôle sur pièces des opérations des caisses d'épargne (art. 46). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

CAISSES D'EPARGNE COLONIALES. — Voir COLONIES, 3.

CALAMITES PUBLIQUES (Secours aux victimes des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant

à autoriser, par imputation sur le reliquat du fonds provisionnel institué par la loi du 8 avril 1930, l'attribution de secours aux victimes de calamités publiques. Renvoi à la Commission des finances, N° 534 [5 juillet], p. 1066.

CANADA. — Voir CONVENTIONS, 23.

CANTINIERS MILITAIRES. — Voir ARMÉE, 1.

CAOUTCHOUC. — Voir DOUANES, 35.

CAPORAUX-CHEFS (Pensions des). — Voir ARMÉE, 7.

CARTE D'IDENTITE FISCALE. — Prorogation de la date d'entrée en vigueur du régime (art. 8). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

CARTE D'IDENTITE PROFESSIONNELLE (Voyageurs et représentants de commerce). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 2 août 1927, portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce (N° 739, année 1929). Voir Table de 1929, p. 166. Rejet de la question préalable [4 décembre], p. 1181.

CATASTROPHE DE LAGNY. — Communication de télégrammes de condoléances [9 janvier], p. 3. — Communication d'un témoignage de sympathie des Etats généraux néerlandais [25 janvier], p. 76.

CAUTIONNEMENT. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 2.

CENTIMES ADDITIONNELS (Approbation législative pour création de nouveaux). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Philip tendant à soumettre dans certains cas à l'approbation législative les délibérations des conseils municipaux ou des conseils généraux créant de nouveaux centimes additionnels. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 439 [28 juin], p. 840.

CEREALES (Défense du marché des). — Voir BLÉ, 5.

CEREALES PANIFIABLES. — Voir RESOLUTIONS, 14.

CERTIFICATS D'IDENTITE AUX REFUGIES RUSSES ET ARMENIENS. — Voir CONVENTIONS, 13.

CESSION A L'ITALIE DE TERRITOIRES FRANÇAIS. — Voir INTERPELLATIONS, 14.

CHAMBRES. — Voir POUVOIRS PUBLICS.

CHAMBRES D'AGRICULTURE.

Sessions. — Proposition de loi de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'art. 27 de la loi du 3 janvier 1924, relative aux chambres d'agriculture en ce qui concerne l'époque de leurs sessions. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 57; (Session extraordinaire), p. 21. — Promulgation: Loi du 4 mars 1934 (*J. O.* du 7 mars, p. 2386).

Tarifs postaux. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux chambres d'agriculture les avantages en matière de tarifs postaux accordés par la loi de finances de 1907 aux chambres de commerce et aux conseils de prud'hommes. Renvoi à la Commission du commerce et pour avis, à la Commission des finances,

N° 140 [28 février], p. 285. — M. Pierre Robert dépose le rapport N° 191 [8 mars], p. 381.

CHAMBRES DE METIERS (Tarif postal réduit). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 en vue de faire bénéficier du tarif postal réduit prévu par l'article 22 de la loi du 30 mars 1902 les circulaires et bulletins de vote relatifs aux élections aux chambres de métiers. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 141 [28 février], p. 285. — M. Pierre Robert dépose le rapport N° 192 [8 mars], p. 381.

CHAMPAGNE VITICOLE. — Voir VINS, 1.

Les CHAMPS-GERAUX (Côtes-du-Nord) (Erection en commune). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune d'Evran (Côtes-du-Nord) le hameau de « Les Champs-Géraux » et les villages avoisinants pour les ériger en commune distincte. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 85 [20 février], p. 432. — M. Maulion dépose le rapport N° 208 [9 mars], p. 414. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 mars], p. 473. — Promulgation: Loi du 6 avril 1934 (*J. O.* du 8 avril, p. 3626).

CHANCELLERIES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES. — Voir TAXES DIPLOMATIQUES.

CHANTILLY (Oise) (Création d'un nouveau canton). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer un nouveau canton ayant pour chef-lieu Chantilly (Oise). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 390 [21 juin], p. 728.

CHANVRE. — Encouragement à la culture du chanvre (art. 62). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Encouragement à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier (art. 47). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

CHARGES FISCALES (Patente). — Voir INTERPELLATIONS, 3.

CHASSE (Statut des sociétés de). — Voir SOCIÉTÉS DE CHASSE.

CHASSE A LA BALEINE. — Voir CONVENTIONS, 7.

CHASSE SUR MER. — Projet de loi portant règlement de la chasse sur mer, sur le domaine public maritime et dans les estuaires (N° 551, année 1930). — M. Tissier dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 56 [6 février], p. 401. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 283.

CHAUSSURES EN CAOUTCHOUC. — Voir DOUANES, 4.

CHEMINS DE FER.

Voies ferrées d'intérêt local. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local ainsi que certaines dispositions financières relatives à ces voies ferrées (N° 721, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 21. — M. Antoine Borrel dé-

pose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport N° 212 [9 mars], p. 414. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. M. Jean Valadier donne l'avis de la Commission des finances. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 mars], p. 480. — Promulgation: Loi du 21 mars 1934 (*J. O.* du 25 mars, p. 3042).

Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935. — Modification du régime légal et financier de l'exploitation du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis (art. 59). — Emissions d'obligations des grands réseaux (art. 98). — Fixation du montant des commandes de matériel roulant neuf, à passer en 1934 (art. 99). — Avances à faire par le Trésor aux grands réseaux et au fonds commun (art. 100 et 101). — Maximum des dépenses de lignes nouvelles (art. 102). — Montant maximum des travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux en 1934 (art. 103). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local (art. 104 et 108). — Travaux complémentaires à exécuter sur les lignes d'intérêt général concédées à la Compagnie de chemins de fer départementaux et à la Société générale des chemins de fer économiques (art. 105). — Simplification de l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général (art. 106). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local (art. 107). — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien (art. 110). — Avances du Trésor à l'Administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 111). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Emissions d'obligations des chemins de fer (art. 87). — Dépenses de matériel roulant (art. 88). — Avances à faire par le Trésor aux grands réseaux (art. 89). — Avances du Trésor au fonds commun (art. 90). — Travaux de lignes nouvelles (art. 91). — Travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux (art. 92). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local (art. 93). — Travaux complémentaires à effectuer sur les réseaux secondaires (art. 94). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local (art. 95). — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien (art. 98). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

Voir ANZIN. — CHÔMAGE.

CHEQUES POSTAUX SANS PROVISION. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'émission, faite de mauvaise foi, de chèques postaux sans provision. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 644 [19 décembre], p. 1431.

CHEVAUX. — Voir DOUANES, 8, 13, 14.

CHIFFRE D'AFFAIRES.

Frais de transport dans les ventes de marchandises. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armand Calmel et un grand nombre de ses collègues ayant pour objet de fixer l'interprétation de l'article 1^{er} du décret du 28 décembre 1926 portant codification de la législation en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires, pour ce qui concerne l'application de cet impôt aux frais de transport dans les ventes de marchandises. Renvoi à la Commission des finances, N° 161 [2 mars], p. 326.

Taxe sur le chiffre d'affaires. — Imposition des groupements de consommateurs (art. 4 et 5). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

Voir CONVENTIONS, 11. — HUILES DE SCHISTE. — RÉSOLUTIONS, 17.

CHLORURE DE SODIUM. — Voir DOUANES, 28.

CHOMAGE (Grands travaux contre le). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la participation de l'Etat et des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général à l'exécution de grands travaux contre le chômage. Renvoi à la Commission des travaux publics, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 552 [5 juillet], p. 1075. — M. Mollard dépose et lit le rapport N° 556. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Marcel Régnier, N° 557. Discussion générale: MM. Auguste Mounié, Cencelme, François-Saint-Maur, Gaston Menier, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Henri Merlin, Paul Laffont, Adrien Marquet, *Ministre du Travail*; le comte de Blois, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Cassez et Gaston Doumergue, *Président du Conseil*. Art. 1^{er}: MM. André Morizet, Louis Tissier, Adrien Marquet, *Ministre du Travail*; Chassaing, Auguste Mounié et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 2: MM. Joseph Faure, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et P.-E. Flandin, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Sur l'ensemble: M. Gautherot. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 1086. Promulgation: Loi du 7 juillet 1934 (*J. O.* du 8 juillet, p. 6851; *rectificatif*: *J. O.* des 9 et 10 juillet, p. 6946; *rectificatif*: *J. O.* du 11 juillet, p. 6997; *rectificatif*: *J. O.* du 12 juillet, p. 7026).

Voir MARINE MARCHANDE.

CHOMEURS (Assistance aux). — Voir CONVENTIONS, 32.

CIMETIERES (Aménagement des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre non applicables aux communes pourvues d'une canalisation d'eau potable les titres 1^{er} et II du décret du 23 prairial an XII relatif à l'aménagement des cimetières. Renvoi à la commission de l'administration, N° 119 [26 février], p. 200. — Renvoi pour avis à la Commission de l'hygiène [29 novembre], p. 1175.

CINEMAS. — Voir SPECTACLES CINÉMATOGRAPHIQUES.

CLAUSE COMPROMISSOIRE EN MATIERE COMMERCIALE. — Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 1.

CODE CIVIL.

1 — **Articles 155 et 157. (Dissentiment des père et mère du futur époux mineur).** — Proposition de loi tendant à abroger la disposition fiscale du premier alinéa de l'article 155, et à modifier l'article 157 du code civil (dissentiment des père et mère du futur époux mineur). Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 58. — Promulgation: Loi du 4 février 1934 (*J. O.* du 6 février, p. 1194).

2 — **Articles 733, 754 et 757. (Usufruit du conjoint survivant).** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chopin tendant à compléter ou à modifier les articles 733, 754 et

757 du code civil (Usufruit du conjoint survivant). Renvoi à la Commission de législation, N° 29 [25 janvier], p. 77.

3 — **Article 1734. (Responsabilité des locataires en cas d'incendie).** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1734 du code civil relatif à la responsabilité des locataires en cas d'incendie de l'immeuble. Renvoi à la Commission de législation, N° 43 [30 janvier], p. 94.

4 — **Articles 312, 313 et 315 (Présomption de légitimité).** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lémery tendant à modifier les articles 312 et 315 du code civil (Présomption de légitimité). Renvoi à la commission de législation, N° 47 [30 janvier], p. 94. — M. Maurice Viollette dépose le rapport N° 585 [22 novembre], p. 1140. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi tendant à modifier les articles 312, 313 et 315 du Code civil (présomption de légitimité)* [22 décembre], p. 1500.

5 — **Article 369 (Adoption posthume).** — Proposition de loi de MM. Vallier et Milan tendant à compléter l'art. 369 du Code civil relatif à l'adoption posthume n° 429. Voir Table de 1928, p. 19. — M. Henry Bourdeaux dépose, au nom de la commission de législation, le rapport N° 98 [22 février], p. 152. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: amendement de M. Lefas: adoption (devenant l'article 2). Art. 3 et 4: adoption. Art. 5: demande de suppression de l'article, par MM. Lefas et François-Saint-Maur: adoption. Art. 6: demande de suppression de l'article, par MM. Lefas et François-Saint-Maur: adoption. Art. 7 à 11 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi tendant à modifier et à compléter certaines dispositions du Code civil relatives à l'adoption* [21 juin], p. 745.

6 — **Articles 57, 348, 350, 351, 352, 368, 369, 370 (Adoption).** — Proposition de loi de M. Leredu tendant à compléter ou à modifier les articles 57, 348, 350, 351, 368, 369, 370 du Code civil relatifs à l'adoption (N° 84, année 1932). — M. Henry Bourdeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 98 [22 février], p. 152. — *Jointe à la proposition de loi N° 129, année 1928.* Voir CODE CIVIL, 5.

7 — **Application aux Antilles et à la Réunion de l'article 1444 du Code civil (Séparation de biens).** — Voir COLONIES, 1.

8 — **Application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion des articles 1558 (immeuble dotal) et 49 (état civil) du code civil.** — Voir COLONIES, 8.

CODE FORESTIER (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 mars 1925 remettant en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions du Code forestier, N° 589. Voir Table de 1925, p. 200. — M. Neuville dépose, au nom de la Commission d'agriculture, le rapport N° 589 [27 novembre], p. 1148. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du

projet de loi [14 décembre], p. 1207. Promulgation: Loi du 16 décembre 1934 (*J. O.* du 19 décembre, p. 12362).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

1 — **Articles 479 et 480. (Suppression du privilège de juridiction).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 479 et 480 du code d'instruction criminelle et à supprimer le privilège de juridiction. Renvoi à la Commission de législation, N° 112 [23 février], p. 173. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport N° 113. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. François-Saint-Maur, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Gasnier-Duparc, Henry Chéron, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, et Maulion. Art. 1^{er}: MM. Gasnier-Duparc, Henry Chéron, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Amendement de M. Maulion. Renvoi du projet à la commission. Reprise de la discussion. Observations de MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur de la Commission de législation*; François de Saint-Maur et Henry Chéron, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 février], p. 173 et 194. Promulgation: Loi du 24 février 1934 (*J. O.* du 25 février, p. 1890).

2 — **Liberté provisoire et cautionnement.** — Dépôt d'un projet de loi, tendant à modifier les articles 113, 114, 115, 116, 118, 119, 121, 126, 135, 39, 87, 89 et 90 du Code d'instruction criminelle et à rétablir les articles 421 et 10 du même code. Renvoi à la Commission de législation, N° 283 [15 mai], p. 536. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 606 [4 décembre], p. 1180. 1^{re} Délibération. Demande de déclaration d'urgence. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux et Georges Pernot, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Art. 1^{er} (*Modification des articles 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119 et 121 du Code d'instruction criminelle*). Art. 113 à 117: adoption. Art. 118: adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Penancier: MM. Eugène Penancier, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Georges Pernot, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 118. Art. 119 et 121: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (*Modification de l'article 126 du Code d'instruction criminelle*): adoption. Art. 3 (*Modification de l'article 135 du Code d'instruction criminelle*): adoption. Art. 4 (*Modification des articles 39, 87 et 89 du Code d'instruction criminelle*). Art. 39 et 87: adoption. Art. 89: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Art. nouveau 4 bis, proposé par M. Penancier: MM. Eugène Penancier, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Georges Pernot, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, et Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Art. 5 (*Rétablissement de l'article 10 du Code d'instruction criminelle*): MM. Delthil et Georges Pernot, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Lisbonne, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption, au scrutin. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 décembre], p. 1480.

3 — **Articles 187 et 193 (Abus d'autorité).** — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 193 du Code d'instruction criminelle. Renvoi à la Commission de

législation, N° 284 [15 mai], p. 536. — M. Delthil dépose le rapport N° 367 [14 juin], p. 671. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 769. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les articles 187 et 193 du Code d'instruction criminelle. Renvoi à la Commission de législation, N° 501. Urgence déclarée [3 juillet], p. 997. — M. Delthil dépose et lit le rapport N° 525. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1034. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1934 (J. O. du 11 juillet, p. 6994).

4 — **Articles 443 et 444 (Recours en révision).** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification des articles 443 et 444 du Code d'instruction criminelle sur le recours en révision. Renvoi à la Commission de législation, N° 499 [3 juillet], p. 997.

5 — **Article 90 (Preuves par écrit).** — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 90 du Code d'instruction criminelle. Renvoi à la Commission de législation, N° 537 [5 juillet], p. 1066. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport N° 540. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1067. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1934 (J. O. du 11 juillet, p. 6994).

6 — **Application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion de la loi du 5 mars 1932 (Jury associé dans l'application de la peine).** — Voir COLONIES, 6.

CODE PENAL.

1 — **Article 401 (Créance de l'hôtelier et du logeur).** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le quatrième paragraphe de l'article 401 du Code pénal en vue de protéger la créance complète de l'hôtelier et du logeur. Renvoi à la Commission de législation, N° 299 [24 mai], p. 570. — Voir FILOUTERIES ALIMENTAIRES.

2 — **Articles 405 et 408 (Banqueroute, escroquerie et abus de confiance).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions des articles 405 et 408 du Code pénal. Renvoi à la Commission de législation, N° 522 [4 juillet], p. 1024.

CODE DE PROCEDURE CIVILE.

1 — **Clause compromissoire en matière commerciale.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la clause compromissoire en matière commerciale; N° 556, année 1932. — M. Catalogne dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 66 [15 février], p. 111.

2 — **Articles 48 et suivants (Conciliation).** — Dépôt d'un projet de loi, ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 48 et suivants du Code de procédure civile relatifs à la conciliation des affaires ressortissant aux tribunaux de première instance. Renvoi à la Commission de législation, N° 285 [15 mai], p. 536. — M. Delthil dépose le rapport N° 366 [14 juin], p. 671.

3 — **Article 621 (Marché du blé. — Ventes par adjudications).** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Merlin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 621 du Code de procédure civile en vue d'assurer la défense du marché du blé en cas de vente par adjudication publique. Renvoi à la Commission de législation, N° 341 [29 mai], p. 582. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [31 mai], p. 598. — Retrait de la proposition de loi [12 juin], p. 665.

CODE DU TRAVAIL.

1 — **Conciliation en matière de différends collectifs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du livre IV du Code du travail (règlement de la conciliation et de l'arbitrage en matière de différends collectifs du travail) et tendant à organiser l'obligation d'une tentative de conciliation en matière de différends collectifs du travail (N° 430, année 1929). Voir Année 1931. — M. Bender dépose au nom de la Commission du commerce un 2^e rapport N° 12 [16 janvier], p. 34.

2 — Allocations familiales.

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 74 I du chapitre V, titre III, livre I^{er} du Code du travail (allocations familiales) (N° 676). Voir Table de 1933 (session extraordinaire), p. 22. Renvoi pour avis à la Commission de l'hygiène [18 janvier], p. 54. — M. Gadaud dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport N° 349 [12 juin], p. 650. — M. François-Saint-Maur dépose l'avis N° 358 [14 juin], p. 671. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Gadaud, *Rapporteur de la Commission de l'administration*, et François-Saint-Maur, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [22 juin], p. 786. — Promulgation: Loi du 30 juin 1934 (J. O. des 2 et 3 juillet, p. 6650).

2^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter le chapitre 5 du titre III du livre I^{er} du Code du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 348 [12 juin], p. 650. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène [21 juin], p. 748. — M. Fèvre dépose le rapport N° 447. — M. François-Saint-Maur dépose l'avis de la Commission de l'hygiène, N° 457 [28 juin], p. 841. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Fèvre, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et François-Saint-Maur, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 novembre], p. 1173. — Promulgation: Loi du 9 décembre 1934 (J. O. du 11 décembre, p. 12114).

3 — **Repos hebdomadaire dans le commerce de détail.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 44 du livre II du Code du travail relatif à la suppression du repos hebdomadaire dans le commerce de détail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 273 [16 mars], p. 506. — M. Bender dépose le rapport N° 347 [8 juin], p. 646. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Observations de MM. François-Saint-Maur et Adrien Marquet, *Ministre du Travail*. Renvoi du

projet à la Commission [22 juin], p. 767. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip et Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Retrait. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa et dernier: Amendement de MM. François-Saint-Maur, Yves Le Trocquer et Babin-Chevaye: MM. François-Saint-Maur, Bender, *Rapporteur*, et Adrien Marquet, *Ministre du Travail*. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié et de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 1083. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 44 du livre II du Code du travail relatif à la suppression du repos hebdomadaire dans le commerce de détail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 611 [6 décembre], p. 4194. — M. Emile Bender dépose le rapport N° 626. Urgence déclarée [13 décembre], p. 4216. — Discussion. Article unique: Amendement de M. François-Saint-Maur: MM. François-Saint-Maur et Emile Bender, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 décembre], p. 1361. — Promulgation: Loi du 18 décembre 1934 (J. O. du 19 décembre, p. 42362).

COGNAC. — Voir APPELLATIONS D'ORIGINE, 1.

COLIS POSTAUX. — Voir WAGONS-POSTE.

COLIS TRANSPORTES PAR BATEAU. — Voir CONVENTIONS, 25.

COLONIES.

1 — **Antilles, Réunion. — Article 1444 du Code civil (Séparation de biens).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux Antilles et à la Réunion les dispositions de la loi du 14 juillet 1929 qui modifie l'article 1444 du Code civil (N° 175, année 1933). Voir Table 1933 (Session ordinaire), p. 58. — M. Edmond Leblanc dépose le rapport au nom de la Commission des colonies (N° 35) [25 janvier], p. 77. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 512. — Promulgation: Loi du 22 avril 1934 (J. O. du 26 avril, p. 4138).

2 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Décentralisation et déconcentration.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre à la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances et à la Réunion les dispositions de l'article 16 du décret-loi de décentralisation et de déconcentration du 5 novembre 1926 (N° 608, année 1933). Voir Table 1933 (Session extraordinaire), p. 24 (*Décentralisation*). — M. Leblanc dépose le rapport au nom de la Commission des colonies (N° 36) [25 janvier], p. 77. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 512. — Promulgation: Loi du 15 avril 1934 (J. O. du 18 avril, p. 3914).

3 — **Caisse d'épargne.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne et à permettre la création de caisses d'épargne coloniales à forme postale autorisées à placer une partie des fonds déposés en valeurs locales. Renvoi à la Commission des colonies et, pour avis, à la Commission des finances, N° 142 [28 février], p. 285. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [9 mars], p. 414.

4 — **Régime douanier colonial.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier deux décrets rendus en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Renvoi à la Commission des douanes, N° 259 [15 mars], p. 491. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 293 [17 mai], p. 554. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juin], p. 618. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1934 (*J. O.* du 6 juillet, p. 6787).

5 — **Régime douanier colonial.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier un décret pris en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Renvoi à la Commission des douanes, N° 256 [15 mars], p. 490. — M. Léonus Bénard dépose le rapport, N° 293 [17 mai], p. 554. — Retrait du projet de loi [26 juin], p. 812.

6 — **Guadeloupe, Martinique, Réunion. — Code d'instruction criminelle. — Association du jury dans l'application de la peine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion la loi du 5 mars 1932 modifiant les articles 342, 364, 365, 367, 369 et 370 du code d'instruction criminelle en vue d'associer le jury à la cour d'assises dans l'application de la peine. Renvoi à la Commission des colonies, N° 301 [24 mai], p. 578. — M. Leblanc dépose le rapport N° 617 [11 décembre], p. 1206.

7 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Vagabondage spécial.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1916 complétant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 3 avril 1903, et tendant à aggraver les pénalités en matière de vagabondage spécial. Renvoi à la Commission des colonies, N° 302 [24 mai], p. 578. — M. Leblanc dépose le rapport N° 616 [11 décembre], p. 1206.

8 — **Guadeloupe, Martinique, Réunion. — Articles 1558 et 49 du Code civil (Immeuble dotal. — Etat civil).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion deux lois du 2 avril 1932 complétant l'article 1558 du Code civil et prévoyant la dation à bail de l'immeuble dotal et du 10 mars 1932 modifiant l'article 49 du Code civil relatif aux mentions apposées en marge des actes de l'état civil. Renvoi à la Commission des colonies, N° 303 [24 mai], p. 578. — M. Leblanc dépose le rapport N° 615 [11 décembre], p. 1206.

9 — **Madagascar — Régime de l'entrepôt fictif.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 11 février 1932 relatif au régime de l'entrepôt fictif dans certains ports de la colonie de Madagascar et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 305 [24 mai], p. 578. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 452 [28 juin], p. 841.

10 — **Application des lois d'intérêt général.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tournan tendant à faciliter l'application des lois d'intérêt général aux colonies et aux territoires africains placés sous mandat français. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des colonies et à la Commission des affaires étrangères, N° 315 [29 mai], p. 593.

— M. Maurice Viollette dépose le rapport N° 627 [13 décembre], p. 1234.

11 — **Crédit mutuel et coopération agricoles.** — Proposition de loi de M. Tournan et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à l'application appropriée de la législation du crédit mutuel et de la coopération agricoles aux colonies; aux pays de protectorat et aux territoires africains placés sous mandat français, N° 636. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 22. — M. Hachette dépose, au nom de la Commission des colonies, le rapport N° 592 [27 novembre], p. 1148.

12 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion — Expropriation pour cause d'utilité publique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances et de la Réunion, les dispositions des lois des 17 juillet 1921, 6 et 16 avril 1932 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Renvoi à la Commission des colonies, N° 646 [20 décembre], p. 1435.

13 — **Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935.** — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies (art. 21). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites (art. 22). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie coloniale (art. 23). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence générale des colonies (art. 24). — Réglementation des missions aux colonies (art. 61). Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018. — (*Budget de 1935*): Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies (art. 6). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites (art. 7). — Contribution des colonies aux dépenses des services administratifs coloniaux, aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie coloniale et de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat (art. 8 à 10). Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

14 — **Comptes définitifs (Exercice 1923).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1923) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat, N° 298. Voir Table de 1928, p. 234. — M. Hervey dépose le rapport N° 74 [19 février], p. 117. — Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur*; Antoine Borrel et Pierre Laval, *Ministre des Colonies*. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 mai], p. 571. — Promulgation: Loi du 5 août 1934 (*J. O.* du 8 août, p. 8258).

15 — **Comptes définitifs (Exercice 1924).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1924) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat N° 299. Voir Table de 1928, p. 234. — M. Hervey dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport n° 228 [13 mars], p. 433. — Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Raynaldy, Mauger, *Président de la Commission*, et Louis Rol-

lin, *Ministre des Colonies*. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 décembre], p. 1196.

16 — **Comptes définitifs (Exercice 1925).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1925) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat, N° 280. Voir année 1931. — M. Hervey dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 473 [29 juin], p. 883. — Discussion. Discussion générale: MM. Hervey, *Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Raoul Péret et Mauger, *Président de la Commission*. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 décembre], p. 1199.

17 — **Comptes définitifs (Exercice 1926).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1926) des colonies dont des emprunts sont garantis par l'Etat (N° 767, année 1932). — M. Hervey dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 593 [27 novembre], p. 1162.

18 — **Comptes définitifs (Exercice 1927).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1927) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 571 [13 novembre], p. 1135.

19 — **Côte française des Somalis, Océanie, Cameroun et Indochine. — Emprunt de 84 millions.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le gouvernement de la Côte des Somalis, de l'Océanie et du territoire sous mandat du Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 84 millions de francs et modifiant l'article 2 de la loi du 22 février 1931 autorisant l'Indochine à contracter des emprunts (N° 745, année 1931). — Voir Année 1932 et Table de 1933 (Session ordinaire), p. 72. — Promulgation: Loi du 20 janvier 1934 (*J. O.* du 23 janvier, p. 634).

20 — **Afrique occidentale française. — Modification de la loi du 22 février 1931 sur les emprunts de 3.900 millions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 3.900 millions de francs. Renvoi à la Commission des colonies et, pour avis, à la Commission des finances, N° 381 [19 juin], p. 707. — M. Messimy dépose le rapport N° 430 [26 juin], p. 833. — M. Lanciau dépose l'avis de la Commission des finances, N° 498 [3 juillet], p. 997 1^{re} Délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1035. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1934 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7026).

21 — **Indochine. — Emprunt de 250 millions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 26 avril 1932 autorisant le gouvernement général de l'Indochine à contracter un emprunt de 250 millions. Renvoi à la Commission des finances, N° 509 [4 juillet], p. 1002. — M. Hachette dépose et lit le rapport N° 546. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret dé-

signant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Lancien, N° 547. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1070. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1934 (*J. O.* du 1^{er} août, p. 7938).

22 — **Avocats défenseurs des colonies.** — Voir STAGE NOTARIAL.

23 — **Protection de l'industrie de la rizerie.** — Voir RIZERIE.

COMBATTANTS. — Voir CRÉDITS, 1. — LÉGION D'HONNEUR.

COMEDIE-FRANÇAISE (Direction de la). — Voir INTERPELLATIONS, 13.

COMITE CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [13 décembre], p. 1216.

COMMERCE DE DETAIL (Suppression du repos hebdomadaire). — Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

COMMIS D'INSPECTION DEPARTEMENTALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des commis d'inspection départementale de l'Assistance publique et classant cet emploi dans la 2^e catégorie des emplois réservés (N° 503, année 1933). Voir Table 1933 (Session ordinaire), p. 59. — M. Lancien dépose le rapport, au nom de la Commission de l'Hygiène, N° 39 [25 janvier], p. 77. — 1^{re} délibération Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [17 mai], p. 566. — M. Babaud-Lacroze dépose un avis de la Commission des finances, N° 458 [28 juin], p. 865. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Urgence déclarée. Article unique: Amendement de M. Babaud-Lacroze: adoption. Adoption du projet de loi modifié. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à classer dans la deuxième catégorie des emplois réservés, l'emploi de commis d'inspection départementale de l'Assistance publique* » [3 juillet], p. 972. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1934 (*J. O.* du 24 juillet, p. 7466).

COMMISSIONS ANNUELLES

Commission de l'air (nommée le 25 janvier). — MM. GASTON MENIER, MARQUIS DE DION, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, MAUGER, LOUIS MARTIN, ALBERT MEUNIER, ALBERT MAHIEU, MARTIN-BINACHON, STOURM, LOUIS TISSIER, LEFEBVRE DU PREY, ALFRED BRARD, SCHRAMMECK, MESSIMY, DELTHIL, CAMILLE REBOUL, BERGEON, GASTON GAUDAIRE, RIO, LANCIEU, LE MOIGNIC, JEAN JACQUY, EDMOND CAVILLON, PAUL BÉNAZET, FARJON, CHASSAING, EMILE SARI, LAUDIER, LOUIS LINYER, RENÉ BESNARD, LE COMTE DE BOIS, ROBERT BELLANGER, CABART-DANNEVILLE, A. DE LA GRANGE, ROBERT BELMONT (*J. O.*, p. 88). — La Commission a nommé: **Président:** M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; **Vice-Présidents:** MM. GASTON MENIER et MARTIN-BINACHON; **Secrétaires:** MM. MAUGER et A. DE LA GRANGE (*J. O.* du 31 janvier, p. 990). — M. BERGEON a été nommé **Vice-Président** en remplacement de M. GASTON MENIER, décédé (*J. O.* du 23 novembre, p. 11557).

Commission de l'Algérie (nommée le 25 janvier 1934). — MM. HERVEY, LE GÉNÉRAL

BOURGEOIS, MAUGER, MAURICE ORDINAIRE, DEMELLIER, ROUX-FREISSINENG, CUTTOLI, LEBLANC, HAYAUX, J. LOUBET, T. STEEG, MESSIMY, HENRY BOURDEAUX, VALIER, MAURICE VIOLETTE, AUGUSTE MOUNIÉ, DURON, DE LA GRANDIÈRE (*J. O.*, p. 88). — La Commission a nommé: **Président:** M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; **Vice-Présidents:** MM. HERVEY et DURON; **Secrétaires:** MM. CUTTOLI et MAURICE ORDINAIRE (*J. O.* du 31 janvier, p. 990).

Commission des colonies (nommée le 18 janvier 1934). — 1^{er} Bureau: MM. CABART-DANNEVILLE, LUCIEN SAINT, PIERRIN. — 2^e Bureau: MM. HACHETTE, LANCIEU, LÉON PERRIER. — 3^e Bureau: MM. LEBLANC, LUGOL, LÉONUS BÉNAZET. — 4^e Bureau: MM. GAUTHEROT, DUDOUYT, GASTON GAUDAIRE. — 5^e Bureau: MM. ROLLAND, ROGÉ, CHARLES DELONCLE. — 6^e Bureau: MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, JULES HAYAUX, VILLEMANT. — 7^e Bureau: MM. LE MOIGNIC, AUGUSTE MOUNIÉ, GADAUD. — 8^e Bureau: MM. CORNUDET, MARTIN-BINACHON, DELTHIL. — 9^e Bureau: MM. T. STEEG, MESSIMY, MARIO ROUSTAN. (*J. O.* du 19 janvier, p. 519). — La Commission a nommé: **Président:** M. T. STEEG; **Vice-présidents:** MM. MARIO ROUSTAN, LE COMTE CORNUDET; **Secrétaires:** MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, LÉONUS BÉNAZET (*J. O.* du 24 janvier, p. 690). — M. JEAN PHILIP est nommé membre de cette commission (*J. O.* du 27 février, p. 1950).

Commission de comptabilité (nommée le 18 janvier 1934). — MM. PIERRIN, EDOUARD NÉRON, FÈVRE, J. LOUBET, CAMILLE REBOUL, LAVERGNE, GASTON GAUDAIRE, FRANÇOIS-SAINTMAUR, HENRY BOURDEAUX, N..., SERLIN, EDMOND CAVILLON, LOUBAT, LABOULBÈNE, MARTIN-BINACHON, VASSEUX, DENTU, FOURMENT (*J. O.* du 19 janvier, p. 519). — M. RENÉ HÉRY est nommé membre de cette commission. La commission a nommé: **Président:** M. LOUBET. **Secrétaire-rapporteur:** M. RENÉ HÉRY (*J. O.* du 24 janvier, p. 690).

Commission des comptes définitifs (nommée le 25 janvier 1934). — MM. HERVEY, MAUGER, JOSSOT, LESACHÉ, POL-CHEVALIER, HENRY CHÉRON, FERNAND MERLIN, LEDERLIN, J. LOUBET, RENÉ HÉRY, GORÉ, LEBCEUF, GASTON GAUDAIRE, ANATOLE MANOEUV, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, SALMON, COCHARD, WOLF (*J. O.*, p. 88). — La Commission a nommé: **Président:** M. MAUGER; **Vice-présidents:** MM. HENRY CHÉRON et HERVEY; **Secrétaires:** MM. GASTON GAUDAIRE et EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX. (*J. O.* du 31 janvier, p. 990). — M. GASTON GAUDAIRE a été nommé **Vice-Président** et M. LESACHÉ. **Secrétaire** (*J. O.* du 23 novembre, p. 11557).

Commission des départements libérés de l'invasion. — Voir RÉSOLUTIONS, 2. — La Commission a été nommée le 27 février 1934. Membres: MM. GASTON JAPY, LAVERGNE, AUGUSTE POTIÉ, LECLERC, HAYEZ, PIERRIN, VASSEUX, HENRI MERLIN, POL-CHEVALIER, PUJES, LUGOL, CADOT, PHILIPPOTEAUX, LECOURTIER, LUCIEN SAINT, LUCIEN HÜBERT, JOVELET, DECROZE, HENRY BOURDEAUX, VALIER, RENÉ HÉRY, PATIZEL, LOUIS MICHEL, DEMESMAY, JULIEN WOLFF, EMILE ROUSSEI, A. DE LA GRANGE (*J. O.*, p. 256). — La Commission a nommé: **Président:** M. LUGOL; **Vice-Présidents:** MM. HENRY BOURDEAUX et RENÉ HÉRY; **Secrétaires:** MM. LECOURTIER et PIERRIN (*J. O.* du 1^{er} mars, p. 2131).

Commission des mines (nommée le 25 janvier 1934). — MM. PERRÉAU, PAUL BERSZ, LAVERGNE, HAYEZ, MANUEL FOURCADE, PUJES, CADOT, GIORDAN, PHILIPPOTEAUX, LOUIS TISSIER, LEFEBVRE DU PREY, EDOUARD NÉRON, FAYOLLE, PIEYRE, CHOPIN, PIERRE-ROBERT, BORGEOT, FARJON, DEMESMAY, FRANÇOIS DE WENDEL, DE COURTOIS, COUCOUREUX, GASTON BAZILE, JEAN TAURINES, BRUGUIER, PAVIN DE LAFARGE, NEYRET (*J. O.*, p. 88).

— La Commission a nommé: **Président:** M. LOUIS TISSIER; **Vice-Présidents:** MM. HAYEZ et CADOT; **Secrétaires:** MM. PAVIN DE LAFARGE, DE COURTOIS (*J. O.* du 1^{er} février, p. 1041).

Commission des pétitions (nommée le 18 janvier 1934). — 1^{er} Bureau: M. CADOT; 2^e Bureau: M. NEYRET; 3^e Bureau: M. GIANOTTI; 4^e Bureau: M. PELLETTIER; 5^e Bureau: M. A. DE LA GRANGE; 6^e Bureau: M. JULES HAYAUX; 7^e Bureau: M. MAULION; 8^e Bureau: M. VILLAUT-DUCHESNOIS; 9^e Bureau: M. SIREYJOL (*J. O.* du 19 janvier, p. 519). — La Commission a nommé: **Président:** M. JULES HAYAUX; **Secrétaire:** M. PELLETTIER; **Rapporteur:** M. SIREYJOL (*J. O.* du 24 janvier, p. 690).

COMMISSIONS GÉNÉRALES

Commission de l'administration générale, départementale et communale (nommée le 25 janvier 1934). — MM. ANDRIEU, BABAUD-LACROZE, BERTRAND CARRÈRE, CATALOGNE, LE MARQUIS DE CHAMBRUN, ALPHONSE CHAUMPS, CORNUDET, COUCOUREUX, COYRARD, DEMELLIER, DUCLAUX-MONTEIL, JEAN DURAND, FLAYELLE, GADAUD, GARRIGOU, GASTON GAUDAIRE, GIRAUD, ALFRED GRAND, PAUL JOURDAIN, LABOULBÈNE, PAUL LAFFONT, LEBCEUF, LOUIS LINYER, MAULION, HENRY MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MONSSERVIN, ANDRÉ MORIZET, EUGÈNE MULLER, RAOUL PÉRET, PIEYRE, J.-P. RAMBAUD, LOUIS RAMBAUD, ROUX-FREISSINENG, SERLIN, VILLAUT-DUCHESNOIS (*J. O.*, p. 78). — La Commission a nommé: **Président:** M. HENRY MERLIN; **Vice-Présidents:** MM. MONSSERVIN, LABOULBÈNE; **Secrétaires:** MM. BABAUD-LACROZE, LOUIS LINSYER (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. CAMILLE CHAUMPS et POL-CHEVALIER ont été nommés membres en remplacement de MM. CATALOGNE et LABOULBÈNE [22 novembre], p. 1140.

Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats (nommée le 25 janvier 1934). — MM. AMIARD, LOUIS BARTICOU, HENRY BÉRENGER, BERGEON, RENÉ BESNARD, BIENVENU-MARTIN, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, CAPUS, CORNUDET, VICTOR D'ALBIEZ, FERNAND DAVID, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, ECCARD, FOURMENT, ANDRÉ HONNORAT, LUCIEN HUBERT, PAUL JOURDAIN, HENRY DE JOUVENEL, FRANÇOIS LABROUSSE, LÉMERY, YVES LE TROQUER, DE LUDRE, FERNAND MERLIN, MESSIMY, ALEXANDRE MILLERAND, MOLLARD, MAURICE ORDINAIRE, ALBERT PEYRONNET, JEAN PHILIP, MARCEL PLAISANT, RAYMOND POINCARÉ, GEORGES PORTMANN, LUCIEN SAINT, T. STEEG, DESIRÉ VALETTE (*J. O.*, p. 78). — La Commission a nommé: **Président:** M. HENRY BÉRENGER; **Vice-Présidents:** MM. MAURICE ORDINAIRE, LÉMERY; **Secrétaires:** MM. LE COMTE CORNUDET, JEAN PHILIP (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. PAUL-BONCOUR et RAYNALDY ont été nommés membres en remplacement de M. GEORGES PORTMANN, démissionnaire, et de M. LOUIS BARTHOU, décédé [27 février], p. 230. — M. LE COMTE CORNUDET a été nommé **Vice-Président** en remplacement de M. MAURICE ORDINAIRE et M. ECCARD, **Secrétaire**, en remplacement de M. LE COMTE CORNUDET (*J. O.* du 18 novembre, p. 11433). — MM. LEFEBVRE DU PREY et FRANÇOIS DE WENDEL ont été nommés membres en remplacement de MM. MAURICE ORDINAIRE et RAYMOND POINCARÉ, décédés [22 novembre], p. 1140.

Commission de l'agriculture (nommée le 25 janvier 1934). — MM. DE BAUDRY D'ASSON, BEAUMONT, VICTOR BORET, BORGEOT, CADOT, ARMAND CALMEL, GASTON CARRÈRE, CASSEZ, CENCELME, CHOPIN, DAMECOUR, DAUZIER, FERNAND DAVID, DELHOUME, DIÉBOLT-WEBER, MARCEL DONON, JEAN DURAND, JOSEPH

FAURE, FONTANILLE, GÉGAUFF, GORÉ, GUILLEMET, JEAN JACQUY, VICTOR JUDET, MANDO, LOUIS MICHEL, MONTENOT, DE MONTI DE REZÉ, NEUVILLE, PIERRIN, AUGUSTE POTIÉ, PROVOST-DUMARCHAIS, CAMILLE REBOUL, EUGÈNE ROUART, YVES TANGUY, TOURNAN (*J. O.* p. 78). — La Commission a nommé: *Président*: M. GASTON CARRÈRE; *Vice-Présidents*: MM. CASSEZ et MARCEL DONON; *Secrétaires*: MM. BEAUMONT, JOSEPH FAURE (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — M. JACQUES BENOIST a été nommé membre en remplacement de M. CASSEZ [22 novembre], p. 1140. — M. BEAUMONT a été nommé *Vice-Président* en remplacement de M. CASSEZ et M. BERGEOT, *Secrétaire*, en remplacement de M. BEAUMONT (*J. O.* du 29 novembre, p. 11743).

Commission de l'armée (nommée le 25 janvier 1934). — MM. LE COMTE D'ALSACE, PRINCE D'HÉNIN; ARMURSTER, AURAY, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BESNARD, BOVIN-CHAMPEAUX, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS, GENGLAME, CONNEVOI, VICTOR DALBIEZ, DANIEL-VINCENT, DUPREY, FAUGÈRE, DE FONTAINES, GASTON GAUDAIRE, LE COMTE D'HARCOURT, HAYEZ, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, DE LA GRANDIÈRE, A. DE LA GRANGE, LAURAINÉ, LECLERC, LECOURTIER, LE MOIGNIC, LE COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, DE LUDRE, MAUGER, GASTON MENIER, MESSIMY, NEYRET, PAUL PELISSE, PUIS, J.-P. RAMBAUD, JEAN TAURINES (*J. O.*, p. 78). — La Commission a nommé: *Président*: M. MESSIMY; *Vice-Présidents*: MM. GASTON MENIER, LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; *Secrétaires*: MM. LE COMTE D'ALSACE, PAUL PELISSE (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — M. LE COMTE D'HARCOURT a été nommé *Secrétaire* en remplacement de M. LE COMTE D'ALSACE, décédé (*J. O.* du 7 mars, p. 2402). — M. GUY DE WENDEL a été nommé membre en remplacement de M. LE COMTE D'ALSACE, décédé [9 mars], p. 396. — M. EUGÈNE PENANCIER a été nommé membre en remplacement de M. PUIS, démissionnaire [5 juin], p. 618. — MM. BERTRAND CARRÈRE et ROLLAND ont été nommés membres en remplacement de MM. LAURAINÉ et GASTON MENIER, décédés [22 novembre], p. 1140.

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (nommée le 25 janvier 1934). — MM. AMIARD, BABIN-CHEVAYE, ALEXANDRE BACHELET, BENDER, PAUL BERSEZ, BRINGER, CAILLIER, DECROZE, CHARLES DELONCLE, DEMESMAY, DUROUX, FÈVRE, GAUTIER, JUSTIN GODARD, GEORGES DE GRANDMAISON, HAMELIN, JAMES HENNESSY, GASTON JAPY, HENRY DE JOUVENEL, PAUL LAFONT, LEFÈVRE DU PREY, VICTOR LOURTIÈS, LUGOL, MANDO, MARROU, PERDRIX, PIÈRE-ROBERT, MARCEL PLAISANT, ARIEN RICHARD, EDOUARD ROUSSEL, LOUIS SERRE, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT, GEORGES ULMO, VALLIER, VILLEMANT. (*J. O.*, p. 78.) — La Commission a nommé: *Président*: M. AMIARD; *Vice-Présidents*: MM. CHARLES DELONCLE, DUROUX; *Secrétaires*: MM. DECROZE, VICTOR LOURTIÈS. (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. JOSEPH FAURE et LOUIS RAMBAUD ont été nommés membres en remplacement de MM. ALEXANDRE BACHELET, démissionnaire, et VILLEMANT, décédé [27 février], p. 230.

Commission des douanes et conventions commerciales (nommée le 25 janvier 1934). — MM. LE COMTE D'ANDLAU, BEAUMONT, LÉONUS BÉNAUD, JACQUES BENOIST, JEAN BOSCH, BRINGER, CAPUS, CASSEZ, EUGÈNE CHANAL, CHAPSAL, COCHARD, CORBEDAINE, DECROZE, DELHOUME, MARCEL DONON, ALBERT FOUILLOUX, JEAN JACQUY, GASTON JAPY, ABEL LEFÈVRE, JEAN LEMAISTRE, VICTOR LOURTIÈS, MARTIN-BINACHON, GASTON MENIER, ACHILLE NAUDIN, EDOUARD NÉRON, PICHÉRY, CLÉMENT RAYNAUD, ROGÉ, EMILE ROUSSEL, SALMON, STOURM, LOUIS TISSIER, TOY-RIONT, GEORGES

ULMO, DÉsirÉ VALETTE, VASSEUX (*J. O.*, p. 78). — La Commission a nommé: *Président*: M. CHAPSAL; *Vice-Présidents*: MM. EDOUARD NÉRON, EUGÈNE CHANAL; *Secrétaires*: MM. MARCEL DONON, ABEL LEFÈVRE (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. ROBERT BELLANGER et VICTOR BORET ont été nommés membres en remplacement de MM. CASSEZ et GASTON MENIER, décédé [22 novembre], p. 1140.

Commission de l'enseignement (nommée le 25 janvier 1934). — MM. LE COMTE D'ANDLAU, AURAY, ALEXANDRE BACHELET, GASTON BAZILE, LÉON BÉNAUD, BÉTOULLE, BERGEOT, DE CAMAS, COYRARD, CUMINAL, DARAINÉZ, DENTU, GARRIGOU, GASNIER-DUPARC, GAUTHEROT, JULES HAYAUX, RENÉ HÉRY, ANDRÉ HONNORAT, JOSSOT, LABOULBÈNE, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, LEFAS, COMTE DE LEUSSE, MALSANG, ALBERT MEUNIER, MARCEL MICHEL, MONSSERVIN, NEUVILLE, PELLETIER, RAOUL PÉRET, GEORGES PORTMANN, PIERRE RAMEIL, SAVIGNOL, T. STEEG, THÉRET (*J. O.*, p. 79). — La Commission a nommé: *Président*: M. JOSSOT; *Vice-Présidents*: MM. CUMINAL et RENÉ HÉRY; *Secrétaires*: MM. LE COMTE DE LEUSSE et SAVIGNOL (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. PIEYRE, JULES WOLFF et LE PELLETIER ont été nommés membres en remplacement de MM. LABOULBÈNE, MONSSERVIN et THÉRET [22 novembre], p. 1140.

Commission des finances (*Budget de 1934*). — MM. ALEXANDRE BACHELET et MAURICE VIOLETTE ont été nommés membres en remplacement de MM. PIERRE LAVAL et HENRY CHÉRON [27 février], p. 230. — (*Budget de 1935*). (nommée et constituée le 22 novembre 1934). — MM. BABAUD-LACROZE, ALEXANDRE BACHELET, HENRY BÉRENGER, BIENVENU-MARTIN, COMTE DE BLOIS, ALFRED BRARD, JOSEPH CAILLAUX, EDMOND CAVILLON, CHARABOT, CHAUVEAU, CUMINAL, FARJON, MANUEL FOURCADE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, ABEL GARDEY, JULES HAYAUX, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, LANCIEN, LAUDIER, ANDRÉ LEBERT, ALBERT MAHIEU, ANATOLE MANCEAU, FRANÇOIS MILAN, ANDRÉ MORIZET, AUGUSTE MOUNIÉ, LÉON PERRIER, JEAN PHILIP, PIERRE-ROBERT, MARIO ROUSTAN, EMILE SARI, SCHRAMMECK, GÉNÉRAL STUHL, TOURNAN, JEAN VALADIER, MAURICE VIOLETTE, GUY DE WENDEL (*J. O.*, p. 1140). — La Commission a nommé: *Président*: M. JOSEPH CAILLAUX; *Vice-Présidents*: MM. LÉON PERRIER, ALBERT MAHIEU; *Secrétaires*: MM. FRANÇOIS MILAN, FARJON; *Rapporteur général*: M. ABEL GARDEY; *Rapporteurs particuliers*: *Finances*, M. MAURICE VIOLETTE; *Justice (Services judiciaires)*, M. ANDRÉ LEBERT; *Justice (Services pénitentiaires)*, M. ALFRED BRARD; *Affaires étrangères*, M. HENRY BÉRENGER; *Intérieur*, M. SCHRAMMECK; *Guerre et défense des territoires d'Outre-Mer*, M. EMILE SARI; *Marine militaire*, M. FARJON; *Éducation nationale*, M. JEAN PHILIP; *Enseignement technique*, M. CUMINAL; *Beaux-Arts*, M. MANUEL FOURCADE; *Commerce et Industrie*, M. TOURNAN; *Air*, M. LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER; *Travail*, M. EDMOND CAVILLON; *Santé publique et Éducation physique*, M. ANATOLE MANCEAU; *Colonies*, M. LANCIEN; *Agriculture*, M. CHAUVEAU; *Travaux publics, Personnel et frais généraux, Routes et ponts, Navigation, Ports maritimes*, M. FRANÇOIS MILAN; *Travaux publics, Forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique, Mines*, M. MARIO ROUSTAN; *Travaux publics, Chemins de fer*, M. JEAN VALADIER; *Marine marchande*, M. CHARABOT; *Pensions*, M. BABAUD-LACROZE; *Services d'Alsace et de Lorraine*, M. LE COMTE DE BLOIS; *Monnaies et Médailles*, M. AUGUSTE MOUNIÉ; *Imprimerie nationale*, M. LAUDIER; *Légion d'honneur*, M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR; *Service des Poudres*, M. GUY DE WENDEL; *École centrale*

des arts et manufactures, M. CUMINAL; *Postes, Télégraphes, Téléphones*, M. PIERRE-ROBERT; *Caisse nationale d'épargne*, M. PIERRE-ROBERT; *Algérie*, M. JULES HAYAUX (*J. O.* du 23 novembre, p. 11556).

Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales (nommée le 25 janvier 1934). — MM. ARMURSTER, BRUGUIER, BUQUIN, MARQUIS DE CHAMBRUN, CHASSAING, CHAUVEAU, DARAINÉZ, DAUTHY, DENTU, DHERBÉCOURT, DUDOUYT, DUPREY, EVEN, FAUGÈRE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GADAUD, JUSTIN GODARD, LANCIEN, LAVERGNE, LEREDU, LOUBAT, RAYMOND MARTIN, MAUGER, FERNAND MERLIN, AUGUSTE MOUNIÉ, EDOUARD NÉRON, NEYRET, PELÉGER, ROLLAND, EDOUARD ROUSSEL, SIREYJOL, PAUL STRAUSS, THÉRET, ROBERT THOUMYRE, TURBAT, VIELLARD (*J. O.*, p. 79). — La Commission a nommé: *Président*: M. FERNAND MERLIN; *Vice-Présidents*: MM. LANCIEN et AUGUSTE MOUNIÉ; *Secrétaires*: MM. DAUTHY et MAUGER (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — M. JULES WOLFF a été nommé Membre en remplacement de M. THÉRET, décédé [22 novembre], p. 1140.

Commission de législation civile et criminelle (nommée le 25 janvier 1934). — MM. ROBERT BELMONT, LÉON BÉNAUD, BOVIN-CHAMPEAUX, LÉON BON, JEAN BOSCH, HENRY BOURDEAUX, BRUNEL, CAILLIER, ARMAND CALMEL, CATALOGNE, ALPHONSE CHAUTEMPS, DE COURTOIS, CURRAL, DAUTHY, DELTHIL, DESJARDINS, ECCARD, ALBERT FOUILLOUX, MANUEL FOURCADE, GOHRAND, ALFRED GRAND, LAURAINÉ, LE BAIL, LEBLANC, LESACHÉ, LOUIS LINYER, LUGOL, LOUIS MARTIN, EUGÈNE PENANCIER, PHILIPPOTEAUX, POL-CHEVALIER, RENÉ RENOULT, VALLIER, VEYSSIÈRE, MAURICE VIOLETTE, LUCIEN VOILIN (*J. O.*, p. 79). — La Commission a nommé: *Président*: M. LUGOL; *Vice-Présidents*: MM. ARMAND CALMEL et DE COURTOIS; *Secrétaires*: MM. BOVIN-CHAMPEAUX et BRUNEL (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. LEFAS et LISBONNE ont été nommés Membres en remplacement de MM. CATALOGNE et LAURAINÉ, décédés [22 novembre], p. 1140.

Commission de la marine (nommée le 25 janvier 1934). — MM. BABIN-CHEVAYE, LÉONUS BÉNAUD, BERGEON, LÉON BON, BRINDEAU, CABART-DANNEVILLE, DE CAMAS, CUTTOLI, DUDOUYT, DUPLANTIER, DUROUX, EVEN, GARNIER-DUPARC, GIORDAN, GIRAUD, GUILLEMOT, HACHETTE, JAMES HENNESSY, RENÉ HÉRY, DE KERGUÉZEC, A. DE LA GRANGE, LE BAIL, LEBLANC, LÉMERY, LE MOIGNIC, MARTIN-BINACHON, JEAN ODIN, PERRÉAU, Le Marquis de POMÈREU, PUJES, RIO, EMILE SARI, YVES TANGUY, LOUIS TISSIER, VEYSSIÈRE, VILLAULT-DUCHESNOIS (*J. O.*, p. 79). — La Commission a nommé: *Président*: M. RIO; *Vice-Présidents*: MM. BERGEON et MARTIN-BINACHON; *Secrétaires*: MM. EMILE SARI et JEAN ODIN (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — M. CABART-DANNEVILLE est élu *Secrétaire* en remplacement de M. JEAN ODIN (*J. O.* du 1^{er} février, p. 1041).

Commission des travaux publics (nommée le 25 janvier 1934). — MM. GASTON BAZILE, ROBERT BELLANGER, PAUL BERSEZ, ANTOINE BORREL, BOUDIN, BRUIDEAU, EUGÈNE CHANAL, COCHARD, CONNEVOI, DE COURTOIS, CURRAL, DHERBÉCOURT, MARQUIS DE DION, DRIVET, ANDRÉ FALLIÈRES, GIANOTTI, COMTE D'HARCOURT, VICTOR JUDET, LAVOINNE, ABEL LEFÈVRE, YVES LE TROCQUER, J. LOUBET, ALBERT MEUNIER, CHARLES MEUNIER, MOLLARD, MAURICE ORDINAIRE, PATIZEL, PAVIN DE LAFARGE, PERRÉAU, LÉON PERRIER, PICHÉRY, MARQUIS DE POMÈREU, PUJES, RENAUDOT, VOILLOT, FRANÇOIS DE WENDEL (*J. O.*, p. 79). — La Commission a nommé: *Président*: M. MOLLARD; *Vice-présidents*: MM. YVES LE

TROCQUER et ANTOINE BORREL; *Secrétaires*: MM. MAURICE ORDINAIRE et ABEL LEFÈVRE (*J. O.* du 27 janvier, p. 808). — MM. LE GORGEU et MONSSERVIN ont été nommés Membres en remplacement de MM. BOUNDIN et MAURICE ORDINAIRE, décédés [22 novembre], p. 1140. — M. PUJES a été nommé *Secrétaire* en remplacement de M. MAURICE ORDINAIRE, décédé (*J. O.* du 1^{er} décembre, p. 11814).

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission des emplois réservés. — Lettre de M. le Ministre des Pensions demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre de la Commission prévue par l'article 6 de la loi du 12 août 1933 (emplois réservés aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires pensionnés pour infirmités de guerre). Fixation ultérieure de la date de l'élection [18 janvier], p. 54. — Résultat du scrutin: M. JUSTIN GODART, élu [27 février], p. 256. — Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission (militaires pensionnés, veuves et orphelins de guerre). Résultat du scrutin: M. TAURINES, élu [3 juillet], p. 970, 996.

Commission des marchés de guerre. — Lettre de M. le Garde des Sceaux demandant au Sénat d'autoriser le Commissaire du Gouvernement près le jury national des marchés de guerre à consulter les archives sénatoriales de la Commission des marchés [12 janvier], p. 16. — Autorisation accordée [19 février], p. 117.

Commission pour la recherche des abus (nommée le 27 juin 1933). — M. BERGEON a été nommé Membre en remplacement de M. HENRY CHÉRON (*J. O.* du 9 mars 1934, p. 2465). — M. MAUGER a été nommé Membre en remplacement de M. LABOULBÈNE, décédé (*J. O.* du 28 novembre, p. 11707).

Commission de réforme de l'Etat. — Voir RÉSOLUTIONS, 12. — (Nommée le 3 juillet 1934). 1^{er} Bureau: MM. JUSTIN GODART, LISBONNE, MAURICE ORDINAIRE, LUCIEN SAINT. — 2^e Bureau: MM. HENRY BÉRENGER, ALEXANDRE ISRAËL, EMILE SARI, SCHRAMMECK. — 3^e Bureau: MM. MARCEL DONON, LUGOL, RAOUL PÉRET, STOURM. — 4^e Bureau: MM. PAUL BÉNAZET, ABEL GARDEY, HENRY DE JOUVENEL, JEAN VALADIER. — 5^e Bureau: MM. PAUL LAFFONT, LE GORGEU, LEFÈVRE DU PREY, HENRI MERLIN. — 6^e Bureau: MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, CHARLES DUMONT, JEAN PHILIP, J.-P. RAMBAUD. — 7^e Bureau: MM. PAUL-BONCOUR, LOUIS LINYER, MAULION, AUGUSTE MOUNIÉ. — 8^e Bureau: MM. DELTHIL, ALEXANDRE MILLERAND, EUGÈNE PENANCIER, PIERRE-ROBERT. — 9^e Bureau: MM. LÉON BÉCARD, CENCELME, MESSIMY, LOUIS TISSIER (*J. O.* du 4 juillet, p. 6737). — La Commission a nommé: *Président*: M. HENRY BÉRENGER; *Vice-Présidents*: MM. DE JOUVENEL et PAUL-BONCOUR; *Secrétaires*: MM. PAUL-LAFFONT et BOIVIN-CHAMPEAUX (*J. O.* du 4 juillet, p. 6737). — M. RENÉ BESNARD a été nommé Membre en remplacement de M. MAURICE ORDINAIRE, décédé (*J. O.* du 11 novembre, p. 11174). — M. MAULION a été nommé *Rapporteur général* [30 novembre].

Commission arbitrale du contrôle technique. — Voir ASSURANCES SOCIALES, 3.

Commissions cantonales d'assistance. — Dépôt, par M. Jovelet, d'une proposition de loi, tendant à modifier l'article 55 de la loi de finances du 28 février 1934, sur la composition des commissions cantonales d'assistance. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 612 [6 décembre], p. 1194.

COMMUNES. — Voir CIMETIÈRES. — COURS D'EAU. — HABITATIONS A BON MARCHÉ. — SPECTACLES CINÉMATOGRAPHIQUES.

COMMUNES RURALES (Travaux). — Voir INTERPELLATIONS, 43.

COMMUNICATIONS. — Communication de télégrammes de condoléances à l'occasion de la catastrophe de Lagny [9 janvier], p. 3. — Communication de lettres de MM. Maurice Ordinaire et Provost-Dumarchais [11 janvier], p. 7. — Communication d'une lettre de M. le Garde des Sceaux demandant au Sénat d'autoriser le commissaire du Gouvernement près le jury national des marchés de guerre à consulter les archives sénatoriales de la Commission des marchés [12 janvier], p. 17. — Lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1934 [12 janvier], p. 17. — Lettre de M. le Ministre des Pensions demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre de la Commission prévue par l'article 6 de la loi du 12 août 1933 (emplois réservés aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et vétérinaires pensionnés pour infirmités de guerre). Fixation ultérieure de la date de l'élection [18 janvier], p. 54. — Communication relative à la nomination des Commissions générales (art. 15 du règlement). — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 du règlement: Commission de comptabilité; Commission des pétitions; Commission des colonies. — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 bis du règlement: Commission des mines; Commission de l'air; Commission de l'Algérie; Commission des comptes définitifs. — Communication relative à la nomination de la Commission d'instruction de la Cour de Justice et à la désignation du Vice-Président chargé de présider la Cour de Justice en cas d'empêchement du Président [12 janvier], p. 18. — Communication d'un témoignage de sympathie de la première chambre des Etats généraux néerlandais, à la suite de la catastrophe de Lagny [25 janvier], p. 76. — Communication de M. le procureur général près la Cour de Cassation relative au Parquet de la Cour de Justice (Procureur général: M. Scherdlin; Avocats généraux: MM. Le Marc'Hadour et Fleys) [25 janvier], p. 76. — Lettre de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, demandant la convocation du Sénat [6 février], p. 100. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant la convocation du Sénat pour le 15 février [15 février], p. 110. — Communication des archives d'une Commission (Marchés de guerre) [19 février], p. 117. — Communication relative à la nomination de la Commission des départements libérés [26 février], p. 201. — Communication relative à la nomination d'une Commission chargée de l'examen de la demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat [27 février], p. 243. — Communication du Sénat de Belgique à l'occasion de la mort du Roi Albert 1^{er} [9 mars], p. 394. — Communication relative à la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs [15 mai], p. 536. — Communication relative à la nomination d'une Commission de neuf membres chargée de l'examen de la demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. — Communication relative à une vacance dans la Commission de l'armée [24 mai], p. 570. — Communication relative à la revue du 14 juillet [5 juillet], p. 1066. — Communication de témoignages de sympathie à l'occasion du décès des Présidents Louis Barthou et Raymond Poincaré [6 novembre], p. 1105. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant la convocation du Sénat [13 novembre], p. 1132. — Déclaration de vacances dans les Commissions générales [13 novembre], p. 1134. — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail [13 décembre], p. 1216.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT.

— M. Eugène Penancier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 49 [6 février], p. 100. — M. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 60 [15 février], p. 110. — M. Georges Pernot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 569 [13 novembre], p. 1132.

COMPAGNIES DE NAVIGATION (Statut du personnel). — Voir MARINE MARCHANDE.

COMPTES DEFINITIFS DES COLONIES. — Voir COLONIES, 14, 15, 16, 17, 18.

COMPTEURS. — Voir CONVENTIONS, 9. — DOUANES, 20.

CONCESSIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE. — Voir STATUT DU PERSONNEL.

CONCOURS D'AUDITEURS AU CONSEIL D'ETAT. — Voir CONSEIL D'ETAT.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL A GENEVE. — Voir CONVENTIONS, 25.

CONFERENCE TELEGRAPHIQUE INTERNATIONALE DE BRUXELLES. — Voir CONVENTIONS, 15.

CONSEIL D'ETAT (Auditeurs de 2^e classe).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au concours pour la nomination des auditeurs de 2^e classe au conseil d'Etat. Renvoi à la Commission de législation, N° 254 [15 mars], p. 490. — M. Desjardins dépose et lit le rapport, N° 277. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 527.

CONSEIL DES MUSEES NATIONAUX.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la composition du conseil des musées nationaux (N° 496, année 1933). — Promulgation: Loi du 17 janvier 1934 (*J. O.* du 19 janvier, p. 506).

CONSEILLERS MUNICIPAUX DE PARIS.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'élection des conseillers municipaux de Paris et des conseillers généraux de la Seine, N° 205. — Voir Tables: de 1925, p. 247; de 1929, p. 241. — M. Gadaud dépose un deuxième rapport au nom de la commission de l'administration, N° 676 [22 décembre], p. 1539. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Gadaud, *Rapporteur*. Ajournement de la discussion [23 décembre], p. 1576.

CONSEILS GENERAUX. — Voir CENTIMES ADDITIONNELS.

CONSEILS MUNICIPAUX. — Voir CENTIMES ADDITIONNELS.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS. — Fixation des droits applicables à la délivrance des diplômes d'ingénieur conférés par le conservatoire national des arts et métiers (Art. 4). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.

CONSERVES DE FRUITS. — Voir DOUANES. 45.

CONSORTIUMS ET COMPTOIRS D'ACHATS DE LA GUERRE (Liquidation des). — Dépôt du rapport sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre, pour l'année 1933 [5 juin], p. 618.

CONSTRUCTIONS NEUVES DESTINEES A L'HABITATION. — Voir IMPÔT FONCIER.

CONTRATS DE LOCATION-VENTE. — Voir LOCATION-VENTE.

CONVENTIONS

1 — **Accord commercial franco-allemand (Avenant à l').** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932 (N° 668, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 19. — M. Jean Bosc dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 17 [16 janvier], p. 42. — M. Capus dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 211 [9 mars], p. 414. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juin], p. 631. — Promulgation: Loi du 30 juin 1934 (*J. O.* du 8 juillet, p. 6850).

2 — **Arrangement franco-autrichien. — Bois autrichiens.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'arrangement du 29 décembre 1932 entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral d'Autriche concernant le traitement préférentiel des bois autrichiens, N° 364. Voir Table de 1933 (Session ordinaire) p. 42. — M. Jean Bosc dépose, au nom de la Commission des douanes le rapport supplémentaire N° 52 [6 février], p. 101. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Guillemot, N° 114. Discussion générale: MM. Victor Lourties, Edouard Néron, Viellard, Jean Bosc, Rapporteur de la Commission des douanes; Lamoureux, Ministre du Commerce, et Henry Bérenger, Président de la Commission des affaires étrangères. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [23 février], p. 185. — Promulgation: Loi du 2 mars 1934 (*J. O.* du 3 mars, p. 2178).

3 — **Convention entre la France et la Lithuanie. — Protection et assistance judiciaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et la Lithuanie relative à la protection et à l'assistance judiciaire, signée à Paris le 9 mai 1926. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 72 [19 février], p. 116.

4 — **Durée du travail dans les mines de charbon.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention limitant la durée du travail dans les

mines de charbon, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa 15^e session tenue à Genève du 28 mai au 18 juin 1931. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 88 [20 février], p. 147.

5 — **Convention internationale de Rome. — Protection des végétaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale, signée à Rome le 16 avril 1929, pour la protection des végétaux (N° 789, année 1932). — M. Guillemot dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 92 [22 février], p. 152.

6 — **Convention internationale de Mannheim. — Tribunaux français pour la navigation du Rhin.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'application de la Convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 et ayant pour objet de réduire le nombre des tribunaux français pour la navigation du Rhin (N° 712, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 23. — M. Eccard dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 94 [22 février], p. 152. — M. Eccard dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 167 [6 mars], p. 350. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 mars], p. 424. — Promulgation: Loi du 49 mars 1934 (*J. O.* du 22 mars, p. 2914).

7 — **Convention internationale. — Chasse à la baleine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations le 24 septembre 1931. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 99 [22 février], p. 152.

8 — **Convention internationale de Genève. — Signalisation routière.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention internationale sur l'unification de la signalisation routière signée à Genève le 30 mars 1931. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 131 [27 février], p. 256. — M. Charles Dumont dépose le rapport N° 354 [12 juin], p. 650. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [26 juin], p. 814. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1934 (*J. O.* du 8 juillet, p. 6850).

9 — **Accord entre la France et la Suisse. — Tarification douanière (compteurs, espadrilles).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'accord intervenu entre la France et la Suisse le 31 juillet 1933 et relatif à la tarification douanière en France des parties ou des pièces assemblées de compteurs et, en Suisse, des espadrilles. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 166 [6 mars], p. 350. — M. Gaston Japy dépose le rapport, N° 250 [15 mars], p. 473.

10 — **Protocole franco-estonien.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du protocole franco-estonien signé à Tallinn le 16 mars 1932. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 178 [8 mars], p. 374. — M. Néron dépose le rapport, N° 223 [13 mars], p. 419. — Renvoi à la Commission des douanes, pour examen au

fond, la Commission des affaires étrangères restant saisie pour avis [14 mars], p. 448.

11 — **Convention entre la France et le grand-duché de Luxembourg. — Impôt sur le chiffre d'affaires. — Doubles impositions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention signée à Paris, le 30 novembre 1933, entre la France et le grand-duché de Luxembourg pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 189 [8 mars], p. 381. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 245 [14 mars], p. 466. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 507. — Promulgation: Loi du 4 avril 1934 (*J. O.* du 6 avril, p. 3554).

12 — **Convention entre la France et la Belgique. — Dommages de guerre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue le 20 novembre 1931 entre la France et la Belgique, et étendant aux sinistrés de la guerre devenue Française ou Belge, en vertu du traité de Versailles, le bénéfice de l'arrangement conclu à Paris entre ces mêmes puissances pour la réparation des dommages de guerre. Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion et pour avis à la Commission des affaires étrangères, N° 190 [9 mars], p. 395. — M. Patizel dépose le rapport N° 214 [9 mars], p. 414. — M. Desjardins dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 353 [12 juin], p. 650. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 juin], p. 828. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1934 (*J. O.* des 15, 16 et 17 juillet, p. 7211).

13 — **Arrangement de Genève. — Certificats d'identité aux réfugiés russes et arméniens.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement signé à Genève le 12 mai 1926 et relatif à la délivrance des certificats d'identité aux réfugiés russes et arméniens, complétant et amendement les arrangements antérieurs du 5 juillet 1922 et du 31 mai 1924. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des finances, N° 201 [9 mars], p. 395. — M. Charles Dumont dépose le rapport N° 224 [13 mars], p. 419. — M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances, N° 243 [14 mars], p. 466. — 1^{re} délibération. — Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 mars], p. 480. Promulgation: Loi du 7 mai 1934 (*J. O.* du 9 mai, p. 4618).

14. — **Convention entre la France et la Pologne. — Ouvriers mineurs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et la Pologne, signée le 21 décembre 1929, ayant pour objet de garantir à leurs nationaux travaillant dans les mines françaises ou polonaises le bénéfice du régime spécial des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays (N° 805; année 1932). — M. Jean Taurines dépose, au nom de la Commission des mines, le rapport N° 202 [9 mars], p. 395. — Demande de renvoi, pour avis, par la Commission des finances, des conclusions du rapport ci-dessus. Observation

de M. Louis Tissier. Ajournement de la décision [15 mars], p. 473. — La Commission des finances renonce à sa demande de renvoi [15 mars], p. 481. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 512. — Promulgation: Loi du 23 avril 1934 (*J. O.* des 23 et 24 avril, p. 4050).

15 — **Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant application des dispositions insérées dans le protocole contenant additions et modifications au règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg (Revision de Paris, 1925), signé à l'issue de la conférence télégraphique internationale de Bruxelles le 22 septembre 1928. Renvoi à la Commission du Commerce et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et à la Commission des Finances, N° 246 [14 mars], p. 466. — M. Pierre-Robert dépose le rapport N° 475 [29 juin], p. 911. — M. Charles Dumont dépose l'avis de la Commission des Affaires étrangères, N° 492. [3 juillet], p. 971. — M. Pierre-Robert dépose l'avis de la Commission des Finances, N° 539 [5 juillet], p. 1075.

16 — **Convention entre la France et l'Allemagne. — Assurances sociales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation: 1° de la convention générale conclue, le 29 juillet 1932, entre la France et l'Allemagne sur les assurances sociales; 2° des deux accords complémentaires conclus, le 17 septembre 1932, entre la France et l'Allemagne en ce qui concerne les régimes d'assurance en vigueur en France dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en Allemagne et dans le territoire de la Sarre et les régimes particuliers de retraites dans les exploitations minières. Renvoi à la commission des affaires étrangères, N° 264 [15 mars], p. 491. — M. Charles Dumont dépose le rapport, N° 426 [26 juin], p. 813. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1061. — Promulgation: Loi du 3 août 1934 (*J. O.* du 9 août, p. 8298).

17 — **Convention entre la France et la Belgique. — Assurances sociales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 23 août 1930, entre la France et la Belgique au sujet des assurances sociales. Renvoi à la commission de l'hygiène, N° 271 [16 mars], p. 505. — M. Rolland dépose le rapport, N° 639 [18 décembre], p. 1379. — 1^{re} délibération. Demande de déclaration d'urgence. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 décembre], p. 1480. — Promulgation: Loi du 20 janvier 1935 (*J. O.* du 23 janvier, p. 714).

18 — **Convention d'établissement entre la France et la Roumanie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention d'établissement entre la France et la Roumanie, signée à Paris le 27 août 1930. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 286 [15 mai], p. 537. — M. Yves Le Trocquer dépose et lit le rapport N° 380. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 706. — Promulgation: Loi du 30 juin 1934 (*J. O.* du 3 juillet, p. 6650).

19 — **Convention internationale. — Privilèges et hypothèques maritimes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, signée à Bruxelles le 10 avril 1926 (N° 70, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 23. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation des conclusions du rapport de M. Marcel Plaisant (N° 580, année 1933) [24 mai], p. 578. — M. Lémery dépose, au nom de la Commission de la marine, l'avis N° 596 [29 novembre], p. 1166.

20 — **Convention commerciale franco-tchécoslovaque (Protocole additionnel).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un protocole additionnel à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Prague le 23 septembre 1931, et d'un avenant à ladite convention, signé à Paris le 23 mars 1932. Renvoi à la commission des affaires étrangères, N° 407 [22 juin], p. 768. — Renvoi, pour rapport au fond, à la commission des douanes, la commission des affaires étrangères restant saisie pour avis [26 juin], p. 833. — M. Néron dépose le rapport N° 450 [28 juin], p. 841.

21 — **Accord commercial provisoire entre la France et l'Union des républiques socialistes soviétiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'accord commercial provisoire entre la France et l'Union des républiques socialistes soviétiques signé, à Paris, le 11 janvier 1934. Renvoi à la Commission des douanes, N° 470 [29 juin], p. 883. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 625 [13 décembre], p. 1216.

22 — **Convention de commerce entre la France et la Suisse.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934. Renvoi à la commission des douanes, N° 471 [29 juin], p. 883. — M. Jean Bosc dépose un rapport N° 516 [4 juillet], p. 1003. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1071. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1934. (*J. O.* du 20 juillet, p. 7346).

23 — **Convention d'établissement entre la France et le Canada.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention d'établissement et de navigation entre la France et le Canada, signée à Ottawa le 12 mai 1933. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 481 [30 juin], p. 959.

24 — **Conventions de Genève — Blessés et malades — Prisonniers de guerre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de: 1° la convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne; 2° la convention relative au traitement des prisonniers de guerre; 3° l'acte final de la conférence de Genève, signés à Genève le 27 juillet 1929, N° 523 [4 juillet], p. 1024.

25 — **Convention de Genève. — Colis transportés par bateau.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Dé-

putés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, adopté par la Conférence internationale du Travail dans sa douzième session tenue à Genève du 30 mai au 21 juin 1929. Renvoi à la Commission de la marine, N° 529 [5 juillet], p. 1049.

26 — **Convention internationale. — Responsabilité du propriétaire du navire.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention internationale sur la responsabilité du propriétaire du navire, signée, à Bruxelles, le 25 août 1924, N° 70. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 23. M. Lémery dépose, au nom de la Commission de la marine, l'avis N° 595 [29 novembre], p. 1166.

27 — **Arrangement commercial entre la France et la Suède.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'arrangement commercial du 13 mars 1933 entre la France et la Suède. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 629 [13 décembre], p. 1216.

28 — **Convention entre la France et la Hongrie. — Protection et assistance judiciaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et la Hongrie relative à la protection et à l'assistance judiciaire, signée à Paris le 7 avril 1933. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 652 [21 décembre], p. 1479.

29 — **Convention de Rome. — Transport des voyageurs, des bagages et des marchandises par chemin de fer.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification: 1° de l'acte final de la 4^e conférence réunie à Rome, du 3 octobre au 23 novembre 1933, pour la revision des deux conventions internationales concernant, l'une, le transport des voyageurs et des bagages, l'autre, le transport des marchandises par chemin de fer; acte final signé à Rome le 26 mars 1934; 2° de la convention internationale signée à Rome, le même jour, et concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C. I. V.); 3° de la convention internationale signée à Rome le 26 mars 1934, et concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.). Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères N° 651 [21 décembre], p. 1478.

30 — **Convention de Genève. — Régime international des voies ferrées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de la convention sur le régime international des voies ferrées, en date, à Genève, du 9 décembre 1923, signée par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, la ville libre de Dantzig, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le royaume des Serbes-Croates-Slovenes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay, ensemble le statut y annexé ainsi que le protocole de signature de cette convention. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 67 [22 décembre], p. 1565.

31 — **Convention entre les Etats-Unis et la France. — Doubles impositions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 680 [22 décembre], p. 1565.

32 — **Accord entre la France et la Suisse. — Assistance réciproque aux chômeurs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Suisse. Renvoi à la Commission de l'hygiène, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 681 [22 décembre], p. 1565.

33 — **Convention internationale. — Répression du faux monnayage.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de la Convention internationale pour la répression du faux monnayage, en date à Genève du 20 avril 1929, signée par la France, l'Albanie, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord et l'Inde, la Bulgarie, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la ville libre de Dantzig, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, Monaco, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, l'Union des républiques soviétiques socialistes, la Suisse, la Tchécoslovaquie, ensemble le protocole en date du même jour et signé des mêmes Etats. Renvoi à la Commission de législation civile et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 682 [22 décembre], p. 1565.

34 — **Arrangement entre la France et l'Italie. — Assurances sociales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement conclu le 13 août 1932 entre la France et l'Italie sur les assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 683 [22 décembre], p. 1566.

VOIR ANZIN. — CRÉDIT NATIONAL.

COOPÉRATIVES D'ARTISANS D'ART ET D'ARTISTES (Adjudications et marchés de gré à gré).

Amendement N° 9 déposé par M. Robert Thoumyre (article additionnel 55 bis) (Loi de finances. — Budget de 1934). — Voir J. O. du 28 février, p. 240, 253. — *Amendement transformé en proposition de loi. Jointe à la proposition de loi ci-dessous.*

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, réservant aux coopératives d'artisans d'art et d'artistes une partie des travaux d'art se rattachant aux plans d'outillage national (N° 543, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 64. — M. Robert Thoumyre dépose, au nom de la Commission du commerce le rapport N° 209 [9 mars], p. 414. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à réserver aux artisans et coopératives d'artisans une certaine préférence dans les adjudications et marchés de gré à gré, passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, de bienfaisance et d'assistance »* [15 mars], p. 474. — Transmission d'une proposition

de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à réserver aux coopératives d'artisans une certaine préférence dans les adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, de bienfaisance et d'assistance. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, N° 269 [16 mars], p. 505. — M. Fèvre dépose le rapport N° 388 [21 juin], p. 725. — Discussion. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [3 juillet], p. 972. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des Députés, réservant aux coopératives d'artisans d'art et d'artistes une partie des travaux d'art faisant l'objet des adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance et d'assistance. Renvoi à la Commission du commerce, N° 553. Urgence déclarée [6 juillet], p. 1082. — M. Fèvre dépose le rapport N° 619 [11 décembre], p. 1206. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [20 décembre], p. 1435. — Promulgation: Loi du 17 janvier 1935 (J. O. du 18 janvier, p. 562).

COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. — Imposition à la patente des sociétés coopératives de consommation (art. 3). — Imposition à la taxe sur le chiffre d'affaires des groupements de consommateurs (art. 4 et 5). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

COPROPRIÉTÉ DES IMMEUBLES DIVISÉS PAR APPARTEMENTS (Statut de la). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements. Renvoi à la Commission de législation, N° 130 [27 février], p. 243.

CORSE. — Voir RÉSOLUTIONS, 18.

COUPONS (Payement de). — Voir TITRES ÉMIS PAR DES SOCIÉTÉS.

COUR D'APPEL DE BORDEAUX. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 6.

COUR DE CASSATION. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 4, 5.

COUR DE JUSTICE. — Communication de M. le procureur général près la Cour de cassation relative au parquet de la Cour de justice (procureur général: M. Scherdin; avocats généraux: MM. le Marc'Hador et Fleys) [25 janvier], p. 76. — Résultat du scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Cour de justice en cas d'empêchement du président: M. Cuminal, élu [30 janvier], p. 95.

COUR DE JUSTICE (Commission d'instruction de la). — Résultat du scrutin pour la nomination des neuf membres de la Commission d'instruction de la Cour de justice (MM. Monsservin, Henri Roy, Armand Calmel, Alfred Grand, Gautherot, Louis Martin, Manuël Fourcade, Maurice

Viollette et André Morizet, élus). — Résultat du scrutin pour la nomination des cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de justice (MM. Henry Merlin, de Courtois, Louis Linyer, Boivin-Champeaux et Henry Bourdeaux, élus) [30 janvier], p. 95.

COURS D'EAU NON NAVIGABLES (Curage des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés autorisant les communes à exécuter le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables situés sur leur territoire (N° 586, année 1933). — Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 23. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [30 janvier], p. 94. — M. Lebœuf dépose le rapport N° 369 [14 juin], p. 671. — Ajournement de la 1^{re} délibération [22 novembre], p. 1141. — M. Marcel Donon dépose l'avis N° 591 [27 novembre], p. 1148.

COURS ET TRIBUNAUX (Contrôle disciplinaire). — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 3.

COURSES DE NUIT SUR L'HIPPODROME DE LONGCHAMP. — Voir SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT.

CREANCE DE L'HOTELIER ET DU LOGEUR. — Voir CODE PÉNAL, 1.

CREATION D'EMPLOIS. — Création et transformation d'emplois autorisés (art. 30). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

CREDIT (Service du) — (Transfert au ministère du Travail). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le transfert au Ministère du Travail des attributions du service du crédit. Renvoi à la Commission des finances, N° 168 [6 mars], p. 350. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 225 [13 mars], p. 419. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Charles Dumont et Germain-Martin, *Ministère des Finances*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 mars], p. 474. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (J. O. du 18 mars, p. 2788).

CREDIT AGRICOLE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations, en vue de l'attribution de prêts agricoles à long terme (art. 95). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations, en vue de l'attribution de prêts agricoles à moyen terme (art. 96). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations, en vue de l'attribution de prêts agricoles à long terme (art. 83). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution de prêts agricoles à moyen terme (art. 84). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

CREDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE (Organisation du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1929 sur l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et moyenne industrie. Renvoi à la

Commission des finances, N° 175 [8 mars], p. 371. — M. Macrel Régnier dépose le rapport N° 226 [13 mars], p. 419. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement, Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er} à 8: adoption. Art. 9: reprise, par M. Israël, du texte voté par la Chambre: MM. Alexandre Israël, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption (devenant l'article 9). Art. 10 à 15: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 mars], p. 475. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (*J. O.* des 19 et 20 mars, p. 2820).

CREDIT MUNICIPAL DE BAYONNE.

— Voir INTERPELLATIONS, 9.

CREDIT MUTUEL ET COOPERATION

AGRICOLAS. — Propositions de loi de M. Bienvenu-Martin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 5 avril 1920 sur le Crédit mutuel et la coopération agricoles aux chambres d'agriculture et à certains groupements ayant pour but la protection agricole (N° 50, année 1930). — Vote de la question préalable (25 juin), p. 792.

— Voir COLONIES, 11.

CREDIT NATIONAL.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant la convention conclue le 12 février 1934 avec le Crédit national. Renvoi à la Commission des finances, N° 177 [8 mars], p. 371. — M. Marcel Régnier dépose le rapport, N° 203 [9 mars], p. 395. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Auguste Mounié, Albert Sarraut, *Ministre de l'Intérieur*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Chassaing. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 mars], p. 421. — Promulgation: Loi du 15 mars 1934 (*J. O.* du 17 mars, p. 2756).

CREDITS.

1 — **Crédit de 400.000 fr. — Congrès des anciens combattants à Rabat.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 400.000 fr. destiné à subventionner la section nationale française de la fédération interalliée des anciens combattants en vue de l'organisation du 14^e congrès de cette fédération qui doit se tenir à Rabat en 1933 (N° 519, année 1933). — Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 65; (Session extraordinaire), p. 23. — Promulgation: Loi du 22 janvier 1934 (*J. O.* du 24 janvier, p. 666).

2 — **Régularisation de crédits sur l'Exercice 1933.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'Exercice 1933 (N° 665, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 23. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 21 [18 janvier], p. 62. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 février], p. 117. — Promulgation: Loi du 23 février 1934 (*J. O.* du 25 février, p. 1890).

3 — **Négociations franco-suisse.** — **Zones franches.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses des négociations

franco-suisse relatives au régime douanier à instituer en faveur des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex. Renvoi à la Commission des finances, N° 108 [23 février], p. 173.

4 — Composition du Gouvernement.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1934, en conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, N° 170 [6 mars], p. 350. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 204 [9 mars], p. 395. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er} à 5: adoption. Art. 6 (Etat A): adoption. Art. 7 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 mars], p. 419. — Promulgation: Loi du 16 mars 1934 (*J. O.* du 17 mars, p. 2754).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1934, en conséquence d'une modification apportée à la composition du Gouvernement. Renvoi à la commission des finances, N° 669 [22 décembre], p. 1517. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, N° 693. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1592. — Promulgation: Loi du 24 décembre 1934 (*J. O.* du 25 décembre, p. 12701).

5 — Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1933. — Défense nationale.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1933 pour régulariser des dépenses engagées en vertu de l'article 9 de la loi du 10 août 1922. Renvoi à la Commission des finances, N° 227 [13 mars], p. 419. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 244 [14 mars], p. 466. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 506. — Promulgation: Loi du 4 avril 1934 (*J. O.* du 7 avril, p. 3594).

6 — Crédit de 9 millions. — Institut français à Londres.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 9 millions de francs pour achat d'immeubles bâtis et non bâtis et construction de bâtiments destinés à l'Institut français du Royaume-Uni, à Londres. Renvoi à la Commission des finances, N° 376 [19 juin], p. 688. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 444 [28 juin], p. 841. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 943. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1934 (*J. O.* du 18 juillet, p. 7266).

7 — Exposition de Bruxelles en 1935.

— Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant autorisation d'engagement de dépenses, annulation et ouverture de crédits applicables à l'organisation de la participation française à l'exposition universelle internationale de Bruxelles en 1935. Renvoi à la commission des finances, N° 403 [22 juin], p. 768. — M. Tournan dépose le rapport N° 459 [28 juin], p. 865. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1061. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (*J. O.* du 7 juillet, p. 6824).

8 — **Report de crédits de l'exercice 1933 à l'exercice 1934.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'Exercice 1933 à l'Exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 424 [26 juin], p. 813. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 427 [26 juin], p. 813. — Discussion. Art. 1^{er} (Etat A) et 2: adoption. Art. 3: Etat B: Intérieur: Chap. 40 (Achèvement des chemins vicinaux): MM. Chassaing et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 51 (Lotissements défectueux): MM. Auguste Mounié et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption des autres chapitres et de l'ensemble de l'article 3. Art. 4 à 15 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 937. — Promulgation: Loi du 30 juin 1934 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 6550; *Errata: J. O.* du 15 août, p. 8618).

9 — Ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1933.

— Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1933 au titre du Budget général et des Budgets annexes. Renvoi à la commission des finances, N° 425 [26 juin], p. 813. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 428 [26 juin], p. 813. — Discussion. Discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des Finances*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Art. 1^{er} (Etat A): MM. Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Marcel Régnier, *Rapporteur général*. Observations de MM. Mauger, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*, et Delhoume. Adoption de l'article modifié. Art. 2 (Etat B): adoption. Art. 3 à 17: adoption. Art. 18: Demande de disjonction de l'article, par M. Taurines: MM. Jean Taurines, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la commission des Finances*. Adoption. Art. 19 (disjoint par la Commission): MM. Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Marcel Régnier, *Rapporteur général*, et Joseph Caillaux, *Président de la commission des Finances*. Disjonction. Art. 21: rejet. Art. 22 (disjoint par la Commission): Demande de rétablissement de l'article proposée par MM. François-Saint-Maur, Linyer et Gautherot: MM. François-Saint-Maur, Louis Linyer, Yves Le Trocquer, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; P.-E. Flandin, *Ministre des Travaux publics*; Chassaing et Gaston Menier. Adoption. Art. 23: adoption. Art. 24 et 25 (disjoints par la Commission): disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 922. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1933 au titre du Budget général et des Budgets annexes. Renvoi à la Commission des Finances, N° 482 [30 juin], p. 960. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 483. Demande de discussion immédiate. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*, et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Art. 21 (repris par la Chambre): adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 960. — Promulgation: loi du 30 juin 1934 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 6539; *Errata: J. O.* du 15 août, p. 8618).

10 — **Crédit de 4.600.000 francs. — Travaux routiers dans les zones franches.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture

d'un crédit de 4.600.000 fr. pour l'exécution des travaux routiers à entreprendre en 1934 dans les zones franches des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. Renvoi à la commission des finances, N° 533 [5 juillet], p. 1066.

11 — **Plébiscite sarrois.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères des crédits nécessaires pour assurer le versement à la Société des nations des avances prévues par la résolution du conseil de la Société des nations, en date du 4 juin 1934, en vue de faire face aux dépenses qu'entraînera le plébiscite sarrois. Renvoi à la commission des finances, N° 653 [21 décembre], p. 1478.

12 — **Crédit de 800 millions. — Défense nationale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des dépenses pour des besoins exceptionnels du ministère de la guerre. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'armée, N° 640 [19 décembre], p. 1406. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, N° 666. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission de l'armée, par M. Lecourtier, N° 667. Discussion générale: MM. Henry Lémery et le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: Amendement de M. Caillier et plusieurs de ses collègues: MM. Caillier, le général Maurin, *Ministre de la Guerre*; Edouard Néron. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 à 6 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 décembre], p. 1500. — Promulgation: Loi du 4 janvier 1935 (*J. O.* du 6 janvier, p. 186).

13 — **Crédits ouverts** (art. 1^{er}). — (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Fixation des crédits de l'Exercice 1935 (art. 1^{er}) (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

14 — **Surveillance des crédits à la disposition du Ministre de l'Air.** — Voir **RÉSOLUTIONS**, 16.

CRISE AGRICOLE. — Voir **INTERPELLATIONS**, 15.

CRISE ÉCONOMIQUE (Assurance exclusive aux ouvriers français du travail national pendant la). — Voir **RÉSOLUTIONS**, 19.

LA CROIX (Var) (Erection en commune). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger la section de la Croix en commune distincte de la commune de Gassin (département du Var), dont elle dépend actuellement. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 219 [13 mars], p. 419. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 236 [14 mars], p. 448. — Discussion, adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 507. — Promulgation: Loi du 6 avril 1934 (*J. O.* du 8 avril, p. 3626).

CULTURES (Ravageurs des). — Voir **FRAUDES**, 3.

D

DÉBITS DE BOISSONS DANS LES RÉGIONS SINISTRÉES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter

l'article unique de la loi du 14 novembre 1921, modifiant l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915, sur le rétablissement de certains débits de boissons dans les régions sinistrées. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 3 [12 janvier], p. 17. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène [18 janvier], p. 54. — M. Henry Merlin dépose le rapport N° 51 [6 février], p. 101. — Renvoi, pour avis, à la Commission des départements libérés des conclusions du rapport ci-dessus [8 mars], p. 370. — M. Henry Bourdeaux dépose l'avis de la Commission des départements libérés, N° 231 [13 mars], p. 433. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission de l'hygiène, par M. Fernand Merlin. Observations de MM. Henry Merlin, *Président et Rapporteur de la Commission de l'Administration*, et Lugol, *Président de la Commission des départements libérés de l'invasion*. Contre-projet de M. Henry Bourdeaux: M. Lugol, *Président de la Commission des départements libérés de l'invasion*. Adoption (se substituant à l'article unique de la proposition de loi) [22 juin], p. 769. — Promulgation: Loi du 29 juillet 1934 (*J. O.* des 30 et 31 juillet, p. 7850).

DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION (Extension à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, du décret-loi du 5 novembre 1926). — Voir **COLONIES**, 2.

DECLASSEMENT DE L'ENCEINTE DE GUELMA. — Voir **ALGÉRIE**, 3.

DECORATIONS SANS TRAITEMENT (Aéronautique militaire. — Réserves). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 3 juin 1931 fixant le nombre des décorations sans traitement destinées aux militaires des réserves des forces aériennes (aéronautique militaire). Renvoi à la Commission des récompenses nationales et, pour avis, à la Commission de l'air, N° 312 [29 mai], p. 582. — M. Bergeon dépose le rapport N° 362 [14 juin], p. 670. — M. Bergeon dépose l'avis de la Commission de l'air, N° 371 [14 juin], p. 671. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juin], p. 890. — Promulgation: Loi du 30 juin 1934 (*J. O.* des 15; 16 et 17 juillet, p. 7211).

DECORATIONS AVEC TRAITEMENT (Aéronautique militaire. — Active). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 31 mars 1931 portant création de contingents de décorations avec traitement, destinées à récompenser le personnel des forces aériennes provenant de l'aéronautique militaire. Renvoi à la Commission des récompenses nationales et, pour avis, à la Commission de l'air, N° 346 [8 juin], p. 646. — M. Bergeon dépose le rapport de la Commission des récompenses nationales N° 384 [19 juin], p. 707. — M. Bergeon dépose l'avis de la Commission de l'air, N° 385 [19 juin], p. 707. — M. le général Hirschauer dépose l'avis de la Commission des finances, N° 411 [22 juin], p. 769. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juin], p. 890. — Promulgation: Loi du 29 juin 1934 (*J. O.* des 15, 16 et 17 juillet, p. 7211).

DEFENSE NATIONALE.

Programme de travaux. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un programme de travaux concernant la défense nationale. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de

l'armée, à la Commission de la marine et à la Commission de l'air, N° 375 [19 juin], p. 688. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 413 [25 juin], p. 792. — M. Bergeon dépose l'avis de la Commission de la marine N° 420. M. Albert Mahieu dépose l'avis de la Commission de l'air, N° 429 [26 juin], p. 813. — M. Paul Bénazet dépose l'avis de la Commission de l'armée, N° 431 [26 juin], p. 833. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur de la Commission des finances*; Paul Bénazet, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; Bergeon, *Rapporteur de la Commission de la marine*; Hachette, Albert Mahieu, *Rapporteur de la Commission de l'air*; Louis Tissier, le Maréchal Pétain, *Ministre de la Guerre*; Guinand, *Secrétaire général du Ministère de la Guerre, Commissaire du Gouvernement*; le Général Denain, *Ministre de l'Air*; Connevot, Rio, *Président de la Commission de la marine*; Pétri, *Ministre de la Marine*; A. de La Grange, Gaston Menier, le Général Hirschauer et J.-P. Rambaud. Discussion des articles du projet de loi. Art. 1^{er} (Etat A): M. Chassaing. Adoption. Art. 2 à 10 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin], p. 845. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (*J. O.* du 7 juillet, p. 6819).

Loi de finances. — Modification de la date de production aux Commissions des finances des états de contrôle et de la situation des crédits intéressant la défense nationale (Art. 37 et 38). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

Voir **CRÉDITS**, 5, 12.

DEMARCHAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation du démarchage (N° 453 de 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 69. — M. LeManc dépose au nom de la Commission de législation le rapport N° 294 [17 mai], p. 554.

DENREES ALIMENTAIRES STOCKÉES. — Voir **ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES**.

DEPARTEMENTS. — Voir **FONDS DE SUBVENTION**. — **HABITATIONS A BON MARCHÉ**.

DEPARTEMENTS LIBRES DE L'INVASION. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 2.

DEPENSES BUDGETAIRES (Vote global des. — Dérogation exceptionnelle à l'article 30 de la loi du 16 septembre 1871). — Voir **BUDGET DE 1934**.

DEPENSES DE CERTAINES COMMISSIONS DU SENAT. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 9.

DEPENSES PUBLIQUES. — Réglementation du dépôt des projets de loi entraînant une augmentation des dépenses publiques (art. 70). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

DEPOTS DANS LES ETUDES NOTARIALES. — Voir **ETUDES NOTARIALES**.

DEPUTES (Scrutin pour l'élection des). — Proposition de loi de M. Camille Reboul, tendant à établir un nouveau mode de scrutin pour les élections des députés. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de: 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer, pour la Chambre des Députés, le mandat de six ans avec renouvellement par tiers tous les deux ans; 2^o la proposition de loi de MM. Louis Soulié, Drivet et Mario Rouston ayant pour objet de rétablir le scrutin uninominal pour l'élection des députés, N° 568 [8 novembre], p. 1129.

DIFFAMATION (Répression de la). — Dépôt par M. Henry Chéron d'une proposition de loi, tendant à réprimer la diffamation par des réparations civiles. Renvoi à la Commission de législation, N° 576 [13 novembre], p. 1135.

DISSIDENTS DES PERE ET MERE DU FUTUR EPOUX MINEUR. — Voir CODE CIVIL, 1.

DISSOLUTION DES ASSOCIATIONS POUR INFRACTION DE PORT D'ARMES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. François-Labrousse et d'un très grand nombre de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834 et à permettre la dissolution des associations lorsque les dirigeants ont provoqué leurs adhérents à commettre l'infraction de port d'armes ou tout autre crime ou délit. Renvoi à la commission de législation, N° 230 [13 mars], p. 433.

DISSOLUTION DES GROUPES DE COMBAT ET MILICES PRIVEES. — Dépôt, par M. Henry Chéron, d'une proposition de loi tendant à la dissolution des groupes de combat et milices privées. Renvoi à la Commission de législation, N° 574 [13 novembre], p. 1135.

DOMAINE COMMUNAL (Dévolution du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la dévolution du domaine communal en cas de suppression de commune à la suite du rachat de son territoire par l'Etat en exécution de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919 (N° 406, année 1932). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — Ajournement de la 1^{re} délibération [7 juin], p. 631; [12 juin], p. 653. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances, par M. Schrameck, N° 400. Discussion générale: MM. Raoul Péret, Rapporteur de la Commission de l'Administration, et Lecourtier, Rapporteur de la Commission des départements libérés de l'invasion. Nouvelle rédaction de la Commission: Art. 1^{er}: MM. Rogé et Raoul Péret, Rapporteur de la Commission de l'Administration. Adoption. Art. 2 et 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 juin], p. 742.

DOMMAGES DE GUERRE. — Voir CONVENTIONS, 12.

DOUANES.

1 — **Charcuterie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 7 juillet 1932 modifiant les droits de douane applicables à certains produits de charcuterie (N° 459, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — Promulgation: Loi du 9 janvier 1934 (J. O. du 13 janvier, p. 354).

2 — **Brosserie française.** — Proposition de loi tendant à modifier les articles 644 et 644 bis du tarif douanier. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — Promulgation: Loi du 16 janvier 1934 (J. O. du 20 janvier, p. 538).

3 — **Bas et chaussettes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 1^{er} avril 1932 qui a réglementé l'importation des bas et chaussettes de coton et de soie artificielle (N° 709, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 25. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport, au nom de la Commission des douanes (N° 18) [18 jan-

vier], p. 55. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 284. — Promulgation: Loi du 3 mars 1934 (J. O. du 4 mars, p. 2226). — Voir DOUANES, 57.

4 — **Indochine. — Cuir et chaussures en caoutchouc.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 5 juillet 1932, demandant la non-application dans cette colonie de la loi du 21 mars 1932 relevant les droits de douane afférents à certains articles en cuir et aux chaussures en caoutchouc. Renvoi à la Commission des douanes, N° 24 [19 janvier], p. 70. — M. Toy-Riont dépose le rapport N° 493 [3 juillet], p. 971. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 décembre], p. 1181.

5 — **Service des douanes à la gare internationale de Mondorf.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention réglant le service des douanes à la gare internationale de Mondorf, signée à Paris, le 30 janvier 1929, entre la France et le Luxembourg (N° 398, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71; (Session extraordinaire), p. 24. — Promulgation: Loi du 22 janvier 1934 (J. O. du 24 janvier, p. 666).

6 — **Thé.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane applicables au thé (N° 589, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Achille Naudin dépose le rapport au nom de la Commission des douanes, N° 33 [25 janvier], p. 77. — M. Messimy dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 62 [15 février], p. 111. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 février], p. 132. — Promulgation: Loi du 3 mars 1934 (J. O. du 4 mars, p. 2226).

7 — **Bois communs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 26 mars 1932 qui a relevé les droits de douane sur certaines catégories de bois communs (N° 698, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Edouard Néron dépose le rapport au nom de la Commission des douanes, N° 34 [25 janvier], p. 77. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 284. — Promulgation: Loi du 19 mars 1934 (J. O. du 21 mars, p. 2382).

8 — **Guadeloupe. — Chevaux, mulets.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1932 portant rejet de la délibération de la Commission coloniale du Conseil général de la Guadeloupe du 3 septembre 1932 demandant, par dérogation aux dispositions de la loi du 13 juillet 1932, le maintien au tarif spécial de la colonie des droits sur les chevaux, mulets et ânes (N° 439, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 58. — M. Leblanc dépose, au nom de la Commission des colonies, l'avis N° 37 [25 janvier], p. 77. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 284. — Promulgation: Loi du 27 mars 1934 (J. O. du 14 avril, p. 3826).

9 — **Oxydes de cobalt.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés,

tendant à fixer la situation tarifaire des oxydes de cobalt (N° 672, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Victor Lourties dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 48 [30 janvier], p. 94.

10 — **Produits dérivés du blé.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 novembre 1932 qui a relevé les droits de douane applicables à certains produits dérivés du blé (N° 243, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 70. — M. Beaumont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 53 [6 février], p. 102. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 513. — Promulgation: Loi du 25 mars 1934 (J. O. des 26/27 mars, p. 3114).

11 — **Figues.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane sur les figues (N° 600, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Rogé dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 68 [15 février], p. 111. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 481. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (J. O. du 8 juillet, p. 6851).

12 — **Indochine. — Tissus de soie pure. — Papiers d'origine étrangère.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 février 1931, approuvant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 30 août 1930, relative au relèvement des droits de douane inscrits, en tarif minimum, au tarif spécial indochinois sur les tissus de soie pure et les papiers d'origine étrangère (N° 331, année 1932). — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 77 [19 février], p. 117. — M. Gautherot dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 474 [29 juin], p. 883. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1034. — Promulgation: Loi du 4 août 1934 (J. O. du 8 août, p. 8259).

13 — **Indochine. — Chevaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 25 février 1933 rejetant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine en date du 31 octobre 1932 demandant, par dérogation à la loi du 13 juillet 1932, le maintien des droits actuels du tarif spécial des douanes de la colonie sur les chevaux (entiers ou hongres) et juments, mules et mulets et baudets étalons (N° 649, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 78 [19 février], p. 117. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 284. — Promulgation: Loi du 27 mars 1934 (J. O. du 14 avril, p. 3826).

14 — **Guyane. — Chevaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 25 février 1933 rejetant la délibération de la Commission permanente du conseil général de la Guyane, en date du 27 octobre 1932, demandant, par dérogation à la loi du 13 juillet 1932, le maintien des droits actuels du tarif spécial des douanes de la colonie sur les chevaux, mules et mulets (N° 650, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission

des douanes, le rapport N° 79 [19 février], p. 117. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 284. — Promulgation: Loi du 27 mars 1934 (*J. O.* du 14 avril, p. 3826).

15 — **Beurres.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier les décrets du 27 septembre 1932 et du 27 février 1933 portant relèvement des droits de douane sur les beurres (N° 495, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71; (Session extraordinaire), p. 25. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 121. — Promulgation: Loi du 4 mars 1934 (*J. O.* du 7 mars, p. 2386).

16 — **Accessoires de tubes isolateurs pour l'électricité.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification des droits de douane en ce qui concerne les accessoires de tubes isolateurs pour l'électricité (N° 349, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 70; (Session extraordinaire), p. 24. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 février], p. 121. — Promulgation: Loi du 5 mars 1934 (*J. O.* du 6 mars, p. 2338).

17 — **Graisses de suint, bitumes et asphaltes.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à apporter certaines modifications au tarif douanier en ce qui concerne les graisses de suint, les bitumes et asphaltes et les graisses industrielles. Renvoi à la Commission des douanes (N° 619, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Eugène Chanal dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 97 [22 février], p. 152. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 424. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (*J. O.* des 19 et 20 mars, p. 2821).

18 — **Porcs, viandes de porc et produits dérivés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 26 mars 1931 qui a relevé les droits de douane en ce qui concerne les porcs, viandes de porc et produits dérivés (N° 690, année 1932). — M. Beaumont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 103 [22 février], p. 163.

19 — **Articles de sparterie.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant au relèvement des droits de douane sur les articles de sparterie (N° 823, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71. — Promulgation: Loi du 20 février 1934 (*J. O.* du 24 février, p. 1858).

20 — **Compteurs de tours d'électricité, etc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification du n° 505 du tarif douanier: Compteurs de tours d'électricité, de gaz, d'eau, de filature, etc. Renvoi à la Commission des douanes, N° 123 [26 février], p. 201. — M. Gaston Japy dépose le rapport N° 251 [15 mars], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 mai], p. 570. Promulgation: Loi du 20 juin 1934 (*J. O.* du 22 juin, p. 6178).

21 — **Biscuits, pain et biscottes grillés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 octobre 1923 qui a relevé les droits de douane applicables aux biscuits dits de fantaisie ou de luxe, ainsi

qu'au pain et aux biscuits grillés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 127 [27 février], p. 241. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 147 [28 février], p. 307. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 480. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (*J. O.* du 18 mars, p. 2788).

22 — **Cafés décaféinés.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de créer dans le tarif général des douanes une nouvelle position concernant les cafés décaféinés. Renvoi à la Commission des douanes, n° 129 [27 février], p. 243. — M. Rogé dépose le rapport N° 401 [21 juin], p. 747. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [5 juillet], p. 1032.

23 — **Modification, par décrets, du tarif douanier.** — 1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, donnant au Gouvernement le droit de modifier par décrets le tarif douanier. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la commission des finances, N° 153 [28 février], p. 311. — M. Jean Jacqy dépose et lit le rapport N° 156. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la commission des finances, par M. Marcel Régnier, N° 157. Observations de MM. Charles Dumont, Edmond Cavillon, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*, et Lamoureux, *Ministre du Commerce*. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 313. — Promulgation: Loi du 2 mars 1934 (*J. O.* du 8 mars, p. 2178).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger la loi du 28 février 1934 qui a donné au Gouvernement le pouvoir de modifier par décret le régime douanier. Renvoi à la Commission des douanes, N° 650 [20 décembre], p. 1461. — M. Edouard Néron dépose et lit le rapport N° 668. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 décembre], p. 1504. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1934 (*J. O.* du 1^{er} janvier, p. 2).

24 — **Admission temporaire des tissus.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du régime de l'admission temporaire des tissus (N° 667, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — M. Gaston Japy dépose le rapport N° 232 [13 mars], p. 441. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 514. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1934 (*J. O.* des 9 et 10 juillet, p. 6946).

25 — **Indochine. — Beurres frais ou fondus.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 janvier 1934, qui a approuvé la délibération du 30 septembre 1933 de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine demandant la modification du tarif douanier des beurres frais ou fondus. Renvoi à la Commission des douanes, N° 255 [15 mars], p. 490. — Retrait du projet de loi [26 juin], p. 812.

26 — **Indochine. — Beurres.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 mai 1933 rejetant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 7 janvier 1933 concernant le régime douanier des

beurres. Renvoi à la Commission des douanes, N° 257 [15 mars], p. 490. — M. Beaumont dépose le rapport N° 507 [3 juillet], p. 997. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 décembre], p. 1182. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1934 (*J. O.* des 30 et 31 décembre, p. 13137).

27 — **Régime douanier colonial.** — Voir COLONIES, 4, 5.

28 — **Indochine. — Chlorure de sodium.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 25 février 1933 approuvant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 31 octobre 1932, demandant la non-application à la colonie de la loi du 20 juillet 1932 portant relèvement des droits de douane sur le chlorure de sodium (N°s 0164 et 0165 du tarif). Renvoi à la Commission des douanes, N° 258 [15 mars], p. 491. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 490 [3 juillet], p. 971. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 décembre], p. 1181. — Promulgation: Loi du 30 décembre 1934 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1935, p. 3).

29 — **Indochine. — Poteries cuites en grès.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 janvier 1934 qui a approuvé la délibération du 30 septembre 1933 de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine demandant le retour à la nomenclature et aux droits du tarif métropolitain en ce qui concerne les positions 338, 339 et 340 relatives aux poteries cuites en grès. Renvoi à la Commission des douanes, N° 260 [15 mars], p. 491. — Retrait du projet de loi [26 juin], p. 812.

30 — **Madagascar. — Rétablissement de droits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 28 février 1933 approuvant la délibération des délégations économiques et financières de Madagascar, en date du 21 octobre 1932, tendant à rétablir les droits de douane en vigueur dans la métropole sur certains articles bénéficiant, à leur importation dans la colonie, d'une tarification spéciale. Renvoi à la Commission des douanes, N° 261 [15 mars], p. 491. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 292 [17 mai], p. 554. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juin], p. 619. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1934 (*J. O.* du 6 juillet, p. 6787).

31 — **Indochine. — Huiles minérales et dérivés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 21 février 1933 approuvant la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, du 1^{er} décembre 1932, portant modification du tarif douanier indochinois en ce qui concerne les huiles minérales et leurs dérivés, leur mode de taxation et le régime de leurs contenants. Renvoi à la Commission des douanes, N° 262 [15 mars], p. 491. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 291 [17 mai], p. 554. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juin], p. 618. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1934 (*J. O.* du 6 juillet, p. 6787).

32 — **Guyane. — Récipients métalliques importés pleins d'huiles minérales.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier une délibération du conseil général de la Guyane relative à l'inscription au tarif spé-

cial de la colonie des réceptifs métalliques importés pleins d'huiles minérales, dérivés et résidus. Renvoi à la Commission des douanes, N° 263 [15 mars], p. 490. — Retrait du projet de loi [26 juin], p. 812.

33 — **Indochine. — Froment, épeautre, méteil et dérivés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 2 janvier 1930 approuvant une délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine tendant à maintenir en vigueur les droits inscrits au tarif spécial de la colonie sur le froment, l'épeautre, le méteil et leurs dérivés (N° 759, année 1932). — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 253 [15 mars], p. 491.

34 — **Produits dérivés du blé ou des produits féculents.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé ou des produits féculents (N° 478, année 1932). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 25. — M. Tournan dépose l'avis de la Commission des finances, N° 183 [8 mars], p. 371. — 1^{re} délibération. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 513. — Promulgation: Loi du 25 mars 1934 (J. O. des 26-27 mars, p. 3114).

35 — **Caoutchouc. — Produits coloniaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant: 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2° à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers (N° 609, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 24. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: Amendement de M. Hachette. Renvoi du projet à la Commission [6 mars], p. 514. — Suite de la discussion. Urgence déclarée. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendement de M. Hachette: MM. Hachette et Jean Bose, *Rapporteur de la Commission des douanes*. Rejet. Adoption de l'article. Adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi [26 juin], p. 829.

36 — **Vins de Porto et de Madère.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 27 avril 1933 modifiant les droits de douane applicables aux vins de Porto et de Madère. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 272. Observations de M. Dalbiez [16 mars], p. 505. — M. Edouard Néron dépose et lit le rapport N° 274. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Dalbiez, Pierre Rameil, Mario Roustan et James Hennessy. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Yves Le Trocquer, N° 275. Suite de la discussion générale: MM. Gasnier-Duparc et Louis Barthou, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 515. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (J. O. du 18 mars, p. 2788).

37 — **Régime douanier des zones franches.** — Voir CRÉDITS, 3.

38 — **Indochine. — Produits de la vallée du Mékong.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ten-

dant à ratifier le décret du 19 mars 1932 supprimant la franchise des droits de douane aux produits (autres que le poivre) de la vallée du Mékong et de ses affluents, introduits en Indochine par la voie du fleuve. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 304 [24 mai], p. 578. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 453 [28 juin], p. 841.

39 — **Indochine — Prunes et pruneaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 novembre 1932 rejetant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 5 août 1932, demandant la non-application, dans cette colonie, de la loi du 20 avril 1932 portant relèvement des droits de douane sur les prunes et les pruneaux. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 306 [24 mai], p. 578. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 455 [28 juin], p. 841.

40 — **Indochine. — Extrait de quebracho.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} juin 1932 portant approbation de la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 13 février 1932, relative à une modification du tarif douanier indochinois en ce qui concerne l'extrait de quebracho. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 307 [24 mai], p. 578. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 454 [28 juin], p. 841.

41 — **Vins importés en fiasques, etc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le n° 171 bis du tarif douanier en ce qui concerne les vins importés en fiasques, en bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues. Renvoi à la Commission des douanes, N° 343 [7 juin], p. 642. — M. Decroze dépose le rapport N° 421 [26 juin], p. 813. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1033. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1934 (J. O. du 19 juillet, p. 7314).

42 — **Importation de certaines marchandises étrangères.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 26 août 1933 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 350 [12 juin], p. 650. — M. Beaumont dépose le rapport N° 494 [3 juillet], p. 971. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 décembre], p. 1181. — Promulgation: Loi du 3 janvier 1934 (J. O. du 5 janvier, p. 116).

43 — **Surtaxe compensatrice des changes. — Norvège.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 avril 1933 qui a supprimé la surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires de la Norvège. Renvoi à la Commission des douanes, N° 382 [19 juin], p. 707. — M. Néron dépose le rapport N° 449 [28 juin], p. 841. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1032. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1934 (J. O. du 29 juillet, p. 7786).

44 — **Décret du 29 mars 1933. — Importations de certains produits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à ratifier le décret du 20 mars 1933 qui a contingenté provisoirement les importations d'un certain nombre de produits ou marchandises. Renvoi à la Commission des douanes, N° 383 [19 juin], p. 707. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 467 [29 juin], p. 883. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 juillet], p. 1005. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1934 (J. O. du 18 juillet, p. 7266).

45 — **Conserves de fruits.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à augmenter les droits de douane sur certaines catégories de conserves de fruits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 387 [21 juin], p. 712. — M. Louis Tissier dépose le rapport N° 410 [22 juin], p. 769. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Louis Tissier, *Rapporteur de la Commission des douanes*. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [25 juin], p. 792. — Promulgation: Loi du 28 juin 1934 (J. O. du 29 juin, p. 6442).

46 — **Modification de droits sur divers produits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane applicables à divers produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 396 [21 juin], p. 728. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 412 [25 juin], p. 792. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 juillet], p. 1003. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1934 (J. O. du 19 juillet, p. 7315).

47 — **Indochine. — Filets pour la manutention des colis.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1932, portant approbation de la délibération de la Commission permanente du Conseil de Gouvernement de l'Indochine, relative à une modification à apporter à la position n° 437 du tarif concernant les filets pour la manutention des colis ou autres usages, N° 226. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 74. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 395 [21 juin], p. 728.

48 — **Régime douanier des vins. — « Modus vivendi » du 4 mars 1932.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'avenant au *modus vivendi* du 4 mars 1932, signé à Paris le 8 mai 1933, concernant le régime douanier des vins. Renvoi à la Commission des douanes, N° 405 [22 juin], p. 768. — M. Néron dépose le rapport N° 448 [28 juin], p. 841. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1034. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1934 (J. O. du 19 juillet, p. 7314).

49 — **Huiles de graissage pour horlogerie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant spécialisations dans le tarif des douanes des huiles de graissage pour horlogerie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 406 [22 juin], p. 768. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 422 [26 juin], p. 813. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1032. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1934 (J. O. du 22 juillet, p. 7434).

50 — **Décret du 15 mars 1934. — Divers produits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ten-

dant à ratifier le décret du 15 mars 1934 qui a modifié les droits de douane applicables à divers produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 407 [22 juin], p. 768. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 468 [29 juin], p. 883. — 1^{re} délibération Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [4 juillet], p. 1004. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1934 (J. O. du 19 juillet, p. 7317).

51 — **Instruments de dessin.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à transformer les droits de douane *ad valorem* applicables aux articles 634 *ter* A en droits spécifiques (instruments de dessin). Renvoi à la Commission des douanes, N° 437 [26 juin], p. 833. — M. Georges Ulmo dépose le rapport N° 446 [28 juin], p. 841.

52 — **Dérivés du pétrole et autres.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tarif douanier applicable aux dérivés du pétrole et autres, inscrits sous les n°s 197 *bis*, 198 et 198 *ter* des articles 1^{er} et 4 de la loi du 16 mars 1928, en vue de corriger, en ce qui concerne notre industrie nationale de production de l'espece, les répercussions des lois du 17 mars 1934 (taxe unique) et du 28 février 1934 (art. 13, 14 et 15 relatifs aux gas-oils). Renvoi à la Commission des douanes, N° 438 [28 juin], p. 840. — M. Néron dépose le rapport N° 451 [28 juin], p. 841. — M. Charles Dumont dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [3 juillet], p. 997. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet], p. 1033. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1934 (J. O. du 20 juillet, p. 7347).

53 — **Surtaxes de change.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver le décret du 27 décembre 1933 relatif à l'établissement de surtaxes de change. Renvoi à la Commission des douanes, N° 512 [4 juillet], p. 1002.

54 — **Pommes de terre et féculés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 20 janvier 1935 modifiant les droits de douane applicables aux pommes de terre et aux féculés de pommes de terre. Renvoi à la Commission des douanes, N° 536 [5 juillet], p. 1066.

55 — **Inde française. — Boissons de fruits secs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} juin 1932 portant approbation de la délibération du Conseil général des Etablissements français dans l'Inde, en date du 19 décembre 1931, tendant à prohiber, sous la dénomination de vins, l'importation dans cette colonie des boissons fabriquées avec des raisins secs, des figues, des dattes et autres produits analogues. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 570 [13 novembre], p. 1134. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 623 [13 décembre], p. 1216.

56 — **Admission temporaire des graisses animales, oléo-margarines, etc.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux graisses animales, oléo-margarines, huiles et graisses de poisson, huiles fixes, graisses végétales alimentaires destinées à entrer dans la fabrication de l'acide oléique, de l'acide stéarique, des glycérides, des savons, des bougies, des margarines et graisses alimentaires. Renvoi à la Commission des douanes, N° 602 [4 décembre], p. 1180. — Renvoi, pour avis, à la

Commission de l'agriculture [13 décembre], p. 1234.

57 — **Bas et chaussettes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 5 mars 1934 réglementant l'importation des bas et chaussettes de coton et de soie artificielle. Renvoi à la commission des douanes, N° 621 [11 décembre], p. 1206.

58 — **Fruits et graines oléagineux; matières grasses et dérivés.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 6 août 1933 portant tarification des fruits et graines oléagineux, des matières grasses et de leurs dérivés, N° 680. Voir Table de 1933, p. 24. — M. Capus dépose le rapport N° 624 [13 décembre], p. 1216.

59 — **Schistes bitumineux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et à convertir en loi le décret du 26 avril 1934 instituant un droit de douane sur les schistes bitumineux. Renvoi à la Commission des douanes, N° 641 [19 décembre], p. 1422.

60 — **Huiles légères de houille brute et benzols.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et à convertir en loi le décret du 28 avril 1934 modifiant le tarif douanier des huiles légères de houille brutes et des benzols. Renvoi à la Commission des douanes, N° 642 [19 décembre], p. 1422.

61 — **Tarification douanière des compteurs et des espadrilles. — Accord avec la Suisse.** — Voir CONVENTIONS, 9.

DOUBLES IMPOSITIONS. — Voir CONVENTIONS, 11, 31

DRIT DE QUAI (Huiles de pétroles brutes). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant classement des huiles de pétroles brutes dans la dernière des deux catégories de marchandises visées par l'article 6 de la loi du 28 mars 1928 par les droits de quai (N° 666, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 25. — Promulgation: Loi du 17 janvier 1934 (J. O. du 18 janvier, p. 466).

DRIT DE REPONSE EN MATIERE D'AFFICHAGE. — Dépôt, par M. Henry Chéron, d'une proposition de loi, tendant à réglementer le droit de réponse en matière d'affichage. Renvoi à la Commission de législation, N° 579 [13 novembre], p. 1135.

DUBAIL (Général). — Voir FUNÉRAILLES.

E

EUX-DE-VIE NATURELLES. — Voir APPELLATIONS D'ORIGINE, 2.

ECHANGE DE TERRAINS ENTRE L'ETAT ET LA COMMUNE DE LEGE (Gironde). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et la commune de Lège (Gironde) (N° 501, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 25. — Promulgation: Loi du 17 janvier 1934 (J. O. du 19 janvier, p. 506).

ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION. — Voir PARIS.

ECOLE POLYTECHNIQUE (Avancement de certains élèves de l'). — Voir ARMÉE, 5.

ECOLE. — Grosses réparations des bâtiments scolaires. — Subventions de l'Etat (art. 39). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12, 610.)

ECOLES RURALES (Fermeture d'). — Voir INTERPELLATIONS, 12.

ECONOMIE FRANÇAISE (Rétablissement de l'activité économique). — Voir INTERPELLATIONS, 10.

ECONOMIES. — Autorisation donnée au Gouvernement d'opérer des économies par décrets (art. 36). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

EDUCATION PHYSIQUE. — Voir RÉOLUTIONS, 10.

ELECTIONS. — M. Hachette dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Maine-et-Loire. Admission de M. DE LA GRANDIERE [18 janvier], p. 54. — M. Cabart-Danneville dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département d'Oran. Admission de M. ROUX-FRESSINEX [18 janvier], p. 54. — M. Leblanc dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Mayenne. Admission de M. LE PELLETIER [25 janvier], p. 78. — M. Gaston Gaudaire dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Indre-et-Loire. Admission de M. PAUL GERMAIN [22 février], p. 153. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Vosges. Admission de M. BARBIER [29 mai], p. 582. — M. Gaston Rogé dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Aisne. Admission de M. RUTLART DE VERNEUIL [12 juin], p. 650. — M. Henry Bourdeaux dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Tarn-et-Garonne. Admission de M. BOUTSIOS [6 décembre], p. 1194. — M. Bahaud-Lacroze dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Charente-Inférieure. Admission de M. CARRÉ-BONVALET [6 décembre], p. 1194. — M. Alfred Brand dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Loir-et-Cher. Admission de M. CAMILLE CHAUTEAUX [20 décembre], p. 1447.

ELECTIONS DES DEPUTES (Nouveau mode de scrutin). — Voir DÉPUTÉS.

ELECTRICITE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Création d'une Commission d'études en vue d'organiser la distribution de l'énergie électrique (art. 18). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution, par l'Office national du crédit agricole, d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 82). — Maximum des engagements que le Ministre des Travaux publics est autorisé à contracter en vue d'accorder des annuités remboursables aux organismes collectifs et aux entreprises de transport d'énergie électrique (art. 97). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations

en vue de l'attribution par l'Office national du crédit agricole d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 94). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*). — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution par l'Office national du crédit agricole, d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 82). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

ELEVAGE. — Voir INTERPELLATIONS, 15. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — RÉSOLUTIONS, 7.

EMPLOIS RÉSERVÉS (Droit de préférence aux victimes de la guerre). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 janvier 1933 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés (N° 705, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 25. — Renvoi pour avis à la Commission d'administration des conclusions du rapport de M. Lancien [12 janvier], p. 17. — Renvoi à la Commission de l'armée des conclusions du rapport de M. Lancien [30 janvier], p. 94. — M. Jean Taurines dépose, au nom de la Commission de l'armée, l'avis N° 110. Urgence déclarée [23 février], p. 173. — M. Louis Linÿer dépose l'avis N° 162. Urgence déclarée [2 mars], p. 326. — M. Babaud-Lacroze dépose l'avis de la Commission des finances N° 240. Urgence déclarée [14 mars], p. 449. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Babaud-Lacroze, *Rapporteur de la Commission des finances*; Rivollet, *Ministre des Pensions*, et le général Hirschauer. Art. 1^{er}: amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Jean Taurines, *Rapporteur de la Commission de l'armée*, et Rivollet, *Ministre des Pensions*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2: amendement de M. Robert Thoumyre: retrait. Demande de suppression de l'article, par M. Messimy et plusieurs de ses collègues: MM. Jean Taurines, le général Bourgeois, Babaud-Lacroze, *Rapporteur de la Commission des finances*; le général Stuhl et Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Adoption, au scrutin. Art. 3: demande de disjonction de l'article, par M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Rivollet, *Ministre des Pensions*, et Babaud-Lacroze, *Rapporteur de la Commission des finances*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 4: demande de suppression de l'article, par M. Messimy et plusieurs de ses collègues: M. Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 5: MM. Auguste Mounié et Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. 1^{er} alinéa: adoption. 2^e alinéa: amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Gasnier-Duparc et Auguste Potté. Retrait. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 6: demande de suppression de l'article, par M. Messimy et plusieurs de ses collègues: retrait. Adoption de l'article. Amendement de M. Robert Thou-

myre: MM. Robert Thoumyre et Lancien, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Retrait. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 juin], p. 674. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1934 (*J. O.* du 4 juillet, p. 6706).

Voir ALGÉRIE, 5, 6. — COMMIS D'INSPECTION. — COMMISSION DES EMPLOIS RÉSERVÉS.

EMPRUNT AUTRICHIEN. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la conversion de l'emprunt autrichien 1923-1943. Renvoi à la Commission des finances, N° 530 [5 juillet], p. 1049. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport, N° 554. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1082. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1934 (*J. O.* du 20 juillet, p. 7346).

EMPRUNTS COLONIAUX. — Voir COLONIES, 19, 20, 21.

ENERGIE ELECTRIQUE (Production et distribution). — Voir INTERPELLATIONS, 5.

ENFANTS NÉS HORS MARIAGE. — Voir TUTELLE.

ENFANTS DE TROUPE. — Suppression des allocations accordées au titre des enfants de troupe laissés dans leurs familles (art. 45). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

ENSEIGNEMENT (Inspection médicale dans les établissements d'). — Voir SANTÉ PUBLIQUE.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIAL (Abrogation de la loi sur l'). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'abrogation de la loi du 21 juin 1865 sur l'enseignement secondaire spécial, N° 350. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 73. — M. Alexandre Bachelet dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport, N° 338 [7 juin], p. 630.

ENTREPOT FICTIF DANS CERTAINS PORTS DE LA COLONIE DE MADAGASCAR. — Voir COLONIES, 9.

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer le contrôle et l'existence des entrepôts frigorifiques et la déclaration des denrées alimentaires stockées (N° 625, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 73; (Session extraordinaire), p. 25. — Renvoi, à la Commission de la marine, des conclusions du rapport de M. Neuville [19 février], p. 117. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: amendement de MM. Coucoureux et Monsservin: MM. Coucoureux, Neuville, *Rapporteur*; Raynaldy, Fernand David et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2 et 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [25 juin], p. 802. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1934 (*J. O.* du 6 juillet, p. 6786).

EPARGNE.

1 — **Entreprises faisant appel à l'épargne.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de soumettre à la surveillance et au contrôle de l'Etat certaines entreprises faisant appel à l'épargne (N° 672, année 1931). — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Com-

mission des finances, N° 182 [8 mars], p. 371. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: Amendements de MM. Rolland et Lesaché: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2: adoption. Art. 3: Amendements de MM. Rolland et Lesaché: adoption. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 512. — Promulgation: Loi du 31 mars 1934 (*J. O.* des 2, 3, 4 avril, p. 3442).

2 — **Protection de l'épargne.** — Voir SOCIÉTÉS. — INTERPELLATIONS, 17.

EPEAUTRE ET DERIVES. — Voir DOUANES, 33.

EQUIPEMENT RURAL (Travaux d'). — Voir RÉSOLUTIONS, 13.

ESCROQUERIE. — Voir CODE PÉNAL, 2.

ESPADRILLES. — Voir CONVENTIONS, 9.

ESPIONNAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat (N° 370, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 73. — Promulgation: Loi du 26 janvier 1934 (*J. O.* des 29 et 30 janvier, p. 915).

ESSENCES. — Taxation des gas oils (art. 14 à 16). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

ETABLISSEMENT THERMAL DE BOURBON-ARCHAMBAULT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la concession de l'établissement thermal de Bourbon-Archambault (Allier), N° 610. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 27. — M. Rolland dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport, N° 321 [31 mai], p. 598. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 361 [14 juin], p. 671. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Rolland, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 juin], p. 746. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1934 (*J. O.* du 29 juillet, p. 7786).

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMDES. — Dépôt d'un projet de loi, tendant à compléter la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée par la loi du 20 avril 1932, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Renvoi à la commission de l'administration, N° 222 [13 mars], p. 419.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS (Prix de journée). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation du prix de journée dans les établissements hospitaliers. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 622 [13 décembre], p. 1216.

ETABLISSEMENTS MARITIMES (Diminution du chômage). — Voir MARINE MARCHANDE.

ETALONS (Dépôt de Perpignan). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926 portant suppression du Dépôt d'étalons de Perpignan, N° 649. Voir Table de 1927, p. 330. — M. Neuville dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport, N° 636 [15 décembre], p. 1292.

ETAT (Participation à de grands travaux contre le chômage). — Voir CHÔMAGE.

ETAT CIVIL (Mentions en marge des actes de P). — Voir COLONIES, 8.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE (Doublés impositions). — Voir CONVENTIONS, 31.

ETUDES NOTARIALES (Dépôts dans les). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à garantir le remboursement des dépôts effectués dans les études notariales (N° 572, année 1932). — Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 73. — Promulgation: Loi du 25 janvier 1934 (J. O. du 27 janvier, p. 786).

ETUDIANTS (Entrée dans les facultés de médecine). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Portmann ayant pour but de réglementer l'entrée des étudiants dans les facultés de médecine. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 436 [26 juin], p. 833.

EVRAU (Côtes-du-Nord). — Voir LES CHAMPS-GÉRAUX.

EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1937 A PARIS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'organisation à Paris, en 1937, d'une exposition internationale. Renvoi à la Commission des finances, N° 344 [8 juin], p. 646. — M. Tournan dépose le rapport N° 379 [19 juin], p. 688. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale. MM. Tournan, *Rapporteur de la commission des finances*; André Morizet, Mario Roustan, Henry de Jouvenel, Lamoureux, *Ministre du Commerce*, et Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendement de MM. Jean Philip et Boivin-Champeaux; MM. Jean Philip, Aimé Berthod, *Ministre de l'Éducation nationale*; Boivin-Champeaux, André Morizet, Auguste Mounié, Lamoureux, *Ministre du Commerce*; François Labrousse, Marcel Régnier, *Rapporteur de la Commission des finances*, et Fernand David. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Art. 2 à 10: adoption. Art. 11: adoption. Disposition additionnelle, proposée par M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues: MM. Léon Perrier et Lamoureux, *Ministre du Commerce*. Retrait. Adoption des articles 12 à 15 et dernier, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 juin], p. 814. Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (J. O. du 7 juillet, p. 6821. Rectificatif, J. O. du 13 juillet, p. 7061).

Voir INTERPELLATIONS, 8.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE BRUXELLES EN 1935. — Voir CRÉDITS, 7.

EXPOSITIONS. — Ouverture d'un crédit d'engagement de 300.000 fr. pour assurer la participation de la France à la 3^e exposition internationale du feu et de la sécurité (art. 43). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018).

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE. — Voir COLONIES, 12.

F

FACULTES DE MEDECINE (Entrée des étudiants dans les). — Voir ETUDIANTS.

FAILLITE (Résiliation du bail en cas de). — Voir LOYERS.

FAUSSES NOUVELLES (Répression des). — Dépôt par M. Henry Chéron d'une proposition de loi tendant à réprimer les fausses nouvelles. Renvoi à la Commission de la législation, N° 577 [13 novembre], p. 1135.

FAUX MONNAYAGE. — Voir CONVENTIONS, 33.

FÉGULES DE POMMES DE TERRE. — Voir DOUANES, 54.

FERMIERS SORTANTS. — Voir BLÉS REPORTÉS.

FEY-EN-HAYE (Meurthe-et-Moselle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Pont-à-Mousson la commune de Fey-en-Haye, qui dépend actuellement du canton de Thiaucourt (département de Meurthe-et-Moselle). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 524 [4 juillet], p. 1024.

FIGUES. — Voir DOUANES, 11.

FILETS POUR LA MANUTENTION DES COLIS. — Voir DOUANES, 47.

FILOUTERIES ALIMENTAIRES. — Proposition de loi de M. Henry Chéron tendant à réprimer plus sévèrement les filouteries alimentaires prévues par l'article 401, paragraphe 4, du code pénal. Renvoi à la Commission de législation, N° 10 [16 janvier], p. 34.

FINANCES LOCALES (Aménagement des). — Voir INTERPELLATIONS, 3.

FLEURS ET HERBES A PARFUM. — Voir PLANTES A PARFUM.

FONCTIONNAIRE (Titre d'ancien). — Voir RÉCLAME FINANCIÈRE.

FONCTIONNAIRES DANS LA REPUBLIQUE (Rôle des). — Voir INTERPELLATIONS, 7.

FONCTIONNAIRES DETACHES DE LA METROPOLE (Tunisie). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler vis-à-vis de l'État français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés dans le cadre tunisien. Renvoi à la commission des finances, N° 528 [5 juillet], p. 1049.

FONDS DE CAPITALISATION DES ASSURANCES SOCIALES. — Voir RÉSOLUTIONS, 13.

FONDS DE COMMERCE.

1 — **Débiteurs de prix d'acquisition.** — Proposition de loi de M. Thoumyre tendant à étendre à tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce les avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933 en faveur des souscripteurs de billets de fonds (N° 633, année 1933). — Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 27. — M. Lugol dépose, au nom de la Commission de législation, un avis, N° 38 [25 janvier], p. 77. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des sceaux, ministre de la justice*. Article unique: MM. Caillier, *Rapporteur*; Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'article modifié. Amendement (article additionnel) de M. Lugol: MM. Lugol et Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Lugol, *Président de la*

Commission de législation; Boivin-Champeaux, Manuel Fourcade et Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*. Retrait. Adoption de l'amendement de M. Lugol modifié. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi tendant à étendre à tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce les avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933 en faveur des souscripteurs de billets de fonds, et modifiant l'article 8 de la loi du 12 juillet 1933* [23 février], p. 176. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à étendre à tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce les avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933, en faveur des souscripteurs de billets de fonds, et modifiant l'article 8 de la loi du 12 juillet 1933. Renvoi à la commission du Commerce et, pour avis, à la Commission de législation, N° 174 [8 mars], p. 370. — M. Caillier dépose et lit le rapport N° 278. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. François-Saint-Maur et Robert Thoumyre. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [16 mars], p. 528. — Promulgation: Loi du 19 mai 1934 (J. O. du 24 mai, p. 5082).

2 — **Règlement des billets de fonds de commerce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 5 juillet 1933 sur le règlement des billets de fonds de commerce (N° 618, année 1933). Voir: Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 20. — M. Louis Linÿer dépose l'avis de la Commission de législation, N° 64 [15 février], p. 111. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la justice*; Curral et Raynaldy. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 février], p. 181. — Promulgation: Loi du 26 février 1934 (J. O. du 28 février, p. 1986).

3 — **Règlement des prix des fonds de commerce. — Revision des baux commerciaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à proroger et compléter les dispositions des lois des 5 juillet 1933 et 19 mai 1934 concernant le règlement des prix des fonds de commerce. Renvoi à la Commission du commerce, N° 486 [3 juillet], p. 971. — M. Caillier dépose et lit le rapport N° 548. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Delhoume. Art. 1^{er}: MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*; Lucien Lamoureux, *Ministre du Commerce*, et Renaudot. Art. 2 à 6 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1072. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (J. O. du 7 juillet, p. 6824).

FONDS PROVISIONNEL (Attribution de secours aux victimes des calamités publiques). — Voir CALAMITÉS PUBLIQUES.

FONDS DE SUBVENTION (Exercice 1934). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1934). Renvoi à la Commission des finances, N° 533 [5 juillet], p. 1066. —

M. Marcel Régner dépose et lit le rapport N° 555. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 1086. — Promulgation: Loi du 17 août 1934 (J. O. du 19 août, p. 8714).

FORETS (Incendies de). — Voir INTERPELLATIONS, 16.

FORETS PRIVEES. — Voir REBOISEMENT.

FRAIS DE TRANSPORT DANS LES VENTES DE MARCHANDISES. — Voir CHIFFRE D'AFFAIRES.

FRAUDES.

1 — **Soie et tissus de soie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la répression des fraudes dans la vente de la soie et des tissus de soie. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de l'Agriculture, N° 331 [7 juin], p. 630. — M. Louis Serre dépose le rapport N° 377 [19 juin], p. 688. — M. Eugène Rouart dépose l'avis de la Commission de l'Agriculture, N° 399 [21 juin], p. 742. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Louis Serre, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Art. 1^{er}: adoption. Disposition additionnelle, proposée par M. Marcel Plaisant: MM. Marcel Plaisant, Robert Thoumyre, Jean Bose, Gaston Bazile, Justin Godart et Louis Serre, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Rejet, au scrutin. Art. 2 et 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1052. Promulgation: Loi du 8 juillet 1934 (J. O. du 11 juillet, p. 6996)

2 — « **Guignolet** ». — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la répression des fraudes sur le « Guignolet » (N° 688, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 27. — M. Babin-Chevaye dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 394 [21 juin], p. 728. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [22 novembre], p. 1140. — Promulgation: Loi du 28 janvier 1935 (J. O. du 31 janvier, p. 1202).

3 — **Produits pour la destruction des ravageurs des cultures.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la répression des fraudes dans le commerce des produits utilisés pour la destruction des ravageurs des cultures (insecticides, antieryptogamiques, etc.). Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 565 [8 novembre], p. 1129.

4 — **Savons.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la répression des fraudes dans le commerce des savons (N° 519, année 1928). Voir Table de 1928, p. 385. — Rejet de la question préalable [4 décembre] p. 1181.

— Voir FRUITS VÉREUX.

FROMENT ET DERIVES. — Voir DOUANES, 33.

FRONTIERES (installation d'usines dans la zone défensive des). — Voir ARMÉE, 6.

FRUITS ET GRAINES OLEAGINEUX. — Voir DOUANES, 58.

FRUITS VÉREUX (Répression de la vente des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer la loyauté du commerce des fruits et légu-

mes et à réprimer la vente des fruits véreux, N° 675. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 27. — M. Eugène Rouart dépose, au nom de la Commission de l'Agriculture, le rapport N° 300 [24 mai], p. 570. — M. Bender dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 378 [19 juin], p. 688. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Louis Tissier et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption des articles. Sur l'ensemble: MM. Eugène Rouart, *Rapporteur*; Turbat, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et Joseph Caillaux. Adoption de l'ensemble du projet de loi [25 juin], p. 805. — Promulgation: Loi du 29 juin 1934 (J. O. du 1^{er} juillet, p. 6538).

FUNERAILLES DU GENERAL DUBAIL, Grand Chancelier de la Légion d'honneur.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant des funérailles aux frais de l'Etat au général Dubail, grand chancelier de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission des Finances, N° 195 [8 mars], p. 389. — M. Manuel Fourcade dépose le rapport N° 359 [14 juin], p. 670. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 juin], p. 728. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (J. O. du 8 juillet, p. 6851).

G

Gardes Champêtres (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle).

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la suspension et à la révocation des gardes champêtres dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 96, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 27. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 janvier], p. 79.

GAS OILS. — Taxation des gaz oils (art. 14 à 16). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

GASSIN. — Voir LA CROIX.

GAZOGENES. — Exonération de la taxe à la circulation en faveur des véhicules automobiles fonctionnant à l'aide des moteurs à combustion interne alimentés par gazogènes ou par gaz comprimés (art. 59). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

GEMME. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme et à l'utilisation des produits résineux. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission de l'Agriculture, N° 109 [23 février], p. 173. — M. Victor Lourties dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 117 [23 février], p. 195. — M. Armand Calmel dépose l'avis de la Commission de l'Agriculture, N° 125 [26 février], p. 226. — M. Marcel Régner dépose l'avis de la Commission des finances, N° 206 [9 mars], p. 395. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Victor Lourties, *Rapporteur de la Commission des douanes*; Armand Calmel, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Marcel Régner, *Rap-*

porteur de la Commission des finances; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [13 mars], p. 433 et suiv. — Ajournement de la suite de la discussion: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture* [14 mars], p. 466. — Suite de la discussion. Désignation d'un membre du Gouvernement. Discussion générale: MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Armand Calmel, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Nouvelle rédaction de la Commission des douanes: MM. Louis Tissier et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*, et Chapsal, *Président de la Commission des douanes*. Adoption. Art. 2: Amendement de M. Marcel Régner: MM. Marcel Régner, Chapsal, *Président de la Commission des douanes*. Eugène Milliès-Lacroix et Paul Laffont. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Marcel Régner. Adoption (devenant l'art. 2). Art. 3: sans objet. Art. 4: Amendement de M. Marcel Régner: adoption (devenant l'art. 3). Art. 5: MM. Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Pineau, *Directeur de l'Office du Gouvernement*, et Eugène Milliès-Lacroix. Adoption du 1^{er} alinéa. Suppression du 2^e alinéa. Adoption du 3^e alinéa modifié et de l'ensemble de l'article 5 (devenant l'art. 4). Art. 6 et 7 (devenant les art. 5 et 6): adoption. Sur l'ensemble: M. Victor Lourties. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouveau intitulé: « *Projet de loi portant création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme.* » [15 mars], p. 481, 491. — Promulgation: Loi du 21 mars 1934 (J. O. du 22 mars, p. 2915).

GENEROSITE PUBLIQUE (Appels à la).

— Proposition de loi de M. Georges Faugère, relative aux appels faits à la générosité publique (N° 317, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 74. — M. Serlin dépose, au nom de la Commission d'administration, le rapport N° 163 [2 mars], p. 326.

GOVERNEMENT. — Voir POUVOIRS PUBLICS.

GRAISSES. — Voir DOUANES, 17, 56.

GRANDES ECOLES. — Entretien du gros œuvre des bâtiments de l'école nationale des mines, de l'école des ponts et chaussées et de l'école des mines de Saint-Etienne (art. 40). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

GRANDS TRAVAUX CONTRE LE CHOMAGE. — Voir CHOMAGE.

GROUPES DU SENAT. — J. O. du 20 janvier, p. 555, 556. F. N° 6.

GUADELOUPE. — Voir COLONIES, 2, 6, 7, 8, 12. — DOUANES, 8.

GUELMA (Déclassement de l'enceinte de). — Voir ALGÉRIE, 3.

GUIGNOLET. — Voir FRAUDES, 2.

GUYANE. — Voir DOUANES, 14, 32. — RHUM.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

1 — Programme de constructions. —

Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'achèvement du programme de construction d'habitations à bon marché et de logements à loyers moyens, prévu par la loi du 13 juillet 1928. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 121 [26 février], p. 201. — M. Robert Thoumyre dépose le rapport N° 249 [15 mars], p. 473. — M. Robert Thoumyre dépose un rapport supplémentaire N° 314 [29 mai], p. 582. — M. Anatole Manceau dépose l'avis de la Commission des finances, N° 336 [7 juin], p. 630. — Ajournement de la discussion [21 juin], p. 744. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Robert Thoumyre, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Anatole Manceau, *Rapporteur de la Commission des finances*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Lefas, Auguste Mounié, Mauger et Louis Marin, *Ministre de la Santé publique*. Art. 1^{er} à 4: adoption. Art. 5: MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Anatole Manceau, *Rapporteur de la Commission des finances*. Amendement de M. Anatole Manceau: retrait. Adoption de l'article. Art. 6: adoption. Art. 7: amendement de M. Anatole Manceau: MM. Anatole Manceau et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article. Article additionnel proposé par MM. Sari, Fourcade et Mounié: MM. Emile Sari, Robert Thoumyre, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Louis Marin, *Ministre de la Santé publique*; Anatole Manceau, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*, et Manuel Fourcade. Adoption (devenant l'article 8). Observations de MM. Auguste Mounié et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 juin], p. 770. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1934 (*J. O.* du 29 juillet, p. 7786).

2 — Privilège au profit des communes et des départements. — Proposition de loi de M. Emile Sari et plusieurs de ses collègues tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes de construction d'habitations à bon marché (N° 228, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 74. — Renvoi, pour avis, à la Commission des Finances [12 janvier], p. 17.

3 — Modification de la législation. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions de la législation sur les habitations à bon marché (art. 4, 5 et 6). Renvoi à la Commission des Finances, N° 478 [29 juin], p. 910.

HARAS.

Suppression d'emplois. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926 portant suppression d'emplois dans le personnel des haras, N° 235. Voir Table de 1927, p. 396. — M. Neuville dépose au nom de la Commission d'Agriculture, le rapport N° 587 [27 novembre], p. 1148. — 1^{re} délibération. Dé-

claration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 décembre], p. 1206. — Promulgation: Loi du 10 janvier 1935 (*J. O.* du 11 janvier, p. 314).

Loi de finances. — Réduction de l'effectif des étalons nationaux (art. 66). — Suppression d'emplois dans le personnel de l'administration des haras (art. 67). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

Voir ETALONS.

HAUSSE INJUSTIFIEE DES PRIX. — Article 9 bis disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réforme fiscale. M. Marcel Régner dépose et lit le rapport N° 527. Demande de discussion immédiate. Discussion immédiate ordonnée. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission de Législation, par M. Lémery: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; Armand Calmel et Antoine Borrel. Rejet. Renvoi de la suite de la discussion à l'après-midi du même jour [5 juillet], p. 1047. — Suite de la discussion des conclusions du rapport de M. Marcel Régner sur l'article 9 bis disjoint du projet de loi portant réforme fiscale. Discussion générale: MM. René Héry, Raoul Péret, Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la Justice*; Anatole Manceau, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*, et Lefas. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. *Nouvel intitulé*. « Proposition de loi tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix » [5 juillet], p. 1049.

HONGRIE (Protection et assistance judiciaire). — Voir CONVENTIONS, 28.

HOTELIER (Créance de l'). — Voir CODE PÉNAL, 1.

HUILES (Minérales; de graissage pour horlogerie; de poisson; légères de houille brutes; de pétrole brutes). — Voir DOUANES, 31, 49, 56, 60. — DROIT DE QUAI.

HUILES DE SCHISTE, DERIVES DU PETROLE ET HUILES MINERALES (Taxe unique). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique en ce qui concerne les huiles de schiste et autres roches bitumineuses, de tourbes et lignites, les huiles lourdes et produits dérivés du pétrole et d'autres huiles minérales (N° 673, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 27. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [30 janvier], p. 94. — M. Marcel Régner dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 61 [15 février], p. 111. — M. Edouard Néron dépose l'avis de la Commission des douanes, N° 181 [8 mars], p. 371. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. d'Andlau et Germain-Martin, *Ministre des finances*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 mars], p. 477. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (*J. O.* des 19 et 20 mars, p. 2818).

HUITRES ET AUTRES COQUILLAGES (Salubrité des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, habilitant les agents du contrôle sanitaire de l'office scientifique et technique des pêches maritimes et certains agents relevant du Ministère de la Santé publique à dresser procès-verbal des infractions qu'ils constatent au règlement d'adminis-

tration publique du 31 juillet 1923 sur la salubrité des huîtres et autres coquillages et, en général, à la réglementation sanitaire applicable aux huîtres et autres coquillages. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 288 [15 mai], p. 537. — M. Even dépose le rapport N° 440 [28 juin], p. 841. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1060. — Promulgation: Loi du 12 août 1934 (*J. O.* du 18 août, p. 8682).

HYGIENE (Organisation générale de l'). — Voir SANTÉ PUBLIQUE.

HYPOTHEQUÉ FLUVIALE. — Voir BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE.

I

IMMATRICULATION DES BATEAUX DE NAVIGATION INTERIEURE. — Voir BATEAUX.

IMMEUBLE DOTAL. — Voir COLONIES, 8.

IMMEUBLES. — Voir COPROPRIÉTÉ. — PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES.

IMMIGRATION AGRICOLE. — Rattachement au Ministère du Travail des attributions du Ministère de l'Agriculture concernant l'immigration agricole et forestière et son contrôle (Art. 48). (Loi de Finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

IMPOT SUR LES BENEFICES DES PROFESSIONS NON COMMERCIALES. — Simplification des formalités pour les contribuables assujettis au secret professionnel (Art. 6) (Loi de Finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

IMPOT FONCIER.

Constructions nouvelles. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger l'application de l'exemption d'impôt foncier et des taxes locales prévus en faveur des constructions nouvelles destinées à l'habitation. Renvoi à la Commission des finances, N° 685 [22 décembre], p. 1565.

Loi de finances. — Modification des règles concernant les dégrèvements (Art. 11). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

IMPOT GENERAL SUR LE REVENU. — Majoration de 10 p. 100 de l'impôt (Art. 7). (Loi de Finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

IMPOTS. — Autorisation de perception (Art. 2). (Loi de Finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Autorisation de perception (Art. 2) (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

Voir PRIVILEGE DU TRÉSOR. — RÉSOLUTIONS, 5.

INCENDIE (Défense contre l'). — Voir ARMÉE, 4.

INCENDIES DE FORETS. — Voir INTERPELLATIONS, 16.

INCIDENTS.

1 — MM. Henry Chéron et Gautherot (Fixation de la date de la discussion de leurs interpellations) [12 janvier], p. 18.

2 — MM. Cornudet et Henry-Rénger, *Président de la Commission des affaires*

étrangères (Audition du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères devant la Commission des affaires étrangères) [6 février], p. 101.

3 — M. René Héry (Fixation de l'ordre du jour) [5 juillet], p. 1049.

4 — MM. Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* (Tenue d'une séance de nuit) [5 juillet], p. 10.

INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duplantier ayant pour objet de compléter l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928 (Incompatibilités parlementaires). Renvoi à la Commission de législation, N° 6 [12 janvier], p. 17. — M. Dauthy dépose le rapport N° 173 [6 mars], p. 364.

INDE FRANÇAISE. — Voir DOUANES, 55.

INDOCHINE. — Voir COLONIES, 19, 21. — DOUANES, 4, 12, 13, 25, 26, 28, 29, 31, 33, 38, 39, 40, 47.

INDUSTRIES MARITIMES. — Voir MARINE MARCHANDE.

INGENIEUR DIPLOME (Titre d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé (N° 292, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 75; (Session extraordinaire), p. 28. — Ajournement de la 1^{re} délibération [8 mars], p. 388. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Cuminal, *Rapporteur de la Commission de l'enseignement*; Robert Thoumyre, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Yves Le Trocquer, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*, et Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*. Art. 1^{er}: Adoption du 1^{er} alinéa. Amendement de M. Pujes: MM. Pujes, Cuminal, *Rapporteur de la Commission de l'enseignement*; Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*, et Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*. Retrait. Adoption du 2^e alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 2: MM. Yves Le Trocquer, François-Saint-Maur et Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption. Art. 3: MM. Yves Le Trocquer, Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*, et François de Wendel. Adoption. Art. 4 à 6: adoption. Art. 7: MM. Yves Le Trocquer, Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*, et Rio, *Président de la Commission de la marine*. Adoption. Art. 8: Amendement de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*; Louis Tissier, Raoul Péret et Cuminal, *Rapporteur de la Commission de l'enseignement*. Retrait. Demande de suppression de l'article: Adoption. Art. 9: MM. François-Saint-Maur, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Yves Le Trocquer, Fèvre, Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*, et Pujes. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Rédaction nouvelle proposée par M. Le Trocquer: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 10 et 11: adoption. Art. 12: M. Yves Le Trocquer: adoption. Art. 13 à 18 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: MM. Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Aimé Berthod, *Ministre de l'Education nationale*, et Yves Le Trocquer. Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 mars], p. 397. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1934 (J. O. du 13 juillet, p. 7058; Erratum: J. O. du 8 novembre, p. 14114).

INSOUMISSION. — Voir ARMÉE, 8.

INSPECTION MEDICALE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT. — Voir SANTÉ PUBLIQUE.

INSTITUT FRANÇAIS DE LONDRES. — Voir CRÉDITS, 6.

INSTRUMENTS DE DESSIN. — Voir DOUANES, 51.

INTERET LEGAL (Taux de l'). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à porter au taux des avances de la Banque de France le taux de l'intérêt légal en matière commerciale (N° 427, année 1926). Voir Table de 1926, p. 565. — Rejet de la question préalable [4 décembre], p. 1181.

INTERMEDIAIRE EN BOURSE. — Proposition de loi tendant à réglementer la profession d'intermédiaire en Bourse (N° 258, année 1927). Voir Table de 1927, p. 410. — Rejet de la question préalable [4 décembre], p. 1181.

INTERMEDIAIRES EN PROCES D'ACCIDENTS. — Voir ACCIDENTS.

INTERPELLATIONS.

1 — Politique extérieure:

1^o Interpellation de M. Armbruster sur le développement que M. le Ministre des Affaires étrangères compte donner à sa politique extérieure à la suite des événements internationaux qui ont compromis si gravement l'œuvre de paix pour laquelle la France a fait déjà de si nombreux sacrifices (Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 28);

2^o Interpellation de M. Henry Lémery à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre des Affaires étrangères sur la politique générale et sur les déclarations du Gouvernement concernant la situation extérieure (Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 28);

3^o Interpellation de M. Marcel Plaisant sur la politique extérieure du Gouvernement (Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 28);

4^o Interpellation de M. Lucien Hubert sur la politique extérieure du Gouvernement [11 janvier], p. 9;

5^o Interpellation de M. le général Bourgeois sur la politique extérieure [11 janvier], p. 9.

Discussion des interpellations fixée au 12 janvier [11 janvier], p. 9. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement: MM. Armbruster, Lémery, Marcel Plaisant et Lucien Hubert. Renvoi de la suite de la discussion des interpellations à la prochaine séance [12 janvier], p. 18. — Suite de la discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement: MM. le général Bourgeois, Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*; Gautherot, Alexandre Millerand et Henry de Jouvenel [16 janvier], p. 34. — Suite de la discussion: MM. François Labrousse, Paul Laffont et Henry Lémery. Clôture de la discussion. Ordres du jour: 1^o de M. Henry Lémery et de plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Henry Bérenger et de plusieurs de ses collègues. Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Henry Lémery. Sur les ordres du jour: MM. Henry Bérenger, *Président de la Commission des affaires étrangères*; Camille Chautemps, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur*, et Henry Lémery. Retrait de la demande de priorité. Explica-

tions de votes: MM. le comte de Blois et François-Saint-Maur. Question de confiance sur l'ordre du jour de M. Henry Bérenger. Adoption, au scrutin, de cet ordre du jour [18 janvier], p. 55.

2 — **Respect des institutions républicaines.** — **Ordre dans la rue.** — Demande d'interpellation de M. Henry Chéron sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'ordre dans la rue et le respect des institutions républicaines. Fixation ultérieure de la date de discussion [12 janvier], p. 17. — Fixation de la date: MM. Henry Chéron et Camille Chautemps, *Président du conseil*, *Ministre de l'Intérieur*. Fixation de la discussion au vendredi 19 janvier [18 janvier], p. 54. — MM. Henry Chéron et Camille Chautemps, *Président du conseil*, *Ministre de l'Intérieur*. Ordre du jour de M. Henry Chéron: adoption [19 janvier], p. 70.

3 — **Aménagement des finances locales.** — **Patentes.** — Demande d'interpellation de M. Louis Linyer à M. le Ministre du Budget sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, sans attendre la réforme des impositions départementales et communales, pour réaliser un meilleur aménagement des finances locales et une plus juste répartition des charges fiscales, plus particulièrement en ce qui concerne la patente. Fixation ultérieure de la date de la discussion [25 janvier], p. 78. — Rappel de l'interpellation: Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100; [15 février], p. 110.

4 — **Syndicat « national » des instituteurs publics.** — Rappel de l'interpellation de M. Gautherot à M. le Président du conseil sur les doctrines antinationales et les motions révolutionnaires que vient d'acclamer le syndicat « national » des instituteurs publics. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 28. — M. Gautherot intervient sur la fixation de la date de la discussion. Fixation au jeudi 1^{er} février [25 janvier], p. 78. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100.

5 — **Energie électrique.** — Demande d'interpellation de M. Mollard à M. le Ministre des Travaux publics sur: 1^o la production et la distribution de l'énergie électrique en France; 2^o les prix de vente de cette énergie, plus spécialement les barèmes et index utilisés pour déterminer ces prix. Fixation ultérieure de la date de la discussion [25 janvier], p. 78. — Rappel de l'interpellation: Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100; [15 février], p. 110. — Fixation au jeudi 8 mars de la date de la discussion [2 mars], p. 326. — Discussion. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement: MM. Mollard, Yves Le Trocquer, de Courtois, P.-E. Flandin, *Ministre des Travaux publics*, et de Courtois. Adoption de l'ordre du jour de M. Mollard et de plusieurs de ses collègues [8 mars], p. 371, 381.

6 — **Rupture de l'entente douanière avec le Portugal.** — Rappel de l'interpellation de M. Gasnier-Duparc, sur les conséquences d'ordre économique et sans doute politique qu'est susceptible d'entraîner la rupture de l'entente douanière avec le Portugal. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 76; (Session extraordinaire), p. 28. — Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100; [15 février], p. 110.

7 — **Rôle des fonctionnaires dans la République.** — Rappel de l'interpellation de M. Armand Calmel, adressée au Gouvernement sur la conception du rôle des fonctionnaires dans la République. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire),

p. 28. — Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100; [15 février], p. 110. — Reprise de l'interpellation de M. Armand Calmel sur la conception du rôle des fonctionnaires dans la République. Sur la date de la discussion: M. Armand Calmel. Fixation ultérieure de la date de discussion [13 novembre], p. 1134.

8 — **Exposition de 1937.** — Rappel de l'interpellation de M. François Labrousse à MM. les Ministres du Commerce et de l'Éducation nationale sur les conditions de réalisation de l'Exposition projetée en 1937. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 28. — Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100; [15 février], p. 110.

9 — **Scandale des bons du Crédit municipal de Bayonne.** — Demande d'interpellation de M. Hervev, à M. le Président du conseil, sur les liens qui rattachent la résidence générale du Maroc et la direction de la Comédie-Française au scandale des bons du Crédit municipal de Bayonne. Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 100.

10 — **Rétablissement de l'activité économique.** — Demande d'interpellation de M. Fernand David à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre du Commerce sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour aider au rétablissement de l'activité économique de la France sans accepter la dévaluation de sa monnaie et sans laisser déprécier la valeur de la production nationale qui supporte les charges fiscales et sociales du pays et qui alimente sa fortune. Sur la date de la discussion: M. Fernand David. Fixation au 27 novembre de la date de la discussion [13 novembre], p. 1132. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. MM. Fernand David, Antoine Borrel, Edouard Néron, Henry Merlin, Marchandeu, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, et Marcel Régner, *Ministre de l'Intérieur*. Ordre du jour de MM. Fernand David, Beaumont et Edouard Néron: adoption [27 novembre], p. 1148 et suiv.

11 — **Crise agricole et mévente du bétail.** — Demande d'interpellation de M. Joseph Faure à M. le Président du conseil sur la crise agricole et la mévente du bétail. Fixation au mardi 27 novembre de la date de la discussion [13 novembre], p. 1132.

12 — Fermeture d'écoles rurales:

1° Demande d'interpellation de M. Connevot à M. le Ministre de l'Éducation nationale sur: 1° la fermeture des écoles dans certaines communales rurales; 2° l'application de la circulaire du 28 juin 1934 qui tend à ne plus permettre aux institutrices d'enseigner dans les écoles de garçons; 3° les changements trop fréquents, dans les écoles de nombreuses communes rurales, de maîtres et de maîtresses, ce qui nuit gravement à l'enseignement des élèves. Sur la date de la discussion: MM. Connevot, Mallarmé, *Ministre de l'Éducation nationale* [13 novembre], p. 1133.

2° Demande d'interpellation de M. Jules Hayaux à M. le Ministre de l'Éducation nationale sur la fermeture de certaines écoles rurales et le grand dommage causé à la paysannerie française par cette mesure. Sur la date de la discussion: MM. Mallarmé, *Ministre de l'Éducation nationale*, et Jules Hayaux.

Discussion des interpellations fixée au jeudi 29 novembre [13 novembre], p. 1193. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouverne-

ment. MM. Connevot, Hayaux, Mallarmé, *Ministre de l'Éducation nationale*: Antoine Borrel et François-Saint-Maur. Adoption, après modification, de l'ordre du jour de MM. Connevot et Hayaux [29 novembre], p. 1166.

13 — **Réduction des subventions pour travaux communaux.** — Demande d'interpellation de M. Antoine Borrel à M. le Président du Conseil sur les conséquences néfastes pour les communes rurales de la réduction du taux des subventions pour travaux communaux, réduction qui rend impossible l'exécution de projets de première urgence susceptibles d'enrayer la dépopulation des campagnes. Sur la date de la discussion: M. Antoine Borrel. Fixation de la discussion au mardi 27 novembre [13 novembre], p. 1134. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. MM. Fernand David, Antoine Borrel, Edouard Néron, Henri Merlin, Marchandeu, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, et Marcel Régner, *Ministre de l'Intérieur*. Ordre du jour de MM. Fernand David, Beaumont et Edouard Néron: adoption [27 novembre], p. 1148 et suiv.

14 — **Cession à l'Italie de territoires français.** — Demande d'interpellation de M. Roux-Freissineng à M. le Ministre des Affaires Étrangères sur le projet de cession à l'Italie de territoires français au Sud de la Tripolitaine. Sur la date de la discussion: M. Roux-Freissineng. Fixation ultérieure de la date de la discussion [13 novembre], p. 1134.

15 — **Crise de l'élevage.** — Demande d'interpellation de M. Beaumont sur la crise de l'élevage et l'écart qui règne entre les prix de la viande à la production et les prix à la consommation. Sur la date de discussion: MM. Beaumont et Cassez, *Ministre de l'Agriculture*. Fixation de la date de discussion au mardi 27 novembre [13 novembre], p. 1133.

16 — **Incendies de forêts.** — Demande d'interpellation de M. Louis Martin à M. le Ministre de l'Agriculture sur la question des incendies de forêts, particulièrement sur les points suivants: 1° quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre et quelles conseille-t-il pour prévenir ces incendies; 2° quelles mesures envisage-t-il pour lutter contre eux; 3° quelles pour favoriser la reconstitution des surfaces détruites. Fixation ultérieure de la date de discussion [13 novembre], p. 1134.

17 — **Protection de l'épargne.** — Demande d'interpellation de M. Lesaché sur le concours que le Gouvernement entend apporter pour le vote rapide des réformes tendant à protéger l'épargne, réformes que le Sénat a votées en 1924 pour la protection des obligataires et en juin 1934 pour la protection des actionnaires. Fixation ultérieure de la date de discussion [22 novembre], p. 1140. — Fixation au mardi 4 décembre [29 novembre], p. 1166. — Discussion. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. MM. Lesaché et Georges Pernot, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. M. Lesaché demande l'ordre du jour pur et simple. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [4 décembre], p. 1182.

18 — **Transport des bois sciés. — Tarifs différentiels.** — Demande d'interpellation de M. Edouard Néron sur les mesures que M. le Ministre des Travaux publics compte prendre pour mettre un terme aux inégalités flagrantes qui ont été créées entre certains départements, desservis par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, par la

mise en application de tarifs différentiels de mars et de novembre 1934 en ce qui concerne le transport des bois sciés. Fixation ultérieure de la date de discussion [19 décembre], p. 1422.

INVALIDES DE LA MARINE (Établissement national des). — Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine (art. 69). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine (art. 50). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

ITALIE. — Voir CONVENTIONS, 34. — INTERPELLATIONS, 14.

J

JERUSALEM (Aliénation d'une parcelle de terrain à). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation au Ministre des Affaires Étrangères d'aliéner à l'amiable une parcelle de terrain appartenant à la France, N° 520. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 28. — Promulgation: Loi du 16 janvier 1934 (*J. O.* du 17 janvier, p. 442).

JEUX. — Prorogation de divers prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos (art. 41). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

JEUX OLYMPIQUES DE BERLIN EN 1936. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la participation de la France aux jeux olympiques de Berlin en 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 402 [22 juin], p. 768. — M. Marcel Régner dépose le rapport N° 445 [28 juin], p. 841. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 943. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1934 (*J. O.* du 19 juillet, p. 7317).

JURY (Code d'instruction criminelle. — Association du jury dans l'application de la peine). — Voir COLONIES, 6.

L

LEGE (Gironde). — Voir ECHANGE DE TERRAINS.

LEGION D'HONNEUR.

Ministère des colonies. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre des Colonies un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission des récompenses nationales nommée le 23 mars 1926, N° 281 [15 mai], p. 536.

Combattants volontaires de l'aéronautique militaire. — Guerre 1914-1918. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des combattants volontaires ayant servi dans l'aéronautique militaire pendant la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales et, pour avis, à la Commission de

l'air, N° 313 [29 mai], p. 582. — M. Bergeon dépose le rapport N° 408 et l'avis de la Commission de l'air, N° 409 [22 juin], p. 769. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juin], p. 890. — Promulgation: Loi du 1^{er} juillet 1934 (*J. O.* des 15, 16 et 17 juillet, p. 7241).

Voir RÉCLAME FINANCIÈRE

LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLES MILITAIRES (Mutilés de guerre de la marine). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant, en ce qui concerne les mutilés de guerre, les dispositions de la loi du 21 mars 1932, fixant le contingentement de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'armée active. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, N° 19 [18 janvier], p. 55. — M. Bergeon dépose le rapport N° 54 [6 février], p. 101. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 511. — Promulgation: Loi du 20 mars 1934 (*J. O.* du 22 mars, p. 2915).

LEGISLATION CIVILE (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 1^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de législation, N° 561 [6 juillet], p. 1100. — M. Eccard dépose le rapport N° 607 [4 décembre], p. 1180. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Discussion générale: MM. Eccard, Rapporteur; Georges Pernot, Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le général Hirschauer. Retrait d'un amendement de MM. le général Hirschauer et le général Stuhl. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [17 décembre], p. 1320. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1934 (*J. O.* des 26 et 27 décembre, p. 12770).

LEGISLATION MINIERE (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'introduction de la législation minière française dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N° 765, année 1931). — M. Gaston Bazile, dépose, au nom de la Commission des mines, le rapport N° 124 [26 février], p. 226. — 1^{re} délibération. Observation de M. le général Hirschauer. Ajournement de la délibération [17 mai], p. 554. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Gaston Bazile, Rapporteur. Art. 1^{er} à 3, adoption. Amendement de M. le général Hirschauer: M. le général Stuhl. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3 complété. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 mai], p. 571.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 2.

LIBERTÉ SURVEILLÉE AUX ANTILLES ET A LA RÉUNION. — Voir TRIBUNAUX POUR ENFANTS.

LICENCE D'IMPORTATION DES BLES. — Voir RÉSOLUTIONS, 15.

LICENCES D'IMPORTATION. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits con-

tingentés (art. 41). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

LIMITES D'ÂGE. — Modification de la limite d'âge des officiers de l'armée de l'air (art. 54). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

LINICULTURE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Encouragement à la culture du lin (art. 62). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Encouragement à la culture du lin, du chanvre et de l'olivier (art. 47). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

LITHUANIE. — Voir CONVENTIONS, 3.

LOCATAIRES. — Voir LOYERS.

LOCATAIRES (Responsabilité en cas d'incendie). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Bender relative à la responsabilité des locataires en cas d'incendie. Renvoi à la Commission de législation, N° 70 [15 février], p. 411.

Voir CODE CIVIL, 3.

LOCATAIRES COMMERÇANTS MENACÉS D'EXPULSION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 1^{er} avril 1933 les dispositions de la loi du 10 mars 1932 maintenant provisoirement dans les lieux les locataires commerçants menacés d'expulsion (N° 853, année 1932). Vote de la question préalable [19 février], p. 417.

LOCATION-VENTE (Contrats de). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler à la vente ou à l'attribution prévues à l'article 41 de la loi du 13 juillet 1928 les contrats de location-vente ou de location-attribution. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 217 [13 mars], p. 419.

LOCAUX D'HABITATION. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 143. Urgence déclarée [28 février], p. 285. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 333 [7 juin], p. 630. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, Rapporteur de la Commission de législation; Lefas, Henry Chéron, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Louis Linyer. Article unique: adoption. Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Louis Linyer, Alexandre Israël, Henry Chéron, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Lugol, Président de la Commission de législation. Adoption, au scrutin (devenant l'art. 2). Adoption de l'ensemble de la suppression de loi [12 juin], p. 651. — Promulgation: Loi du 25 juin 1934 (*J. O.* du 26 juin, p. 6314).

LOGEMENTS A LOYERS MOYENS. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

LOGEUR (Créance du). — Voir CODE PÉNAL, 1.

LOI DU 24 JUILLET 1867. — Voir BANQUIER. — Sociétés.

LOI DU 16 SEPTEMBRE 1871 (Dérogation exceptionnelle à l'article 30). — Voir BUDGET DE 1934.

LOI DU 3 JUILLET 1877 (Réquisitions militaires). — Voir ARMÉE, 9.

LOI DU 5 AVRIL 1884 (Modification de l'article 115 de la). — Voir MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ.

LOI DU 30 NOVEMBRE 1892. — Voir MÉDECINE (EXERCICE DE LA).

LOI DU 29 JUIN 1894. — Voir OUVRIERS MINEURS.

LOI DU 20 JUILLET 1895. — Voir COLONIES, 3.

LOI DU 15 FEVRIER 1898. — Voir BROCANTEUR.

LOI DU 12 AOUT 1902. — Voir STAGE NOTARIAL.

LOI DU 5 JUILLET 1917. — Voir BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE.

LOI DU 24 SEPTEMBRE 1919. — Voir TOURISME.

LOI DU 14 NOVEMBRE 1921. — Voir DÉBITS DE BOISSONS.

LOI DU 7 MARS 1925. — Voir SOCIÉTÉS, 1.

LOI DU 27 JUILLET 1927 (Délimitation de la Champagne). — Voir VINS, 1.

LOI DU 31 MARS 1928 (Recrutement. — Insoumission). — Voir ARMÉE, 8.

LOI DU 26 AVRIL 1928. — Voir TRIBUNAUX DE COMMERCE AUX ANTILLES ET A LA RÉUNION.

LOI DU 13 JUILLET 1928. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ. — LOCATION-VENTE.

LOI DU 30 DECEMBRE 1928. — Voir INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES.

LOI DU 9 FEVRIER 1930. — Voir MÉRITE MARITIME.

LOI DU 8 AVRIL 1930. — Voir CALAMITÉS PUBLIQUES.

LOI DU 19 JUIN 1930. — Voir BANQUIER.

LOI DU 5 MARS 1932 (Code d'instruction criminelle). — Voir COLONIES, 6.

LOIS (Vote rapide des). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à rendre plus rapide le vote des lois. Renvoi à la Commission de législation, N° 270 [16 mars], p. 505.

LOIS D'INTERET GENERAL (Application aux colonies et aux territoires sous mandat français). — Voir COLONIES, 40

LONGCHAMP (Courses de nuit sur l'hippodrome de). — Voir SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT.

LOTISSEMENTS. — Travaux relatifs aux routes départementales, aux chemins vicinaux et aux lotissements. Modification du programme de grands travaux prévu par la loi du 7 juillet 1934 (art. 56). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

LOYERS.

Délais aux locataires. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant, en matière de loyer, à accorder des délais au locataire, nonobstant toutes clauses contraires ou résolutives, N° 593. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 29. — M. Jean Bosc dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 57 [6 février], p. 101.

Résiliation de bail en cas de faillite du locataire. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lémyer ayant pour objet de limiter les effets des clauses de résiliation de plein droit du contrat de bail en cas de faillite du locataire. Renvoi à la Commission de législation, N° 282 [15 mai], p. 536.

Dispense de certains travaux pendant la suspension de la majoration des loyers. — Voir PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES.

LUXEMBOURG (Grand-duché de). — Voir CONVENTIONS, 11.

LUZERNE. — Voir SEMENCES.

LYCEE FRANÇAIS DE MONTEVIDEO. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation au Ministre des Affaires étrangères d'allouer pendant quinze ans au lycée français de Montevideo des subventions en vue de son agrandissement. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 198 [9 mars], p. 395. — M. Henry Bérenger dépose le rapport de la Commission des finances, N° 600 [29 novembre], p. 1166.

LYON (Ville de) (Taxe de remplacement). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 10, 12 et 13 de la loi du 28 juin 1901 qui a autorisé la ville de Lyon à établir à son profit diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés. Renvoi à la Commission de l'Administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 221 [13 mars], p. 419. — M. Serlin dépose le rapport N° 235 [14 mars], p. 448. — Discussion. Adoption des articles de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 507. — Promulgation: Loi du 17 mai 1934 (*J. O.* du 18 mai, p. 4906.)

M

MADAGASCAR. — Voir COLONIES, 9. — DOUANES, 30.

MADERE (Vins de). — Voir DOUANES, 36.

MAGASINS A PRIX UNIQUES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la transformation des magasins à prix uniques. Renvoi à la Commission du commerce, N° 172 [6 mars], p. 364. — M. Caillier dépose le rapport N° 514 [4 juillet], p. 1003.

MAGISTRATS (Recrutement et avancement des). — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 1.

MAGISTRATURE (Rajeunissement des cadres de la). — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 2.

MAITRES ARTISANS (Définition légale). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à compléter la définition des maîtres artisans donnée par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 portant création de Chambres de métiers. Renvoi à la Commission du commerce, N° 22. — Urgence déclarée [18 janvier], p. 65. — M. Fèvre dépose le rapport N° 87 [20 février], p. 133. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Article unique: Adoption des deux premiers alinéas. 3^e et dernier alinéa: Amendement de M. Voi-

lin: non soutenu. Adoption du 3^e alinéa et de l'ensemble de l'article unique [6 mars], p. 363. Promulgation: Loi du 27 mars 1934 (*J. O.* du 28 mars, p. 3146).

MANDARINES ETRANGERES. — Voir RÉSOLUTIONS, 21.

MANIFESTATIONS SUR LA VOIE PUBLIQUE. — Dépôt par M. Henry Chéron d'une proposition de loi, tendant à réglementer les manifestations sur la voie publique. Renvoi à la Commission de législation, N° 573 [13 novembre], p. 1135.

MANIOC. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1931 tendant à assurer la sauvegarde de la production du manioc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français. Renvoi à la Commission des douanes, N° 511 [4 juillet], p. 1002. — M. Louis Tissier dépose le rapport N° 518 [4 juillet], p. 1024. — M. Louis Tissier donne lecture de son rapport. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1034. — Promulgation: Loi du 26 juillet 1934 (*J. O.* du 29 juillet, p. 7787).

MARCHANDISES ETRANGERES (Importation de). — Voir DOUANES, 42, 44.

MARCHANDISES ORIGINAIRES DE NORVEGE (Surtaxe compensatrice). — Voir DOUANES, 43.

MARCHES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Service des poudres. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 29). — Même objet en ce qui concerne le département de la guerre (art. 75). (Loi de Finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Budget annexe des poudres. Autorisation d'engagement au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle (art. 15). — Budget de la guerre. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 59). (Loi de Finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

MARCHES DE GRE A GRE. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Buquin et Chapsal ayant pour objet de modifier les dispositions de l'article 115 de la loi du 5 avril 1884 et tendant au relèvement des limites des marchés de gré à gré. Renvoi à la Commission de l'Administration et, pour avis, à la Commission des Finances, N° 134 [28 février], p. 280. — M. Babaud-Lacroze dépose le rapport N° 319 [31 mai], p. 598.

Voir COOPÉRATIVES D'ARTISANS D'ART.

MARCHES DE GUERRE (Commission des). — Voir COMMISSIONS DIVERSES.

MARIAGE DES MINEURS. — Voir COD. CIVIL, 1.

MARINE.

1 — **Officiers retraités.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant attribution aux officiers de marine du cadre de résidence fixe, admis à la retraite en application de la loi du 16 juin 1917, de l'indemnité compensatrice accordée par la loi du 22 juillet 1930 aux officiers du cadre général retraités en vertu de la loi du 6 mars 1916. Renvoi à la Commission de la marine, N° 73 [19 février], p. 117. — Renvoi, pour avis, à la Commission des Finances [6 mars], p. 351.

2 — **Tranche 1934 du programme naval.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la mise en chantier, entre le 1^{er} mars 1934 et le 31 décembre 1934, de la tranche 1934 du programme naval. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 479 [30 juin], p. 943. — M. Martin-Binachon dépose le rapport N° 480 [30 juin], p. 960. — Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Farjon, N° 538. Discussion générale: MM. Martin-Binachon, *Rapporteur de la Commission de la marine*; Charles Duquont, Bergeon et Picéti, *Ministre de la Marine*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1061. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1934 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7106).

3 — **Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935.** — Fixation de l'effectif des officiers de marine (art. 79). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières (art. 80). — Effectifs des personnels technique et ouvrier des constructions navales et de l'artillerie navale (art. 81). — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime (art. 82). — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'Exercice 1935 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1934 dans les constructions prévues par les programmes navals (art. 83). — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (art. 84). — Etat des constructions neuves de la marine (art. 85). — Aéronautique maritime. Autorisation d'engagement (art. 86). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Fixation de l'effectif des officiers de marine (art. 63). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières (art. 64). — Fixation de l'effectif des personnels technique et ouvrier des services des constructions navales et de l'artillerie navale (art. 65). — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime (art. 66). — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'Exercice 1936 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1935 dans les constructions prévues par les programmes navals (art. 67). — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (art. 68). — Etats des constructions neuves de la marine (art. 69). — Aéronautique maritime. Autorisation d'engagement (art. 70). (Loi de Finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

Voir LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLES MILITAIRES.

MARINE MARCHANDE.

1 — **Statut du personnel des compagnies de navigation.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'insertion de clauses relatives au statut du personnel dans les cahiers des charges des compagnies de navigation contractuelles ou subventionnées, N° 4. Voir Année 1932. — M. Cabart-Danneville dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 521 [4 juillet],

p. 1024. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Cabart-Danneville, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [5 juillet], p. 1066. — Promulgation: Loi du 25 juillet 1934 (*J. O.* du 27 juillet, p. 7690).

2 — **Brevet d'officier mécanicien.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à remplacer la dénomination « brevet de mécanicien de 3^e classe de la marine marchande » par « brevet de 3^e classe d'officier mécanicien de la marine marchande ». Renvoi à la Commission de la marine, N° 26 [25 janvier], p. 77. — M. Cabart-Danneville dépose le rapport N° 143 [8 mars], p. 371. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [15 mai], p. 537. — Promulgation: Loi du 25 mai 1934 (*J. O.* du 27 mai, p. 5202).

3 — **Responsabilité des pilotes.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la responsabilité des pilotes. Renvoi à la Commission de la marine, N° 27 [25 janvier], p. 77. — M. Hachette dépose le rapport N° 309 [24 mai], p. 578. — Ajournement de la 1^{re} délibération [29 novembre], p. 1173. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Hachette, *Rapporteur de la Commission de la marine*. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [4 décembre], p. 1189.

4 — **Protection de la marine marchande.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création de mesures de protection en faveur de la marine marchande en vue de diminuer le chômage qui frappe gravement la flotte de commerce française, les marins français, ainsi que les travailleurs des industries maritimes, des établissements maritimes et des ports. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 298 [24 mai], p. 570. — M. Rio dépose le rapport N° 318 [31 mai], p. 598. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [14 juin], p. 670. — M. Victor Lourties dépose l'avis de la Commission des douanes, N° 365 [14 juin], p. 671. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*, et Victor Lourties, *Rapporteur de la Commission des douanes*. Avis de la Commission des finances, par M. Marcel Régnier, N° 495. Suite de la discussion générale: MM. William Bertrand, *Ministre de la Marine marchande*; Piétri, *Ministre de la marine militaire*; le comte Louis de Blois, Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, et Martin-Binachon. Demande, par M. Marcel Régnier, *Rapporteur général*, au nom de la Commission des finances, du renvoi de la proposition de loi à la Commission de la marine. Rejet, au scrutin. Discussion des articles: Art. 1^{er}: 1^{er} alinéa: Demande de suppression de l'alinéa, par MM. Albert Mahieu et Farjon: MM. Albert Mahieu, William Bertrand, *Ministre de la Marine marchande*; Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des finances*, et Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*. Adoption. 2^e alinéa: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption (devenant le

2^e alinéa). 3^e alinéa et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 2: Demande de suppression des deux premiers alinéas: adoption. 3^e, 4^e, 5^e et 6^e alinéa: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption (devenant les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e alinéas). 7^e alinéa. Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 3: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*, et Albert Mahieu: Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 4: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption. Adoption des deux premiers alinéas modifiés. Demande de suppression du 3^e et dernier alinéa, par M. Henri Roy: adoption. Adoption de l'article. Art. 5: Demande de suppression de l'article, par MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption. Art. 6: Demande de suppression de l'article, par MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption. Art. 7: demande de suppression de l'article, par MM. Albert Mahieu et Farjon: MM. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*; William Bertrand, *Ministre de la Marine marchande*, et Albert Mahieu. Rejet. Article réservé. Art. 8: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption (devenant le 1^{er} alinéa). Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: MM. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*, et Albert Mahieu. Adoption (devenant le 2^e alinéa). Amendement de M. Rio: adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Art. 9: Adoption des quatre premiers alinéas. 5^e alinéa: Amendement de M. Bergeon: M. Bergeon. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 6^e alinéa: Amendement de M. Gasnier-Duparc: non soutenu. Adoption de l'alinéa. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 10: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 11: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: adoption. Amendement de M. Martin-Binachon: M. Martin-Binachon. Adoption. Amendement de MM. Le Gorgeu et Farjon: M. le Gorgeu. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*, et Farjon. Retrait. Amendement de MM. Le Gorgeu et Farjon: MM. Le Gorgeu, Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*, et Farjon. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. 3^e alinéa: Amendement de MM. Le Gorgeu et Farjon: adoption (devenant le 3^e alinéa). Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 12: Amendements: 1^o de MM. Chapsal et Victor Lourties; 2^o de MM. Albert Mahieu et Farjon: M. Chapsal. Adoption (devenant l'article 12). Amendement de M. Rio (art. 12 bis): MM. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*, et Chapsal, *Président de la Commission des douanes*. Rejet. Art. 13: Amendement de MM. Albert Mahieu et Farjon: M. Albert Mahieu. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 13). Art. 14 et 15 et dernier: adoption. Art. 7, précédemment réservé: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [3 juillet], p. 972. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1934 (*J. O.* du 13 juillet, p. 7059).

VOIR PILOTAGE DANS LES EAUX MARITIMES.

MAROC (Résidence générale du). — Voir INTERPELLATIONS, 9.

MARQUE NATIONALE ARTISANALE. — Proposition de loi de M. Louis Serre ten-

dant à rendre obligatoire l'apposition d'une marque nationale artisanale sur les objets, dessins et modèles fabriqués par les artisans et destinés à être revendus (N° 356, année 1930). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 29. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [25 janvier], p. 79.

MARTINIQUE. — Voir COLONIES, 2, 6, 7, 8, 12.

MEDAILLE D'HONNEUR DES SAPEURS-POMPIERS COMMUNAUX. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à établir de nouvelles règles pour l'attribution de la médaille d'honneur spéciale des sapeurs-pompiers communaux et à créer de nouveaux échelons de cette médaille, N° 614. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 29. — M. J.-P. Rambeaud dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport N° 363 [14 juin], p. 671. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet], p. 1060. — Promulgation: Loi du 12 décembre 1934 (*J. O.* du 13 décembre, p. 12170).

MEDAILLES MILITAIRES (Mutilés de guerre de la marine). — Voir LÉGION D'HONNEUR.

MEDICINE (Exercice de la). — **Ordre des médecins.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (N° 831, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 78. — 1^{re} délibération. Désignation des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Gadaud, *Rapporteur*; Jean Durand, Louis Linyer, Georges Portmann, François-Saint-Maur et Alexandre Israël, *Ministre de la Santé publique*. Renvoi de la suite de la délibération à la prochaine séance [25 janvier], p. 80. — Suite de la discussion générale: MM. Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'hygiène*. Déclaration de l'urgence. Observation de M. Jean Durand. **Art. 1^{er}**: adoption. **Art. 2** (modification aux articles 6, 10 et 16 de la loi du 30 novembre 1892): adoption. **Art. 3** (art. 37 à 50 ajoutés, dans un titre VII, à la loi du 30 novembre 1892). Art. 37 à 39: adoption. Art. 40: Amendement de M. Jean Durand: MM. Jean Durand, Gadaud, *Rapporteur*, et Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'hygiène*. Réservé. Art. 40: réservé. Art. 41. Amendement de M. Jean Durand: MM. Jean Durand et Gadaud, *Rapporteur*. Renvoi de l'amendement et de l'article 3 à la Commission. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [19 février], p. 118. — Suite de la discussion. **Art. 1^{er}** et **2** précédemment adoptés. **Art. 3** (articles ajoutés à la loi du 30 novembre 1892): Art. 37 à 39 précédemment adoptés. Art. 40 (nouvelle rédaction de la Commission): MM. Jean Durand et Gadaud, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Adoption. Art. 41 (nouvelle rédaction) et 42: adoption. Art. 43 (nouvelle rédaction): MM. J.-P. Rambeaud et Gadaud, *Rapporteur*. Adoption des huit premiers alinéas. 9^e alinéa: amendement de M. J.-P. Rambeaud: rejet. Adoption de l'alinéa. 10^e alinéa: amendement de M. Lefas: retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption du 11^e alinéa et de l'ensemble de l'article 43. Art. 44 et 45: adoption. Art. 46: amendement de M. Jean Durand: retrait. Adoption du 1^{er} alinéa modifié. 2^e alinéa: amendement de M. Gasnier-

Duparc: MM. Gasnier-Duparc et Gadaud, Rapporteur. Renvoi à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [16 mars], p. 522.

MEDICINE (Exercice de la). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'art. 16 du titre V de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine (N° 253, année 1929). Voir Table de 1929, p. 476. — M. Armbruster dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 63 [15 février], p. 111. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [28 février], p. 282. — Promulgation: Loi du 16 mars 1934 (J. O. du 17 mars, p. 2754).

MEDICINS SANITAIRES MARITIMES. — Fixation des droits applicables à la délivrance du certificat de médecin sanitaire maritime (art. 11). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610).

MELANGE CARBURANT. — Voir ALCOOL. — ESSENCE.

MERITE MARITIME (Ordre du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant un ordre du mérite maritime, N° 425. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 78. — M. Brindeau dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 352 [12 juin], p. 650.

METIL ET DERIVES. — Voir DOUANES, 33.

MILICES PRIVEES. — Voir DISSOLUTION

MINES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Emission de bons à court terme pour les besoins des mines domaniales de potasse d'Alsace (Art. 97). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (Budget de 1935): Emission de bons à court terme pour les besoins des mines domaniales de potasse d'Alsace (art. 86) (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610).

MINES DE CHARBON (Durée du travail). — Voir CONVENTIONS, 4.

MINISTRE DU 26 NOVEMBRE 1933 (2^e Cabinet Chautemps). — M. LAMOUREUX est nommé *Ministre des colonies* en remplacement de M. Dalimier, démissionnaire. M. FROT est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, M. WILLIAM BERTRAND, *Sous-Secrétaire d'Etat*, est nommé *Ministre de la Marine marchande* (J. O. du 10 janvier 1934, p. 234). — M. RAYNALDY, *Ministre de la Justice*, donne sa démission le 27 janvier. — Cabinet démissionnaire le 28 janvier.

MINISTRE DU 30 JANVIER (2^e Cabinet Daladier) (J. O. du 31 janvier, p. 962).

MINISTRES

Président du Conseil et Affaires étrangères: M. EDOUARD DALADIER, Député.

Vice-Présidence et Justice: M. PENANCIER, Sénateur.

Guerre: M. FARRY, Député.

Intérieur: M. FROT, Député.

Marine militaire: M. DE CHAPPEDELAINE, Député.

Finances et Budget: M. PIÉTRI, Député.

Air: M. PIERRE COT, Député.

Éducation nationale: M. BERTHOD, Député.

Commerce: M. MISTLER, Député.

Pensions: M. DUCOS, Député.
Postes, télégraphes et téléphones: M. BERNIER, Député.

Travail: M. VALADIER, Sénateur.

Marine marchande: M. GUY LA CHAMBRE, Député.

Agriculture: M. QUEUILLE, Député.

France d'Outre-Mer: M. HENRY DE JOUVENEL, Sénateur.

Travaux publics: M. PAGANON, Député.

Santé publique: M. LISBONNE, Sénateur.

SOUS-SECRETAIRES D'ÉTAT

Présidence du Conseil: M. MARTINAUD-DEPLAT, Député.

Intérieur: M. HÉRARD, Député.

Économie nationale: M. BARDON, Député.

Affaires étrangères: M. ANDRÉ MARIE, Député.

Éducation physique: M. LORGERÉ, Député.

Enseignement technique: M. DOUSSAIN, Député.

France d'Outre-Mer: M. BIBIÉ, Député.

Économie nationale et tourisme: M. PAFENOTRE, Député.

M. DOUSSAIN donne sa démission. M. MARCHANDEAU est nommé *Ministre des Finances* en remplacement de M. PIÉTRI, démissionnaire. M. PAUL-BONCOUR est nommé *Ministre de la Défense nationale et Guerre* en remplacement de M. FABRY, démissionnaire. M. JAUBERT est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances* (J. O. du 5 février, p. 1185). — Cabinet démissionnaire le 7 février.

MINISTRE DU 9 FEVRIER (2^e Cabinet Doumergue) (J. O. du 10 février, p. 1314).

Président du Conseil sans portefeuille: M. GASTON DOUMERGUE.

Ministres d'Etat: MM. HERRIOT, Député, et ANDRÉ TARDIEU, Député.

Justice: M. HENRY CHÉRON, Sénateur.

Affaires étrangères: M. BARTHOU, Sénateur.

Intérieur: M. ALBERT SARRAUT, Sénateur.
Finances et Budget: M. GERMAIN-MARTIN, Député.

Guerre: M. le Maréchal PÉTAIN.

Marine: M. PIÉTRI, Député.

Agriculture: M. QUEUILLE, Député.

Air: M. le Général DENAIN.

Éducation nationale: M. AIMÉ BERTHOD, Député.

Commerce: M. LAMOUREUX, Député.

Travaux publics: M. FLANDIN, Député.

Colonies: M. LAVAL, Sénateur.

Santé publique et éducation physique: M. MARIN, Député.

Postes, télégraphes et téléphones: M. MALLARMÉ, Député.

Travail: M. MARQUET, Député.

Marine marchande: M. W. BERTRAND, Député.

Pensions: M. RIVOLLET.

Rectificatif: M. GERMAIN-MARTIN est nommé *Ministre des Finances* (J. O. du 11 février 1934, p. 1346).

M. PIERRE LAVAL, *Ministre des Colonies*, est nommé *Ministre des Affaires étrangères*, en remplacement de M. LOUIS BARTHOU, décédé. M. PAUL MARCHANDEAU est nommé *Ministre de l'Intérieur* en remplacement de M. ALBERT SARRAUT, démissionnaire. M. LOUIS ROLLIN est nommé *Ministre des Colonies* en remplacement de M. PIERRE LAVAL (J. O. du 14 octobre 1934, p. 10418). — M. HENRY LÉMEY est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, en remplacement de M. HENRY CHÉRON, démissionnaire (J. O. du 16 octobre 1934, p. 10451). — Cabinet démissionnaire le 8 novembre 1934.

MINISTRE DU 8 NOVEMBRE (Cabinet P.E. Flandin) (J. O. du 9 novembre, p. 11154).

Président du Conseil sans portefeuille: M. P.-E. FLANDIN, Député.

Ministres d'Etat: MM. LOUIS MARIN et EDOUARD HERRIOT, Députés.

Justice: M. GEORGES PERNOT, Député.

Affaires étrangères: M. PIERRE LAVAL, Sénateur.

Intérieur: M. MARCÈL RÉGNIER, Sénateur.

Finances: M. GERMAIN-MARTIN, Député.

Guerre: M. le Général MAURIN.

Marine: M. FRANÇOIS PIÉTRI, Député.

Air: M. le Général DENAIN.

Travail: M. JACQUIER, Député.

Éducation nationale: M. MALLARMÉ, Député.

Travaux publics: M. HENRI ROY, Sénateur.

Commerce: M. MARCHANDEAU, Député.

Agriculture: M. CASSEZ, Député.

Colonies: M. LOUIS ROLLIN, Député.

Pensions: M. RIVOLLET.

Postes, télégraphes et téléphones: M. MANDEL, Député.

Santé publique: M. QUEUILLE, Député.

Marine marchande: M. W. BERTRAND, Député.

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil: M. PERREAU-PRADIER, Député.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE (Direction de l'élevage). — Proposition de loi de M. Armbruster et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation d'une direction de l'élevage au Ministère de l'Agriculture (N° 449, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 19. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances, des conclusions du rapport de M. Armbruster (N° 669 du 19 décembre 1933) [12 janvier], p. 17.

MINISTRE DE L'AIR.

Surveillance des crédits du Ministère de l'air. — Voir RÉSOLUTIONS, 16.

Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935. — Autorisations de transférer par décret, du Budget du Ministère de l'Air, divers crédits inscrits au Budget de la Marine (art. 87). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (Budget de 1935): Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du Ministère de la Marine au Ministère de l'Air (art. 71) (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610).

MINISTRE DES COLONIES (Lois de finances — Budgets de 1934 et 1935). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 93) (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (Budget de 1935): Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 79). — Nombre maximum d'inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1935 (art. 80). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

MINISTRE DU COMMERCE (Réorganisation du. — Suppression de l'Office national du commerce extérieur). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation des services du Ministère du Commerce et suppression de l'Office national du commerce extérieur. Renvoi à la Commission des finances, N° 152 [28 février], p. 341. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 158. De-

mande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3 (Etat A): adoption. Art. 4 et 5: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février], p. 315. — Promulgation: Loi du 28 février 1934 (*J. O.* du 3 mars, p. 2178.)

MINISTÈRE DES FINANCES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Maintien de deux emplois de chef de bureau et de l'emploi de chef de service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor (art. 40) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Administration centrale des finances. Maintien du service des émissions (art. 28). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Crédit de 800 millions. — Défense nationale. — Voir CRÉDITS, 12.

Loi de finances. — Budget de la guerre. Constructions et matériels neufs. Autorisations d'engagement (art. 74). — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 77). — Répartition, par décret, des crédits globaux afférents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire (art. 78) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

MINISTÈRE DE LA MARINE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Modification aux autorisations de paiement données par la loi du 28 décembre 1931 (art. 51) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du Ministère de la Marine au Ministère de l'Air (art. 71). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE. — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

MINISTÈRE DU TRAVAIL (Transfert des attributions du service du crédit au). — Voir CRÉDIT (SERVICE DU).

« **MODUS VIVENDI** » DU 4 MARS 1932 (Régime douanier des vins). — Voir DOUANES, 48.

MONACO (Principauté de) (Recrutement de fonctionnaires). — Voir TRAITÉS, 3.

MONDORF (Service des douanes à la gare internationale de). — Voir DOUANES, 5.

MONTEVIDEO. — Voir LYCÉE FRANÇAIS.

MOTION D'ORDRE. — Renvoi, pour rapport au fond, à la Commission des douanes du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au protocole additionnel à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Prague le 23 septembre 1931, et à l'avenant à ladite convention signé à Paris le 23 mars 1932 (N° 404, année 1934). La Commission des affaires étrangères restant saisie pour avis [26 juin], p. 833.

MULES ET MULETS. — Voir DOUANES, 8, 13, 14.

MUSEES NATIONAUX. — Voir CONSEIL DES MUSÉES NATIONAUX.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE (Droits d'entrée). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 30 octobre 1922 relative à la perception de droits d'entrée dans les différents services du Muséum d'histoire naturelle (N° 661, année 1933). Voir Table de 1933. (Session extraordinaire), p. 30. — M. Alexandre Bachelet dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport N° 89 [20 février], p. 147. — M. Jean Philip dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 96 [22 février], p. 153. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 février], p. 230. — Promulgation: Loi du 11 février 1934 (*J. O.* du 13 mars, p. 2570; *Erratum: J. O.* du 14 mars, p. 2638).

MUTILES DE GUERRE. — Voir LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLES MILITAIRES. — STATUT.

N

NATURALISES (Accession à certaines fonctions). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'accession des naturalisés à certaines fonctions. Renvoi à la Commission de législation, N° 504 [3 juillet], p. 997. — M. Manuel Fourcade dépose et lit le rapport, N° 541. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. — Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1067. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1934 (*J. O.* du 19 juillet, p. 7347).

NAVIGATION INTERIEURE. — Voir ABORDAGE. — BATEAUX.

NAVIGATION DU RHIN. — Voir CONVENTIONS, 6.

NORVEGE (Surtaxe compensatrice des changes). — Voir DOUANES, 43.

NOTAIRES. — Voir TRANSCRIPTION OBLIGATOIRE.

O

OBJETS D'ART. — Voir BRONZES.

OFFICE DES BIENS ET INTERETS PRIVÉS. — Voir PRÉSIDENT DU CONSEIL.

OFFICE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Voir MINISTÈRE DU COMMERCE.

OFFICES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Fixation d'un délai pour l'examen des comptes des offices par le Parlement (art. 39). Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Publication des prévisions des recettes et des dépenses des offices en annexe du projet de budget (art. 27). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

OFFICIER MECANICIEN (Brevet d'). — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

OLEICULTURE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Encouragement à la culture de l'olivier (art. 62) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars,

p. 2018). — (*Budget de 1935*): Encouragement à la culture de l'olivier (art. 47) (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

ORAN. — Voir PORT D'ORAN.

ORDRE DES MEDECINS. — Voir MÉDECINE.

ORGANISATION JUDICIAIRE.

1 — **Recrutement et avancement des magistrats.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martin tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats. Renvoi à la commission de législation, N° 4 [12 janvier], p. 17. — Renvoi pour avis à la Commission des finances [25 janvier], p. 77.

2 — **Rajeunissement des cadres de la magistrature.** — Proposition de loi de M. Victor Boret tendant au rajeunissement des cadres de la magistrature. Renvoi à la Commission de législation, n° 14 [16 janvier], p. 42.

3 — **Contrôle disciplinaire des cours et tribunaux.** — Proposition de loi de M. Victor Boret tendant à renforcer le contrôle disciplinaire des cours et tribunaux. Renvoi à la Commission de Législation, N° 15 [16 janvier], p. 42.

4 — **Contrôle de la Cour de cassation.** — Proposition de loi de M. Victor Boret tendant à renforcer le contrôle de la Cour de cassation sur les juridictions inférieures. Renvoi à la Commission de Législation, N° 16 [16 janvier], p. 42.

5 — **Chambre spéciale auprès de la Cour de cassation.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. François Labrousse tendant à l'institution auprès de la Cour de cassation d'une chambre spéciale. Renvoi à la Commission de Législation, N° 40 [25 janvier], p. 89.

6 — **Cour d'appel de Bordeaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à porter le nombre des conseillers à la Cour d'appel de Bordeaux de 14 à 16 par voie de réduction de postes de cette nature dans deux autres cours d'appel. Renvoi à la Commission de Législation et pour avis, à la commission des Finances, N° 122 [26 février], p. 201. — M. Delthil dépose le rapport N° 184 [8 mars], p. 371. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 514. — Promulgation: Loi du 20 mars 1934 (*J. O.* du 22 mars, p. 2914).

7 — **Parquet du tribunal de la Seine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'organisation du parquet du tribunal de la Seine, modifiant les tableaux annexés au décret du 24 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire et supprimant la présence du ministère public à certaines audiences civiles. Renvoi à la Commission de Législation, N° 643 [19 décembre], p. 1431. — M. Lugol dépose le rapport N° 647 [20 décembre], p. 1447. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Urgence déclarée. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Lugol, *Président et Rapporteur de la Commission de Législation*; Gasnier-Duparc et Pernot, *Garde des sceaux, Ministre de la Justice*. Modification de l'intitulé du projet de loi. *Nouvel intitulé*: « *Projet de loi tendant à modifier les articles 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 126, 135, 39, 87 et 89 du code d'instruction criminelle et à rétablir les articles 421 et 10 du même*

code » [21 décembre], p. 1490. — Promulgation: Loi du 28 décembre 1934 (*J. O.* du 29 décembre, p. 13010).

ORPHELINS DE GUERRE MINEURS (Re-traité mutualiste). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre mineurs désirant bénéficier des avantages de la retraite mutualiste. Renvoi à la Commission de l'Hygiène. N° 218 [13 mars], p. 419. — Renvoi, pour avis, à la Commission des Finances [4 décembre], p. 1180. — M. Robert Thoumyre dépose le rapport N° 635 [15 décembre], p. 1272.

OUTILLAGE NATIONAL. — Voir COOPÉRATIVES D'ARTISANS.

OUVRIERS MINEURS.

Caisse autonome des retraites. — Communication d'un état des opérations de recettes et de dépenses de la caisse et des opérations de placement effectuées au cours de l'année 1933 [15 mai], p. 536.

Bénéfice de la loi du 29 juin 1894 aux anciens ouvriers mineurs. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre aux anciens ouvriers mineurs le bénéfice de certaines dispositions de la loi du 29 juin 1894. Renvoi à la Commission des mines, N° 325 [5 juin], p. 618. — M. Cadot dépose et lit le rapport N° 340. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [7 juin], p. 631. — Promulgation: Loi du 13 juin 1934 (*J. O.* du 14 juin, p. 5882).

Voir CONVENTIONS, 14.

OXYDES DE COBALT. — Voir DOUANES, 9.

P

PAIN GRILLE. — Voir DOUANES, 21.

PAPIER. — Réduction de la compensation douanière attribuée aux fabricants de papier (art. 52). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

PAPIERS D'ORIGINE ETRANGERE. — Voir DOUANES, 12.

PARI MUTUEL (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Réunion des prélèvements opérés sur le pari mutuel en faveur des œuvres de bienfaisance (art. 58). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Emploi des fonds du pari mutuel (art. 49). (Loi de finances du 24 décembre, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

Voir SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT.

PARIS (Ville de) (Appareils d'éclairage public et de signalisation). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des appareils d'éclairage public et de signalisation dans la ville de Paris (N° 103, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire, p. 80). — M. Louis Linÿer dépose, au nom de la Commission d'administration le rapport N° 75 [19 février], p. 117. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence.

Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [14 mars], p. 449.

Voir CONSEILLERS MUNICIPAUX.

PARLEMENT (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Renseignements à fournir aux Chambres (art. 115) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Renseignements à fournir aux Chambres (art. 100). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

PARQUET DU TRIBUNAL DE LA SEINE. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 7.

PATENTE. — Imposition des sociétés coopératives de consommation (art. 3) (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

Voir INTERPELLATIONS, 3.

PATES ALIMENTAIRES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réglementer la fabrication des pâtes alimentaires. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 310 [29 mai], p. 582. — M. Marcel Donon dépose le rapport, N° 368 [14 juin], p. 671. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. — Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [25 juin], p. 802. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1934 (*J. O.* du 6 juillet, p. 6787).

Voir RÉSOLUTIONS, 20.

PECHE FLUVIALE (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la pêche fluviale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 500 [6 juillet], p. 1100. — M. Diebolt-Weber dépose le rapport, N° 598 [29 novembre], p. 1166. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 décembre], p. 1480.

PECHE FLUVIALES (Protection des). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à renforcer la protection des pêches fluviales. Renvoi à la Commission de législation, N° 594 [29 novembre], p. 1166.

PECHE MARITIMES. — Prélèvement sur le produit des jeux en faveur de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes (Art. 68). (Loi de Finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

PENSIONS.

Prorogation du délai de mise en instance de pension. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension, N° 291. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 80. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 654 [21 décembre], p. 1478. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Article unique: Contre-projet de M. Babaud-Lacroze, accepté par la Commission: adoption (devenant l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 1576. — Promulgation: Loi du 26 décembre 1934 (*J. O.* des 26 et 27 décembre, p. 12770).

Pension viagère à Mme Vve Pitard. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à

accorder une pension viagère à Mme veuve Pitard, à Châteaurenault (Indre-et-Loire), dont le fils, Stéphane Pitard, instituteur laïque, est mort victime de son dévouement. Renvoi à la Commission des finances, N° 687 [23 décembre], p. 1575.

Pensions des sergents-chefs. — Voir ARMÉE, 7.

Loi de finances. — Ajournement de la caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924 (Art. 25). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

PERIODES DE RESERVE. — Convocation des réservistes en 1935 (Art. 34 et 35). (Loi de Finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

PERMIS DE CHASSE. — Augmentation du prix des permis de chasse (Art. 9). (Loi de Finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

PERMISSIONS. — Suppression des permissions exceptionnelles créées par la loi du 15 juillet 1932 (art. 32). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

PERPIGNAN. — Voir ETALONS.

PERSE. — Voir TRAITÉS, 1.

PETITE-ILE (la Réunion). (Erection en commune). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de la Petite-Ile détachée de la commune de Saint-Pierre (la Réunion). Renvoi à la Commission des colonies, N° 672 [22 décembre], p. 1517.

PETROLE. — Dépôt du rapport fait au nom de la Commission chargée de rechercher, pour être soumises au Parlement, les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation du pétrole et la possibilité d'établir en France le monopole du raffinage [8 novembre], p. 1129.

Voir DOUANES, 52. — PRIVILEGE DU TRÉSOR.

PILOTAGE DANS LES EAUX MARITIMES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 11 de la loi du 28 mars 1928 sur le régime du pilotage dans les eaux maritimes (N° 528, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 80; (Session extraordinaire), p. 30; 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 février, p. 176. — Promulgation: Loi du 3 mars 1934 (*J. O.* du 7 mars, p. 2386).

PILOTES (Responsabilité des). — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

PITARD (Pension viagère à Mme Vve). — Voir PENSIONS, 2.

PLANTATIONS ENDOMMAGEES OU DETRUITES PAR LES INTEMPERIES (Reconstitution des). — Proposition de loi tendant à favoriser la reconstitution des plantations endommagées ou détruites par les intempéries par l'attribution de prêts à long terme, en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (N° 407, année 1929). Voir Table de 1929, p. 537. — Vote de la question préalable [9 mars], p. 396.

PLANTES A PARFUM. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° d'organiser la déclaration obligatoire

des récoltes de plantes à parfum (fleurs et herbes), ainsi que celles des produits dérivés (huiles essentielles, eau des plantes à parfum); 2° de réglementer la circulation, l'exposition et la vente des produits naturels issus de fleurs et herbes à parfum; 3° de réprimer les fraudes et usurpations de qualités. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 268 [16 mars], p. 505. — Renvoi, pour avis, à la Commission des Finances [15 mai], p. 536. — Renvoi pour avis, à la Commission du commerce [24 mai], p. 570. — Renvoi, pour avis, à la Commission des colonies [11 décembre], p. 1206

PLOUNEOUR-TREZ. — Voir BRIGNOGAN.

POLICE (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale (art. 72). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale (art. 55). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

POLITIQUE EXTERIEURE DU GOUVERNEMENT. — Voir INTERPELLATIONS, 1.

POLOGNE (Ouvriers mineurs). — Voir CONVENTIONS, 14.

POMMES DE TERRE. — Voir DOUANES, 54.

PORCS, VIANDES DE PORC ET PRODUITS DERIVES. — Voir DOUANES, 18.

PORT D'ORAN. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un agrandissement du port d'Oran vers l'Ouest. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 95 [22 février], p. 152. — M. Maurice Ordinaire dépose le rapport N° 342 [7 juin], p. 643. — M. François Milan dépose l'avis de la Commission des finances, N° 434 [26 juin], p. 893. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [29 juin], p. 889. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1934 (*J. O.* du 18 juillet, p. 7266).

PORTEURS D'OBLIGATIONS (Droit des). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif aux droits des porteurs d'obligations d'un même emprunt. Renvoi à la Commission de législation, N° 502 [3 juillet], p. 997. — M. Curral dépose et lit un rapport N° 543. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1068. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1934 (*J. O.* du 18 juillet, p. 7266).

PORTO (Vins de). — Voir DOUANES, 36.

PORTUGAL (Rupture de l'entente douanière avec le). — Voir INTERPELLATIONS, 6.

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

Organisation. — Proposition de loi sur l'organisation du service postal, télégraphique et téléphonique (N° 21, année 1927). Voir Table de 1927, p. 540. — Rejet de la question préalable [4 décembre], p. 1181.

Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935. — Ratification des décrets portant fixation des taxes postales et téléphoni-

ques (art. 31). — Modification du taux de l'abonnement au téléphone (art. 32). — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones (art. 33). — Nouveau programme de travaux. Autorisation d'engagement (art. 34). — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1934 pour la couverture des dépenses de la deuxième section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 35). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques (art. 17). — Réglementation de la distribution postale des correspondances destinées à l'impression des journaux (art. 18). — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones (art. 20). — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1935 pour la couverture des dépenses de la deuxième section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 21).

POTERIES CUITES EN GRES. — Voir DOUANES, 29.

POUDRERIE NATIONALE DE SORGUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant la convention du 18 décembre 1931 destinée à constater la cession à la société anonyme l'Alfa de l'ancienne usine d'acide nitrique synthétique de la poudrerie nationale de Sorgues (N° 110, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 81. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Daniel-Vincent. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 mars], p. 362. — Promulgation: Loi du 12 mars 1934 (*J. O.* du 14 mars, p. 2634).

POUDRES (Service des) (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Autorisation d'engagement au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle (art. 29). — Autorisation d'engagement au titre de la deuxième section du budget annexe des poudres (art. 30). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Autorisation d'engagement au titre de la deuxième section du budget annexe des poudres (art. 16). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

Voir ARMÉE, 10.

POURBOIRE (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réglementer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle le contrôle et la répartition du pourboire. Renvoi à la Commission du commerce, N° 559 [6 juillet], p. 1106. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 584 [22 novembre], p. 1140. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [11 décembre], p. 1212. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1934 (*J. O.* du 20 décembre, p. 12386).

POURSUITES CONTRE DEUX MEMBRES DU SENAT.

Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat, N° 83 [19 février], p. 126. — Commission chargée d'examiner cette demande (nommée le 28 février 1934). — 1^{er} Bureau: M. DUPLANTIER; 2^e Bureau: M. J. LOUBET; 3^e Bureau: M. MONSSERVIN;

4^e Bureau: M. SAVIGNOL; 5^e Bureau: M. HENRY BOURDEAUX; 6^e Bureau: M. JEAN PHILIP; 7^e Bureau: M. LOUIS LINYER; 8^e Bureau: M. VIELLARD; 9^e Bureau: M. MOLLARD. — La Commission a nommé: *Président*: M. MOLLARD; *Secrétaire*: M. LOUIS LINYER. (*J. O.* du 1^{er} mars, p. 2131). — M. Duplantier dépose le rapport N° 171 [6 mars], p. 364. — Discussion des conclusions de la Commission: M. Louis Serre. Adoption d'une résolution suspendant l'immunité parlementaire [9 mars], p. 396.

Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat, N° 280 [15 mai], p. 536. — Commission chargée de l'examen de cette demande (nommée le 29 mai 1934). — 1^{er} Bureau: M. LISBONNE; 2^e Bureau: M. GASTON CARRÈRE; 3^e Bureau: M. MAUGER; 4^e Bureau: M. SAVIGNOL; 5^e Bureau: M. RENÉ HÉRY; 6^e Bureau: M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; 7^e Bureau: M. HENRI ROY; 8^e Bureau: M. DELTHIL; 9^e Bureau: M. MOLLARD (*J. O.* du 30 mai, p. 5331). — La Commission a nommé: *Président*: M. LE GÉNÉRAL BOURGEOIS; *Secrétaire*: M. GASTON CARRÈRE (*J. O.* du 31 mai, p. 5369). — M. Henri Roy dépose le rapport N° 391 [21 juin], p. 728.

POUVOIRS PUBLICS (Actes ou entreprises concertés tendant à troubler l'exercice des attributions des). — Dépôt, par M. Henry Chéron, d'une proposition de loi, ayant pour objet de réprimer les actes ou entreprises concertés tendant à troubler l'exercice des attributions des Chambres ou des fonctions des membres du Gouvernement, ou à entraver le fonctionnement normal des services publics. Renvoi à la Commission de législation, N° 578 [13 novembre], p. 1135.

PREFECTURES ET SOUS-PREFECTURES. — Réintégration des sous-préfets et secrétaires généraux rattachés (art. 42). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

PRÉSIDENCE DU CONSEIL.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Messimy, tendant à faire de la Présidence du Conseil un organisme permanent doté des services nécessaires pour coordonner l'action des divers départements ministériels. Renvoi à la Commission de la réforme de l'Etat, N° 526 [5 juillet], p. 1047.

Installation à l'Hôtel Matignon. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention passée, le 24 novembre 1934, entre l'Etat et l'Office des biens et intérêts privés, relative à la renonciation, au profit de l'Etat, des droits que l'Office détient sur l'hôtel Matignon et au règlement des travaux nécessaires à l'installation des services de la Présidence du Conseil. Renvoi à la Commission des finances, N° 648 [20 décembre], p. 1461. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 692. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. André Morizet. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 1592. — Promulgation: Loi du 24 décembre 1934 (*J. O.* du 25 décembre, p. 12701).

— Organisation de la Présidence du Conseil (art. 23). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

PRÉSUMPTION DE LEGITIMITÉ. — Voir CODE CIVIL, 4.

PREUVES PAR ECRIT. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 5.

PRISONNIERS DE GUERRE. — Voir CONVENTIONS, 24.

PRIVILEGE AUX COMMUNES ET AUX DEPARTEMENTS. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ, 2.

PRIVILEGE DE JURIDICTION. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 1.

PRIVILEGE DU TRESOR (Subrogation au). — (Produits dérivés du pétrole.) — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à subroger au privilège du Trésor, pour le recouvrement des droits et taxes avancés à l'Etat, les compagnies, sociétés ou individus se livrant à la distribution des produits dérivés du pétrole. Renvoi à la Commission des finances, N° 198 [9 mars], p. 355. — M. Henri Roy dépose et lit un rapport N° 252. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [15 mars], p. 479. — Promulgation: Loi du 17 mars 1934 (J. O. des 19 et 20 mars, p. 2818).

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES. — Voir CONVENTIONS, 19.

PRIX. — Voir HAUSSE INJUSTIFIÉE.

PRIX DE JOURNEE. — Voir ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

« **PRIX UNIQUES** ». — Voir MAGASINS. — VENTES.

PRODUCTION VITICOLE. — Voir VINS, 3.

PRODUITS.

Produits agricoles de première nécessité. V. RÉSOLUTIONS, 17;

Produits de charcuterie. V. DOUANES, 1;

Produits coloniaux. V. DOUANES, 35;

Produits dérivés du blé. V. DOUANES, 10, 34;

Produits dérivés du pétrole. V. DOUANES, 52; PRIVILEGE DU TRÉSOR;

Produits divers. V. DOUANES, 44, 46, 50;

Produits pour la destruction des ravageurs des cultures. V. FRAUDES, 3;

Produits féculents. V. DOUANES, 34;

Produits d'origine organique. V. SÉRUMS;

Produits résineux. V. GEMME;

Produits de la vallée du Mékong. V. DOUANES 38.

PRODUITS DESTINES A L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réglementer le commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux. Renvoi à la Commission du commerce, N° 662 [21 décembre], p. 1494.

PRODUITS FINIS (Indemnités représentatives de frais). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le règlement d'indemnités représentatives de frais supplémentaires sur produits finis. Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion et, pour avis, à la Commission des finances, N° 176 [8 mars], p. 371. — M. Henry Merlin dépose le rapport N° 180 [8 mars], p. 371. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 205 [9 mars], p. 395. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 423. — Promulgation: Loi du 15 mars 1934 (J. O. du 16 mars, p. 2722).

PRODUITS LAITIERS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la protection des produits laitiers (N° 466, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 81. — M. Marcel Donon dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, un rapport supplémentaire, N° 334 [7 juin], p. 630. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission du commerce par M. Paul Laffont, N° 414. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Damecour, le comte d'Harcourt, Babaud-Lacroze, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*, et François-Saint-Maur. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendements de M. Jean Bosc: non soutenus. Paragraphe 1^o: Observations de MM. François-Saint-Maur et Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption du paragraphe. Paragraphes 2^o et 3^o: adoption. Paragraphe 4^o et dernier: MM. Marcel Donon, *Rapporteur*; Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 2: adoption. Art. 3: Amendement de MM. Charles Dumont et Pieyre: non soutenu. Adoption de l'article. Adoption de l'article 4 et dernier et de l'ensemble du projet de loi [25 juin], p. 793. — Promulgation: Loi du 29 juin 1934 (J. O. du 1^{er} juillet, p. 6539).

— Voir RÉSOLUTIONS, 7.

PRODUITS SEMI-OUVRES ET OUVRES (Taxe d'importation).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 32 de la loi du 31 mars 1932 qui a porté de 4 à 6 p. 100 le taux de la taxe d'importation sur les produits semi-ouvrés et ouvrés. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 169, [6 mars], p. 350. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 207. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 mars], p. 395. — Promulgation: Loi du 10 mars 1934 (J. O. du 11 mars, p. 2514).

PROGRAMME NAVAL. — Voir MARINE.

PROPRIETAIRES D'AUTOMOBILES. — Voir ASSURANCE OBLIGATOIRE.

PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES (Dispense de certains travaux). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux ayant pour objet de dispenser les propriétaires d'immeubles de l'exécution de certains travaux pendant la durée de la suspension de la majoration du loyer. Renvoi à la Commission de législation, N° 322 [31 mai], p. 612. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 332 [7 juin], p. 630.

PROPRIETE IMMOBILIERE. — Voir TRANSCRIPTION OBLIGATOIRE.

PROTECTION ET ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir CONVENTIONS, 3, 28.

PROTOCOLE FRANCO-ESTONIEN. — Voir CONVENTIONS, 10.

PROVENANCE (Surtaxes de). — Quintuplement des surtaxes de provenance (art. 13). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018.)

PRUNES ET PRUNEAUX. — Voir DOUANES, 39.

QUEBRACHO (Extrait de). — Voir DOUANES, 40

QUESTION PREALABLE. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de législation, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 1^{er} avril 1933 les dispositions de la loi du 10 mars 1932 maintenant provisoirement dans les lieux les locataires commerçants menacés d'expulsion (N° 853, année 1933) [19 février], p. 417. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'agriculture sur: 1^o la proposition de résolution tendant à proroger jusqu'au 30 juin 1928 le délai imparti aux négociants par les circulaires du Ministre de l'Agriculture des 15 décembre 1927 et 20 janvier 1928, concernant l'étiquetage des vins mousseux naturels produits en cuves closes (N° 113, année 1928); 2^o le projet de loi portant création d'un office du blé (N° 610, année 1929); 3^o la proposition de loi tendant à favoriser la reconstitution des plantations endommagées ou détruites par les intempéries par l'attribution de prêts à long terme en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (N° 407, année 1929); 4^o la proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 juillet 1933 et à organiser et à défendre le marché du blé (N° 571, année 1933) [9 mars], p. 396. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'agriculture, sur: 1^o la proposition de loi tendant à approuver les titres de mouvement dits régionaux délivrés pour les eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine (118, année 1925); 2^o la proposition de loi ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 5 avril 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles aux chambres d'agriculture et à certains groupements ayant pour but la protection agricole (50, année 1930); 3^o la proposition de résolution tendant à encourager la production des céréales panifiables (blé et seigle) (360, année 1929); 4^o la proposition de résolution tendant à suspendre toute délivrance de licence d'importation des blés (396, année 1933) [25 juin], p. 792. — Rejet de la question préalable, proposée par la Commission du commerce, sur: 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à porter au taux des avances à la Banque de France le taux de l'intérêt légal en matière commerciale (427, année 1926); 2^o la proposition de loi sur l'organisation du service postal, télégraphique et téléphonique (21, année 1927); 3^o la proposition de loi tendant à réglementer la profession d'intermédiaire en Bourse (258, année 1927); 4^o le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la répression des fraudes dans le commerce des savons (519, année 1928); 5^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 2 août 1927 portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce (739, année 1929); 6^o la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour une protection efficace de l'industrie nationale des pâtes alimentaires (420, année 1930) [4 décembre], p. 1181.

QUESTIONS. — MM. Betoulle et Germain-Martin, *Ministre des Finances* [15 mars],

p. 496. — MM. Henri Roy et Henry Chéron, *Garde des sceaux, Ministre de la Justice* [16 mars], p. 529.

R

RADIODIFFUSION. — Institution d'une redevance sur les postes radioélectriques privés de réception (art. 19). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

RAVAGEURS DES CULTURES. — Voir FRAUDES, 3.

REBOISEMENT (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle).

Forêts privées. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} octobre 1924 déclarant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la législation française tendant au reboisement et à la conservation des forêts privées. Voir Table de 1927, p. 382. — M. Neuville dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 308 [24 mai], p. 578. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 novembre], p. 1140. — Promulgation: loi du 10 janvier 1935 (*J. O.* du 12 janvier, p. 362).

Terrains en montagne. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 31 juillet 1924, déclarant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la législation française relative à la restauration, à la conservation et au reboisement des terrains en montagne, N° 369. Voir Table de 1925, p. 581. — M. Neuville dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 588 [27 novembre], p. 1148. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 décembre], p. 1207. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1934 (*J. O.* du 19 décembre, p. 12362).

RECENSEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES. — Voir ARMÉE, 2.

RECIPIENTS METALLIQUES IMPORTES PLEIN D'HILES MINERALES. — Voir DOUANES, 32.

RECLAME FINANCIERE OU COMMERCIALE (Titre d'ancien fonctionnaire. — Légion d'honneur). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Lesaché, Armbruster et Albert Meunier tendant à interdire de se prévaloir, dans un but de réclame financière ou commerciale, du titre d'ancien fonctionnaire ou des distinctions honorifiques de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission de législation, N° 5 [12 janvier], p. 17. — M. Lesaché dépose le rapport N° 295 [17 mai], p. 554.

RECOMPENSES NATIONALES (Ministère de la guerre). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 28 novembre 1932 modifiant, en ce qui concerne le Ministère de la guerre, les dispositions de la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses na-

tionales, modifiée par la loi du 21 juillet 1927, prorogée par celle du 5 juillet 1928 et modifiée à nouveau par la loi du 31 mars 1931 (N° 509, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 82. — M. de La Grandière dépose, au nom de la Commission de l'armée, l'avis N° 93 [22 février], p. 153. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 510. — Promulgation: Loi du 14 juin 1934 (*J. O.* du 22 juin, p. 6178).

RECOURS EN REVISION. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, 4.

REFORME DE L'ETAT. — Voir COMMISSIONS DIVERSES. — RÉSOLUTIONS, 12.

REFORME FISCALE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réforme fiscale. Renvoi à la Commission des Finances, N° 476 [29 juin], p. 910. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 484, [30 juin], p. 961. — 1^{re} Délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des Finances*; Alexandre Israël, Paul Laffont, Joseph Faure, Mando, Japy, François-Saint-Maur, Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Discussion des articles. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Capus, Alexandre Bachelet, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Tournan et de Monti de Rezé. Art. 3: MM. Babaud-Lacroze, Marcel Régnier, *Rapporteur général*; Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Schrameck, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*; François-Saint-Maur et Robert Thoumyre. Adoption. Art. 4: MM. Chapsal, Albert Mahieu, Henri Merlin, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*, et Delhoume. Adoption. Art. 5: adoption. Renvoi à la suite de la discussion à la prochaine séance. [4 juillet], p. 1005. — Suite de la discussion des articles. Art. 6: M. Chapsal, *Président de la Commission des Douanes*. Adoption. Art. 7 et 8: adoption. Art. 9: MM. Louis Serre, Yves Le Troquer, Victor Boret, Delthil, Charles Dumont, Farjon, Patizel, Charabot, Anatole Manceau, Schrameck, Paul Strauss, Mauger, Henri Laudier, Germain-Martin, *Ministre des Finances*; Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*, et Gaston Doumergue, *Président du Conseil*. Disposition additionnelle, proposée par M. Louis Tissier: MM. Louis Tissier et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 9 bis: Demande de disjonction, par M. Anatole Manceau: MM. Anatole Manceau, Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des Finances*; Lémery et Germain-Martin, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 10 à 14 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: M. Lémery. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [5 juillet], p. 1036. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1934 (*J. O.* du 7 juillet, p. 6818).

Voir HAUSSE INJUSTIFIÉE DES PRIX.

REFUGIES RUSSES ET ARMÉNIENS. — Voir CONVENTIONS, 13.

REGIME FISCAL (Simplification du). — Voir RÉSOLUTIONS, 5.

REGION PARISIENNE (Aménagement de la). — Amendement (article additionnel 26 quater) à la Loi de finances de l'Exer-

cice 1933, déposé par MM. Boivin-Champeaux, le Général Bourgeois et Auguste Mounié, modifiant certaines dispositions des articles 3 et 10 de la Loi du 14 mai 1932 (Aménagement de la région parisienne). (Voir *J. O.*, du 18 mai 1933, p. 1092 et 1093.) — Amendement transformé en proposition de loi. M. Louis Linyer dépose, au nom de la commission de l'administration, le rapport N° 76. [19 février], p. 117. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: amendement de MM. Cornudet, Amiard, Muret et Lerodu: MM. Cornudet, Auguste Mounié, Louis Linyer, *Rapporteur de la commission de l'administration*, et Amiard. Retrait. Adoption des deux premiers alinéas. Adoption des 3^e et 4^e alinéas et de l'ensemble de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé*: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 14 mai 1932 autorisant l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne » [14 mars], p. 450 et suiv. — Promulgation: Loi du 10 juin 1934 (*J. O.*, 15 juin, p. 5938).

REGIONS LIBEREES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées (art. 112 à 114). (Loi de finances du 28 février 1931, *J. O.*, du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées (art. 52 à 54). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

REGIONS SINISTREES. — Voir DÉBITS DE BOISSONS.

REGISTRE POUR L'INSCRIPTION DES ARTISANS. — Voir ARTISANS.

REPOS HEBDOMADAIRE (Suppression dans le commerce de détail). — Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

REPRESENTANTS DE COMMERCE. — Voir CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE.

REPRESSON DES ACTES TENDANT A TROUBLER L'EXERCICE DES ATTRIBUTIONS DES POUVOIRS PUBLICS. — Voir POUVOIRS PUBLICS.

REQUISITIONS MILITAIRES. — Voir ARMÉE, 9.

RESERVES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Convocation des réserves en 1934 (art. 49 et 56). (Loi de finances du 28 février 1931, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Convocation des réservistes en 1935 (art. 34 et 35). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

RESILIATION DE BAIL EN CAS DE FAILLITE DU LOCATAIRE. — Voir LOYERS.

RESOLUTION (Projet de) (Règlement définitif de l'exercice 1933 et budget du Sénat de l'exercice 1935). — Voir SÉNAT.

RESOLUTION (Propositions de).

1 — Codification des textes relatifs aux assurances sociales. — Proposition de résolution de MM. Cazez, Georges Ulmo et Raymond Martin invitant le Gouvernement à modifier les textes administratifs qui régissent l'application de la loi des assurances sociales, N° 251. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 83. — M. Ray-

mond Martin dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 55 [6 février], p. 101.

2 — **Commission des départements libérés de l'invasion.** — Proposition de résolution de M. Lugol et d'un grand nombre de ses collègues tendant à la nomination d'une commission de 27 membres chargée, en 1933, d'examiner les projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion, N° 6. Voir Table de 1933, (Session ordinaire), p. 82. — M. Auguste Mounié dépose, au nom de la Commission du règlement le rapport N° 58 [6 février], p. 102. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [22 février], p. 153.

3 — **Blé. — Codification des dispositions législatives.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaston Carrère tendant à inviter le Gouvernement à codifier les dispositions législatives relatives à l'organisation du marché du blé et à la fixation d'un prix minimum. Renvoi la Commission de l'agriculture, N° 100 [22 février], p. 153. — M. Victor Boret dépose le rapport N° 279 [16 mars], p. 531.

4 — **Zones franches.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Fernand David, Albert Fouilloux, Gallet, Eugène Chanal, Curral et Messimy, ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à demander à la Suisse l'exacte application aux zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex des dispositions de l'arrêt de la Cour permanente de justice internationale du 7 juin 1932 et de la sentence arbitrale du 1^{er} décembre 1933, et à prendre toutes mesures propres à resserrer les liens économiques entre les zones franches et l'intérieur douanier français, ainsi qu'à consolider l'unité politique et administrative des deux départements, conformément au vœu de la loi du 27 décembre 1933. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des douanes et à la Commission des travaux publics, N° 101 [22 février], p. 153. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [6 mars], p. 351. — M. Marcel Plaisant dépose le rapport N° 185. M. Eugène Chanal dépose l'avis de la Commission des travaux publics N° 186. M. Albert Fouilloux dépose l'avis de la Commission des douanes N° 187. M. Fernand David dépose l'avis de la Commission de l'agriculture N° 188 [8 mars], p. 381. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. — Adoption de l'article unique [16 mars], p. 511.

5 — **Simplification du régime fiscal.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alexandre Israël et d'un très grand nombre de ses collègues, tendant à la constitution d'une commission extraparlamentaire chargée de préparer la simplification du régime fiscal et du mode de perception des impôts. Renvoi à la Commission des finances, N° 118 [23 février], p. 195. — M. Marcel Régnier dépose et lit un rapport N° 135. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Germain-Martin, *Ministre des Finances*, et Alexandre Israël. — Adoption de l'article unique [28 février], p. 281.

6 — **Hommage à la mémoire du roi Albert 1^{er} de Belgique.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. François Labrousse et un grand nombre de ses collègues tendant à rendre un hommage exceptionnel à la mémoire du roi Albert 1^{er}. Renvoi à la commission des affaires étrangères. N° 120 [26 février], p. 200. — M. François Labrousse dépose et lit son rap-

port N° 133. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique [28 février], p. 279.

7 — **Elevage et produits laitiers.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi tendant à prendre les mesures nécessaires à l'organisation et à la défense de l'élevage et des produits laitiers. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 150 [28 février], p. 307. — M. Beaumont dépose le rapport N° 164 [2 mars], p. 344. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [9 mars], p. 396.

8 — **Etiquetage des vins mousseux naturels.** — Proposition de résolution tendant à proroger jusqu'au 30 juin 1928 le délai imparti aux négociants par les circulaires du Ministre de l'Agriculture des 15 décembre 1927 et 20 janvier 1928 concernant l'étiquetage des vins mousseux naturels produits en cuves closes (N° 113, année 1928). Voir Table de 1928, p. 568. — Vote de la question préalable [9 mars], p. 396.

9 — **Dépenses de certaines commissions du Sénat.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Messimy et plusieurs de ses collègues concernant le règlement des dépenses des commissions afférentes à des déplacements. Renvoi à la commission de comptabilité, N° 229 [13 mars], p. 433. — M. René Héry dépose le rapport N° 432 [26 juin], p. 833. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [5 juillet], p. 1032.

10 — **Organisation du Ministère de la Santé publique.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Even relative à l'organisation du Ministère de la Santé publique. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 339 [7 juin], p. 631. — M. Even dépose le rapport N° 441 [28 juin], p. 841.

11 — **Voirie départementale et vicinale.** — MM. Coucoureux, Gaston Carrère et Henry Merlin déposent une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer, sans délai, l'exécution des programmes de voirie départementale et vicinale. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 341 [7 juin], p. 631. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 364 [14 juin], p. 671.

12 — **Commission de réforme de l'Etat.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul-Boncour et un certain nombre de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission de réforme de l'Etat. Renvoi à la Commission du règlement du Sénat, N° 374 [19 juin], p. 638. — M. Henry Bérenger dépose le rapport N° 392 [21 juin], p. 728. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, rapporteur; Léon Perrier, Maulion, Henry Chéron, *garde des sceaux, Ministre de la Justice*; Louis Tissier et Paul-Boncour. Demande d'ajournement, déposée par M. Léon Perrier: rejet. Adoption de l'article unique. Fixation au mardi 3 juillet de la nomination de la Commission [29 juin], p. 883.

13 — **Equipement rural. — Assurances sociales.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Faure et d'un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour la continuation des travaux d'équipement rural avec le concours des fonds de capitalisation des

assurances sociales. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 398 [21 juin], p. 742. — M. Henri Roy dépose le rapport N° 491 [3 juillet], p. 971.

14 — **Céréales panifiables.** — Proposition de résolution de M. Chagnaud et plusieurs de ses collègues, tendant à encourager la production des céréales panifiables (blé et seigle) (N° 360, année 1929). Voir table de 1929, p. 573. — Vote de la question préalable [25 juin], p. 792.

15 — **Licence d'importation des blés.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Babaud-Lacroze et plusieurs de ses collègues, tendant à suspendre toute délivrance de licence d'importation des blés (N° 396, année 1933. Voir table de 1933 (Session ordinaire), p. 83. — Vote de la question préalable [25 juin], p. 792.

16 — **Surveillance par les commissions des crédits du ministère de l'air.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. J.-P. Rambaud et plusieurs de ses collègues relative à l'emploi et à la justification des crédits mis à la disposition du ministère de l'air. Renvoi à la commission des finances, N° 461. M. Joseph Cailiaux, *Président de la commission des finances* [28 juin], p. 862. — M. Marcel Régnier dépose le rapport N° 462. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. le général Bourgeois, *Président de la commission de l'air*; J.-P. Rambaud et le général Denain, *Ministre de l'air*. Adoption de l'article unique [28 juin], p. 864.

17 — **Taxe sur le chiffre d'affaires. — Produits agricoles.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Boret et plusieurs de ses collègues tendant à ne pas relever la taxe sur le chiffre d'affaires pour les produits agricoles de première nécessité. Renvoi à la Commission des finances, N° 463 [28 juin], p. 865. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [31 juillet], p. 971.

18 — **Richesses naturelles de la Corse.** — Dépôt par M. Emile Sari d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à constituer une société nationale destinée à l'encouragement et à l'exploitation des richesses naturelles de la Corse, N° 472 [29 juin], p. 883.

19 — **Travail national aux ouvriers français.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raynaldy tendant à assurer exclusivement aux ouvriers français, tant que durera la crise économique, le travail national. Renvoi à la Commission du commerce, N° 566 [8 novembre], p. 1129. — M. Georges Ulmo dépose le rapport N° 632 [14 décembre], p. 1240.

20 — **Pâtes alimentaires.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour une protection efficace de l'industrie nationale des pâtes alimentaires (N° 420, année 1930). — Rejet de la question préalable [4 décembre], p. 1181.

21 — **Mandarines étrangères. — Droits de douane.** — Dépôt, par M. Maurice Viollette, d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les droits de douane sur les mandarines étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 613 [6 décembre], p. 1194.

22 — **Coordination des textes concernant la viticulture.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camille Reboul relative à la coordination des textes concernant la viticulture. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 661 [21 décem-

bre], p. 1494. — M. Marcel Donon dépose et lit le rapport N° 694. Demande de discussion immédiate. Rejet [23 décembre], p. 1611.

RESPECT DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES. — Voir INTERPELLATIONS, 2.

RÉSPONSABILITÉ CIVILE DES PILOTES. — Voir MARINE MARCHANDE.

RESPONSABILITÉ DES LOCATAIRES EN CAS D'INCENDIE. — Voir CODE CIVIL, 3. — LOCATAIRES.

RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE DU NAVIRE. — Voir CONVENTIONS, 26.

RETRAITE DU COMBATTANT. — Limitations des rappels d'arrérage et suspension du droit à la retraite (art. 38). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

RETRAITE MUTUALISTE. — Voir ORPHELINS DE GUERRE MINEURS.

RETRAITES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites (art. 22). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Prorogation des dispositions de l'article 73 de la loi de finances du 31 mars 1932 relatives à l'admission des fonctionnaires à la retraite (art. 26). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

RETRAITS DE PROJETS DE LOI. — Retrait d'une proposition de loi de M. Henry Merlin tendant à compléter l'article 621 du code de procédure civile en vue d'assurer la défense du marché du blé en cas de vente par adjudication publique (N° 311, année 1934) [12 juin], p. 665. — Retrait: 1° du projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 janvier 1934, qui a approuvé la délibération du 30 septembre 1933 de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine demandant la modification du tarif douanier des beurres frais ou fondus (N° 255, année 1934); 2° du projet de loi tendant à ratifier un décret, pris en exécution de la loi du 13 avril 1928, sur le régime douanier colonial (N° 256, année 1934); 3° du projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 janvier 1934 qui a approuvé la délibération du 30 septembre 1933 de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, demandant le retour à la nomenclature et aux droits du tarif métropolitain en ce qui concerne les positions 338, 339 et 340 relatives aux poteries cuites en grès (N° 260, année 1934); 4° du projet de loi tendant à ratifier une délibération du conseil général de la Guyane relative à l'inscription au tarif spécial de la colonie des récipients métalliques importés pleins d'huiles minérales, dérivés et résidus (N° 263, année 1934) [26 juin], p. 812. — Retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de la Guerre à louer, pour une durée de trente années, les usines d'acide sulfurique de Sorgues (Vaucluse) et de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) (N° 317, année 1929), N° 564 [8 novembre], p. 1129. — Décret portant retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 29 octobre 1926, portant suppression de 37 emplois de vétérinaires départementaux (N° 238, année 1927), N° 620 [11 décembre], p. 1207.

LA RÉUNION (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Avances du Trésor à

l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 111). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 99). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

Voir CODE CIVIL, 7. — COLONIES, 1, 2, 6, 7, 8, 12. — TRIBUNAUX POUR ENFANTS.

REVUE LIBRE DES OPINIONS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tournan et un certain nombre de ses collègues tendant à créer une revue libre des opinions édictée par l'Etat. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 80 [19 février], p. 117.

RHUM (Guyane. — Importation en franchise). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la colonie de la Guyane à importer en franchise, dans la métropole, un contingent complémentaire de 1.650 hectolitres de rhum (alcool pur). Renvoi à la Commission des colonies, N° 510 [4 juillet], p. 1002. — M. Mario Roustan dépose le rapport N° 520 [4 juillet], p. 1024. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration d'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet], p. 1070. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1934 (*J. O.* du 21 juillet, p. 7386).

RIVESALTES (Pyrénées-Orientales). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à dédoubler le canton de Rivesaltes (arrondissement de Perpignan, département des Pyrénées-Orientales). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 604 [4 décembre], p. 1180.

RIZERIE (Industrie de la). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger l'industrie de la rizerie, sa main-d'œuvre et les colonies françaises contre la concurrence des riz manufacturés à l'étranger. Renvoi à la Commission des douanes, N° 28 [25 janvier], p. 77. — M. Rogé dépose le rapport N° 148 [28 février], p. 307. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [9 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 24 mars 1934 (*J. O.* du 25 mars, p. 3042).

ROUMANIE. — Voir CONVENTIONS, 18.

ROUTES. — Travaux relatifs aux routes départementales, aux chemins vicinaux et aux lotissements. Modifications au programme de grands travaux prévu par la loi du 7 juillet 1934 (art. 56). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610).

S

SALUBRITÉ DES HUITRES ET AUTRES COQUILLAGES. — Voir HUITRES.

SANTÉ PUBLIQUE (Protection de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation générale de l'hygiène, l'inspection médicale des établissements d'enseignement et la protection de la santé publique. Renvoi à la Commission de l'hy-

giène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 477 [29 juin], p. 910.

SAPEURS - POMPIERS COMMUNAUX. — Voir MÉDAILLE D'HONNEUR.

SARRE (Territoire de la). — Voir CONVENTIONS, 16. — CRÉDITS, 11.

SAVONS. — Voir FRAUDES, 4.

SCHISTES BITUMINEUX. — Voir DOUANES, 59.

DE SELVES, ancien Président du Sénat. — M. le Président rend hommage à sa mémoire. M. Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, associe le Gouvernement à cet hommage [16 janvier], p. 34.

SEMENCES DE TREFLE ET DE LUZERNE IMPORTÉES EN FRANCE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 20 juillet 1927 portant obligation de colorier artificiellement les semences de trèfle des prés et de luzerne importées en France. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 535 [5 juillet], p. 1066.

SENAT.

Règlement définitif du Budget de l'Exercice 1933. — Budget de l'Exercice 1935. — Dépôt, par M. René Héry, d'un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur: 1° le projet de résolution portant pour l'année 1933: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du Budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des recettes et dépenses des caisses de retraites des anciens Sénateurs et du personnel du Sénat; d) approbation du compte de gestion; 2° le projet de résolution portant fixation du Budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'Exercice 1935, et évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat pour l'Exercice 1935, N° 586 [27 novembre], p. 1148. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble des projets de résolution [18 décembre], p. 1360.

Dépenses de certaines Commissions. — Voir RÉSOLUTIONS, 9.

SEPARATION DE BIENS (Art. 1444 du Code civil. — Application aux Antilles et à la Réunion). — Voir COLONIES, 4.

SERGENTS-CHEFS (Pensions des). — Voir ARMÉE, 7.

SÉRUMS THÉRAPEUTIQUES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 7 [12 janvier], p. 17. — M. Lavergne dépose le rapport N° 290 [17 mai], p. 554. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juin], p. 619. — Promulgation: Loi du 20 juin 1934 (*J. O.* du 22 juin, p. 6178).

SERVICES AUTOMOBILES DE TRANSPORT EN COMMUN. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, réglant les services automobiles de transport en commun. Voir: Table de 1928, p. 598 (*Transports en commun*); années 1930-1931. — M. Victor Judet dépose, au nom de la Commission des travaux publics, un 2^e rapport supplémentaire, N° 102 [22 février], p. 163.

SERVICES PUBLICS. — Voir **POUVOIRS PUBLICS.**

SERVICES VOTES. — Nomenclature des services votés (Art. 71). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Nomenclature des services votés (Art. 51). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

SERVITUDES DE VISIBILITE. — Voir **VORRIE ROUTIERE.**

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *Président d'âge*, déclare ouverte la Session ordinaire de 1934 [9 janvier], p. 1. — M. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la Session ordinaire de 1934, N° 562 [6 juillet], p. 1100.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en Session extraordinaire, N° 563 [6 novembre], p. 1103. — M. P.-E. Flandin, *Président du Conseil*, donne lecture du décret de clôture de la Session extraordinaire, N° 695 [23 décembre], p. 1612.

SIGNALISATION ROUTIERE. — Voir **CONVENTIONS**, 8.

SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT POUR L'AMÉLIORATION DES RACES DE CHEVAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réserver, à titre exceptionnel, à la société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, le bénéfice total du prélèvement légal qui sera opéré sur les sommes engagées au pari mutuel au cours de la réunion de courses de nuit qui sera tenue, hors programme, le 30 juin 1934, sur l'hippodrome de Longchamp. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 345 [8 juin], p. 646. — M. Jean Jacquy dépose le rapport N° 357 [12 juin], p. 665. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 juin], p. 671. — Promulgation: Loi du 18 juin 1934 (*J. O.* des 18 et 19 juin, p. 6054; Rectificatif: *J. O.* du 20 juin, p. 6083).

SOCIÉTÉS.

1 — **Sociétés à responsabilité limitée.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée (N° 577, année 1933). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 32. — M. Bender dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 11 [16 janvier], p. 34.

2 — **Sociétés anonymes dont les titres font l'objet de négociations publiques (Commissaires aux comptes).** — Proposition de loi de M. Lesaché et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la désignation des commissaires aux comptes dans les sociétés anonymes dont les titres font l'objet de négociations publiques (N° 361, année 1932). Voir Table 1933 (Session ordinaire), p. 59; (Session extraordinaire), p. 32. — M. Marcel Régnier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 42 [25 janvier], p. 89. — M. Lesaché dépose un rapport supplémentaire N° 50 [6 février], p. 101. — *Jointe à la proposition de loi de M. Jules Delahaye* [20 février] p. 133. — Voir **SOCIÉTÉS**, 5.

3 — **Sociétés anonymes (Pénalités contre les administrateurs de).** — Proposition de loi de MM. Lesaché, Pol-Chevalier et Jean Bose, tendant à compléter l'article 45 de la loi du 24 juillet 1867 (Pénalités contre les administrateurs de sociétés anonymes) (N° 83, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 84; (Session extraordinaire), p. 32. — M. Marcel Régnier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 42 [25 janvier], p. 89. — M. Lesaché dépose un rapport supplémentaire N° 50 [6 février], p. 101. — *Jointe à la proposition de loi de M. Jules Delahaye* [20 février], p. 133. — Voir **SOCIÉTÉS**, 5.

4 — **Sociétés anonymes (Contrôle des actionnaires dans les).** — Proposition de loi de M. Lesaché tendant à renforcer le contrôle des actionnaires dans les sociétés anonymes (N° 856, année 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 84; (Session extraordinaire), p. 32. — M. Marcel Régnier dépose au nom de la Commission des finances, l'avis N° 42 [25 janvier], p. 89. — M. Lesaché dépose un rapport supplémentaire N° 50 [6 février], p. 101. — *Jointe à la proposition de loi de M. Jules Delahaye* [20 février], p. 133. — Voir **SOCIÉTÉS**, 5.

5 — **Sociétés faisant appel à l'épargne ou au crédit (Responsabilité des directeurs et administrateurs).** — Proposition de loi de M. Jules Delahaye sur les responsabilités des directeurs et administrateurs de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit (N° 255 de 1923 et année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 84 (Session extraordinaire), p. 32. — M. Marcel Régnier dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 42 [25 janvier], p. 89. — M. Lesaché dépose un rapport supplémentaire, N° 50 [6 février], p. 101. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Hervey, Lamoureux, *Ministre du Commerce*; Émile Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Art. 1^{er}: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Émile Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. Bender: M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Adoption du 4^e alinéa. Amendement de M. Bender: adoption (devenant les 5^e et 6^e alinéas). Adoption du 7^e alinéa. Nouvel alinéa proposé par la Commission: M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Renaudot et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Demande de renvoi de l'alinéa à la Commission, par M. Hachette: retrait. Adoption du nouvel alinéa proposé par la Commission (devenant le 8^e alinéa). Adoption des 9^e, 10^e et 11^e alinéas. Renvoi de l'article 1^{er} à la Commission. Art. 2: MM. Lamoureux, *Ministre du Commerce*; Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Lefas, Martin-Binachon, Eugène Milliès-Lacroix et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi de l'article à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [20 février], p. 133. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} (suite): 4^e de l'article: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Raynaldy. Adoption. 5^e de l'article: Amendement de M. Boivin-Champeaux: M. Boivin-Champeaux: retrait. Amendement de MM. Martin-Binachon et Japy: MM. Martin-Binachon, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Hachette, Émile

Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*: retrait. Adoption du 5^e modifié. Observations de MM. Émile Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Raynaldy et Chapsal. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: Demande de suppression de l'article, par M. Hachette: MM. Hachette, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Eugène Milliès-Lacroix, Paul Laffont, Robert Thoumyre et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Lesaché, *Rapporteur*, et Eugène Milliès-Lacroix. Suite de l'article 2: Nouvelle rédaction de la Commission pour le commencement du 2^e alinéa de l'article: adoption. Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*: adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 2. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [22 février], p. 153, 163. — Suite de la discussion. Art. 3 (*Administrateurs. Intérêts dans des opérations faites avec la société*): MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Martin-Binachon, Manuel Fourcade, Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement de M. Cavillon: M. Edmond Cavillon et Lesaché, *Rapporteur*. Retrait. Amendement repris par M. Boivin-Champeaux: M. Boivin-Champeaux. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Régnier: MM. Marcel Régnier, Lesaché, *Rapporteur*; Manuel Fourcade et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. 1^{er} alinéa de l'amendement: adoption. 2^e alinéa: M. Lesaché, *Rapporteur*. Adoption de l'alinéa modifié. Alinéas 3 à 5: adoption. 6^e alinéa: MM. Lesaché, *Rapporteur*; Manuel Fourcade et Marcel Régnier. Adoption de l'alinéa modifié. 7^e et dernier alinéa: Amendement de M. Bender: MM. Bender et Marcel Régnier: retrait. Observations de MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Eugène Milliès-Lacroix. Amendement de M. Milliès-Lacroix: MM. Eugène Milliès-Lacroix et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption (devenant le 7^e alinéa de l'amendement de M. Marcel Régnier). Adoption de l'ensemble de l'amendement et, par voie de conséquence, de l'article 3. Art. 4 (*Gérant. Compte rendu annuel de gestion*): Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de MM. Philip et Brard: MM. Jean Philip, Lesaché, *Rapporteur*, et Hervey. Retrait. Adoption du 2^e alinéa. 3^e alinéa: Amendement de M. Régnier: MM. Marcel Régnier, Lesaché, *Rapporteur*; Hachette, Hervey et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Renvoi de l'amendement et de l'article à la commission. Art. 5 (*Etat sommaire semestriel. Inventaire. Bilan*): MM. Marcel Régnier et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [6 mars], p. 351. — Suite de la discussion. Observations de MM. Lugol, *Président de la Commission de législation*; Lisbonne et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [15 mai], p. 537. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} à 3 précédemment adoptés. Art. 4 (nouvelle rédaction): MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Régnier, Hervey, Germain-Martin, *Ministre des finances*, et Hachette. Alinéa 1^{er}: adoption. Alinéa II: MM. Marcel Régnier,

Germain-Martin *Ministre des Finances*; Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Amendement de M. Marcel Régnier: adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Alinéa III: Amendement de M. Hachette: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Hachette. Rejet. Amendement M. Marcel Régnier: MM. Marcel Régnier et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Alinéas IV et V: adoption. Sur l'article: MM. Chapsal et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Art. 5: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement de M. Bender: non soutenu. Demande, par la Commission, de numéroter les paragraphes en chiffres romains: adoption. Paragraphe I^{er}: adoption. Paragraphe II: adoption de l'alinéa complété. Paragraphe III: adoption. Paragraphe IV: adoption de l'alinéa modifié. Paragraphe V: M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Amendement de M. Boivin-Champeaux: non soutenu. Amendement de M. Marcel Régnier: adoption. Adoption de l'ensemble du paragraphe V, complété par l'amendement de M. Marcel Régnier. Paragraphe VI: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Art. 6: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption des cinq premiers alinéas. 6^e alinéa: Amendement de M. Bender: non soutenu. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des 7^e et 8^e alinéas et de l'ensemble de l'article 6 modifié. Art. 7: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; François de Wendel et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'article modifié. Art. 8: M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'article modifié. Observation de M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [17 mai], p. 554. — Suite de la discussion. Art. 9 (nouvelle rédaction): M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*: Paragraphe I^{er}: 1^{er} alinéa: Amendement de M. Jean Philip: non maintenu. Amendement de M. Marcel Régnier: retrait. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Martin-Binachon: MM. Martin-Binachon, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Régnier, *Rapporteur de la Commission des finances*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. En conséquence, rejet du 2^e alinéa. Paragraphe II: adoption. Amendement de M. Bender: M. Bender. Retrait. Paragraphe III: Amendement de M. Milliers-Lacroix: non soutenu. Observations de MM. Martin-Binachon, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; François-Saint-Maur et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption d'une nouvelle rédaction. Paragraphe IV: adoption. Paragraphe V: 1^{er} et 2^e alinéa: Amendements de MM. Cavillon et Hachette: M. Hachette. Retrait. Amendement de M. Marcel Régnier: 1^{er} alinéa de l'amendement: MM. Marcel Régnier, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et François-Saint-Maur. Adoption, au scrutin (devenant le 1^{er} alinéa du paragraphe V); 2^e alinéa de l'amendement: MM. Marcel Régnier, Lesaché, *Rapporteur*

de la Commission de législation; Hachette et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption (devenant le 2^e alinéa du paragraphe V). 3^e alinéa du paragraphe: adoption. Adoption du paragraphe V modifié et de l'ensemble de l'article 9. Art. 10: M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'article modifié. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [29 mai], p. 582. — Suite de la discussion: Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Art. 11 (nouvelle rédaction): MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Lefas. Paragraphe I^{er}: Amendement de M. Hachette: M. Hachette. Amendement de M. François de Wendel: M. François de Wendel. Amendement de M. Milliers-Lacroix: M. Eugène Milliers-Lacroix. Observations de MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption, après modifications, de la 1^{re} partie du paragraphe. 2^e partie du paragraphe: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Marcel Régnier. Adoption (devenant la 2^e partie du paragraphe). Amendement de M. François de Wendel: MM. Eugène Milliers-Lacroix et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Paragraphe II: MM. Eccard, Lefas, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Eugène Milliers-Lacroix, Hachette, Emile Bender, Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; François-Saint-Maur, de Courtois, *Vice-Président de la Commission de législation*; Louis Tissier et Marcel Régnier. 1^{er} alinéa: adoption, au scrutin. 2^e alinéa: adoption. Paragraphe III: adoption. Paragraphe IV: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Marcel Régnier, Hachette, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Gasnier-Duparc, de Courtois, *Vice-Président de la Commission de législation*, et François-Saint-Maur. Adoption. Adoption du paragraphe. Paragraphe V: Amendement de M. Marcel Régnier: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Régnier, François-Saint-Maur et le Comte Louis de Blois. Adoption (devenant le paragraphe V). Adoption de l'ensemble de l'article 11. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [31 mai], p. 598. — Suite de la discussion. Art. 12 (nouvelle rédaction) (*Diplôme de « commissaire - vérificateur de sociétés »*): MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Eugène Milliers-Lacroix. 1^{er} alinéa: Amendement de M. Marcel Régnier: retrait. Adoption de l'alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: adoption. Adoption de l'alinéa complété. 3^e et 4^e alinéa: adoption. 5^e alinéa: Amendement de MM. François-Saint-Maur et Lefas: MM. Lefas, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Lugol, *Président de la Commission de législation*, et le Comte Louis de Blois. Retrait. Adoption de l'alinéa. 6^e et 7^e alinéa: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Art. 13 (*Convocation des assemblées générales*): adoption. Art. 14 (*Date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 11*): MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Nouvelle rédaction de la Commission: adoption. Art. 15 (*Communication du rapport du gérant et de celui du conseil de surveillance*): Amendement de M. Hachette: non soutenu.

Observations de MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Eugène Milliers-Lacroix. Art. 15 (*suite*): Nouvelle rédaction de la Commission: MM. François de Wendel, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Marcel Régnier, Martin-Binachon, Lugol, *Président de la Commission de législation*; le Comte Louis de Blois et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Demande de renvoi de l'article à la Commission, par M. Martin-Binachon. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [5 juin], p. 620. — Suite de la discussion. Art. 15 (*suite*) (*Communication du rapport du gérant et de celui du conseil de surveillance*): Nouvelle rédaction de la Commission: MM. Lesaché, *Président de la Commission de législation*; Eugène Milliers-Lacroix et François de Wendel. Observations de MM. Herve, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Manuel Fourcade et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Art. 15: réservé. Art. 16 (*Communication du rapport du conseil d'administration*): réservé. Art. 17 (*Copie de la feuille de présence par un actionnaire*): M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Amendement de M. Bender: M. Bender. Retrait. Observations de MM. Manuel Fourcade, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Léon Bérard et Eugène Milliers-Lacroix. Retrait de l'amendement de M. Bender. Adoption de l'article modifié. Article additionnel 17 bis, proposé par M. Bender: adoption. Art. 15 précédemment réservé: adoption. Amendement de M. Bender: M. Bender: adoption. Art. 16 précédemment réservé: adoption. Art. 18 (*Action en nullité de la société*): amendement de M. Bender: adoption. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e et 4^e alinéas: adoption. Amendement de M. Bender: MM. Bender, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption. 5^e alinéa: Amendement de M. Bender: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement modifié (devenant le 5^e alinéa). Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 19 (*Membre de plus de six conseils d'administration rétribués. Interdiction*): Amendement de M. Caillier: MM. Caillier, Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: adoption. Observations de MM. le comte Louis de Blois et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'article. Art. 20 (*Administrateurs faisant actuellement partie de plus de six conseils rétribués*): MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et François-Saint-Maur. Art. 20 bis (*Responsabilité des administrateurs*): adoption. Art. 21 (*Action contre les gérants et les membres du conseil de surveillance*): 1^{er} alinéa: adoption. Paragraphes I à III inclus: adoption. Paragraphe IV: amendement de M. Babaud-Lacroix: retrait. Observation de M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption du paragraphe modifié. Paragraphe V: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 22 (*Souscriptions fictives. Auteurs responsables. Pénalités*): 1^{er} et 2^e alinéa: adoption. Paragraphes 1^o à 5^o inclus: adoption. Paragraphe 6^o: 1^{er} alinéa: adoption. Amendement de M. Bender: MM. Bender, Lesaché, *Rapporteur de la Commis-*

sion de législation, et Lugol, *Président de la Commission*. Rejet. 2^e alinéa et dernier: MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 23 (*Commissaires. Pénalités*): adoption. Art. 24 (*Administrateurs des sociétés anonymes. Obligations. Pénalités*): M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Article additionnel 24 bis, proposé par M. Milliers-Lacroix: MM. Eugène Milliers-Lacroix, Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'article modifié. Amendements de M. Milliers-Lacroix: retrait. Art. 25 (*Application de la loi aux sociétés actuellement existantes*): MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Marcel Régnier et Lesaché, *Rapporteur de la Commission*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [7 juin], p. 631. — Suite de la discussion. Art. 25 (suite) (*Application de la loi aux sociétés actuellement existantes*). Nouvelle rédaction de la Commission: adoption. Demande de retrait de l'urgence: MM. Martin-Binachon, Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Vote du passage à une 2^e délibération. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés » [8 juin], p. 646. — 2^e délibération. Observations de M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Art. 1^{er} (*Constitution des sociétés en commandite par actions*): Paragraphes I et II: adoption. Paragraphe III: 1^{er} alinéa: Amendement de M. Hachette: MM. Hachette et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, ministre de la Justice*. Retrait. Adoption de l'alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Hachette: retrait. Adoption de l'alinéa. 3^e alinéa: adoption. 4^e alinéa: Amendement de M. Farjon: MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Farjon et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption du dernier alinéa. Paragraphe IV: adoption. Paragraphe V et dernier: 1^{er} alinéa: Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: MM. Eugène Milliers-Lacroix, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Lefas, Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Hachette et Marcel Régnier, *Rapporteur de la Commission des finances*. Retrait. Amendement de M. Lefas: retrait. Adoption de l'alinéa. Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: rejet. 2^e alinéa et dernier: Amendement de M. Marcel Régnier: M. Marcel Régnier. Adoption (devenant le 2^e alinéa). Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er} modifié. Art. 2 (*Modifications à l'article 34 du Code de commerce*): Amendement de M. Lémery: non soutenu. Adoption de l'article. Art. 3 (*Administrateurs. Intérêts dans une opération faite avec la société*): 1^{er} alinéa: adoption. 2^e alinéa: Amendement de M. Lémery: non soutenu. Adoption de l'alinéa. 3^e alinéa: Amendement de M. Lucien Voilin: MM. Lucien Voilin, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Farjon, James Hennessy et Robert Thoumyre. Retrait. Adoption de l'alinéa. 4^e alinéa: adoption. 5^e alinéa: Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: MM. Eugène Milliers-Lacroix et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Amendement de M. Farjon: adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'ar-

ticle. Art. 4 (*Etat de la situation active et passive. Bilan. Gérant. Compte rendu annuel de gestion*): adoption des 2 premiers paragraphes. Paragraphe III: 1^{er} alinéa: adoption. 2^e alinéa: Amendement de M. Lefas: MM. Lefas et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption du 3^e et dernier alinéa. Paragraphes IV et V et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 5 (*Société anonyme. Etat sommaire semestriel. Inventaire. Bilan*): adoption. Art. 6 (*Commissaires. Incompatibilités*): MM. Babaud-Lacroze et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: MM. Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Eugène Milliers-Lacroix. Retrait. Art. 7 (*Société en commandite par actions. Conseil de surveillance. Commissaire aux comptes. Incompatibilités*): M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Hachette: MM. Hachette et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Amendement de M. Bender: MM. Bender, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Hachette, Farjon, François de Wendel, Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Lugol, *Président de la Commission de législation*; Eugène Milliers-Lacroix, James Hennessy et Marcel Régnier. Nouvelle rédaction de la Commission: M. Eugène Milliers-Lacroix. Adoption, au scrutin. Amendement de M. Bender: M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Dernier alinéa: Amendement de M. Lémery: non soutenu. Amendement de M. François de Wendel: MM. François de Wendel, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Lugol, *Président de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi de l'article à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [21 juin], p. 712. — Suite de la 2^e délibération. Art. 7 (suite) (*Société en commandite par actions. Conseil de surveillance. Commissaire aux comptes. Incompatibilités*): M. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et François de Wendel. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Amendement de MM. le Comte de Leusse, Eccard et Paul Jourdain: MM. Eccard et Lugol, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'alinéa. Amendement de M. Lémery: non soutenu. Amendement de M. François de Wendel: retrait. Adoption du 4^e alinéa et dernier. Amendement de M. Lémery: non soutenu. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 8 (*Commissaires des sociétés anonymes. Incompatibilités*): adoption. Amendement de M. Lémery: non soutenu. Adoption de l'article. Amendement de M. Eugène Milliers-Lacroix: retrait. Art. 9 (*Commissaires. Rapport à l'assemblée générale. Durée du mandat. Rémunération*): Paragraphe 1^{er}: Amendement de M. Lémery: non soutenu. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Amendement de M. Hachette: adoption. Amendement de M. Bender: adoption. Amendement de M. Farjon: retrait. Amendement de MM. le comte de Leusse, Eccard et Paul Jourdain: adoption. Nouvelle rédaction de la Commission: MM. Eugène Milliers-Lacroix et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*: adoption. Paragraphe II: adoption. Paragraphe III: MM. Chapsal: *Président de la Commission des douanes*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Nouvelle ré-

daction: adoption. Paragraphe IV: Amendement de M. Bender: M. Bender. Nouvelle rédaction de la Commission: MM. Eugène Milliers-Lacroix, Lugol, *Président de la Commission de législation*; Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*: adoption. Paragraphe V et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 10 (*Commissaires. Vérification des opérations de la société*): Amendement de M. Lémery, repris par M. Eugène Milliers-Lacroix: MM. Eugène Milliers-Lacroix, Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Albert Mahieu, Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*: retrait. Adoption des deux premiers alinéas. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 11, 12, 13 et 14: reportés aux articles 81 à 84. Art. 15 (*Convocations aux assemblées générales. Communication du rapport du gérant et du rapport du conseil de surveillance*): MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e alinéa: Amendement de M. Lémery, repris par M. Eugène Milliers-Lacroix: adoption. Amendement de M. Gasnier-Duparc, repris par M. Jean Lemaistre: M. Lesaché, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'alinéa. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 16 (*Communication du rapport du conseil d'administration*): Amendement de M. Lémery: adoption. Adoption de l'article. Art. 17 (*Copie de la feuille de présence par un actionnaire*): adoption. Art. 18 (*Actions en nullité de la société*): M. Marcel Régnier, *Rapporteur général de la Commission des finances*: adoption. Art. 19 (*Membres de plus de dix conseils d'administration rétribués. Interdiction*): MM. Martin-Binachon, Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*, et Lefas. Amendement de M. Lémery: non soutenu. Amendement de M. François de Wendel: MM. Lefas, Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Eugène Milliers-Lacroix, Robret Thoumyre et François-Saint-Maur. Retrait. Nouvelle rédaction de la Commission: adoption. Art. 20 (*Responsabilité solidaire des administrateurs*): Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Rejet, au scrutin. Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Marcel Régnier: adoption. Adoption de l'article. Art. 21 (*Action contre les gérants ou les membres du conseil de surveillance*): adoption. Art. 22 (*Souscriptions fictives. Auteurs responsables. Pénalités*): MM. James Hennessy et Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*. Adoption de l'article modifié. Art. 23 (*Commissaires. Pénalités*): adoption. Art. 24 (*Administrateurs des sociétés anonymes. Pénalités*): adoption. Art. 25 (*Liste nominative des souscripteurs*): adoption. Art. 26 (*Commissaires-vérificateurs de sociétés*) (addition des articles 81, 82, 83 et 84 à la loi de 1867): MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*, et Henry Chéron, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Art. 81: Adoption des six premiers alinéas. 7^e alinéa et dernier: Amendements: 1^o de M. Albert Mahieu; 2^o de M. Bender: MM. Lesaché, *Rapporteur de la Commission de législation*; Albert Mahieu, Marcel Régnier, *Rapporteur géné-*

ral de la Commission des finances, et James Hennessy. Rejet. Adoption de l'article. Art. 82: adoption. Art. 83: M. Lesaché, Rapporteur de la Commission de législation. Adoption. Art. 84: Amendement de M. Farjon: satisfait. Amendement de M. Eugène Milliès-Lacroix: MM. Eugène Milliès-Lacroix et Lesaché, Rapporteur de la Commission de législation. Retrait. Adoption de l'article. Article additionnel proposé par M. Chapsal: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [22 juin], p. 752.

6 — **Loi de finances.** — Prorogation pendant un an du régime concernant les fusions des sociétés (art. 12). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018).

SOCIÉTÉS DE CHASSE (Statut). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à donner un statut aux sociétés de chasse. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 234 [14 mars], p. 448.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Modifications à la loi du 1^{er} avril 1898.)

1 — Proposition de loi de M. Georges Faugère tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. N° 594. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 32. — M. Turbat dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 442 [28 juin], p. 841.

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 177, année 1931). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 32. — M. Even dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport supplémentaire N° 599 [29 novembre], p. 1166.

3 — Proposition de loi de MM. Strauss, Edmond Cavillon et Anatole Manceau tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 251, année 1930). Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 32. — M. Even dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport supplémentaire N° 599 [29 novembre], p. 1166.

SOIE ET TISSUS DE SOIE. — Voir FRAUDES, 1.

SOMAIN A ANZIN (Ligne de). — Voir ANZIN.

SOMMATIONS EN CAS D'ATTOUPEMENT. — Dépôt, par M. Henry Chéron, d'une proposition de loi, sur les sommations en cas d'atoupeement. Renvoi à la Commission de législation, N° 575 [13 novembre], p. 1135.

SORGUES. — Voir POWDRERIE. — USINES D'ACIDE SULFURIQUE.

SOUS-PREFECTURES. — Suppression des sous-préfectures de « Metz-Campagne » et de « Colmar-Campagne » (art. 31). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

SPARTERIE (Articles de). — Voir DOUANES, 19.

SPECTACLES CINÉMATOGRAPHIQUES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Désiré Valette tendant à autoriser les communes de moins de 10.000 habitants à exploiter elles-mêmes des spectacles cinématographiques. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 645 [20 décembre], p. 1435.

STAGE NOTARIAL (Dispense du). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler sous certaines conditions les avocats défenseurs des colonies aux avocats et avoués quant au bénéfice de la dispense de stage notarial établie par l'article 37 de la loi du 12 août 1902. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 373 [19 juin], p. 688.

STATIONS HYDROMINÉRALES, CLIMATIQUES ET DE TOURISME. — Voir TOURISME.

STATUT DES GRANDS MUTILES DE LA GUERRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances, N° 670 [22 novembre], p. 1517.

STATUT DU PERSONNEL DES COMPAGNIES DE NAVIGATION. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

STATUT DU PERSONNEL DES CONCESSIONS DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle). — Projet de loi tendant à étendre aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 28 juillet 1928 ayant pour objet l'insertion de clauses relatives au statut du personnel dans les cahiers des charges des concessions de gaz et d'électricité. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 32. — Promulgation: Loi du 27 mars 1934 (*J. O.* du 31 mars, p. 3266).

SUBLIGNY (Commune de) (Yonne). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Sens-Sud la commune de Subigny qui dépend actuellement du canton de Chéroy (département de l'Yonne). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 220 [13 mars], p. 419. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 237 [14 mars], p. 443. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 508. — Promulgation: Loi du 31 mars 1934 (*J. O.* du 5 avril, p. 3490).

SUBVENTIONS POUR TRAVAUX COMMUNAUX (Réduction des). — Voir INTERPELLATIONS, 43.

SUEDE. — Voir CONVENTIONS, 27.

SUISSE. — Voir CONVENTIONS, 9, 22, 32. — TRAITÉS, 2.

SURTAXES COMPENSATRICES. — Voir DOUANES, 43, 53.

SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE A L'ECOLE PUBLIQUE. — Voir INTERPELLATIONS, 4.

T

TARIF DOUANIER (Modification par décrets). — Voir DOUANES, 23.

TARIFS POSTAUX. — Voir CHAMBRES D'AGRICULTURE. — CHAMBRES DE MÉTIERS.

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES (Produits agricoles de première nécessité). — Voir RÉSOLUTIONS, 17.

TAXES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES (Application et perception).

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux taxes à appliquer dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au Ministère des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances, N° 106 [23 février], p. 172. — M. Henry Bérenger dépose le rapport N° 241 [14 mars], p. 466. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 511. — Promulgation: Loi du 22 mars 1934 (*J. O.* des 26-27 mars, p. 3106).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la perception au moyen de timbres mobiles des taxes appliquées dans les chancelleries diplomatiques et consulaires. Renvoi à la Commission des finances, N° 107 [23 février], p. 172. — M. Henry Bérenger dépose le rapport N° 242 [14 mars], p. 466. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 511. — Promulgation: Loi du 22 mars 1934 (*J. O.* du 23 mars, p. 2946).

TAXES LOCALES. — Voir IMPÔT FONCIER.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Voir CONVENTIONS, 20.

TERRAINS EN MONTAGNE. — Voir REBOISEMENT.

THE. — Voir DOUANES, 6.

TISSUS (Admission temporaire des). — Voir DOUANES, 24.

TISSUS DE SOIE PURE. — Voir DOUANES, 12.

TITRES EMIS PAR DES SOCIÉTÉS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la compétence en matière de remboursement de titres ou de paiement des coupons émis par les sociétés et collectivités françaises ou étrangères. Renvoi à la Commission de législation, N° 503 [3 juillet], p. 997. — M. Curral dépose et lit un rapport N° 542. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Charles Dumont. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1068. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1934 (*J. O.* du 13 juillet, p. 7058).

TOURISME (Stations hydrominérales, climatiques et de). — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 septembre 1919 relative aux stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 31 [25 janvier], p. 77. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène [31 mai], p. 598.

TRAITÉS.

1 — **Traité d'arbitrage entre la France et la Perse.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la ratification du traité d'amitié et d'arbitrage entre la France et la Perse (N° 124, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 85. — M. Labrousse dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 145 [28 février], p. 297. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. François Labrousse, Rapporteur de la Commission des affaires étrangères. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 mars], p. 371. — Pro-

mulgation: Loi du 11 mars 1934 (*J. O.* du 13 mars, p. 2570).

2 — **Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Suisse et la France.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de conciliation et d'arbitrage obligatoires conclu entre la Suisse et la France à Paris le 6 avril 1925. Voir Table de 1927, p. 617; année 1932. — M. Labrousse dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport supplémentaire N° 146 [28 février], p. 297. — 1^{re} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. François Labrousse, Rapporteur de la Commission des affaires étrangères, et Louis Barthou, Ministre des Affaires étrangères. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 mars], p. 351. — Promulgation: Loi du 9 mars 1934 (*J. O.* du 11 mars, p. 2514).

3 — **Traité entre la Principauté de Monaco et la France (Recrutement de fonctionnaires).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité sur l'admission des Monégasques à des emplois publics en France et sur le recrutement des fonctionnaires de la Principauté de Monaco conclu entre la Principauté de Monaco et la France, à Paris, le 28 juillet 1930. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 200 [9 mars], p. 395.

4 — **Traité de travail entre la France et l'Autriche.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de travail conclu entre la France et l'Autriche, N° 84. Voir Table de 1933, p. 85. — M. Raynaldy dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 320 [31 mai], p. 598. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 juin], p. 813. — Promulgation: Loi du 5 août 1934 (*J. O.* du 9 août, p. 8298).

TRANSCRIPTION (Formalité de la). — Proposition de loi de M. François Milan et de plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire la formalité de la transcription. Voir Table de 1924, p. 587. — M. Pol-Chevalier dépose, au nom de la Commission de législation, un rapport supplémentaire N° 519 [4 juillet], p. 1024.

TRANSCRIPTION OBLIGATOIRE DES ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Proposition de loi de MM. Jean Bosc, T. Steeg et François Milan, relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la réfection et à la tenue à jour du cadastre par les notaires, N° 332. Voir année 1933 (Session ordinaire), p. 81; (Session extraordinaire), p. 31. — M. Pol-Chevalier dépose, au nom de la Commission de législation, un rapport supplémentaire N° 519 [4 juillet], p. 1024.

TRANSPORT DES VOYAGEURS, DES BAGAGES ET DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER. — Voir CONVENTIONS, 29.

TRANSPORTS AUTOMOBILES (Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935). — Subventions aux services publics de transports par automobiles (art. 108 et 109). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018). — (*Budget de 1935*): Subventions aux services publics de transports par automobiles (art. 96). (Loi de finances du 24 décembre 1934, *J. O.* du 25 décembre, p. 12610.)

Voir SERVICES AUTOMOBILES.

TRAVAIL NATIONAL. — Voir RÉSOLUTIONS, 19.

TRAVAUX COMMUNAUX (Réduction des subventions). — Voir INTERPELLATIONS, 13.

TRAVAUX IMPOSÉS AUX PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES. — Voir PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES.

TRAVAUX ROUTIERS DANS LES ZONES FRANCHES. — Voir CRÉDITS, 10.

TREFLE. — Voir SEMENCES.

TRESOR. — Voir PRIVILÈGE DU TRÉSOR.

TRIBUNAL DE LA SEINE. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 7.

TRIBUNAL DE COMMERCE (Election des membres). — Proposition de loi de M. Edmond Cavillon et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 14 janvier 1933 relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce (N° 19, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 85; (Session extraordinaire), p. 32. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [6 mars], p. 363.

TRIBUNAUX FRANÇAIS POUR LA NAVIGATION DU RHIN. — Voir CONVENTIONS, 6.

TRIBUNAUX MIXTES DE COMMERCE AUX ANTILLES ET A LA RÉUNION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 26 avril 1928, instituant des tribunaux mixtes de commerce aux Antilles et à la Réunion, N° 651. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 33. — M. Hachette dépose le rapport N° 469 [29 juin], p. 883. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet], p. 1060. — Promulgation: Loi du 7 septembre 1934 (*J. O.* du 12 septembre, p. 9402).

TRIBUNAUX POUR ENFANTS ET LIBERTÉ SURVEILLÉE AUX ANTILLES ET A LA RÉUNION. — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'application des lois sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée aux Antilles et à la Réunion. Renvoi à la Commission de législation, N° 23 [19 janvier], p. 69. — M. Catalogne dépose le rapport N° 111 [23 février], p. 173. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 mars], p. 363. — Promulgation: Loi du 12 avril 1934 (*J. O.* du 22 avril, p. 4018).

TRIPOLITAINE (Cession à l'Italie de territoires français au Sud de la). — Voir INTERPELLATIONS, 14.

TRIPTYQUE (Régime du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la consécration légale du régime du triptyque, N° 502. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 33. — Promulgation: Loi du 14 janvier 1934 (*J. O.* du 17 janvier, p. 442).

TUNISIE (Fonctionnaires de la Métropole, détachés en). — Voir FONCTIONNAIRES.

TUTELLE DES ENFANTS NÉS HORS MARIAGE. — Proposition de loi de MM. Justin Godart et Paul Jourdain, tendant à établir la tutelle des enfants nés hors mariage. Renvoi à la Commission de législation, N° 567 [8 novembre], p. 1129.

U

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES. — Voir CONVENTIONS, 21.

URBANISME (Projets régionaux d'). — Projet de loi tendant à la création de projets régionaux d'urbanisme (N° 359, année 1932). — M. Morizet dépose, au nom de la Commission de l'administration générale le rapport, N° 671 [22 décembre], p. 1517.

USINES (Installation dans la zone des frontières). — Voir ARMÉE, 6.

USINES D'ACIDE SULFURIQUE DE SORGUES (Vaucluse) ET DE PORT-DE-BOUC (Bouches-du-Rhône). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de la Guerre à louer, pour une durée de trente années les usines d'acide sulfurique de Sorgues (Vaucluse) et de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), N° 317. Voir Table de 1929, p. 630. — Retrait de ce projet de loi [8 novembre], p. 1129.

USUFRUIT DU CONJOINT SURVIVANT. — Voir CODE CIVIL, 2.

V

VAGABONDAGE SPECIAL. — Voir COLONIES, 7.

VALEURS MOBILIÈRES. — Prorogation de la date d'entrée en vigueur du régime de la carte d'identité fiscale (art. 8). (Loi de finances du 28 février 1934, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2018.)

VEGETAUX (Protection des). — Voir CONVENTIONS, 5.

VENTES DITES « A PRIX UNIQUE » (Protection des consommateurs). — Proposition de loi de M. Lesaché tendant à protéger les consommateurs contre les abus des ventes dites « à prix unique », N° 523. Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 86. — M. Gautier dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 59 [6 février], p. 102. — M. Caillier dépose un deuxième rapport N° 515. Renvoi des conclusions des rapports à la Commission des finances [4 juillet], p. 1003.

VÉTÉRINAIRES DÉPARTEMENTAUX (Suppression d'emplois). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 29 octobre 1926 portant suppression de 37 emplois de vétérinaires départementaux, N° 590. Voir Table de 1927, p. 632. — M. Neuville dépose, au nom de la Commission d'agriculture, le rapport N° 590 [27 novembre], p. 1148. — Retrait du projet de loi N° 629 [11 décembre], p. 1207.

VILLENEUVE-SUR-LE-LOT. — Voir BIAS.

VINS.

1 — **Vins mousseux ordinaires (Interdiction de la fabrication dans la Champagne viticole).** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à interdire la fabrication des vins mousseux ordinaires à l'intérieur des territoires compris dans la Champagne viticole délimitée par la loi du 27 juillet 1927 (N° 278, année 1932). — Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 86. — 1^{re} dé-

libération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Decroze, Rapporteur de la Commission du commerce; Borgeot, Rapporteur de la Commission de l'Agriculture; Henri Merlin, Patizel et Queuille, Ministre de l'Agriculture. Contre-projet de M. Henri Merlin et plusieurs de ses collègues: art. 1^{er}: MM. Jacquy, René Besnard, Mario Roustan, le comte Louis de Blois et Georges de Grandmaison. Adoption. Art. 2 à 4 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du contre-projet (devenant la proposition de loi) [13 mars], p. 425. — Promulgation: Loi du 20 mars 1934 (J. O. du 22 mars, p. 2914).

2 — **Vins mousseux (Fabrication des).** — Dépôt par M. René Besnard et un certain nombre de ses collègues d'une proposition de loi sur la fabrication des vins mousseux. Renvoi à la Commission du commerce, N° 389 [21 juin], p. 725. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [25 juin], p. 793. — M. Decroze dépose le rapport N° 634 [15 décembre], p. 1272.

3 — **Production viticole.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Reboul tendant à organiser la production viticole en proportion des possibilités de consommation. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 580 [22 novembre], p. 1140.

4 — **Assainissement du marché des vins.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réaliser l'assainissement du marché des vins. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 638 [17 décembre], p. 1320. — M. Eugène Rouart dépose le rapport N° 657. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances, N° 663, [21 décembre], p. 1494. — Fixation de la date de la discussion. Observation de M. Bazile [22 décembre], p. 1539. — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Demande de déclaration de l'urgence. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Discussion générale: M. Lefas, Eugène Rouart, rapporteur; Louis Linyer, Cutili et Mario Roustan. Avis de la Commission des finances, par M. Alfred Brard, N° 689. Suite de la discussion générale: MM. Bruguier, Connevot et Louis Martin. Clôture de la discussion générale. Observation de M. Joseph Caillaux, président de la Commission des finances. Art. 1^{er}: Contre-projet de M. Gaston Bazile et plusieurs de ses collègues: MM. Gaston Bazile et Mario Roustan. Retrait. 1^{er} alinéa de l'article 1^{er}: M. James Hennessy. Adoption. 2^e alinéa: Amendement de M. Paul Germain et plusieurs de ses collègues: MM. Paul Germain et Germain-Martin, ministre des finances. Rejet. Adoption de l'alinéa. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: M. James Hennessy. Adoption du début du 1^{er} alinéa. Amendement de M. Lefas: M. Lefas. Retrait. Adoption de la fin du 1^{er} alinéa. Amendement de M. Gaston Bazile et plusieurs de ses collègues: M. Gaston Bazile. Adoption. Adoption des autres alinéas et de l'ensemble de l'article 2. Art. 2 bis: M. Lefas. Alinéa 1^{er}: Réservé. 2^e alinéa: Amendements: 1^o de M. Boivin-Champeaux; 2^o de M. Gaston Bazile et plusieurs de ses collègues; 3^o de M. Lefas. Observations de M. Marcel Donon, vice-président de la Commission de l'Agriculture; Albert Mahieu, et Germain-Martin, ministre des finances. Suppression du 2^e alinéa.

Adoption de l'art. 2 bis, réduit au 1^{er} alinéa. Art. 3. Adoption des sept premiers alinéas. 8^e alinéa: Amendement de M. le comte d'Harcourt et plusieurs de ses collègues: M. le comte d'Harcourt, Germain-Martin, ministre des finances. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Amendement (art. additionnel 3 bis) de M. Lefas: MM. Lefas et Germain-Martin, ministre des finances. Retrait. Art. 4: Amendement de M. Camille Reboul: MM. Camille Reboul et Germain-Martin, ministre des finances. Retrait. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e et dernier alinéa: MM. Henri Merlin et Germain-Martin, ministre des finances. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 5: Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de MM. Dalbiez, Bazile et Rameil: MM. Eugène Rouart, rapporteur; Gaston Bazile, Cassez, ministre de l'Agriculture, et Mario Roustan. Adoption. Adoption du 2^e alinéa. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Art. 5 bis: M. François-Saint-Maur. Amendement de MM. Dalbiez, Bazile et Rameil: M. Gaston Bazile. Adoption. Sur l'article: MM. Gaston Bazile et Cassez, ministre de l'Agriculture. Adoption de l'article. Art. 5 ter: MM. François-Saint-Maur, Germain-Martin, ministre des finances, et Capus. Adoption. Art. 14: Amendement de M. André Fallières: MM. André Fallières, Germain-Martin, ministre des finances; Mauger, Delthil, Sireyjol, P.-E. Flandin, président du Conseil; Albert Sarraut et François-Saint-Maur. Retrait. Amendement de M. François-Saint-Maur et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Sireyjol. Retrait. Amendement de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Michel. Adoption de l'art. 14. Art. 14 bis: Demande de suppression de l'article, par MM. Dalbiez, Bazile et Rameil: adoption. Amendement de M. Bruguier: retrait. Amendement de M. Boivin-Champeaux et le comte d'Harcourt: M. Boivin-Champeaux. Retrait. Art. 15: adoption. Art. 15 bis: adoption. Amendement de MM. Paul Jourdain et Pféger: MM. Paul Jourdain et Cassez, ministre de l'Agriculture. Retrait. Art. 16: adoption. Art. 16 bis: Demande, par MM. Dalbiez, Bazile et Rameil, du rétablissement du texte voté par la Chambre: adoption. Art. 16 bis A: adoption. Art. 16 ter: Amendement de M. Linyer et plusieurs de ses collègues: non soutenu. Adoption de l'article. Art. 16 quater, 17, 17 bis, 17 ter: adoption. Art. 18: Amendement de M. le comte H. d'Andlau et plusieurs de ses collègues: M. le comte H. d'Andlau et Germain-Martin, ministre des finances. Retrait. Adoption de l'art. 18. Sur l'ensemble: M. Marrou, Germain-Martin, ministre des finances, et Jean Durand. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1593. — Promulgation: Loi du 24 décembre 1934 (J. O. du 25 décembre, p. 12699).

5 — **Vins fabriqués avec des fruits secs.** — Voir DOUANES, 55.

6 — **Vins importés en fiasques, etc.** — Voir DOUANES, 41.

7 — **Vins mousseux naturels (Etiquetage des).** — Voir RÉOLUTIONS, 8.

8 — **Vins de Porto et de Madère.** — Voir DOUANES, 36.

9 — **Régime douanier, « Modus vivendi » du 4 mars 1932.** — Voir DOUANES, 48.

VITICULTURE.

Coordination des textes concernant la viticulture. — Voir RÉOLUTIONS, 22.

Lois de finances. — Budgets de 1934 et 1935. — Encouragements à la viticulture. Extension de la procédure des fonds de concours (art. 63). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (Budget de 1935): Fixation du prélèvement pour frais de contrôle et de viticulture (art. 29). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

VOIES FERREES (Régime international des). — Voir CONVENTIONS, 30.

VOIES FERREES D'INTERET LOCAL. — Voir CHEMINS DE FER.

VOIES ET MOYENS. — Evaluation des voies et moyens (art. 27). (Loi de finances du 28 février 1934, J. O. du 1^{er} mars, p. 2018). — (Budget de 1935): Evaluation des voies et moyens (art. 13). (Loi de finances du 24 décembre 1934, J. O. du 25 décembre, p. 12610.)

VOIRIE DEPARTEMENTALE ET VICINALE. — Voir RÉOLUTIONS, 11.

VOIRIE ROUTIERE (Servitudes de visibilité). — Proposition de loi de M. Gaston Carrère tendant à créer des servitudes de visibilité pour l'utilité de la voirie routière (N° 146, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 86. — M. Antoine Borrel dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport N° 67 [15 février], p. 111. — Renvoi pour avis, à la Commission de l'agriculture [22 février], p. 153. — M. Neuville dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 415 [25 juin], p. 808. — M. Henri Laidier dépose l'avis de la Commission des finances [5 juillet], p. 1049.

VOYAGEURS DE COMMERCE. — Voir CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE.

W

WAGONS-POSTE ET COLIS POSTAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, jusqu'au 30 juin 1934, la convention du 19 décembre 1925 et l'avenant du 12 janvier 1927 passés entre les Ministres des Travaux publics et du Commerce et les grands réseaux de chemins de fer, pour assurer la circulation des wagons-poste et régler les conditions et délais de transport des colis postaux. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 136 [28 février], p. 285. — M. de Courtois dépose le rapport N° 213 [9 mars], p. 414. — 1^{re} délibération. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 mars], p. 474.

Z

ZONE D'ORGANISATION DEFENSIVE DES FRONTIERES (Installation d'usines). — Voir ARMÉE, 6.

ZONES FRANCHES. — Voir CRÉDITS, 3. — RÉOLUTIONS, 4.